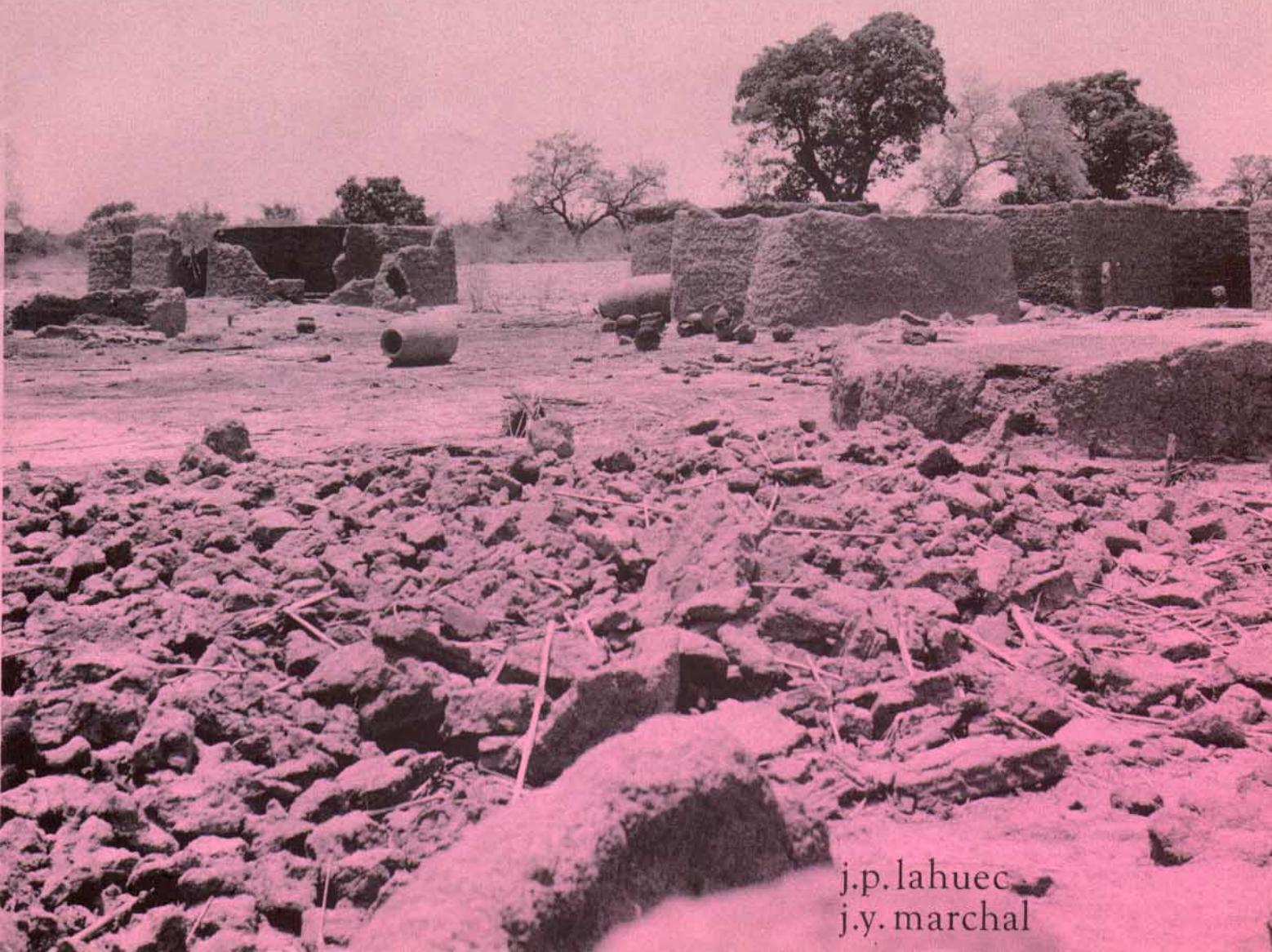


mobilité du peuplement  
Bissa et Mossi



j.p. lahuec  
j.y. marchal

***TRAVAUX  
ET DOCUMENTS  
DE L'ORSTOM.***



**MOBILITÉ DU PEUPLEMENT  
BISSA ET MOSSI**

J.-P. LAHUEC  
et J.-Y. MARCHAL



# ÉDITIONS DE L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

## RENSEIGNEMENTS, CONDITIONS DE VENTE

Pour tout renseignement, abonnement aux revues périodiques, achat d'ouvrages et de cartes, ou demande de catalogue, s'adresser au :

SERVICE DES PUBLICATIONS DE L'ORSTOM  
70-74, route d'Aulnay - 93140 BONDY (France)

- Tout paiement sera effectué par chèque bancaire barré ou par C. C. P., au nom du Service des Publications ORSTOM-C. C. P. : 22.272-21 Y PARIS.
- Achat au comptant possible à la bibliothèque de l'ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

## I - CAHIERS ORSTOM

### BIOLOGIE

ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET PARASITOLOGIE  
HYDROBIOLOGIE  
HYDROLOGIE

OCÉANOGRAPHIE  
PEDOLOGIE  
SCIENCES HUMAINES

séries trimestrielles

Abonnement: France 120 F.  
Etranger 156 F. 36,30 US dollars

GÉOLOGIE - série semestrielle

Abonnement: France 96 F.  
Etranger 120 F. 28,00 US dollars

## II - BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE

12 numéros par an  
(15 fascicules)

Abonnement: France 115 F.  
Etranger 130 F. 30,25 US dollars

## dans la collection TRAVAUX ET DOCUMENTS :

- **Le chemin des Peul du Boobola**  
de Michel BENOIT — N° 101.

## dans la collection ATLAS DES STRUCTURES AGRAIRES :

- **ZAONGHO, étude géographique d'un village de l'Est-Mossi**  
de Jean-Paul LAHUEC — à paraître.

**TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'ORSTOM N° 103**

Jean-Paul LAHUEC et Jean-Yves MARCHAL

**LA MOBILITÉ DU PEUPLEMENT  
BISSA et MOSSI**

PREMIÈRE PARTIE PAR J.-P. LAHUEC

**Le peuplement et l'abandon de la vallée de la Volta Blanche, en pays bissa**  
(Sous-Préfecture de Garengo)

DEUXIÈME PARTIE PAR J.-Y. MARCHAL

**La pénétration mossi dans la plaine du Gondo et le « Sahel »**  
(Sous-Préfecture de Tougan et de Djibo)

ORSTOM  
PARIS  
1979

.....  
« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41,  
« d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé  
« du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les  
« analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute  
« représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de  
« l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).  
« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, consti-  
« tuerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code  
« Pénal. »  
.....

© O.R.S.T.O.M., 1979

I.S.B.N. : 2-7099-0511-6

# Présentation : Sédentarité et mobilité rurale dans le bassin des Volta

Les recherches en géographie ont principalement pour objet d'étude les situations observables aujourd'hui. Elles décrivent et expliquent ce qui se voit. Toutefois pour parvenir à la compréhension de l'objet étudié, il est primordial de ne pas sous-estimer la notion de relativité, dans le temps et dans l'espace.

Les situations observées à un certain moment, sur un quelconque territoire, s'inscrivent invariablement dans une dynamique. Pour percevoir cette dernière, il faut, d'une part, être curieux des témoignages du passé — que ceux-ci soient immédiatement lisibles dans les paysages ou qu'il soit nécessaire de les « décoder » dans la tradition orale ou les archives — et, d'autre part, se dégager du niveau des études ponctuelles pour embrasser un champ spatial suffisamment large.

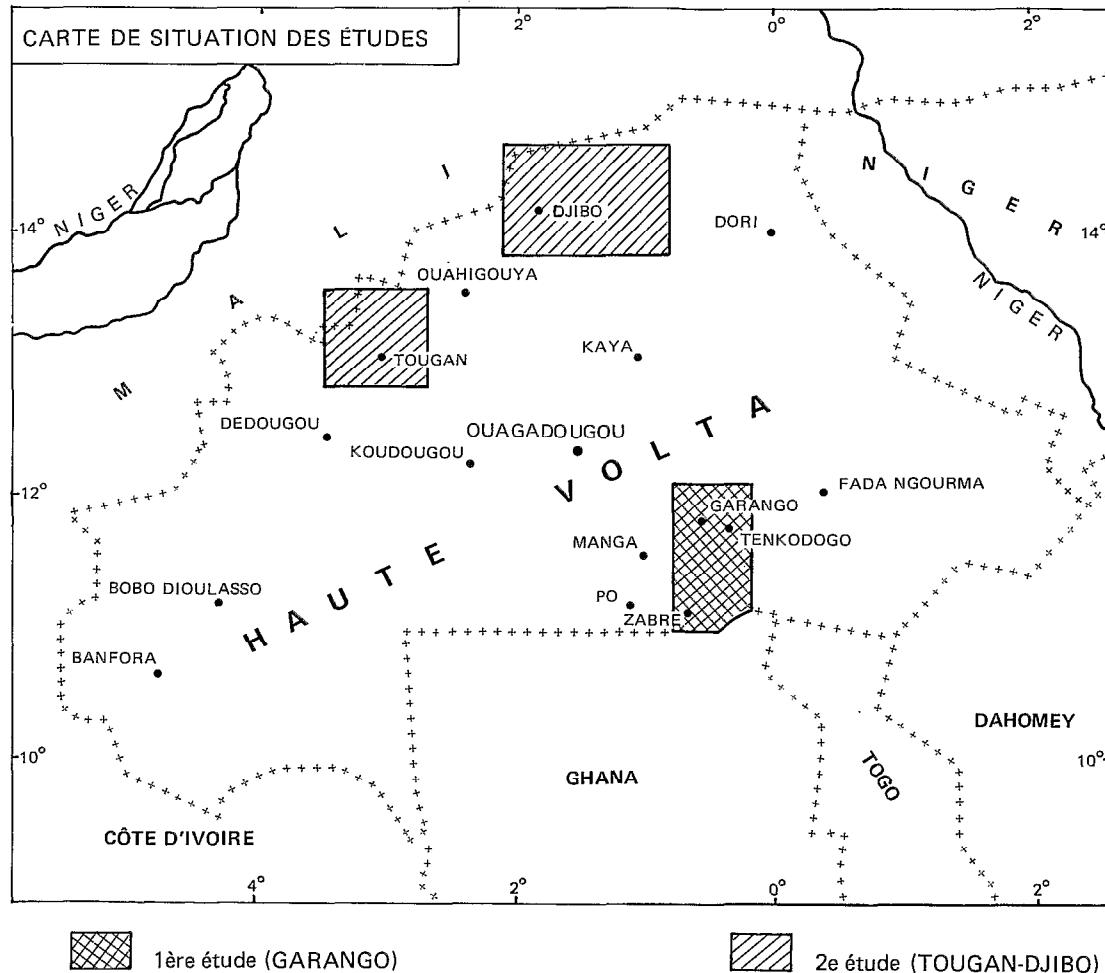
A titre d'exemple, au cours des années 1972-1975, une étude, à laquelle participaient les auteurs des textes présentés ici, a eu pour objet les migrations voltaïques (<sup>1</sup>). Les chercheurs ont constaté, à mesure de l'avancement de leurs enquêtes de terrain, que le développement du phénomène migratoire qu'ils analysaient ne pouvait se comprendre sans faire appel aux données de l'histoire locale. Poursuivant leurs investigations dans cette voie, ils ont reconnu que les déplacements de population avaient été provoqués, dans une large mesure, par des agents étrangers aux sociétés rurales, mossi et bissa, concernées. Enfin, en comparant les mouvements observés dans toutes les régions, ils sont parvenus à mettre en évidence que les caractères supposés régionaux, dans une première phase de la recherche, étaient, en fait, communs à l'ensemble de l'espace étudié et, de plus, répondaient aux mêmes moments aux mêmes agents (<sup>2</sup>).

Les deux études qui suivent présentent le desserrement des peuplements bissa et mossi, en dépassant le constat d'une situation présente — abandon des vallées soudanaises et mise en cause de la sédentarité au sahel — pour aborder le phénomène dans sa dynamique, depuis ses origines (<sup>3</sup>).

La première étude, distincte de l'enquête dont il vient d'être fait état, contribue à la connaissance des conditions offertes au peuplement dans la vallée de la Volta Blanche, compte tenu du « complexe » onchocerquien (<sup>4</sup>).

La seconde étude relève de l'enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi, mais a été poursuivie au-delà de la durée de cette dernière pour s'intéresser plus particulièrement aux problèmes liés à la sédentarité sur les marges du Gurma, d'une part, et aux abords de la plaine du Gondo, d'autre part.

En définitive, les deux études traitent de trois régions séparées les unes des autres, de 250 km N.-S. entre le pays bissa et le Sahel voltaïque, de 120 km N.E.-S.O. entre ce dernier et le pays samoa voisin du Gondo.



Que ces études ne se soient pas déroulées dans le même temps et qu'elles n'aient pas été animées par les mêmes motivations scientifiques — la première répondant à la question : « pourquoi et comment les vallées du pays bissa sont-elles abandonnées aujourd'hui », tandis que la seconde se préoccupe des relations entretenues depuis long-temps entre le pays mossi et ses marges — n'empêchent pas qu'elles aient fait appel, l'une et l'autre, à des démarches très voisines que le lecteur identifiera aisément.

Outre la volonté délibérée d'appuyer le raisonnement sur un important dossier cartographique dont la lecture permet de suivre la dynamique des desserrements villageois, le renvoi constant aux documents historiques est manifeste dans les deux études. Les archives coloniales ont été dépouillées tant en Haute Volta qu'au Sénégal et en Côte d'Ivoire et, dans le cas du pays bissa, la tradition orale a été fortement sollicitée.

De plus, un effort particulier a été consenti au moment de la préparation des textes pour que l'information de terrain ne soit pas trop épurée. Les auteurs ont voulu que les documents, qui ont été des instruments de réflexion au cours de leur propre recherche, puissent être, tout aussi valablement, utilisés par les chercheurs et les responsables des services voltaïques, même si les problématiques de ces derniers sont différentes des leurs. En effet, les informations reportées sur les cartes et en annexes sont à prendre en compte pour toute approche des sous-préfectures de Garango, de Tougan et de Djibo, où la mobilité du peuplement constitue l'une des composantes régionales essentielles.

Par ailleurs, et indépendamment des démarches suivies, l'objet mêmes des études : le desserrement du peuplement bissa et mossi, s'inscrit dans une même liste d'événements contemporains et, au bout du compte, suggère la même question, aussi paradoxale qu'elle puisse paraître : « les sédentaires ne sont-ils pas mobiles ? » Cette opposition entre des qualificatifs apposés sur des groupements humains ne dépend-elle pas de la période de temps pendant laquelle ces derniers sont l'objet d'observations ? La sédentarité n'est-elle pas toute relative ?

Qu'il soit question de l'implantation d'immigrés dans les savanes boisées de la vallée de la Volta Blanche ou bien dans la « brousse tigrée » du Sahel, il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de mouvements périphériques aux régions fortement peuplées. Ceux-ci, liés à l'origine à la recherche de terres disponibles, ont pris une grande ampleur une fois la Boucle du Niger et le Bassin des Volta occupés par les Français. L'implantation agricole, dérivée des migrations à la périphérie des pays bissa et mossi, devient, dès 1900-1910, essentiellement le fait de dissidents, de contestataires de l'autorité coloniale, qui refusent le paiement de l'impôt de capitation, les prestations de toute nature, les recrutements de tirailleurs et les cultures forcées.

L'imposition fiscale constraint les paysans à vendre leur récolte et leur cheptel en plus grande quantité qu'il ne serait acceptable pour maintenir un équilibre déjà précaire entre la production et les besoins. Cette politique atteint rapidement ses limites. Outre la grande famine de 1914, les signes de malaises se multiplient : insoumissions, migrations hors de portée des contraintes administratives. Celles-ci, pourtant, ne cessent de croître après la suppression du Haut Sénégal-Niger et la création de la colonie de Haute Volta, en 1919. Le « développement » du territoire est lancé sur la base exclusive d'une production cotonnière intensive mais ne réussit pas à faire de la Haute Volta une colonie « viable », malgré l'importance des efforts consentis par les populations et les moyens employés par l'administration. En conséquence, la Haute Volta est rayée de la carte de l'A.O.F. entre 1932 et 1947. C'est alors que l'augmentation annuelle de l'impôt, à laquelle s'ajoutent les recrutements forcés de main-d'œuvre pour les chantiers du Soudan et de la Côte d'Ivoire, rendent le régime de vie des populations excessivement rude et contraignent ces dernières à désertuer, à s'expatrier. La colonie britannique de Gold Coast (l'actuel Ghana) et les régions voltaïques les moins peuplées et les moins contrôlées accueillent des milliers de « réfractaires » dans des aires de « refuges ». Ce sont principalement, outre les régions de la Gold Coast, situées le long de la frontière, le pays gurunsi et les vallées désertes des Volta Rouge et Blanche, ainsi qu'au nord, les « brousses » de Djibo-Aribinda et celles du pays samo. Malgré la diversité des contextes d'accueil, la finalité des implantations est partout la même : se cacher pour cultiver et vivre comme avant.

Cette situation dure le temps que met l'autorité coloniale à localiser les fugitifs ; ce qui arrive parfois, accompagné d'actes de répression. Alors, les « réfractaires » se dispersent. Les uns retournent, contraints, dans leur village d'origine (souvent pour un court délai...) ; d'autres s'enfoncent plus avant dans les « brousses », dans l'espoir d'un nouveau sursis. Cependant, devant l'ampleur des mouvements « échappatoires », qu'elle n'a pas les moyens de contenir réellement, l'administration se lasse. Elle finit par accepter les situations de fait : les fugitifs « deviennent » des immigrés recensés dans les villages récemment créés. Dans le même temps, les contraintes s'amenuisent puis disparaissent. En 1947, au moment où la Haute Volta est reconstituée, les prestations locales sont diminuées, les réquisitions de travailleurs supprimées et la libre circulation tolérée. Dès lors, puisque cessent les facteurs d'exode, une partie des immigrés regagne ses foyers d'origine (notamment les plus âgés), pendant que d'autres quittent ce qui n'avait été qu'un refuge pour des régions qu'ils jugent plus aptes à la satisfaction de leurs besoins.

Restent des reliquats, encore importants parfois, mais le plus souvent fortement atteints dans leurs effectifs, qui se trouvent confrontés à de nouvelles conditions d'existence étroitement liées aux modalités locales de leur implantation.

Cette dernière est homogène en pays samo du fait de potentialités des sols peu différenciées et de la présence d'un chevelu hydrographique diffus qui permet de se ravitailler aisément en eau. Malgré une occupation du sol contestée par la population d'accueil, l'implantation mossi aux abords du Gondo assure son emprise.

Au Sahel, par contre, les immigrants n'ont pu s'implanter de manière durable faute de pouvoir toujours s'adapter aux conditions écologiques, bien différentes de celles de leur milieu d'origine. L'irrégularité des précipitations et son corollaire : les problèmes de ravitaillement du cheptel et des hommes en eau, sont, en effet, peu compatibles avec la mise en place d'un solide réseau villageois. Ils imposent des déplacements incessants de l'habitat le long des rares « marigots » ou bien encore des concentrations autour des points d'eau pérennes. Encore sont-ce là des dispositions qui n'excluent pas, lors des « sécheresses » prolongées, des déplacements de plus grande ampleur, voire un reflux du peuplement vers la zone soudanienne.

Dans les branches du réseau dessiné par la Volta Blanche et ses affluents, des groupements se vident lentement de leur population ou disparaissent brutalement. L'insalubrité du milieu en est ici la cause principale : les effets de l'onchocercose mettent en péril les groupements isolés aux effectifs restreints. Dès lors que ces derniers sont atteints par la maladie, les ressources physiques et morales manquent aux habitants pour résister à d'autres calamités — telles que les épidémies, les attaques de fauves, les mauvaises récoltes — dont les effets, cette fois plus brutaux, donnent au mouvement d'abandon des villages une impulsion finale.

Ainsi, dans bien des cas, le complexe local des éléments naturels contrarie le désir des immigrants de s'établir définitivement dans les lieux choisis. Toutefois, des accommodements sont possibles quand les populations s'adaptent à de nouveaux genres de vie. Certains cultivateurs mossi ne sont-ils pas devenus éleveurs au Sahel ? Une « sédentarité » liée à la mobilité de l'habitat sur de courtes distances n'est-elle pas accessible aux cultivateurs de mil qui « s'aventurent » dans les plaines sahéliennes à la recherche des bons sols sableux ? Cette question, posée déjà par J. GALLAIS<sup>(5)</sup> ne nous paraît pas utopique même si nous observons actuellement un « décrochement » des sédentaires du Sahel pour les régions plus méridionales.

Que dire, aussi, des paysans bissa qui, après avoir abandonné les villages proches des cours d'eau, entreprennent aujourd'hui une reconquête purement agricole, cette fois, des terroirs abandonnés. Ils mettent en œuvre une dynamique qui les conduit à défricher et à cultiver de plus en plus loin des lieux qu'ils habitent ; ce qui ne va pas sans créer de nouveaux problèmes de gestion de l'espace, dont doit tenir compte l'Autorité pour l'Aménagement des Vallées des Volta (A.A.V.V.) dans son programme d'implantation de périmètres de colonisation<sup>(6)</sup>.

J.-P. LAHUEC et J.-Y. MARCHAL  
Paris, octobre 1977.

<sup>(1)</sup> Etude effectuée dans le cadre d'une convention signée entre le Ministère du Travail et de la Fonction Publique de Haute Volta et le Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C.) et animée, sous la responsabilité des géographes G. SAUTTER et G. REMY, par A. QUESNEL, J. VAUGELADE (démographes), G. ANCEY, J.-L. BOUTILLIER (économistes), J. CAPRON, J.-M. KOHLER, F. MARTINET (sociologues). P. LESSELINGUE (psychosociologue), M. BENOIT, J.-P. LAHUEC et J.-Y. MARCHAL (géographes). Cette étude a donné lieu à la publication d'une dizaine de fascicules entre 1975 et 1977, sous le titre : *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi*.

<sup>(2)</sup> Le champ spatial à l'intérieur duquel s'observe ces déplacements de population pourrait être étendu aux territoires voisins de la Haute Volta : Niger, Mali (ancien Soudan français) et les régions nord de la Côte d'Ivoire.

<sup>(3)</sup> Une recherche est menée depuis 1976 par J.-P. HERVOUET, géographe de l'ORSTOM, sur le thème du peuplement et du dépeuplement dans l'ensemble des vallées des Volta (Rouge, Blanche et Noire) et s'intéresse particulièrement aux problèmes liés à l'aménagement en cours de périmètres de colonisation. Plusieurs publications doivent paraître, prochainement, sur ce sujet.

<sup>(4)</sup> Onchocercose (ou « cécité des rivières ») = maladie provoquée par des microfilaires qui, dans les cas graves, aboutit à la cécité. Cf. LAHUEC, 3<sup>e</sup> partie, l'abandon des vallées, les causes de l'abandon.

<sup>(5)</sup> GALLAIS, 1975, *Pasteurs et paysans du Gourma, la condition sahélienne*, CNRS-CEGET, Bordeaux.

<sup>(6)</sup> L'Autorité pour l'Aménagement des Vallées des Volta (A.A.V.V.) a été créée en septembre 1974. C'est une société d'Etat dont l'objet est le peuplement des zones inhabitées, l'exploitation rationnelle des terres aménagées et la participation à la construction de barrages et d'industries agricoles. Dans les vallées, les zones d'aménagement prioritaires couvrent 9.700 km<sup>2</sup> pour les Volta Blanche et Rouge, 4.500 km<sup>2</sup> pour la Volta Noire et la Bougouriba, soit, au total, 5 % du territoire voltaïque.

*Première partie*

## **Le peuplement et l'abandon de la vallée de la Volta blanche en pays bissa**

(Sous-Préfecture de Garango)

Jean-Paul LAHUEC

## RÉSUMÉ

Ce texte étudie le peuplement bissa de la sous-préfecture de Garango dans ses relations avec les vallées inhabitées de la Volta Blanche et de ses affluents.

Une analyse historique détaillée de la mise en place du peuplement actuel montre que les vallées ont toujours servi de refuge à des communautés dissidentes ou réfractaires à une autorité étrangère. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le refus de la domination coloniale française entraîne un peuplement des vallées d'une ampleur sans précédent.

Ce peuplement n'aura dans la plupart des cas qu'une existence éphémère et devra refluer 30 à 40 ans plus tard. L'onchocercose, maladie à vecteur, entraînant la cécité et laminant petit à petit les forces de travail, est le principal responsable de l'abandon des vallées. Des facteurs secondaires (trypanosomiase et endémies diverses, lions et animaux sauvages en général, famines d'origine climatique ou acridienne) peuvent localement intervenir dans le processus d'abandon pour lui donner une impulsion finale et définitive.

## ABSTRACT

### Part One : POPULATION AND DESERTION OF THE WHITE VOLTA VALLEY IN BISSA COUNTRY

The present text deals with the relationship between the Bissa population of the Garango sub-prefecture and the inhabited valleys of the White Volta and its affluents.

A detailed historical analysis of the settlement of the present-day population shows that the valleys have always been a place of refuge for dissident communities or those hostile to foreign rule. At the beginning of the XX<sup>th</sup> century, French colonial domination leads to an unprecedented increase in the valley population.

In most cases, this is only temporary, lasting some 30 or 40 years. The main factor leading to desertion of the valleys is onchocercosis, a carrier disease causing blindness and gradually choking off the work force. Secondary factors (trypanosomiasis and various endemic diseases, lions and other wild animals, famines due to climatic or acridian conditions), may intervene locally and give a final impulse to the process of desertion.

## REMERCIEMENTS.

Ce texte résulte d'une série d'enquêtes historiques et géographiques effectuées, pour la plupart en 1974 et 1975, dans la sous-préfecture de Garango.

Les habitants de Fingla nous ont offert l'hospitalité au cours de nos tournées. Nous tenons à leur exprimer notre gratitude ainsi qu'à l'ensemble des populations de Garango. Nous y avons toujours trouvé le meilleur accueil.

Les enquêtes ont été menées à bien grâce à la collaboration amicale des autorités administratives et coutumières. Nous remercions plus particulièrement les chefs de canton de Niaogo, Béguedo, Ouarégou, Lenga, Boussouma, Sanogo, Garango et Komtoéga d'avoir toujours répondu à nos sollicitations. Les chefs de Niaogo et de Ouarégou (le regretté Naba PRYONGO), nous ont parfois accompagné sur le terrain. A tous, nous exprimons notre reconnaissance.

Nous tenons à remercier très vivement MM. Alain BAMBARA, Jean-Pierre BILA, Jean SAURET (du Centre ORSTOM de Ouagadougou), Alidou BANSE (de Ouarégou) ; les enquêtes historiques doivent beaucoup à leur persévérance.

Les travaux cartographiques ont été réalisés au Centre ORSTOM de Ouagadougou par MM. André BILGO, Jean LAWSON, Laurent OUEDRAOGO et Joachim SOME.

Enfin, nous adressons nos remerciements à J.-Y. MARCHAL, aux Drs LE BERRE, PROST et ROLLAND qui ont bien voulu lire la première version de ce texte et l'enrichir de leurs suggestions.

# Introduction

## Les grands traits du peuplement actuel

Les déséquilibres de densités sont un des traits dominants de la géographie du peuplement en Haute Volta tant à l'échelle régionale que nationale. La partie centrale du pays, de beaucoup plus peuplée que les autres régions, n'échappe pas elle-même aux contrastes locaux de densité, liés ici à la présence des rivières.

La Volta Blanche, la Volta Rouge et leurs principaux affluents engendrent des couloirs de largeur variable — par endroits 30 à 40 km pour la Volta Blanche — vides d'hommes. Au contraire, leur faisant suite, généralement sans transition, les interfluves sont surpeuplés. La figure 1 : « Densité de la population rurale — Pays Bissa — Sud Pays Mossi » donne une très bonne illustration de cette alternance. En effet, en suivant d'est en ouest à partir de la Volta Rouge le parallèle 11° 45' nord, latitude de Niaogo et de Tenkodogo, nous traversons les contextes de densités suivants :

- $DK = 0$  : la partie orientale du couloir inhabité de la Volta Rouge.
- $DK > 50 \text{ habitants}$  : le plateau de Manga (50 km de large).
- $DK = 0$  : le couloir inhabité bordant l'ouest de la Volta Blanche entre Kaïbo et Niaogo (20 km).
- $DK > 100 \text{ habitants}$  : le nord du pays bissa de Niaogo à Tenkodogo (45 km).
- $DK < 50 \text{ habitants}$  et devenant progressivement nulle : entre Tenkodogo et le cours amont du Sabloro.

Ce transect appelle deux remarques. D'abord le passage d'un contexte de densité à un autre s'effectue de manière très brutale, exception faite de la région située à l'est de Tenkodogo. Ensuite, l'existence du peuplement bissa accroché aux berges de la Volta Blanche constitue une aberration par rapport au schéma habituel de distribution de l'habitat dans les vallées et sur les interfluves. Nulle part ailleurs sur le cours aval de la Volta Blanche en territoire voltaïque ne se retrouve une population aussi solidement implantée de part et d'autre de la rivière<sup>(1)</sup>.

Le schéma actuel : vallées désertes-interfluves suroccupés, dérive d'une situation ancienne plus complexe.

Les vallées ont été indubitablement peuplées à certaines époques. Elles fourmillent de témoins d'occupation dont la nature atteste l'instabilité du peuplement. Des indices les plus ténus — poteries d'un type inusité de nos jours — aux ruines d'habitat récentes, une longue chaîne de témoignages concrets prouve que l'abandon des vallées a débuté il y a très longtemps et qu'il se poursuit de nos jours.

Mais ces témoignages archéologiques induisent toute une série de questions.

S'agit-il d'un mouvement continu qui en serait aujourd'hui à sa phase ultime et qui aurait abouti à un transfert quasi général des populations des vallées vers les interfluves ?

<sup>(1)</sup> Yakala (au sud de Niaogo) est un îlot de peuplement à cheval sur la Volta Blanche. C'est une toute petite enclave au milieu de la brousse, relique d'un habitat ancien plus important. Elle ne peut être comparée à Niaogo.

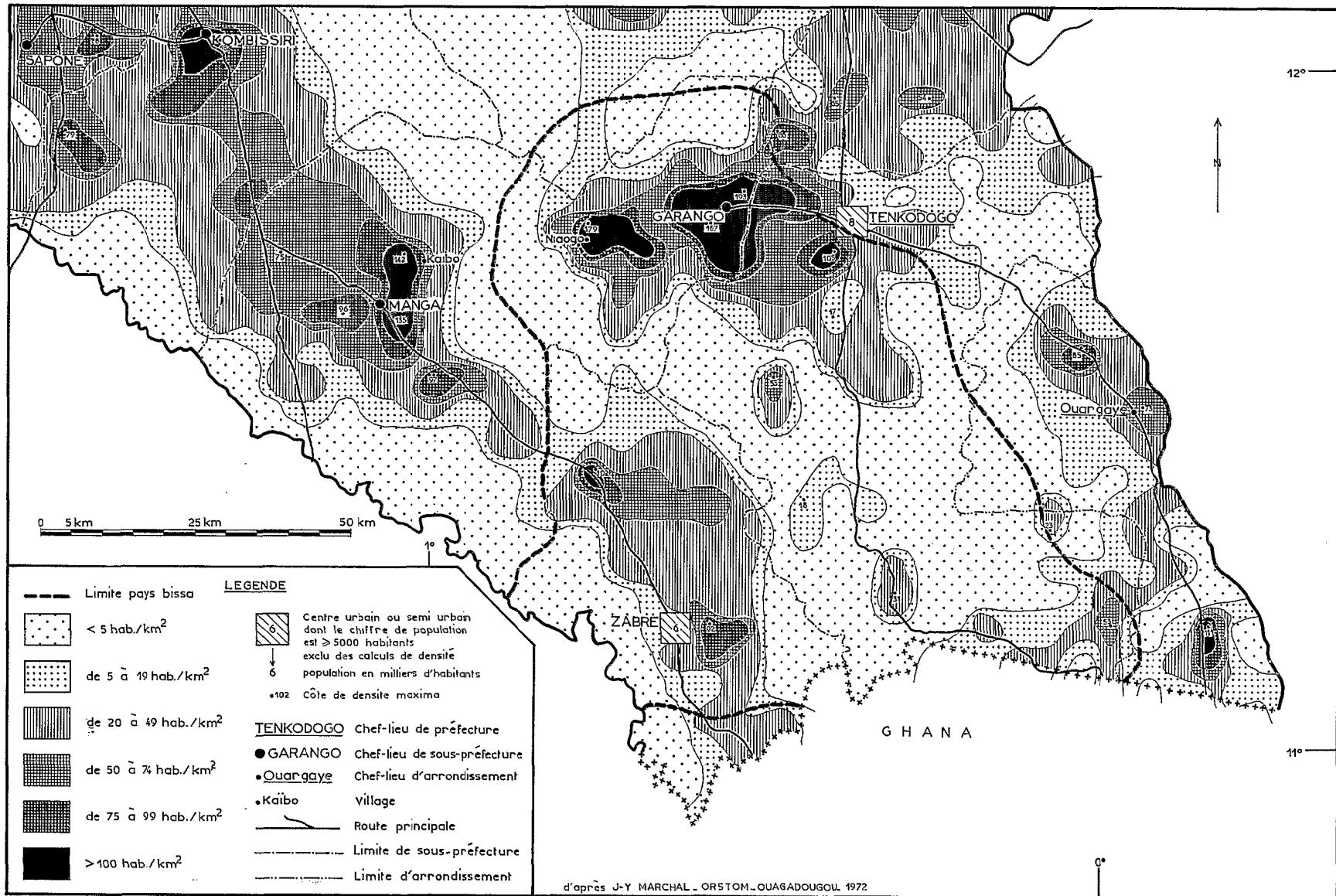


FIG. 1. — Densité de la population rurale pays Bissa-sud pays Mossi.

S'agit-il, au contraire, d'un mouvement discontinu où alternent pulsions d'avancée et de recul d'un front de peuplement toujours mouvant et dont l'instabilité résulterait de l'inviabilité des vallées ?

Quels effectifs auraient-ils été touchés par ces mouvements, et à quelles dates ?

Pour quelles raisons des populations se seraient-elles portées vers les vallées puis déportées vers les interfluves ?

Pourquoi à l'heure actuelle, la recolonisation agricole spontanée de certains secteurs abandonnés (dans un contexte de surcharge démographique évident) ne s'accompagne-t-elle pas de la création de nombreux villages dans le pays bissa ?

Toutes ces questions n'ont pas fait, jusqu'à présent, l'objet de réponses globales bien qu'elles aient été abordées par des auteurs de différentes disciplines.

Pour les médecins, l'insalubrité est la cause principale de l'abandon des vallées. Toute communauté qui s'y installe est victime de l'onchocercose, maladie filaire dont le vecteur est une mouche : *Simulium Damnosum* (<sup>1</sup>). La conséquence la plus spectaculaire en est la cécité mais d'autres conséquences secondaires et l'action d'associations pathologiques surajoutées détruisent l'équilibre économique — par élimination des actifs — et contraignent les habitants des villages touchés « au déguerpissement ».

Déjà, en 1938, dans un des premiers articles consacrés à l'onchocercose africaine RICHET écrit :

« ... Enfin nous avons remarqué en plusieurs villages que l'association de la volvulose (<sup>2</sup>) avec d'autres affections endémiques — ankylostomiases notamment — aggrave le tableau morbide à un tel point que les villages éprouvés sont parfois menacés de disparition complète. Les habitants sont alors affaiblis à un tel degré que tout travail, toute culture leur deviennent impossibles. La famine s'ensuit qui, à son tour, aggrave les conséquences désastreuses des parasitoses. un cercle vicieux, volvulose, ankylostomiasis, avitaminose se trouve ainsi constitué » (Richet, 1938).

Les travaux médicaux sur l'onchocercose et les causes de l'abandon des vallées, par ailleurs remarquables, manquent toutefois d'une perspective historique à long terme.

Pour le pédologue, le manque d'eau est l'élément déterminant du processus d'abandon. Mais de nombreux villages situés à proximité de mares pérennes de la Volta Blanche ont tout de même disparu...

La seule étude géographique publiée sur ce sujet en Haute Volta (RÉMY, 1968), sans nier les causes sanitaires, accorde la prépondérance au facteur psychologique : la « peur de la brousse » née d'une impossibilité à la vaincre. Cette opinion, à notre avis très discutable en elle-même, est issue de travaux portant sur un secteur très restreint de la Volta Rouge. Elle ne peut donc être extrapolée d'emblée à l'ensemble des vallées de la S.P. de Garango (<sup>3</sup>), cadre territorial de nos recherches de terrain.

Pour répondre aux questions énumérées ci-dessus, il nous a paru nécessaire de replacer le mouvement d'abandon des vallées dans une perspective historique, afin d'établir la chronologie des différentes phases.

Aussi avons-nous d'abord cherché à recueillir le maximum de renseignements relatifs à la mise en place du peuplement régional. Une enquête systématique a été faite auprès de l'ensemble des unités administratives de la S.P. de Garango, à l'échelon le plus fin possible. Ainsi s'explique le choix du quartier administratif, de préférence au village, comme base des enquêtes historiques. En effet les effectifs plus modestes des quartiers permettent une approche plus facile et leur signification géographique est beaucoup plus réelle que celle du village.

Le quartier est généralement le lieu d'habitat d'un segment de lignage, auquel sont associés des représentants d'un ou plusieurs segments « étrangers ». Aussi, en première approximation, l'analyse de la composition lignagère permet-elle de préjuger des mouvements d'immigration (<sup>4</sup>). Homogène, elle traduit l'absence d'immigration ; hétérogène, elle signifie apports extérieurs, dont l'enquête sur place révèle la provenance.

Dans chaque quartier, nous avons noté les origines ethniques et géographiques avouées, les cheminements migratoires préalables à l'installation actuelle de l'ensemble des lignages représentés. Pour la période coloniale, une chronologie a pu être établie grâce au relevé des dates de prise de commandement des chefs de canton et de village, celles-ci étant confrontées aux souvenirs des anciens.

(<sup>1</sup>) Cf. p. 71 la description de la maladie.

(<sup>2</sup>) Le parasite est *Onchocerca volvulus* d'où cet autre nom de l'onchocercose également baptisée cécité des rivières.

(<sup>3</sup>) S.P. = Sous-Préfecture. Dans la suite du texte cette abréviation sera toujours utilisée.

(<sup>4</sup>) La composition lignagère des effectifs villageois a été relevée dans les cahiers de recensements administratifs, à la S.P. de Garango.

Pour la période pré-coloniale, il est beaucoup plus difficile d'avancer une chronologie. Les difficultés inhérentes à ce type d'enquête fondé sur la collecte des traditions orales sont légion : lacunes de mémoire, généalogies volontairement ou involontairement incomplètes, problèmes de datation, de localisation des anciens sites habités, possibilités d'adaptation, voire d'invention de certains faits en harmonie avec une certaine version « officielle » de l'histoire... Dans le cas de la S.P. de Garango, la nature du milieu social exacerbé encore les insuffisances « habituuelles » de la tradition orale.

En effet, celle-ci ne bénéficie pas, comme chez les Mossi, du support de généalogies relativement fiables, retransmises de génération en génération, sous couvert d'une dynastie de griots au service d'une chefferie. De plus, la chefferie est elle-même une institution récente en pays bissa, empruntée aux Mossi et mise en place dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>(1)</sup>.

L'absence de liens dynastiques ou institutionnels entre les différents commandements politiques ne favorise pas les recherches. Les faits de peuplement ne peuvent donc être confrontés à une liste dynastique unique qui servirait de base chronologique, comme cela peut se faire en pays mossi.

Enfin, difficulté supplémentaire, les informateurs répugnent à transmettre un savoir historique autre que celui de leur propre communauté.

En première partie, la mise en place du peuplement est étudiée de manière détaillée. Au moment où s'ouvre la période coloniale, les vallées sont dans l'ensemble plus désertes encore qu'elles ne le sont aujourd'hui. C'est la colonisation, à travers ses conséquences, qui les ranime. Les causes et les caractéristiques de l'accès aux vallées sont examinées dans la seconde partie.

Beaucoup de hameaux créés au-delà du front de peuplement après 1900 n'ont eu qu'une brève existence. Certains ont subsisté plus longtemps ou subsistent encore, d'autres sont devenus des villages florissants. L'étude des causes et des processus d'abandon des premiers, en opposition avec les facteurs de réussite des derniers, permet dans une troisième partie l'interprétation globale des relations entre peuplement de vallées et d'interfluves et de répondre ainsi à la problématique, exposée ci-dessus.

Il va de soi que la juxtaposition vallées désertes-interfluves suroccupés constitue pour la Haute Volta un problème économique fondamental. Cette situation écarte du patrimoine agricole voltaïque un stock de terres considérable. Leur accès pourrait en partie résoudre les difficultés vivrières chroniques dont souffrent certaines régions trop densément peuplées du plateau mossi. L'idée de leur mise en valeur par une colonisation encadrée n'est pas nouvelle, mais elle s'est heurtée à des obstacles financiers et au problème de l'assainissement. Depuis peu — 1973 — elle connaît un début de concrétisation sur le terrain. Quelques colonats agricoles ont été installés dans la vallée de la Volta Blanche par l'A.A.V.V. (Autorité pour l'Aménagement des Vallées des Volta). Parallèlement, une opération d'éradication de l'onchocercose est menée à l'échelle inter-états.

Bien que l'étude de cette colonisation agricole encadrée ne soit pas abordée ici, nous souhaitons que ce texte puisse apporter quelques éléments nouveaux de réflexion aux réalisateurs de ce projet.

\* \* \*

La S.P. de Garango, dont le chef-lieu se situe à environ 110 km à vol d'oiseau au sud-ouest de Ouagadougou (Fig. 2), compte en 1973, 73.530 habitants : 71.810 Bissa, 1.430 Peul et 290 Mossi<sup>(2)</sup>.

La supériorité numérique des Bissa est donc écrasante. Cependant, le rôle économique des Peul est loin d'être négligeable : comme dans beaucoup de régions soudanaises, ils élèvent les bovins que leur confient leurs hôtes. Par contre, les 38 familles qui composent le groupe mossi se diluent dans l'espace : elles sont dispersées dans 21 villages différents et ne sont citées que pour mémoire.

Administrativement, la S.P. de Garango se divise en 8 cantons. Ils regroupent chacun un nombre de villages et des effectifs très variables (Fig. 3-4). Celui de Garango est de loin le plus peuplé (20.320 habitants, 19 villages). Les plus petits cantons : Béguédo, Ouarégou, Lenga, comprennent respectivement 3 villages et 5.930 habitants, 4 villages et 5.700 habitants, 5 villages et 3.700 habitants<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Cela est vrai pour les chefferies purement bissa : Busukudma, premier chef de Garango a été intronisé aux environs de 1850. Les chefferies se réclamant d'une origine ethnique mossi sont plus anciennes.

<sup>(2)</sup> Chiffres du recensement administratif de 1973. La croissance annuelle des effectifs villageois est d'environ 2 %.

<sup>(3)</sup> Y compris les « villages » peul.

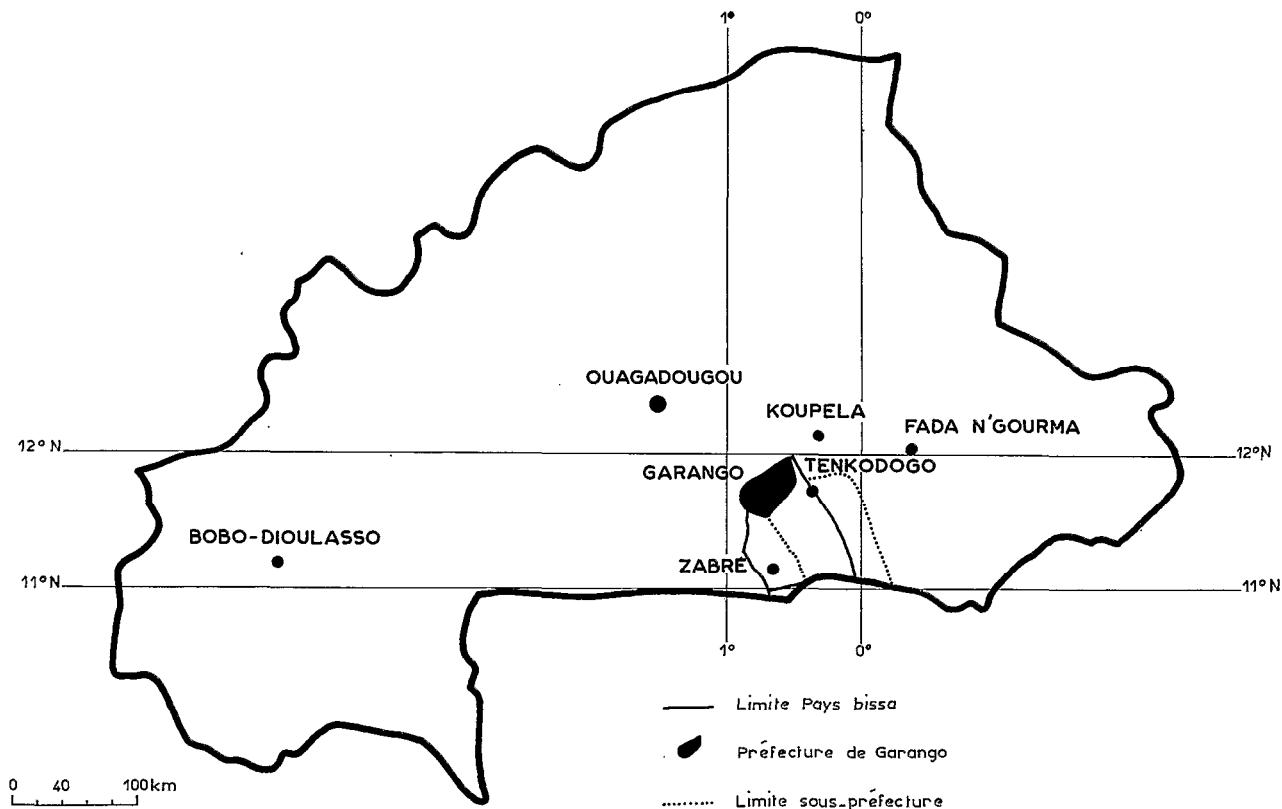


FIG. 2. — Le pays Bissa. Carte de situation en Haute Volta.

Ce découpage non homogène a une signification essentiellement politique. A quelques exceptions près, il reflète les divers commandements territoriaux de la période pré-coloniale.

C'est ainsi que le canton de Garango regroupe les villages qui n'ont jamais été sous domination mossi, alors qu'à l'est, les villages bissa étaient intégrés au royaume mossi de Tenkodogo. A l'ouest, ils subissaient l'influence directe du Mogo Naba de Ouagadougou<sup>(1)</sup>. Leurs chefs, pour la plupart d'origine mossi, en recevaient, et reçoivent encore, l'investiture. Les villages de l'ouest ne formaient pas pour autant une entité politique homogène et hiérarchisée. Au contraire, de nombreux commandements antagonistes se partageaient le pouvoir.

L'administration coloniale a d'abord tenu compte de cette mosaïque de chefferies distinctes les unes des autres. Elle a institué en cantons les principales d'entre elles : Niarba, Niaogo, Béguédo, Ouarégou, Boussouma, Lenga, Sanogo<sup>(2)</sup>, Tangaré, Garango, Zigla Koupellé, Komtoéga, Torla. Aux environs de 1930, l'administration a supprimé cette qualité à quatre d'entre elles : Niarba — dont la population ne cessait de décroître —, Tangaré, Torla et Zigla, dont les populations étaient respectivement rattachées à Niaogo, Garango, Komtoéga et Sanogo.

Les cantons ont néanmoins un minimum de cohésion géographique en ce sens qu'ils sont constitués de villages voisins les uns des autres (Fig. 4)<sup>(3)</sup>.

(1) Mogo Naba : de Mogo = Mossi et de Naba = Chef. Titre du chef supérieur des Mossi que l'on traduit par « empereur ».

(2) A l'époque pré-coloniale Sanogo était sous la dépendance de Lergo, un des villages les plus puissants de la région. D'abord choisi comme chef-lieu de canton, Lergo fut détrôné au profit de Sanogo avant 1910.

(3) La seule exception à ce schéma est fournie par le village de Dango. Rattaché administrativement au canton de Sanogo, il en est pourtant séparé par le territoire de Boussouma.

A l'époque pré-coloniale, Dango était sous la « protection » de Lergo dont dépendait Sanogo. Appliquant le principe d'identifier les circonscriptions « modernes » aux commandements en place, l'administration a donc conservé Dango sous la tutelle de Lergo, puis de Sanogo.

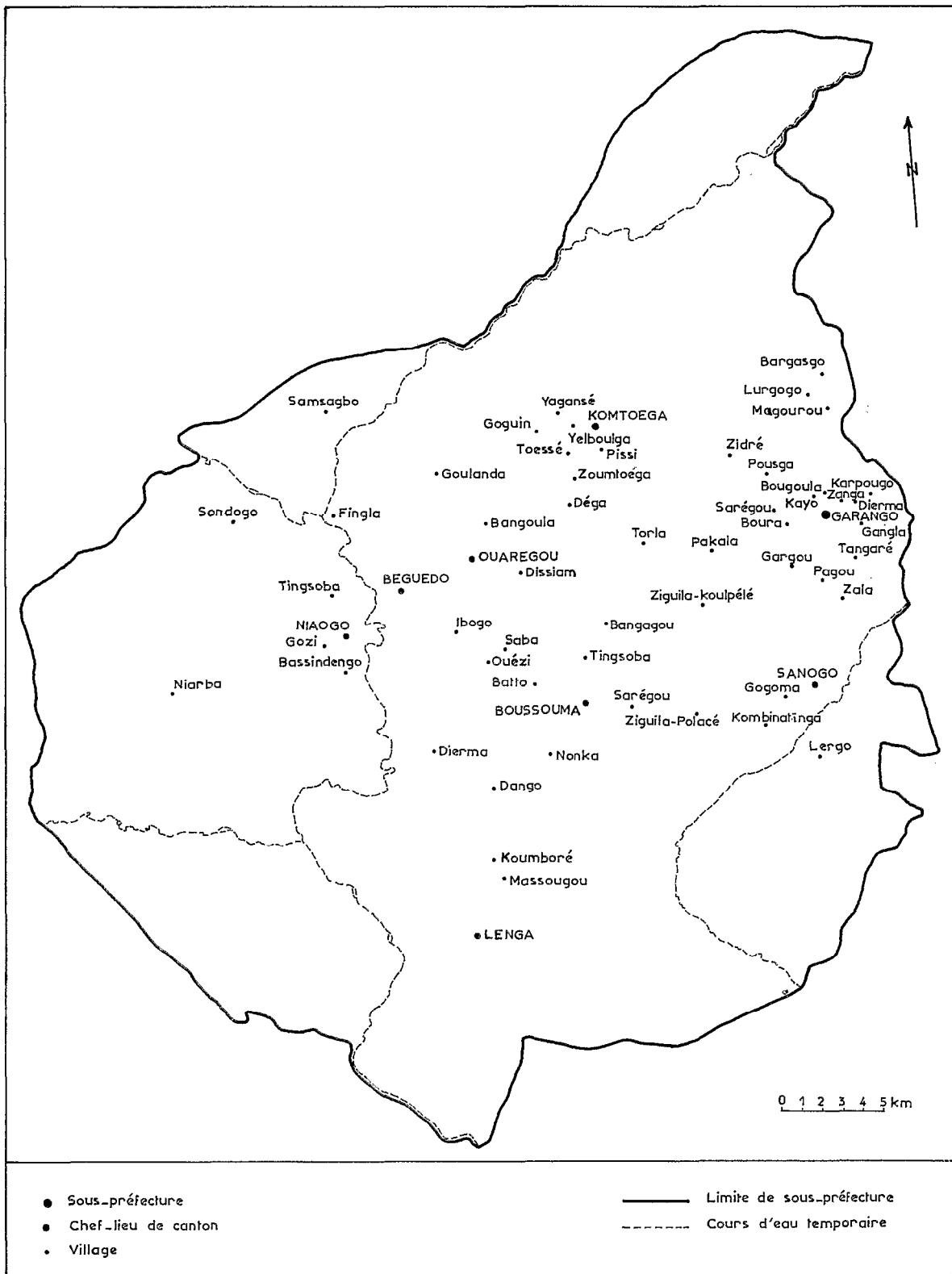


FIG. 3. — Sous-Préfecture de Garango. Villages administratifs.

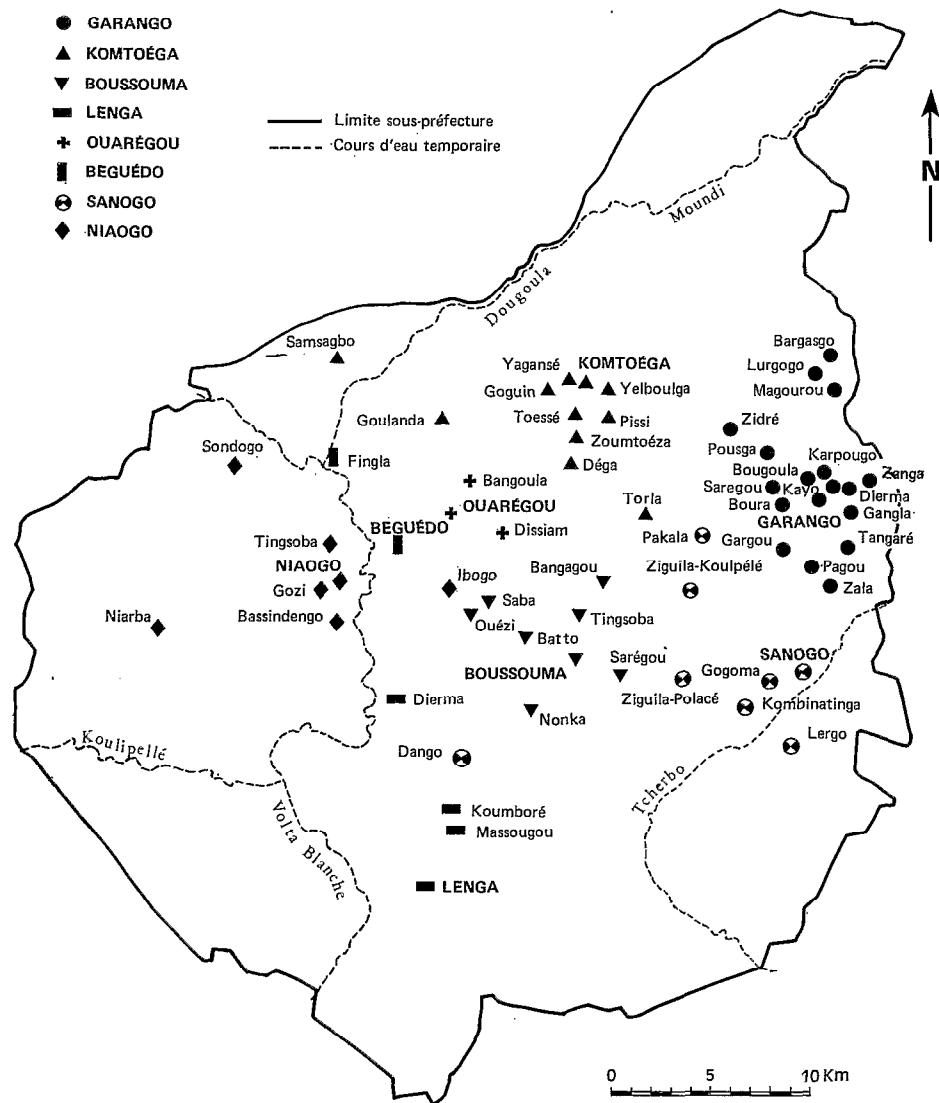


FIG. 4. — Sous-Préfecture de Garango. Appartenance cantonale des villages administratifs.

La S.P. de Garango comprend 61 villages, unités administratives au sein desquelles sont recensés les membres d'un même lignage ou de plusieurs lignages que l'histoire migratoire rattache à un même lieu d'habitat. Mais comme partout en Haute Volta, les recensements ont d'abord une finalité fiscale et le critère familial est souvent déterminant par rapport au critère de résidence. Il en résulte que certains villages n'ont pas toujours une signification géographique pertinente, car ils peuvent regrouper des quartiers distincts les uns des autres, voire éloignés de plusieurs kilomètres.

Dans le cas de la S.P. de Garango, ces quartiers sont heureusement dotés d'un recensement propre : les 61 villages sont divisés en 153 quartiers<sup>(4)</sup>. Cela nous permet une analyse de la répartition du peuplement qui correspond aux réalités géographiques.

(4) Non compris les 7 villages Peul qui sont des créations administratives regroupant les Peul disséminés à l'échelon de chaque canton (exception faite de Niaogo).

Les noms et la localisation des quartiers sont donnés par la carte S.P. de Garango : Villages et Quartiers administratifs, figure 5.

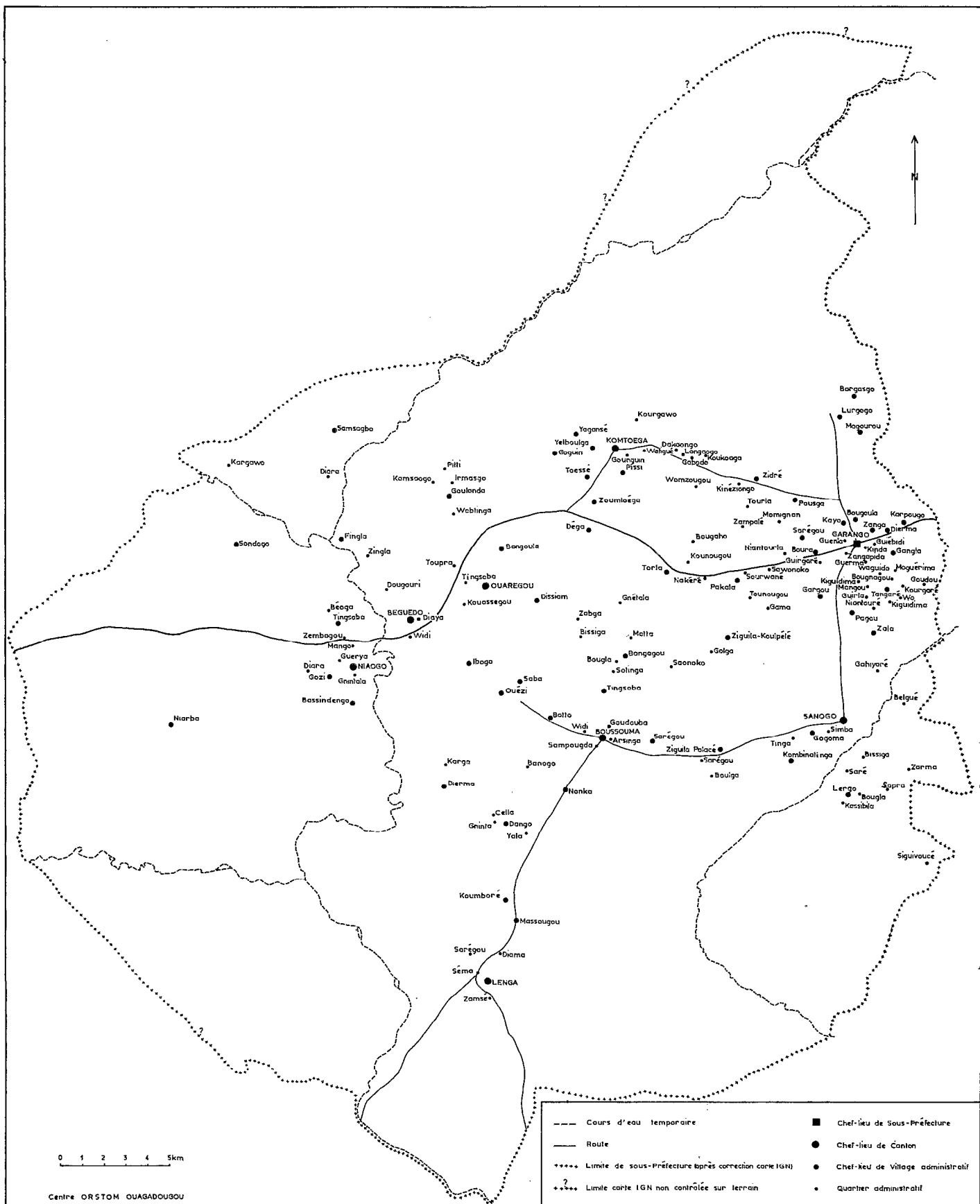


FIG. 5. — Sous-Préfecture de Garango. Villages et quartiers administratifs.

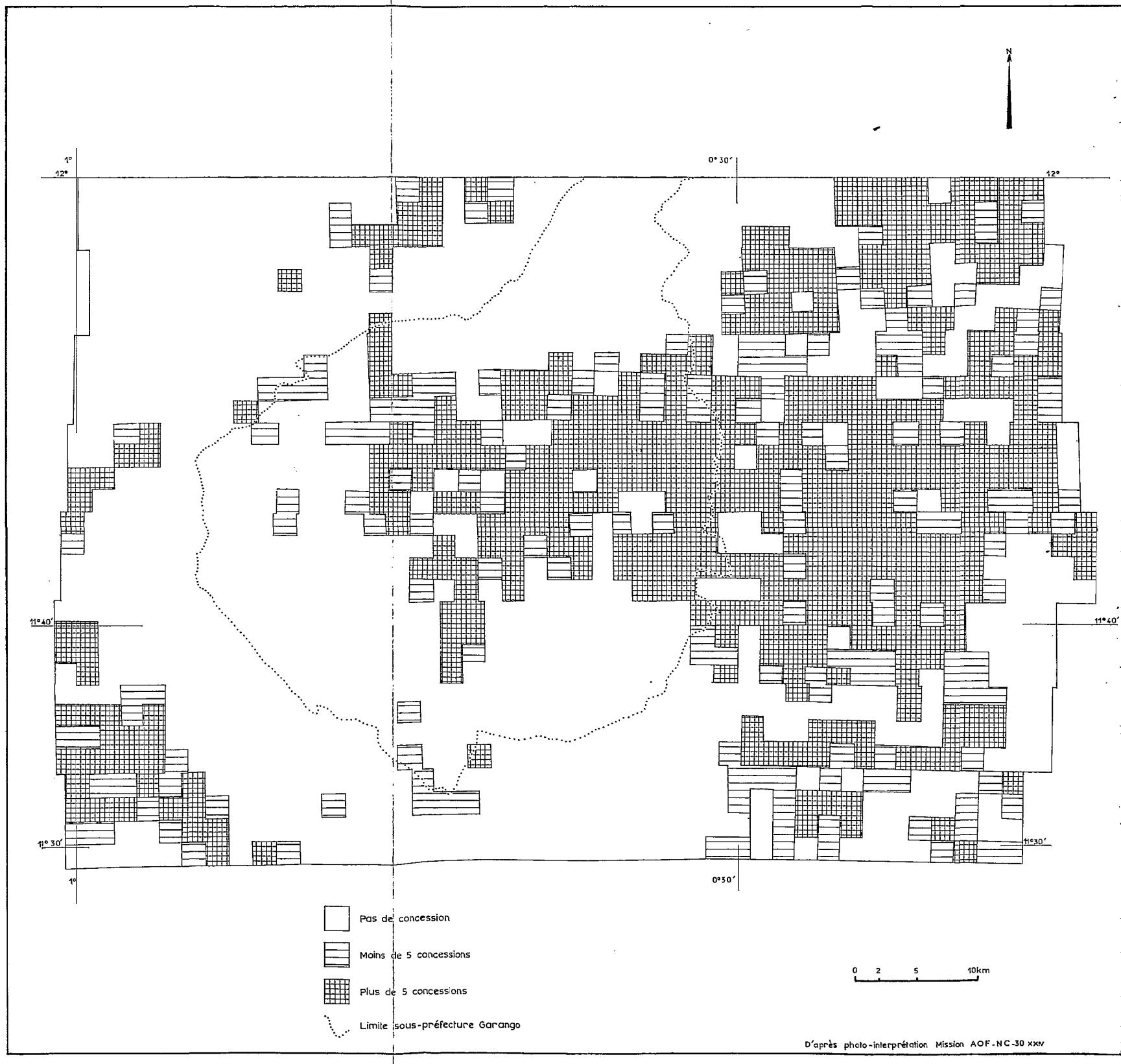


FIG. 7. — Le Nord du pays Bissa et ses marges. Implantation de l'habitat, 1956.

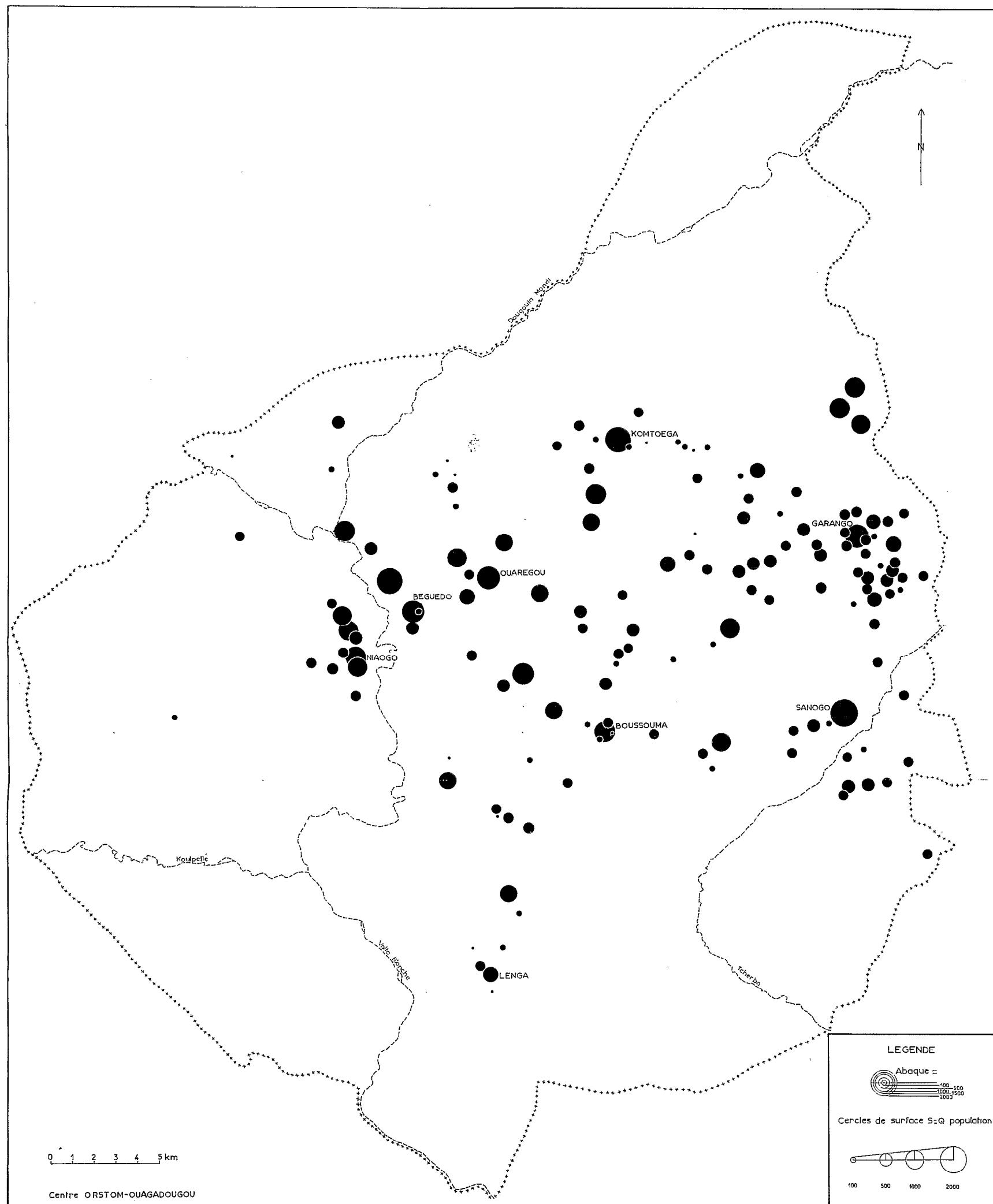


FIG. 6. — Répartition de la population par groupement administratif.

Il est inutile de disserter sur le contraste du peuplement entre la bande centrale de la S.P. de Garango et ses marges nord, ouest et sud : la première est surpeuplée, les secondes sont désertes.

Au regard de la figure 6 « Répartition de la population par groupement administratif », on s'aperçoit que la rigueur de ce schéma n'est qu'à peine atténuée par la présence de quelques isolats au nord et à l'ouest de Niaogo, et d'une langue de peuplement en direction de Lenga.

En fait, 97 % de la population de la S.P. de Garango « s'entassent » à l'intérieur d'un quadrilatère en forme de trapèze dont la base ouest mesure 10 km, la base est 15 km et la hauteur 30 km. La densité de la population dans cet espace est de 143 habitants au km<sup>2</sup> (<sup>1</sup>).

De grosses concentrations villageoises ponctuent le front discontinu de l'aire habitée : à l'ouest, celle de Bassindengo - Niaogo - Tengsoba - Béguédo - Fingla ; au nord, celles de Komtoéga et de Lourgogo-Magourou-Bargasgo ; au sud, celles de Sanogo-Lergo, Zigla Polacé et Boussouma.

De même, on remarque, à l'intérieur du périmètre défini ci-dessus, d'importantes nébuleuses villageoises. Les plus impressionnantes sont celles de Ouarégou et de Garango, du fait de la taille ou du nombre élevé des groupements satellites. Entre les différentes nébuleuses, on observe des espaces vides d'habitations si ce n'est celles des Peul (<sup>2</sup>), installées tardivement sur les no man's lands qui séparaient les différents commandements politiques à l'époque pré-coloniale. En effet, l'insécurité permanente, liée aux luttes intestines entre Bissa et aux incursions guerrières des Mossi (à la recherche d'esclaves et de vivres), ne favorisait pas le desserrement de l'habitat (Fig. 7). Celui-ci ne s'est produit qu'après l'instauration de la paix coloniale. L'accroissement de la pression démographique et la désagrégation du système d'habitat de type patriarchal sont les principales causes de ce mouvement.

Très souvent, les nouveaux quartiers sont la conséquence d'un désir de fuir le voisinage immédiat du chef de village, responsable aux yeux de l'administration française de la bonne exécution des différentes contraintes coloniales (<sup>3</sup>). Nous verrons combien cette cause aura été déterminante dans la création d'écart dans les « brousse » inhabitées de la Volta Blanche et de la Dougoula Moundi dans les premières années du siècle.

Par la suite, de nombreux essaimages d'habitats se sont encore produits, diluant l'habitat dans l'espace, sans toutefois aboutir à une dispersion homogène. Les centres villageois ont conservé du schéma ancien d'occupation les grandes concessions groupées autour de la résidence du chef de village, tandis que, vers la périphérie des terroirs, elles sont plus petites et plus dispersées.

La taille des groupements administratifs est très variable sur toute l'étendue de la S.P. :

- 12 % des groupements ont moins de 100 habitants,
- 27 % des groupements ont moins de 100 à 299 habitants,
- 27 % des groupements ont moins de 300 à 499 habitants,
- 22 % des groupements ont moins de 500 à 999 habitants,
- 9 % des groupements ont plus de 1.500 habitants.

La figure 8 : « Taille des groupements administratifs » montre que les plus grosses communautés de résidence sont surtout groupées de part et d'autre de la Volta Blanche. L'utilisation agricole du lit majeur de cette rivière, en saison sèche, procure aux habitants de cette région des productions très supérieures à la moyenne. Etablir une relation de cause à effet serait sans doute hasardeux, mais la juxtaposition des deux faits vaut d'être notée.

Nous avons déjà noté la densité globale de l'aire fortement peuplée : 143 habitants au km<sup>2</sup>. Ce chiffre est comparable aux plus fortes densités de population rurale voltaïque enregistrées en pays mossi (Koudougou et Yatenga). Il ne traduit qu'imparfaitement la réalité de la répartition de la population caractérisée, nous l'avons vu, par de forts contrastes locaux. Ces derniers ont été illustrés à l'aide d'une carte par carré de 3 km de côté, distance moyenne entre chef-lieux villageois (Fig. 9) (<sup>4</sup>).

(<sup>1</sup>) Voir ci-dessous le commentaire de ce chiffre.

(<sup>2</sup>) A cause de la dispersion des habitations, les « villages » peul ne sont pas représentés sur la figure 6.

(<sup>3</sup>) Cf. ci-dessous, pp. 42 à 47.

(<sup>4</sup>) Les chiffres de population appliqués à l'intérieur de chaque carré sont ceux des quartiers administratifs. Aucune pondération n'a été appliquée car elle aurait conduit à estomper les contrastes bruts de densité entre vallée et aire habitée d'une part et au sein même de l'aire habitée, d'autre part.

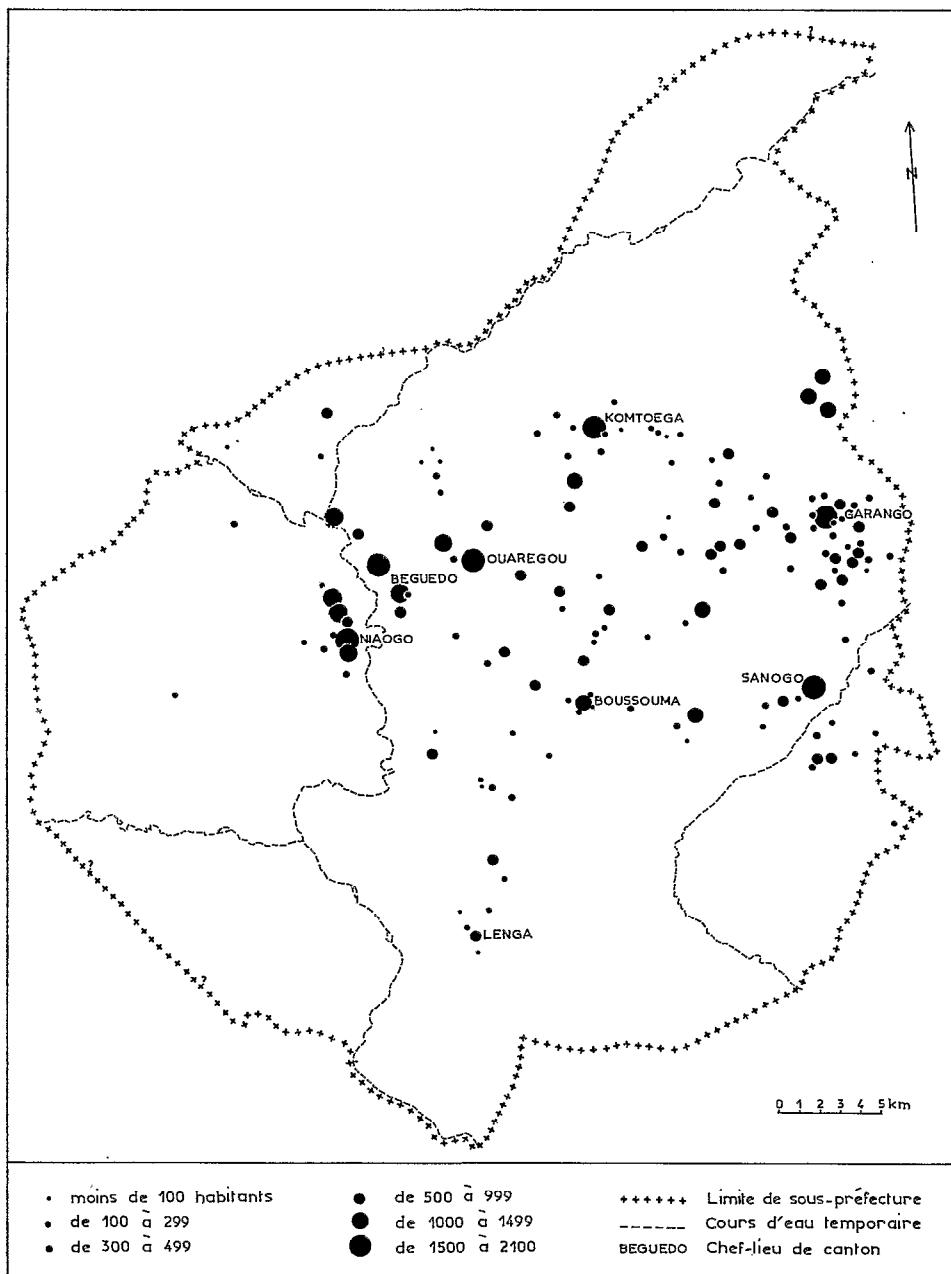


FIG. 8. — Sous-Préfecture de Garango. Taille des groupements administratifs.

Cette carte met en évidence des charges humaines considérables sur des espaces qui dépassent le simple cadre villageois. Les maxima de densité prennent par endroits (Garango, Niaogo) un caractère « asiatique » avec des taux supérieurs à 500 habitants au km<sup>2</sup>. Ailleurs ils demeurent élevés, compte tenu des techniques agricoles pratiquées, car une densité de 50 habitants au km<sup>2</sup> peut déjà être considérée comme forte. Ces taux très élevés voisinent avec des taux nuls...

Une remarque fondamentale s'impose à propos de ces chiffres. S'ils reflètent en effet des variations de charge humaine sur un espace artificiellement quadrillé, ils ne sont nullement assimilables au rapport population/espace exploité. De tels taux sont en effet inconcevables dans le contexte technologique propre aux populations voltaïques.

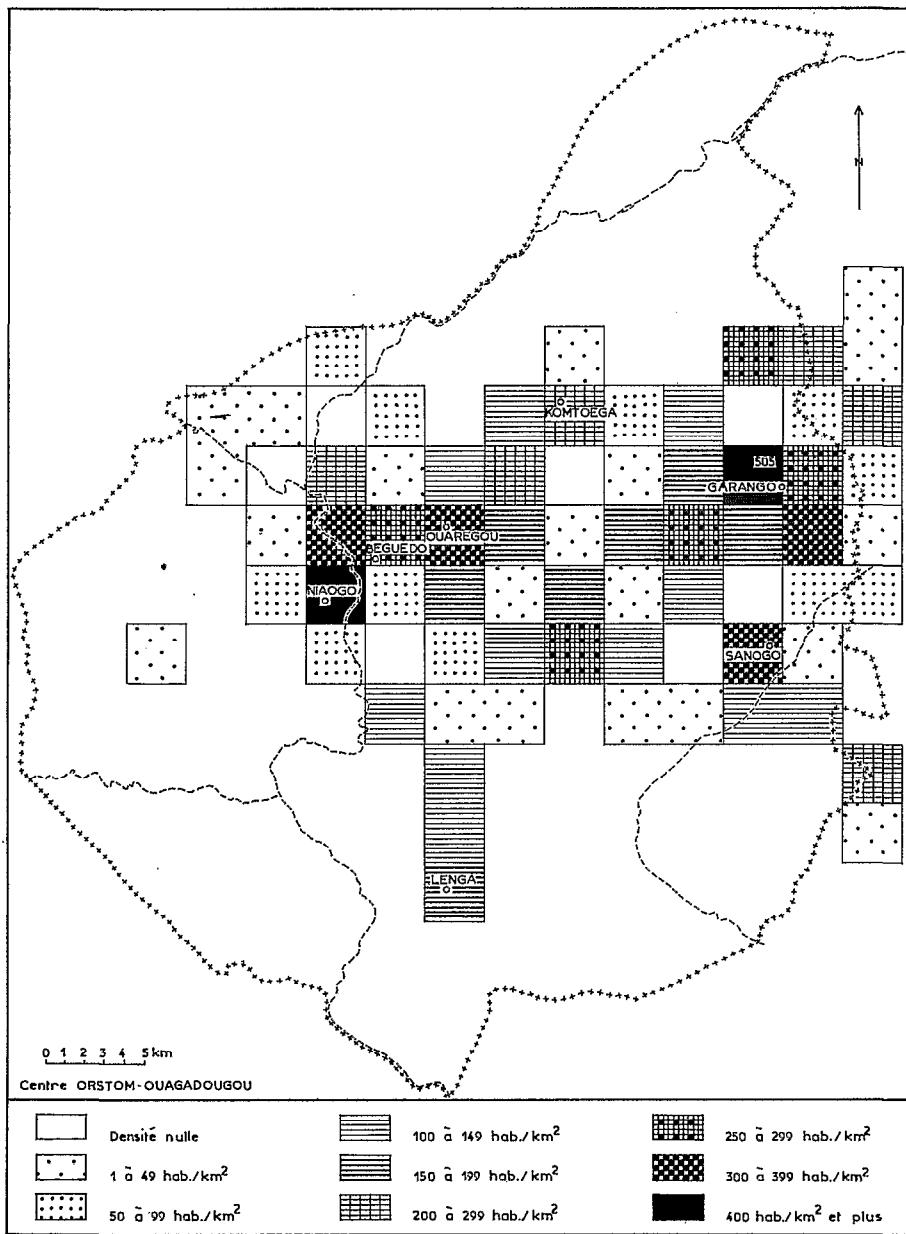


FIG. 9. — Sous-Préfecture de Garango. Densité de population, 1975.

L'aire habitée et l'aire cultivée sont ici en totale discordance. D'immenses zones de brousse ont été défrichées à 10, 15, 20 km des lieux habités. Cette colonisation agricole ne s'est pas accompagnée d'une migration de l'habitat malgré l'éloignement de plus en plus grand des zones de culture ; d'où la permanence de taux de densité très élevés sur l'aire habitée.

L'étude des origines et de la mise en place du peuplement fournit déjà quelques éléments d'explication à cette discordance.

# 1

## La mise en place du peuplement régional

Pluralité des provenances, importance des souches mossi actuellement assimilées à la culture bissa, très grande ancienneté de celles-ci, tels sont les principaux caractères du peuplement dans la S.P. de Garango.

Le premier d'entre eux peut être appréhendé à la lecture de deux cartes :

- Origine géographique la plus lointaine avouée des chefferies de village (Fig. 10).
- Origine géographique la plus lointaine avouée des chefferies de terre villageoises (Fig. 11).

La S.P. de Garango y apparaît comme un véritable bassin de réception dans lequel se sont déversés presque pèle-mêle, de multiples courants migratoires venus de tous les horizons. Ceux du sud (Ghana, Togo, Léré<sup>(1)</sup>) occupent une place prépondérante dans l'ouest et l'est de la zone étudiée. Ailleurs on les retrouve plus dispersés, accolés à ceux provenant de l'ouest, du nord et de l'est. Il faut d'ailleurs signaler que ces derniers sont issus des circonscriptions mossi qui prennent le pays bissa en tenaille : Manga et Kombissiri à l'ouest, Ouagadougou, Boussouma, Zorgo, Boulsa au nord, Koupéla au nord-est, Tenkodogo au sud et au sud-est. Cette constatation laisse supposer que la mise en place du peuplement dans la région est étroitement liée à l'histoire des royaumes mossi qui l'entourent.

Une remarque importante s'impose au vu de ces deux cartes : il n'y a aucune stratification géographique cohérente des différents apports migratoires. En d'autres termes, on ne découvre pas une progression organisée dans l'espace des vagues d'immigration. A titre d'exemple, nous pouvons citer les villages voisins de Niaogo et Tengsoba. Les ancêtres des habitants du premier village<sup>(2)</sup> sont venus de l'ouest, ceux du second sont venus du sud. Les exemples de villages très voisins ayant des origines très différentes foisonnent : ce sont des indices certains d'une multiplicité de courants migratoires autonomes dans le temps et dans l'espace.

Le deuxième caractère apparaît sur la figure 12 : « Origine (ethnique) comparée des chefferies de terre et de village. »

Il est assez surprenant de constater le grand nombre de souches mossi. A Lenga, à Boussouma, à Sanogo, à Lergo (c'est-à-dire sur toute la bordure sud), elles sont dominantes. A l'ouest, à Niarba, un même lignage d'origine mossi assume à la fois les fonctions politiques et sacrées. Par contre, à Niaogo, ces fonctions sont partagées entre deux lignages : l'un d'origine mossi, pour les premières ; l'autre d'origine bissa, pour les secondes. Au nord, les souches mossi sont à nouveau prédominantes (Goulanda, Komtoéga, Zidré, Pousga). Dans la partie centrale, au contraire, de Béguedo à Garango, hormis quelques exceptions dues à des installations relativement récentes, les deux types de fonction sont assumées par des lignages de souche strictement bissa.

(<sup>1</sup>) Nous utilisons les appellations des entités politiques nationales, des circonscriptions administratives, des régions, en usage aujourd'hui. Le Léré correspond ici au territoire occupé par les Bissa de la circonscription de Zabré, plus vaste que le Léré *stricto sensu*, limité aux villages bissa du sud dépendant coutumièrement de Zabré. Le rattachement administratif des cantons du nord (Yakala, Zourma, Gonbous-soucou), le peuplement de la zone intermédiaire — déserte en 1900 — ont consacré l'usage de la première définition.

(<sup>2</sup>) Dans la suite du texte cette formulation sera raccourcie. Nous dirons : les habitants du village de X... proviennent de Y..., étant entendu qu'il s'agit de leurs ancêtres. De même, village, quartier, groupement, prendront le sens restreint de lieux de résidence du lignage détenant la responsabilité politique ; c'est l'histoire de la migration de ce lignage qui sera prise en compte.

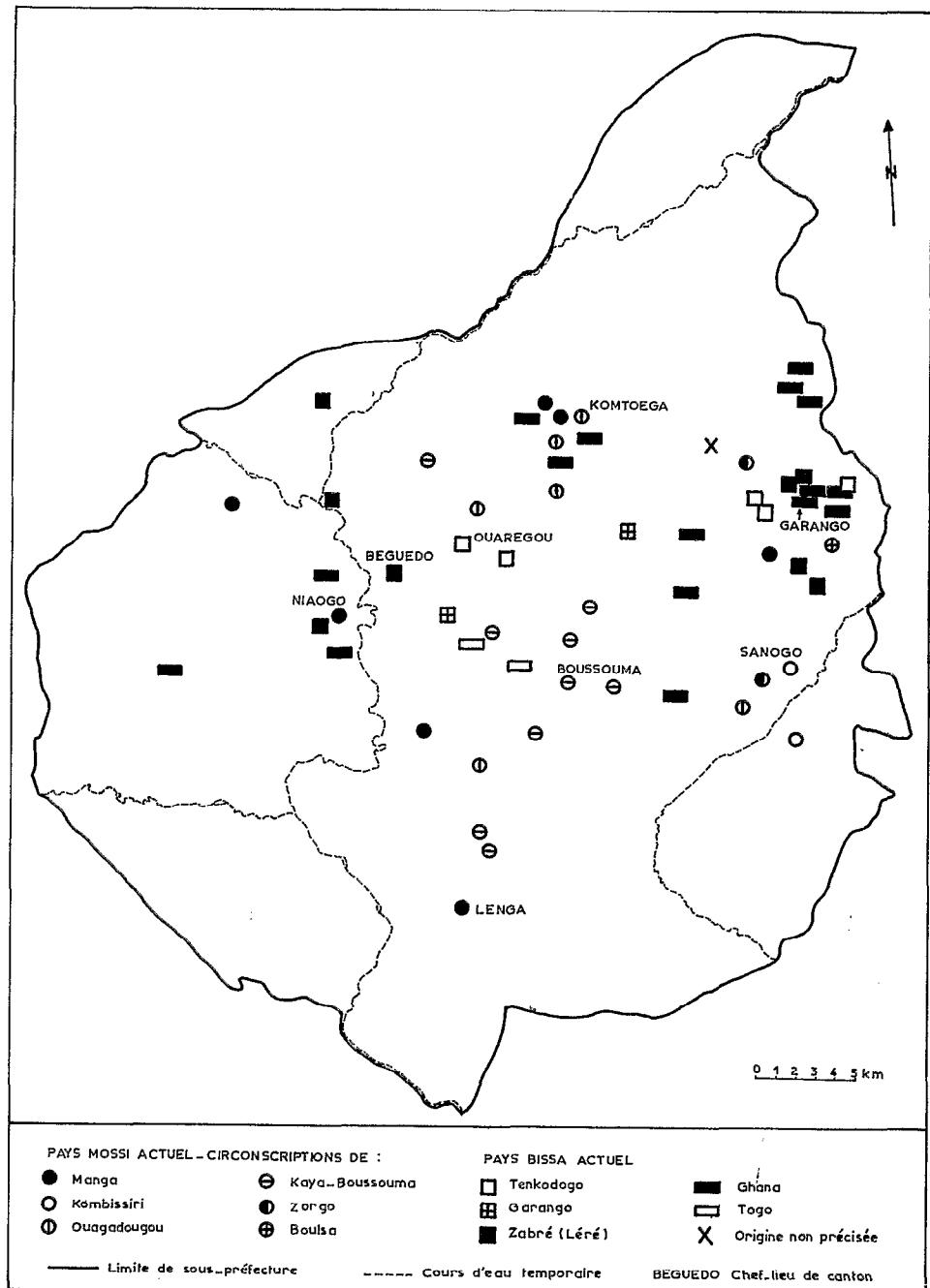


FIG. 10. — Sous-Préfecture de Garango. Origine géographique la plus lointaine avouée des chefferies de village.

Tout se passe donc comme si de nombreux groupes mossi avaient abordé le pays par ses marges. Ils auraient réussi à s'y implanter sans pouvoir éliminer partout un fonds de peuplement bissa plus ancien, lequel demeurerait intact au cœur du pays<sup>(1)</sup>. Cette hypothèse pose de nombreux problèmes dont celui de l'assimilation des Mossi par les Bissa, ainsi que celui de la chronologie des différentes immigrations.

(1) Cette hypothèse est justifiée par le fait que, dans les sociétés voltaïques, les prérogatives qui se rattachent au culte de la Terre reviennent toujours aux descendants des premiers occupants. La carte 13 constitue donc un moyen de distinguer, à l'intérieur de chaque village, au moins deux vagues d'immigration quand les fonctions politique et sacrée ne sont pas assumées par un même lignage.

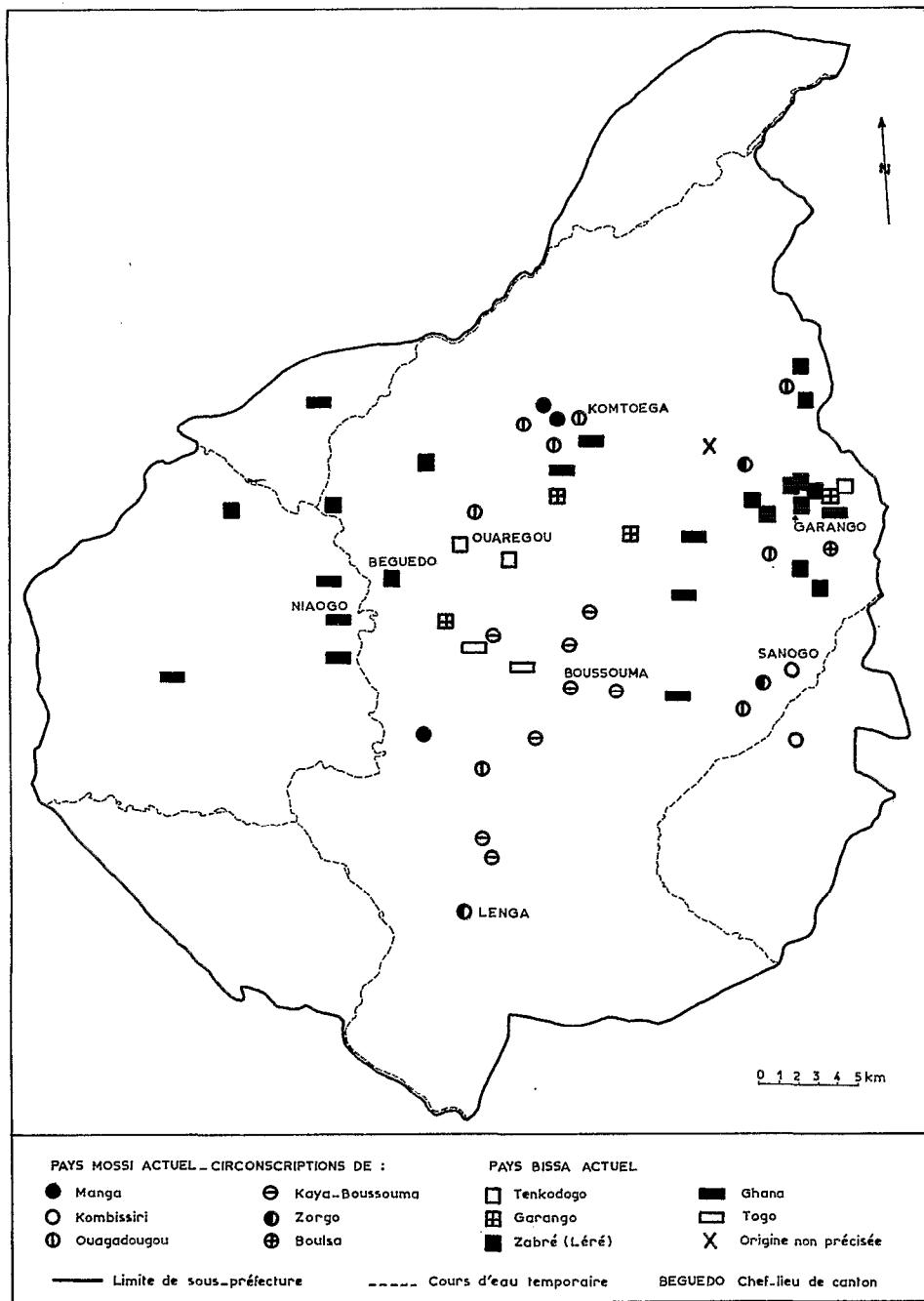


FIG. 11. — Sous-Préfecture de Garango. Origine géographique la plus lointaine avouée des chefferies de terre villageoises.

Abordés dans la description de la mise en place du peuplement, ces problèmes seront examinés plus en détail dans un essai d'interprétation, sans pour autant prétendre faire œuvre d'historien. Les recherches entreprises ont une finalité tout autre : celle d'étudier des pulsions de l'habitat entre vallées et interfluvés.

En conséquence, nous ne retiendrons ici que les itinéraires migratoires les plus significatifs au niveau de l'interprétation globale. Le lecteur pourra se reporter en annexe pour connaître les origines des petits quartiers. Ce choix nous paraît en effet préférable à la description de l'immigration quartier par quartier. Il permet d'établir de fait une chronologie relative, car la mise en place du peuplement d'origine mossi, comme celle du peuplement bissa d'ailleurs, repose très souvent sur un processus d'essaimage de noyaux initiaux.

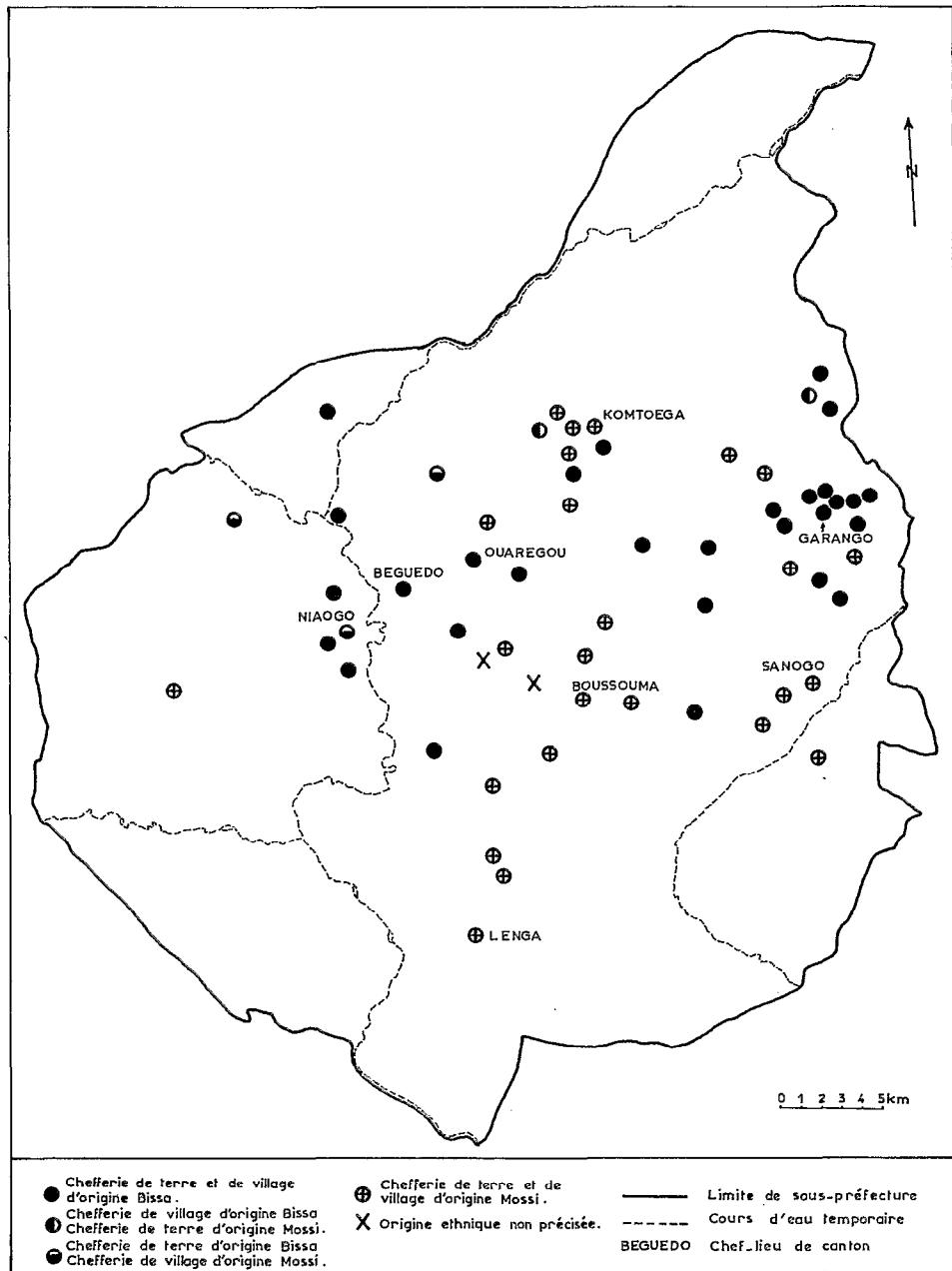


FIG. 12. — Sous-Préfecture de Garango. Origine comparée des chefferies de terre et de village.

## *LES TRADITIONS ORALES*

### *Les souches Mossi.*

LENGA.

Lenga est de tous les villages de la S.P. de Garango celui qui a donné naissance au plus grand nombre d'es-saimages encore en place de nos jours.

Les tenants de la chefferie politique ont pour nom de famille Dabré. Ils dominent numériquement dans trois des cinq quartiers qui composent le village administratif (Lenga Natinga (<sup>1</sup>), Séma et Zamsé). L'itinéraire migratoire le plus vraisemblable, compte tenu de certaines contradictions entre les versions recueillies dans les trois quartiers, comporte comme point de départ Ouagadougou et, comme étapes intermédiaires, Manga et un lieu actuellement inhabité situé aux abords de la Volta Blanche. Les Dabré s'appelaient autrefois Zoungrana (<sup>2</sup>) et, de ce fait, étaient donc apparentés à la famille royale mossi. Leur appellation actuelle est un surnom donné par les Bissa et lié à une coutume matrimoniale propre aux Mossi. Celle-ci consiste pour les fils à hériter leurs belles-mères (co-épouses de leur mère) en mariage, après le décès du père. Cette coutume est tout à fait « barbare » pour les Bissa. Les veuves, très libres, choisissent elles-mêmes un nouvel époux, généralement non « officiel », parmi les hommes de la génération du mari, mais non parmi les fils. D'où le surnom donné : de *da* = mère, et de *bré* = sexe féminin, Dabré : ceux qui épousent leurs mères.

Leurs implantations seraient dues, selon les traditions recueillies à Lenga, à la volonté des Mossi d'établir leur domination sur les Bissa de la rive gauche de la Volta Blanche en y imposant une chefferie issue de Manga et apparentée au Mogo Naba. A l'origine, la chefferie de Lenga était dotée d'un commandement territorial plus vaste que de nos jours, le long de la Volta Blanche, et comprenait la zone de Niaogo-Béguedo. Leur pouvoir émanait de Gaongho qui constituait, au moment de la mise en place des royaumes mossi, une place forte dominant les populations riveraines de la Volta Blanche (<sup>3</sup>).

Dans ce contexte, Lenga jouait le rôle de « marche frontière » des Mossi face aux Bissa. En 1897, ce même type de relation existait encore puisque le lieutenant ALBERT note la présence d'un conseiller mossi, issu de la cour de Manga, auprès du jeune chef de Lenga (<sup>4</sup>).

Lenga est le seul village du pays bissa où l'origine mossi de la population est justifiée par l'expansionnisme politique mossi. Partout ailleurs, seuls des phénomènes conjoncturels ou plus ou moins mythiques, fréquemment rencontrés dans les traditions orales africaines, sont évoqués dans les récits de fondations : conflits de succession entraînant des scissions, aventures de chasseurs ou de pêcheurs.

Lenga aurait été autrefois bien plus peuplé que de nos jours, du moins si l'on en juge par la dispersion des Dabré à l'intérieur de la S.P. de Garango. Ils détiennent en effet la chefferie politique dans 3 autres villages : Dango, Dégá et Gargou.

La fondation du premier résulterait d'un conflit de succession au « trône » de Lenga, dont Naba Yemdé sort vainqueur ; l'épisode se situe, selon toute vraisemblance, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les vaincus « s'exilent » à Dango et se placent sous la protection de Lergo, dont la chefferie, d'origine mossi, est très puissante et rivale de Lenga. De Dango Natinga essaient à leur tour les habitants des quartiers Yala et Cella, tandis que la fondation de Gninta se situe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée d'un autre segment du lignage Dabré venant de Lenga (sous le règne de Naba Sanem).

(<sup>1</sup>) *Natinga* : terme emprunté au moré (langue des Mossi), désignant le quartier habité par le chef de village.

(<sup>2</sup>) *Zoungrana* : nom typique des nobles mossi, très répandu dans la région de Manga et de Koupéla. Ce nom vient de Zoungrana qui, selon une tradition mossi très répandue, est le père de Naba Oubri, fondateur du royaume de Ouagadougou et premier Mogo-Naba en titre.

(<sup>3</sup>) Ces données sont à rapprocher des traditions mossi résumées par IZARD (1970) qui donnent à Gaongho (S.P. de Kombissiri) la suzeraineté sur tous les commandements mossi situés entre Manga et Kombissiri. Un des « fils » de Naba Oubri y aurait établi la première chefferie mossi dans cette région.

(<sup>4</sup>) Extrait de la correspondance du lieutenant ALBERT, commandant les troupes de conquête du pays bissa en 1897-1898 (document consulté aux Archives Nationales de la Côte d'Ivoire).

Déga (canton de Komtoéga) est de fondation légèrement postérieure à celle de Dango. Des disputes sanglantes relatives à la préparation de funérailles seraient ici à la base de la scission.

L'implantation des Dabré à Gargou est encore plus récente. Elle a eu lieu peu avant 1900, car c'est Naba Tigre, deuxième chef de Garango, qui leur a accordé le droit d'installation.

Complétant cette distribution des Dabré, il faut signaler la présence d'un segment de lignage apparenté : les Lemané qui disposent du commandement politique à Siguivoussé (quartier de Sanogo). Une bonne partie des chefs de famille de Fingla (canton de Béguedo) sont issus de Lenga. Dans ces deux cas les mouvements d'implantation initiaux auraient eu lieu aux environs de 1850.

En contrepartie, Lenga a accueilli — postérieurement à l'arrivée des Dabré — des immigrants d'origine mossi dont les racines se trouvent à Boussouma, en pays mossi. Leurs emplacements actuels (Koumboré et Massougou) sont à l'aboutissement d'une filière migratoire commune comportant notamment une installation à Mondré, aujourd'hui inhabité, situé à proximité de la Volta Blanche, où se produit la scission.

#### BOUSSOUMA.

Le nom même de Boussouma évoque la provenance des détenteurs de la chefferie de canton : les Gouem. C'est en effet le nom de la capitale d'un royaume mossi au nord-est de Ouagadougou<sup>(1)</sup>. Les Gouem la quittent à la suite d'un conflit de succession dont ils sortent vaincus. A l'origine ce sont d'authentiques Ouedraogo<sup>(2)</sup>, nom de famille qu'ils ont par la suite abandonné au profit de Gouem. Les traditions ne mentionnent pas d'étape intermédiaire entre les deux Boussouma. Le nom du vainqueur du conflit de succession n'est pas rapporté, ce qui nous empêche de trouver la date de départ des ancêtres. Cependant la date de fondation du royaume de Boussouma-Mossi étant connue, on peut avancer avec certitude qu'elle n'a pu se produire avant 1550-1570<sup>(3)</sup>.

Cependant, les princes déchus de Boussouma-Mossi ne sont pas venus seuls. Leurs féticheurs et leurs forgerons les ont accompagnés. A l'issue d'une période de cohabitation indéterminée, les uns et les autres fondent leurs propres villages, non loin du noyau initial. Les premiers s'installent directement à Tingsoba, les seconds à Doudouyama<sup>(4)</sup>, abandonné par la suite au profit de Saba.

D'autres essaimages ont lieu à partir de Boussouma. Les plus notables sont ceux qui aboutissent à l'installation (ancienne) d'une fraction du lignage Denné (de Tingsoba) à Goulanda (canton de Komtoéga), où ils détiennent la chefferie politique mais non les fonctions de chef de terre. Le second est à la base de la fondation de Nonka (ex. Doudouyama) aux environs de 1900 et à cause de la colonisation française.

La présence « mossi » à Boussouma a, d'autre part, exercé un effet d'attraction sur les habitants de Bangagou, originaires eux aussi des environs de Kaya. Après un itinéraire mouvementé, caractérisé par une première implantation à Zikon (près de Bourma, vallée de la Dougoula Moundi, S.P. de Zorgo), suivie d'une seconde à Torla, ils se mettent, sous la protection de leurs anciens voisins, à l'emplacement actuel. De là, un segment du lignage devait émigrer plus tardivement à Goulanda, puis à Torla Natinga et enfin à Gnintala sur le terroir de ce dernier.

#### KOMTOÉGA.

A Komtoéga, la fonction d'accueil prime la fonction de diffusion (à l'inverse de Lenga).

Le peuplement d'origine mossi comporte en premier lieu les tenants de la chefferie cantonale : les Yoda. Il s'agit ici d'une deuxième implantation en pays bissa ; le noyau initial était le quartier Kourgawo où 4 chefs de la dynastie se sont succédés et où demeure un segment du lignage. Leur filière migratoire comporte les noms de Gounquin (quartier de Ouagadougou) Nédogo (S.P. de Zorgo) et Yargo (S.P. de Koupéla). Nous n'avons pu établir avec précision la date de leur arrivée en pays bissa. Aucune allusion n'est faite à la volonté d'un Mogo Naba de créer une marche frontière à Komtoéga ; aucune référence n'est faite à la famille royale. Pourtant, Komtoéga est un lieu important dans l'histoire mossi. Selon la tradition, deux Mogo Naba y sont enterrés : Naba Nyingnemdo, 5<sup>e</sup> de la dynastie, enterré à Yaoguin (= tombeau, en moré) et Naba Zombré (21<sup>e</sup> Mogo Naba)<sup>(5)</sup>. Des sacrifices leur sont offerts chaque année par des envoyés du Mogo Naba actuel.

<sup>(1)</sup> Afin de différencier les deux localités nous désignerons la capitale du royaume mossi par Boussouma-Mossi.

<sup>(2)</sup> OUEDRAOGO : nom du fils de RIALE et de la princesse YENNENGA, père de ZOUNGRANA et donc un des ancêtres de la dynastie mossi. Son nom est un des plus fréquemment rencontrés en pays mossi au nord de Ouagadougou.

<sup>(3)</sup> Cf. ci-dessus p. 23.

<sup>(4)</sup> Emplacement actuel du village de Nonka.

<sup>(5)</sup> PROST (1945-1963) a également recueilli cette tradition. Il est le premier à démontrer que le Mogo Naba enterré à Yaoguin est Naba Nyingnendo. Il cite également la présence du tombeau d'un Naba Zombré à Komtoéga sans toutefois spécifier sa qualité de Mogo Naba. IZARD adhère à la première hypothèse mais, citant des traditions mossi rapportées par TIENDREBEOGO et DELOBSOM, place le tombeau du Mogo Naba Zombré à Ouagadougou (IZARD, 1970, T. 1, p. 166).

On aurait donc pu penser que les Yoda avaient été placés ici pour servir de gardiens aux tombeaux des ancêtres mossi, mais cette hypothèse n'a rencontré aucun écho favorable auprès de nos informateurs. Cependant, l'abondance des toponymes mossi dans la région prouve que cette dernière a été, plus que d'autres en pays bissa, l'objet d'une présence mossi très ancienne et, sans aucun doute, importante.

De Komtoéga Natinga ont essaimé, à peu de distance, les quartiers de Langaogo et de Dakaongo à l'époque pré-coloniale, celui de Koukoaga plus récemment (vers 1925). Un autre segment du lignage Yoda peuple de quartier Watigué, mais l'itinéraire migratoire ne comporte ici que le nom de Zoungou (proche de Nédogo, S.P. de Zorgo), comme point de départ.

Komtoéga a accueilli les ancêtres des habitants de Niarba. Les deux lignages sont apparentés et ont, au début, une histoire migratoire commune, puisque les Kuda de Niarba viennent aussi de Nédogo. Leur cohabitation prend fin à la suite d'une « dispute acharnée à propos d'œufs ». Les Kuda quittent alors Komtoéga, se dirigent vers le sud (Zabré), puis à nouveau vers le nord (Saré, S.P. de Manga, en zone désertée) et enfin à Niarba (lui-même en voie de dépeuplement). Leurs qualités guerrières leur valent non seulement la réputation de « bagarreurs » mais aussi, disent-ils, la « première chefferie des Bissa ». Celle-ci leur a été accordée par un Mogo Naba — non précisé — en récompense de nombreux captifs, issus de la région riveraine de la Volta Blanche, qu'ils lui avaient offerts. On doit signaler que les habitants de Niarba portent le nom du 7<sup>e</sup> Mogo Naba (Naba Kuda, cf. liste dynastique d'Izard).

Komtoéga a accueilli les habitants de Toessé, Yelboulga et Yagansé (toponymes mossi). Les premiers ont baptisé leur village du nom de leur lieu de départ (Toessé, S.P. de Kombissiri). Les derniers se disent des Zoungrana dont ils ont porté le nom jusqu'à une date très récente. Les traditions les font venir de Toula (S.P. de Manga), région où le patronyme de Zoungrana est précisément très fréquent.

#### NIAOGO.

Les habitants de Niaogo, les Compaoré (<sup>1</sup>) sont originaires de Guiéri, village dépendant de Sondré (S.P. de Manga). A la fondation de Niaogo, très ancienne, sont associées une promenade de pêcheurs et une référence à Naba Oubri. C'est, selon toute vraisemblance, une des premières implantations mossi dans la région, car la liste dynastique comporte un nombre de chefs de village comparable à celle des Mogo Naba.

De Niaogo, une partie du lignage a essaimé à Sondogo, autre village du canton qui a détenu très longtemps la suprématie politique (<sup>2</sup>) sur la rive droite de la Volta Blanche.

Les quartiers de Niaogo, peuplés de Compaoré, sont le résultats d'essaimages à partir du noyau central, mais ils n'ont guère de signification géographique.

De Niaogo, un segment du lignage Compaoré a essaimé pour fonder le quartier Widi (dépendant du village de Béguedo). Leur nouveau nom, Sangné, résulte d'une déformation bissa de Sonmé (= « ça va mieux », en moré).

#### SANOGO-LERGO.

Sanogo et Lergo constituent également deux pôles importants de la présence mossi au sud-est de la circonscription. Les habitants de Sanogo sont originaires de Gaongo (S.P. de Kombissiri, déjà cité à propos de Lenga). L'ancêtre Yembi, un petit-fils de Naba Oubri, et quelques partisans l'auraient quitté à la suite d'un échec à la chefferie. Après une première étape à Sabtinga (S.P. de Tenkodogo) ils se seraient fixés à Pughnango, dans la brousse d'Ounzéogo (S.P. de Tenkodogo), où Yembi aurait son tombeau, avant d'atteindre Sanogo.

Dans la S.P. de Garango, les Zéba (<sup>3</sup>) ne se rencontrent en lignage organisé que dans les quartiers issus du chef-lieu et situés à peu de distance de celui-ci.

Les habitants de Lergo (<sup>4</sup>) revendiquent aussi leur appartenance à la grande famille royale mossi. Ils sont originaires de Guirgo (S.P. de Kombissiri). Des segmentations de lignage se sont produites qui ont abouti à la fondation de quartiers proches, dont deux (Kassibila et Bougla) après 1900.

Lergo disposait à l'époque pré-coloniale d'une très grande puissance militaire et cela lui a valu d'attirer dans son orbite, outre Dango (déjà cité), les villages de Gogoma et de Kombinatinga. Les populations de ces deux derniers villages sont issues respectivement des Zoungou (S.P. de Zorgo) et de Ouagadougou.

(<sup>1</sup>) Patronyme mossi encore couramment usité entre Manga et Ouagadougou.

(<sup>2</sup>) La chefferie ne revient à Niaogo qu'avec l'intronisation de Naba Wobgo, peu avant 1900.

(<sup>3</sup>) Tenants de la chefferie cantonale. Ce seraient à l'origine des Savadogo = probablement, lui aussi, un nom d'emprunt car, autrement, il serait difficile d'admettre leur filiation avec Naba OUBRI. Ce nom passe, en effet, pour être l'apanage des Nyonyose, une des composantes du stock de populations autochtones fondées dans le creuset de la conquête mossi.

(<sup>4</sup>) Une segmentation à plus longue distance a conduit une partie du lignage à Lergo, en région Zaocé, au sud de Diabo, à l'est de la Haute Volta.

### *Les principales souches du peuplement Bissa.*

#### **TINGSOBA DE NIAOGO.**

Les habitants de Tingsoba ont occupé la rive droite de la Volta Blanche bien avant l'arrivée des Mossi à Niaogo. Les ancêtres viennent de Yendi (Ghana), puis, après une étape à Salaga (Ghana), se dirigent sur Kita (S.P. de Manga — actuellement abandonné), puis sur Yakala (S.P. de Zabré) où demeure une partie du lignage. Une scission s'y produit qui a pour conséquence la fondation de Tingsoba. Ce dernier nom a été donné par les Mossi de Niaogo en raison de la qualité de premiers occupants des habitants de Tingsoba. Cela leur confère les prérogatives du culte de la Terre (¹).

Les habitants de Bassindengo, apparentés à ceux de Tingsoba, proviennent eux aussi de Yakala mais, selon toute vraisemblance, sont arrivés après l'installation des Mossi à Niaogo.

#### **GARANGO, ZANGA, KAYO, BOUGOULA, GANGLA.**

Le schéma migratoire des habitants de Garango et des villages proches est semblable à celui décrit pour Tingsoba. Il s'agit d'une migration venue du sud (Yendi également), suivie d'une installation commune (sauf pour Gangla) à Bargansé (S.P. de Zabré, en bordure de vallée inhabitable) et enfin d'une fixation à Zanga, noyau initial du peuplement, dont Garango est une émanation. Plus tardivement, des essaimages donnent naissance à Kayo et Bougoula ainsi qu'aux différents quartiers composant le village administratif de Garango.

#### **TANGARÉ.**

Nous insisterons davantage sur le cas du village de Tangaré. Les ancêtres, disent les traditions, sont originaires de la région de Boulsa. Le récit de fondation conserve le souvenir d'une implantation préalable à Tangaré n° 1, situé plus au sud, non loin de Bargansé, mais sur la rive gauche de la Volta Blanche, aujourd'hui déserte.

C'est à partir de là qu'un chasseur du lignage Séoné, dont les descendants résident à Goudou, un des quartiers de Tangaré, découvre le site actuel. L'endroit lui « semblait bon », il incite les Lengani, tenants actuels de la chefferie, à quitter Tangaré n° 1 pour venir s'y fixer. Cet épisode se serait déroulé avant l'arrivée des habitants de Garango et bien avant la fondation des villages voisins. C'est du moins la thèse farouchement défendue par les informateurs rencontrés à Tangaré. Selon ces derniers, le fondateur de Tangaré (Gnammá) aurait incité le fondateur de Garango (Barso) à quitter Bargansé et à venir se fixer non loin de sa nouvelle résidence.

La thèse inverse est défendue avec non moins d'ardeur à Garango : ce serait Barso qui aurait accueilli Gnammá. Cette dernière version est toutefois moins crédible, car ce sont les habitants de Tangaré qui donnent l'investiture au chef de Garango et surtout tiennent un rôle prééminent dans certaines cérémonies d'offrandes à la Terre. Cette dernière fonction étant dans les sociétés africaines l'apanage des premiers occupants, on conclura en affirmant l'antériorité du peuplement de Tangaré sur celui de Garango.

Cette querelle de préséance est d'ailleurs de peu d'importance pour notre propos. Les deux traditions sont en effet d'accord pour affirmer que les fondations de Garango et de Tangaré sont contemporaines l'une de l'autre, et qu'elles ont eu lieu avant la conquête mossi. Aucun repère historique ne peut malheureusement être retenu pour une datation précise. Les listes dynastiques obtenues dans les deux villages sont inutilisables à cet effet. Celle de Garango, en particulier, ne comporte aucun nom entre Barso, le fondateur, et Busukudma, premier chef de Garango, intronisé vers 1850.

#### **AUTRES VILLAGES.**

Les fondations des villages de Pagou, Zalla, Karpougo sont postérieures à la fondation de Tangaré. Origines déclarées : Le Léré pour les deux premiers villages ; Kopehongo, au nord-est de Bitto, en secteur de vallée, pour le dernier nommé.

L'histoire migratoire des villages de Pakala, Zigla Koulpellé et Zigla Polacé apparaît également très proche de celle de Garango, Tangaré et Tingsoba de Niaogo. Elle se caractérise par une origine commune ghanéenne (Nalergo) et une étape transitoire à Konkouniguierma (en zone aujourd'hui déserte, dans ce même secteur de

(¹) Le premier nom de Tingsoba est *Go-Ko*, de *Go* = arbres et *Ko* = village (en bissa).

Namenda-Bargansé mais sur la rive gauche de la Volta Blanche). De Konkouniguierma, le lignage Bila s'installe à Pakala : les lignages Bandaogo (Zigla Koulpellé) et Gnagné (Zigla Polacé) poursuivent plus longtemps leur cohabitation à Womzébounga (non loin de Zigla Koulpellé). Une scission les fixe par la suite sur leurs emplacements actuels.

Dissiam constitue le noyau initial du peuplement Banse du canton de Ouarégou. Ce village, dont on retrouve le toponyme dans le nord du pays mossi (<sup>1</sup>), est fondé par trois frères venus de Ouanougou (S.P. de Tenhodogo), vraisemblablement après la conquête mossi. Des scissions se produisent au sein du lignage. Ouarégou, Toupra, Koassegou sont fondés à proximité les uns des autres. Tingsoba (de Ouarégou), selon la version officielle (de la chefferie de Ouaregou), serait une émanation de Ouarégou Natinga. Une autre version, fournie par un habitant de Toupra, affirme que Tingsoba est le lieu d'habitat des premiers habitants de Ouarégou, qui auraient appartenu aux vieux fonds de peuplement bissa de la région. Nous n'avons pu dans ce cas obtenir des éléments pouvant étayer davantage l'une ou l'autre thèse (<sup>2</sup>). Ouarégou se trouve sous la tutelle du Mogo Naba, lequel donne l'investiture à tout nouveau chef. La liste dynastique comporte douze chefs...

#### **DIERMA (DE LENGA) BÉGUEDO, SAMSAGBO, FINGLA.**

Les récits de fondation des villages de Dierma, Béguedo, Samsagbo, Fingla présentent quelques points communs qui laissent penser que les groupes initiaux ont abordé la rive droite de la Volta Blanche à peu près au même moment.

En effet, ces villages ont été peuplés par des immigrants venus du Léré. Selon une version recueillie à Samsagbo, les fondateurs de Dierma, Béguedo et Samsagbo sont trois « frères ». De fait, le mariage n'existe pas entre les habitants de ces trois villages, mais les origines citées, quelque peu différentes d'un village à l'autre, limitent la portée de cette affirmation.

Un élément de datation de l'arrivée de ces groupes est fourni à Samsagbo. Leur ancêtre aurait été « accueilli » par Naba « Pasgo » qui pourrait être Naba Pasgo, petit-fils de Naba Oubri et fondateur de la chefferie mossi de Gaongo. Cela situerait leur arrivée au moment de la mise en place des royaumes mossi (<sup>3</sup>). Le fait que l'on retrouve ici l'influence de Gaongo confirme en quelque sorte la thèse selon laquelle Lenga aurait reçu délégation de commandement de la part d'un chef mossi de ce dernier village. Il est en effet très vraisemblable que la fondation de Lenga est bien la conséquence de l'intrusion de ces groupes bissa qu'il fallait contrôler de plus près.

Les villages de Samsabgo, Béguedo, Fingla, Dierma n'ont pas exercé une grande influence sur la distribution actuelle du peuplement. Seul Béguedo (<sup>4</sup>) a donné naissance à quelques essaimages à courte distance et accueilli sur son territoire les groupes « étrangers » de Widi (venant de Niaogo) et de Zabendila (des Banse venant de Ouarégou) ; ce dernier quartier étant d'ailleurs fondé aux environs de 1920.

#### **TORLA.**

Les habitants de Torla proviennent, comme ceux de Gounguin (de Komtoéga), de Kida, situé en zone déserte entre Yakala et Lenga. Le récit de fondation rapporte que les ancêtres y ont cohabité avec Naba Kibré, fondateur de la dynastie de Komtoéga, et que les déplacements ont été contemporains l'un de l'autre. Cette relation n'a cependant trouvé aucun écho auprès des informateurs de Komtoéga. Il convient de noter un élément intéressant dans l'histoire de Torla. Le village aurait été déserté à une certaine époque pour mieux échapper aux pillages des Mossi. Le lieu de refuge signalé par la tradition est Guirki (S.P. de Manga) en zone inhabitée de nos jours. Les épidémies auraient contraint les ancêtres à regagner leur village d'origine...

(<sup>1</sup>) Dissiam, chef lieu d'un petit royaume mossi, situé à quelques km à l'est de Kongoussi. La tradition ne mentionne aucune relation entre les populations de ces deux Dissiam.

(<sup>2</sup>) A l'appui de la première thèse : les habitants de Tingsoba portent le même nom que ceux de Ouarégou et il n'y a pas de mariage entre les deux groupes. A l'appui de la seconde thèse : les cultes de la Terre sont en règle générale assurés par les premiers occupants.

(<sup>3</sup>) La fondation de Fingla est légèrement postérieure à celle de Béguedo si l'on en croit l'étymologie du deuxième nom de ce village : « Kanwou ou Kangou » = « quand passent les pioches... », allusion au bruit fait par les immigrants de passage vers Fingla.

(<sup>4</sup>) En fait, Béguedo est lui-même un essaimage de Zingla, aujourd'hui placé sous la tutelle politique de Béguedo.

### *Les interprétations.*

Très souvent évoquée par les historiens du pays mossi dans la mesure où elle interfère avec la mise en place des royaumes de cette région, l'histoire du pays bissa a rarement fait l'objet d'études spécifiques.

A cet égard, outre quelques notes relevées dans les archives administratives, on ne peut citer que les travaux de FROGER (1909) (¹), repris par TAUXIER (1912, 1924), ceux de PROST (1945, 1953) et ceux de Sœur Jean BERNARD (1966). L'ouvrage de Kawada (1971) apporte d'intéressantes précisions sur la datation et les modalités de l'intégration d'une partie du pays bissa au royaume de Tenkodogo. Mais, ici encore, il s'agit d'une approche indirecte, dans le cadre de l'étude des institutions de ce dernier royaume et de ses relations avec les royaumes man-prusi et dagomba du Nord-Ghana (²).

Les traditions que nous avons recueillies, concernant la partie nord du pays Bissa (³), ne peuvent être confrontées qu'à une bibliographie très pauvre en références. Il convient cependant de citer les différentes hypothèses ayant trait au peuplement du pays bissa avant d'examiner les conclusions de notre enquête.

#### **LES HYPOTHÈSES ANCIENNES.**

La première interprétation de la mise en place du peuplement bissa est à porter à l'actif de FROGER. Elle est rapportée par TAUXIER (1924).

« *D'après les renseignements pris par M. FROGER, ce seraient les Bonbonsé qui auraient d'abord habité le pays. Quand les Mossi-Dagomba arrivèrent, les Bonbonsé se seraient enfuis de la circonscription de Tenkodogo, auraient gagné les rives de la Volta Rouge, se seraient installés au-delà et auraient créé la race Nankana (? ? ?). Les Mossi envahisseurs auraient fait appel aux Boussancé pour repeupler la région. Ceux-ci arrivèrent mais, lassés de la domination mossi, ils émigrèrent au sud (Léré-Koussacé) (⁴), puis à l'ouest (Boussouma)* ». Dans ce rappel des conclusions de FROGER, TAUXIER fait état de guerres entre Bissa et Mossi, d'alliances et de rivalités entre chefferies « pour la possession de la royauté sur les Boussancé » (⁵), de luttes intestines perpétuelles entre villages bissa. Vers 1500-1600, selon cet auteur, de nombreuses attaques sont portées contre les Bissa « *mais les Mossi échouèrent contre Garango, point fortifié des Boussancé de l'ouest* », tandis qu'ils établissaient ailleurs leur domination : « ... Les Boussancé n'étaient pas de force contre les Mossi centralisés et, malgré des succès partiels, furent en partie soumis par les Mossi. Seuls, les plus éloignés des Naba Mossi conservèrent leur indépendance et restèrent dans leur situation anarchique ».

Cette version (de FROGER) fait donc des Bissa un peuple qui aurait suivi les Mossi dans leur conquête, mais elle est muette sur la véritable origine des Bissa. TAUXIER, qui a connaissance de certains travaux linguistiques allemands, en tire argument pour expliciter la thèse de FROGER :

« *Jusqu'à ces derniers temps, on était porté à considérer les Boussancé comme une branche des Gourounsi (⁶)... on sait maintenant grâce au voyageur et linguiste KRAUSE (1923) que les Boussancé sont, du moins linguistiquement parlant, une race Mandé-Bou, se ralliant à l'ouest aux Dan-Gouro de la Côte d'Ivoire, et à l'est aux Boko-Bousâgbé de la région de Busa (sur le Bas-Niger)* » (Fig. 13).

Les Bissa sont des Mandé-Bou, ces derniers habitent actuellement plus au sud, et la conclusion vient d'elle-même : pour TAUXIER, les Bissa sont tous venus du sud à l'instigation des Mossi pour remplacer les Bonbonsé de Tenkodogo en fuite au-delà de la Volta Rouge... Par la suite le refus de la tutelle mossi aurait engendré des déplacements bissa vers l'est (Boussouma) et le sud (Léré-Koussacé).

Cependant, TAUXIER n'adhère que partiellement à cette thèse. Non seulement il s'interroge sur les affinités linguistiques du bissa et du « kousanga ou Kousacé » mais encore met-il en cause la crédibilité de l'exode massif des

(¹) Il s'agit de notes sur la codification des coutumes bissa. Nous n'avons pas retrouvé ce travail, resté inédit.

(²) Région de Gambaga, berceau des Mossi.

(³) La limitation géographique de nos enquêtes de terrain limite bien entendu la portée de notre interprétation historique.

(⁴) Le Koussacé : pays habité par les Koussacé. Il comporte dans sa partie Volta les cantons de Zoaga et Youga et s'étend au-delà de la frontière ghanéenne. Les Koussacé parlent une langue très proche du moré.

(⁵) *Bousancé* (singulier : *Bousanga*) : terme sous lequel les Mossi désignent les Bissa.

(⁶) Ensemble de populations, parlant des langues très voisines et habitant le long de la rive droite de la Volta Rouge (Nankana, Kas-séna, Léla...).

Bonbonsé avancé par FROGER : « M. FROGER, dans son coutumier boussanga, dit plus haut que le Kousacé (ou Kousanga, forme mossi singulière) forme une langue à part du boussancé. Il y aurait lieu d'étudier ce kousanga ou kousacé pour savoir s'il constitue seulement un dialecte Mandé-Bou différent du Boussanga ordinaire ou si ce ne serait pas un dialecte Gourounsi qui se serait maintenu au milieu des Boussancé envahisseurs, car il est difficile de croire, en y réfléchissant, que les Bonbonsé aient tous fui en masse du pays quand il fut envahi par les Mossi. De tels exodes absolus et complets ne se produisent généralement pas dans l'histoire et ne se sont pas produits dans le Mossi où, sous la couche plus ou moins dense des envahisseurs mossi, on retrouve partout, particulièrement dans le Yatenga, les populations Nyonyosé ou Foulsé originelles » (TAUXIER, 1924).

Assez curieusement, TAUXIER ne tient pas compte ici de certaines traditions mossi qui incluent précisément les Bissa dans le stock de ces populations originelles, en place au moment de la conquête mossi. Elles ne lui sont pourtant pas inconnues, puisqu'il les mentionne dans un ouvrage publié douze années auparavant. « Les Mossi forment actuellement une race parfaitement homogène dans ses coutumes et sa langue, mais cette homogénéité n'est qu'un résultat : la masse mossi actuelle résulte de la fusion d'une population conquérante (les Mossi proprement dits) avec une population qui était probablement apparentée de fort près aux Habé, Kipirsi, Gourounsi, Boussancé ». A l'appui de cette affirmation il cite le lieutenant MARC (1909) : « les Mossi disent qu'au moment de leur arrivée, le pays était occupé par des sauvages vivant nus et tatoués sur le ventre. Ces indigènes se nommaient Suida. Les Mossi prétendent que c'est devant eux que les Habé se sont enfuis dans les montagnes de Bandiagara et que les Habé, les Kipirsi et les Bousangsé sont les survivants de cette race autochtone des Suida ».

Cette version est communément admise par de nombreux auteurs à la suite d'études en divers lieux du pays mossi et à des dates très différentes<sup>(1)</sup>. Elle est moins sujette aux critiques que l'hypothèse de FROGER ; elle correspond aux traditions recueillies dans le nord du pays bissa ; elle est conforme à un corpus de légendes mises en parallèle par IZARD (1970) et se rapportant à l'instauration de dynasties mossi. A l'origine de celles-ci se trouverait en effet un chasseur bissa : RIALE qui aurait épousé dans la région de Bittou, la fille du chef de Gambaya : la princesse YENNENGA. De cette union serait né OUEDRAOGO, le fondateur des dynasties royales mossi, père de ZOUNGRANA, lui-même père de Naba OUBRÍ, premier Mogo Naba en titre.

PROST (1945), dans ses notes sur les Boussancé et sur l'origine des Mossi, adhère totalement à cette version. Linguiste, il approfondit l'idée de TAUXIER sur l'apparentement des Samo, des Bissa et des Boussa de la Nigéria. Pour lui, ces trois groupes ethniques parlent « trois langues-sœur ou pourrait-on dire trois dialectes de la même langue rattachés au Mandé-Sud ».

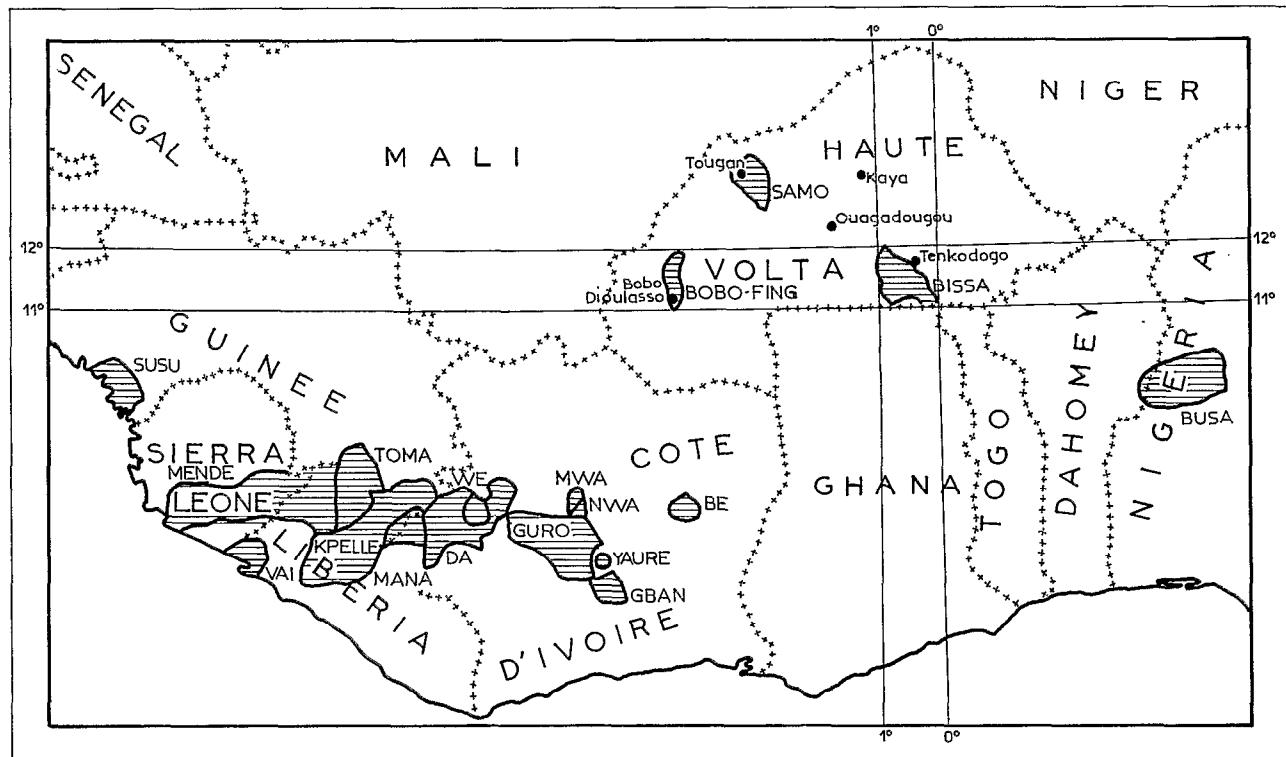
PROST recherche l'origine commune des peuples Mandé très dispersés en Afrique de l'Ouest, comme le montre la carte « Ethnies du groupe linguistique Mandé » (Fig. 13). Les traditions orales qu'il recueille attestent au moins l'existence d'un tronc commun historique Samo-Bissa expliquant leur apparentement linguistique : d'après les gens de Garango, « les Samo formaient une seule famille entre eux et habitaient au pied de la montagne de Garango : on y montre leurs tombeaux et l'emplacement de leurs cases. Ils représentaient une branche cadette. Lors d'un sacrifice de chien immolé au fétiche appelé « Kusi », fétiche d'un clan, les ancêtres des Samo réclamèrent la tête du chien : or la tête est toujours pour l'âme de la famille. Les ancêtres des Boussancé refusèrent, d'où brouille et séparation. Ces faits auraient eu lieu avant l'invasion des Mossi » (PROST, 1953).

PROST ajoute que le peuple Boussancé-Samo serait arrivé à Garango « venant du sud, de la région de Yendi (Togo sous mandat anglais, actuellement Ghana) » et que son histoire serait étroitement imbriquée à celle des Mossi dès la première période de conquête de ces derniers. Il cite les étapes qui jalonnent leur itinéraire vers Ouagadougou.

« Après de nombreuses tentatives infructueuses, ils finissent par établir leur domination sur les gens de Loanga et s'installent à Tenkodogo. De Tenkodogo, les Mossi suivirent la route directe dans leur marche sur Ouagadougou, route jalonnée par Yaoghen, où se trouve le tombeau de Naba Zoungvana, et Komtoéga où se trouve le tombeau de Naba Zombré. Il y eut un choc entre les Mossi et les gens de Garango, c'est tout ce que l'on peut dire de certain. Les uns, en effet racontent que le Tingsoba de Naba Oubry, un forgeron, cassa le village de Garango, mais n'y trouva qu'un homme et qu'une femme, tous les habitants s'étant enfuis au Léré dans un lieu appelé Tangaré (près de Bargansé)<sup>(2)</sup> ; les autres disent qu'ils résistèrent victorieusement et firent grand carnage de Mossi, et que le Naba Zoun-

<sup>(1)</sup> Nous avons personnellement recueilli dans la région de Koupéla des témoignages archéologiques (jarres, poteries) confirmant la présence bissa avant la conquête mossi (LAHUEC, 1971).

<sup>(2)</sup> Notons ici la correspondance avec Tangaré, lieu transitoire d'installation des habitants de Tangaré et que ces derniers situent sur la rive gauche de la Volta Blanche.



D'après Prost  
La langue BISSA - 1945

+++++ Limite d'état

BISSA : Nom de groupe ethnique

FIG. 13. — Ethnies du groupe linguistique Mandé.

*grana lutta pendant sept ans de Yaoghin où il devait finir par mourir contre Garango» (PROST, 1945).*

Pour PROST, l'hypothèse d'un vieux fonds de peuplement bissa préalable et hostile à la conquête mossi ne fait pas de doute. Mais, fait essentiel, il pense que les Mossi « étaient accompagnés d'un contingent d'auxiliaires boussancé, qui sont les gens de Komtoéga, et sans doute, des cantons ouest de Garango qui parlent le même dialecte que Komtoéga, tandis que Garango et Loanga sont d'un dialecte différent. Ces Boussancé s'appellent les Boussancé de Naba Oubri<sup>(1)</sup> ».

PROST essaie par ailleurs d'expliquer la dispersion géographique entre les groupes mandé situés au nord de la Haute Volta (Bissa-Samo) et les groupes du sud, ainsi que l'enclavement des premiers au sein de populations « voltaïques<sup>(2)</sup> ». Constatant que le gros des peuples mandé chevauche le Haut Niger et le Haut Sénégal, il formule en première analyse l'hypothèse d'un essaimage de petits groupes distincts. Cela lui paraît cependant moins vraisemblable que celle visant à considérer ces enclaves comme des reliques d'un habitat « plus ancien ou plus anciennement étendu de la famille mandé », singulièrement réduit par refoulement et parfois encerclement, au gré de migrations postérieures.

Sœur JEAN-BERNARD (1963) dont les recherches à Garango sont plus récentes que celles de PROST adopte la même hypothèse.

Pour elle aussi, les différences linguistiques entre les Bissa de l'est et ceux de l'ouest sont la conséquence d'un peuplement du pays bissa en deux grandes phases.

En résumé, les premiers seraient donc les descendants d'une première vague d'immigration venue du sud, antérieure à la conquête mossi. Les seconds seraient les descendants d'un contingent d'auxiliaires bissa participant à

(1) Cf. ci-dessous, p. 33.

(2) Voltaïque a ici un sens linguistique.

celle-ci aux côtés des Mossi. Une partie d'entre eux aurait fait souche dans le Léré dès les premiers temps de l'invasion. L'autre partie, installée dans les cantons ouest de la circonscription de Garango aurait quitté la « mouvance » mossi plus tardivement après la constitution du royaume de Ouagadougou.

La lecture des récits de fondation recueillis dans la S.P. de Garango montre que l'interprétation de la mise en place du peuplement bissa est en réalité beaucoup plus complexe que ne le laissent entendre les hypothèses avancées par PROST.

#### INTERPRÉTATIONS PERSONNELLES.

Les traditions historiques recueillies concordent partiellement avec le premier point de la thèse de PROST. Par contre, elles sont en contradiction totale avec le second point : aucune allusion à une alliance de type militaire mossi-bissa n'a été relevée.

L'antériorité d'un fonds de peuplement bissa apparaît indéniable dans la région de Garango à Loanga. Mais, à l'inverse de PROST, nous ne pensons pas que la limite linguistique entre Bissa de dialecte barka et Bissa de dialecte lébir<sup>(1)</sup> soit significative de deux vagues d'immigration distinctes.

Il est, en règle générale, difficile d'expliquer le pourquoi des formes dialectales, ou tout simplement des différences de prononciation, d'une même langue de village à village. Mais il tombe sous le sens qu'une communauté issue d'une aire linguistique donnée finit — et cela très rapidement — par adopter le parler de l'aire d'accueil. Inversement, l'usage d'un dialecte peut se perdre à l'intérieur d'un groupe autochtone cerné par des populations arrivées postérieurement, mais numériquement dominantes, ou pratiquant certaines formes de « colonialisme linguistique ».

La période d'histoire considérée ici portant sur 4 à 5 siècles, il est évident que certaines communautés ont pu abandonner leur dialecte originel — et même le souvenir de l'avoir utilisé — en changeant d'aire linguistique ou en se trouvant minoritaires par suite d'une forte immigration étrangère. Examinée sous cet angle théorique, la « classification historico-linguistique » de PROST perd beaucoup de sa pertinence. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à considérer comme faisant partie intégrante du vieux fonds de peuplement un certain nombre de villages ou quartiers actuellement de dialecte lébir : Tingsoba (de Niaogo), Karga (quartier de Dierma), Saré (quartier de Lergo).

Le récit de la fondation de Tingsoba, nous l'avons souligné, fait état d'une installation nettement antérieure à l'arrivée des « Mossi » à Niaogo. Cette ancienneté est confirmée dans la tradition orale de Niaogo par une référence à Naba Oubri que l'on relève dans la relation de l'investiture du premier chef de Niaogo auprès du Mogo Naba. Lorsque ce dernier s'enquiert de l'identité exacte des Bissa qui accompagnent le nouveau chef, ses courtisans lui auraient répondu : « on peut les appeler les Bissa de Naba Oubri ».

Cette dénomination constitue en fait une petite énigme. La solution retenue par PROST lui permet d'imaginer la deuxième vague de peuplement bissa alliée des Mossi au moment de la conquête.

Nous n'avons obtenu, quant à nous, aucune réponse précise à l'examen des traditions de Tingsoba et de Niaogo. Cependant, il convient de remarquer que celles-ci ne mentionnent pas l'alliance bissa-mossi, que la fondation de Niaogo est la conséquence d'une migration est-ouest d'un groupe mossi et qu'enfin la dénomination litigieuse s'applique aux Bissa de Tingsoba et non aux habitants de Niaogo. Aussi pensons-nous que cette dénomination se rapporte au Mogo Naba ayant accordé l'investiture, soit Naba Oubri lui-même, soit un de ses successeurs immédiats. Une information issue des traditions mossi donne à penser que la première hypothèse est la plus vraisemblable : le premier chef de Niaogo serait un « fils » de Naba Oubri (DELOBSOM, 1932, cité par IZARD, 1970). Tout cela, bien qu'hypothétique, prouve que Tingsoba appartient au vieux fonds de peuplement bissa.

Pour Karga et Saré, la démonstration est moins concluante. L'argumentation repose ici sur la qualité des premiers occupants de leurs zones respectives, présents bien avant l'arrivée des chefferies de Lenga et de Lergo, sur l'origine ghanéenne des habitants du premier quartier et l'absence d'autre implantation avouée pour les seconds<sup>(2)</sup>.

Ces différents villages sont pour nous les témoins d'un vieux fonds de peuplement bissa qui occupait la région avant l'arrivée des groupes plus récents (bissa ou mossi). Quelques traditions recueillies à Boussouma et à Sanogo attestent également cette présence.

(1) Le dialecte barka est parlé à partir de Garango et Tangaré en direction de l'est. Le lébir est parlé à l'ouest de cette limite.

(2) Karga dispose du pouvoir d'offrir les grands sacrifices à la mare sacrée — dite de Lenga — sur la Volta Blanche, très connue du fait de la présence d'hippopotames en saison sèche. Cette fonction accrédite la thèse de l'appartenance des habitants de Karga au vieux fonds de peuplement bissa.

Dans le premier village, les immigrants mossi ont cohabité avec les Bissa. Ces derniers ont émigré par la suite au Léré (Yoroko, Sangou, Béka). Leurs descendants reviennent régulièrement sur les anciens lieux habités offrir des sacrifices aux ancêtres.

Dans le deuxième village, la tradition rapporte aussi la présence d'un noyau bissa qui aurait disparu à la suite d'un conflit avec des nouveaux venus (<sup>1</sup>).

N'eût été la présence de ces noyaux anciens de peuplement bissa, il aurait été difficile d'expliquer l'assimilation culturelle des groupes mossi implantés postérieurement.

Les Compaoré de Niaogo sont probablement le premier de ces groupes à s'installer en pays bissa, nous l'avons noté (<sup>2</sup>). La tradition recueillie, la liste dynastique forte de 32 noms de chefs successifs, la référence à Naba Oubri concourent à envisager une implantation vers 1500.

Nous avons tout lieu de croire que l'arrivée des Mossi à Sanogo, Lergo, Boussouma est légèrement postérieure à celle de Niaogo (<sup>3</sup>).

Dans le premier village, la tradition indique que l'ancêtre quittant Gaongho, Yembi, est un petit-fils de Naba Oubri. A Lergo et Boussouma les fondateurs seraient des descendants de Naba Kundumyé (6<sup>e</sup> Mogo Naba) dont le règne se situe aux environs de 1540-1570.

La fondation de Boussouma (<sup>4</sup>) passe en effet par une scission au sein de la chefferie du royaume de Boussouma-Mossi, créée précisément par un fils de Naba Kumdumyé : celle-ci n'a par conséquent pu avoir lieu avant la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

La datation de l'arrivée des groupes mossi à Komtoéga et Niarba pose aussi quelques problèmes. Les listes dynastiques très courtes ne permettent pas de fonder une chronologie en rapport avec la date présumée de l'installation. Au mieux peut-on avancer que l'installation des souches mossi n'a pu se produire ici qu'à partir de 1600. Elles sont en effet toutes deux originaires de Nédogo, dont on sait que la chefferie a été fondée par un fils de Naba Kuda, successeur de Naba Kumdumyé, qui serait mort aux environs de 1600, selon les hypothèses chronologiques d'Izard.

Quant à l'arrivée des Dabré à Lenga, elle est postérieure à la conquête de la Volta Blanche par Naba Pasgo, fils de Naba Oubri, qui fait de Gaongo sa capitale et dont les descendants accordent aux Dabré un commandement territorial. Cela demeure vague mais nous ne prétendons pas faire œuvre d'historien. Cela nous aurait conduit à des vérifications très longues, à la fois en pays bissa et en pays mossi, hors de propos avec le but de cette étude. En particulier, nous n'avons pas cherché à approfondir les listes dynastiques des principaux commandements d'origine mossi. Dans la plupart d'entre eux, nous avons recueilli 10 à 15 noms de chefs se succédant depuis la fondation jusqu'à nos jours. Si ces listes dynastiques sont justes, force est d'admettre que les chefferies ont été instaurées bien après l'arrivée des groupes fondateurs. Cela correspondrait à la plupart des traditions recueillies qui font de ces derniers des groupes renégats. Ces derniers auraient alors été replacés dans la « mouvance » mossi à la suite de plusieurs campagnes guerrières, et notamment celle de Naba Dulugu, aux environs de 1800.

Le peuplement d'origine bissa postérieur au vieux fonds de peuplement, déjà signalé, regroupe quant à lui deux types de mouvements migratoires : ceux venant de l'actuel pays mossi ou du territoire sous contrôle mossi et ceux venant du sud.

Ces premiers pourraient être constitués de groupes qui, ayant refusé la domination des Mossi, ont rejoint le vieux fonds de peuplement bissa et cela dès les premiers temps de la conquête.

Quant aux seconds, en provenance du Léré, leur datation est plus difficile à établir. Toutefois une hypothèse peut être formulée en relation avec les pillages perpétrés par les Dagomba à la suite de leur sujexion aux Ashanti dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. KAWADA, citant les auteurs de langue anglaise, rapporte en effet que les Dagomba devaient fournir régulièrement des esclaves en tribut à leurs vainqueurs ashanti : « *ainsi les Gurunsi,*

(<sup>1</sup>) A titre anecdotique, notons brièvement cette légende telle qu'elle nous a été présentée à Sanogo : « Notre « grand-père » en arrivant ici a trouvé des Bissa. Très vite son groupe s'agrandit et dépasse en nombre celui des autochtones. Ces derniers, jaloux, s'arrangent pour lui voler son *benda* (caleçon) pendant qu'il prenait son bain. Le caleçon est porté au Tengsoba (chef de terre) bissa en vue de faire un sacrifice qui rendrait les Mossi stériles. Le « grand-père » cherche partout son caleçon... Il accuse les autochtones de trahison et de vouloir leur disparaître après les avoir accueillis comme des frères. Il réclame le jugement de la Terre et lui offre force sacrifices. La Terre condamne l'attitude des Bissa qui dès lors meurent les uns après les autres. Ainsi aurait disparu le lignage autochtone... ! ».

(<sup>2</sup>) Cf. p. 27.

(<sup>3</sup>) Nous utilisons ici la chronologie d'IZARD (1970).

(<sup>4</sup>) Boussouma, cf. p. 26.

*les Bissa, les Konkomba, les Chokosi firent l'objet de pillages réguliers de la part de ces tributaires de l'Ashanti»* (CARDINAL, 1925, cité par KAWADA, 1971).

Il est vraisemblable que ces exactions aient pu inciter les Bissa à migrer vers le nord. Mais, ce faisant, ils se mettaient à portée des Mossi qui, eux aussi, ont de tout temps guerroyé en pays bissa à la recherche de captifs et de vivres.

Autre interprétation possible : la plupart des villages concernés par cette vague de peuplement tardif mentionnent une installation en zone actuellement désertée. En définitive, il est possible que la remontée vers le nord soit déjà l'expression d'une recherche de terres plus salubres.

En conclusion, l'interprétation la plus vraisemblable que l'on puisse faire de la mise en place du peuplement de la S.P. de Garango nous éloigne des thèses de PROST. Nous pouvons la résumer de la manière suivante :

(1) La S.P. de Garango, avant la conquête mossi, est occupée par un vieux fonds de peuplement bissa. En sont encore témoins de nos jours : Garango, Tangaré, Tingsoba (de Niaogo) etc... Celui-ci fait partie du stock de populations diverses « autochtones » (Nyonossé, Kibbilsé, Foulsé... etc.) que rencontrent les Mossi à leur arrivée dans la région. Les Bissa de Loanga font aussi partie de ce vieux fonds. Plus au nord, celui-ci a été effacé par l'invasion mossi : il n'en subsiste plus que des témoignages archéologiques (vers Koupéla, en particulier).

(2) Aux premiers temps de l'instauration des royaumes mossi, des groupes, pour la plupart dissidents et sans liens entre eux, abordent les marges du pays bissa et sont assimilés.

(3) Dans le même temps, différents courants bissa s'implantent à l'ouest de Garango. On peut penser que ceux venant du sud sont provoqués par les exactions dagomba ou, éventuellement, mossi. Comme la plupart de ces villages présentent des étapes en vallées, on peut également émettre l'hypothèse d'abandon de celles-ci au profit d'interfluves plus sains. Les courants venant du pays mossi actuel et concernant des groupes de souche bissa (Ouarégou par exemple) pourraient être la conséquence d'un refus de la domination et de l'assimilation par les Mossi.

(4) Les attaques des Mossi aboutissent à la mise sous tutelle de presque tout le nord du pays bissa. La partie est est intégrée au royaume de Tenkodogo au début du XIX<sup>e</sup> siècle, selon KAWADA. La partie ouest est soumise à l'influence du Mogo Naba de Ouagadougou à la suite de différentes campagnes militaires. Cette domination s'exerce en particulier au niveau des institutions : toute investiture officielle d'un nouveau chef de village n'est accordée que par le Mogo Naba. Elle s'applique aussi bien aux chefferies de souche mossi qu'à celles de souche strictement bissa comme Ouarégou et Béguédo.

Seul, le centre de la région étudiée reste indépendant, avec Garango et Tangaré comme principales places fortes de la résistance aux Mossi.

Aucune entité politique de type royaume n'a été créée, ni par les Mossi, ni par les Bissa. Au contraire, tous les commandements sont restés indépendants les uns des autres, et même antagonistes. Les militaires français profiteront d'ailleurs de ces divisions, en s'alliant à quelques commandements locaux, pour asséoir leur domination sur le pays.

Il est vraisemblable que l'allégeance des chefferies bissa au Mogo Naba a été réglée dans sa forme définitive aux environs de 1800, à la suite de l'expédition de Naba Dulugu. Il est aussi probable que les plus inféodées d'entre elles ont pu servir, à l'occasion, de points d'appui aux campagnes guerrières mossi, renouvelées très souvent en vue de se procurer captifs et vivres. Ainsi la région qui correspond aujourd'hui à la S.P. de Garango apparaît-elle ceinturée de marches frontières qui ont, sans aucun doute, condamné son peuplement intérieur à évoluer sur place.

## 2

# Les dynamiques du peuplement des vallées

Une des conclusions fondamentales de l'enquête historique est l'absence de relation simple entre l'habitat des vallées et celui des interfluves.

La multiplicité des courants migratoires décrits, leur étalement dans le temps, l'absence de stratification géographique des différents apports laissent peu de place à l'hypothèse d'un glissement continu du peuplement des vallées vers les interfluves.

Des groupements humains plus ou moins importants ont toujours existé dans la vallée de la Volta Blanche et de ses principaux affluents. Le nombre des groupements actuels ayant connu une ou plusieurs implantations en secteur aujourd'hui abandonné le prouve. Mais il existe aussi beaucoup d'implantations, abandonnées depuis très longtemps, dont le souvenir s'est estompé dans la nuit des temps : quartiers-refuges de bannis, de communautés vaincues cherchant dans l'isolement de la brousse une tranquillité relative... Leur survie dépendait des effectifs concernés, de la disparition des causes qui avaient motivé les départs ou du renouvellement de ces mêmes causes : nouveaux pillages, par exemple. Mais, on ne trouve, nulle part, dans les témoignages historiques, la preuve d'une occupation dense des vallées avant que ne s'ouvre la période coloniale. L'installation en vallée, en des lieux ignorés de l'administration, est, en effet, un des moyens d'échapper aux contraintes coloniales. Le courant d'immigration ne cesse qu'aux environs de 1946, date de la suppression du travail forcé. Beaucoup de ces hameaux n'ont eu qu'une brève existence et ce sont les reliquats qu'il nous est donné d'observer aujourd'hui.

Dans cette seconde partie de notre étude, nous étudierons successivement la distribution du peuplement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la colonisation des zones désertes de vallées, entre 1900 et les années 50 (<sup>1</sup>).

### *LA DISTRIBUTION DU PEUPLEMENT A LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE*

Enquêtes historiques et archives administratives (<sup>2</sup>) nous permettent de reconstituer la trame du peuplement au moment où le pays bissa est abordé par les colonnes de pénétration françaises.

(<sup>1</sup>) La colonne VOULET-CHANOINE a traversé le nord du pays bissa en 1896 et c'est, en fait, cette date qui marque le début de l'époque coloniale. Cependant, la conquête et la « pacification » du pays bissa ont duré plusieurs années. C'est pourquoi, nous sommes en droit de choisir 1900 comme date repère.

(<sup>2</sup>) Toutes les archives administratives pour la période 1896-1925 ont été consultées aux Archives Nationales de la Côte d'Ivoire à Abidjan. Pour la période 1926-1946, une partie a été consultée à Abidjan, une autre partie à Tenkodogo. Les archives sont, en général, très pauvres en commentaires strictement géographiques. Les administrateurs sont davantage « préoccupés d'asseoir définitivement l'autorité coloniale » que de décrire des itinéraires. Cependant, au hasard des rapports de tournée, des comptes rendus de recensements ou de délimitation de frontières, une foule d'informations précieuses peuvent être recueillies.

Schématiquement, elle apparaît fort peu différente de ce qu'elle est de nos jours. Un front de peuplement sépare les vallées désertes de l'aire habitée. Les premiers administrateurs jugent déjà celle-ci surpeuplée... A l'ouest et au nord-ouest, le front de peuplement se situe quelque peu en deçà de la limite actuelle. Au sud, il est légèrement au-delà. Mais ces différences peuvent être considérées comme minimes et nous verrons que la différenciation essentielle provient du nombre de groupements qui le composent, le nombre actuel de ceux-ci étant de beaucoup supérieur à celui de 1900.

L'examen des traditions orales des grands centres de l'aire habitée de Garango nous a montré qu'ils sont en place pour la plupart depuis des siècles. De même, les essaimages, internes aux terroirs ou hors commandement, se sont déjà produits dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous rappellerons simplement le cas de Béguedo et de Ouarégou, dont les quartiers issus de scissions à partir du noyau initial de peuplement existent déjà en 1900, pour illustrer le premier type de mouvement. Le second type peut s'illustrer par l'exemple de Lenga affecté par divers éclatements familiaux au XIX<sup>e</sup> siècle qui aboutissent à la fondation de Danigo, Déga, Gargou et Siguivoussé. De 1900 à nos jours, au contraire, on ne note aucune fondation de village au cœur de l'aire habitée ; les essaimages internes aux terroirs restent eux-mêmes minimes. Par contre, entre 1900 et 1946, de nouveaux quartiers sont créés en bordure du front de peuplement. D'autres, de fondation légèrement antérieure à la conquête, vont connaître un développement démographique important du fait de l'immigration (Bargasgo, Lurgogo, Magourou).

La densité du peuplement est déjà soulignée dans les rapports administratifs du début du siècle. Certains administrateurs en font la principale cause des déplacements de population enregistrés vers les zones désertiques des vallées ; « cet exode s'explique aisément, les Boussancé sont extrêmement prolifiques... ; les terrains vacants manquent et l'excédent de population est obligé d'aller chercher ailleurs le moyen d'occuper son activité<sup>(1)</sup> ». La notion de « surcharge démographique » eût-elle existé à cette époque que cet administration l'aurait sûrement utilisée. En revanche, les vallées sont désertes.

A l'ouest, la situation du peuplement n'est pas différente de ce qu'elle est de nos jours. Niarba est toutefois bien plus peuplé qu'aujourd'hui, mais aucun village n'existe entre Gozi et Niarba, et au-delà entre Niarba et Kaïbo (S.P. de Manga, village mossi).

Au nord-ouest, Soundré, qui vient de perdre la chefferie politique au profit de Niaogo, marque la limite du front de peuplement sur la rive droite de la Volta Blanche. (Tigré, S.P. de Manga et quelques quartiers, dont l'appartenance aux cercles de Ouagadougou ou de Tenkodogo fera problème jusqu'en 1927, ne seront fondés qu'après 1900.)

A la proximité du confluent de la Dougoula Moundi, Zabendila et Kargari n'existent pas. Samsagbo est alors le seul village bissa situé sur la rive droite de la Dougoula Moundi. Il est très isolé au-delà des fronts de peuplement bissa au sud et mossi au nord.

Sur la bordure nord, la position de ce dernier est identique à celle de 1975, seul le nombre et l'importance des quartiers qui le constituent diffèrent. Koukoaga n'existe pas ; les quartiers de Zidré n'ont pas encore essaïmé du noyau initial ; Bargasgo, Magourou, Lurgogo sont de tous petits groupements de fondation très récente.

Au sud, quelques groupements parsèment la brousse au-delà de la limite actuelle de l'aire habitée. Trois de ceux-ci sont situés sur la piste Lergo-Lenga : Gotinga, Kagnan et Bourma. Ce dernier est le plus important : il compterait une cinquantaine de concessions. Gotinga en est une émanation. Kagnan serait composé, lui, d'une vingtaine de concessions. Leur présence explique en partie, ce commentaire d'un administrateur : « *de Tenkodogo à Lenga, on ne cesse pas un instant de traverser des cultures de mil, d'arachides, de coton* <sup>(2)</sup> ».

Mais, au sud de l'axe Lergo-Lenga, les confins de la circonscription de Garango appartiennent à la zone, « *inhabitée de 35 km sur 40, séparant la province du Léré des cantons indépendants Boussancé de l'ouest de Tenkodogo et limitée, à l'est par la grande route des caravanes de Tenkodogo à Bitto et Gambaga (Gold-Coast), à l'ouest par la Volta Blanche, de Yakala au nord, à Loaba* <sup>(3)</sup> ».

Toutefois, un petit quartier s'accroche aux flancs d'une colline : Zépa. Il reprendra vie après 1900 avec l'arrivée de réfugiés venus de Lergo, Tangaré, Gogoma, Zigla, Zidré avant de disparaître vers 1945.

Enfin, entre Lenga et la Volta Blanche, on relève la présence de deux quartiers dont les effectifs n'ont jamais excédé quinze concessions (Sawatoré, à 3 km de Lenga, et Sao à environ 8 km).

(1) 1912. Rapport de tournée dans l'ouest et le sud-ouest de la circonscription, par le résident de Tenkodogo.

(2) Rapport 1912, op. cit. On observe dans les premières années du siècle une progression des défrichements en direction des vallées dus aux habitants des villages « frontaliers » et aux « réfractaires » aux contraintes coloniales qui s'y installent à demeure.

(3) Id. Ibid.

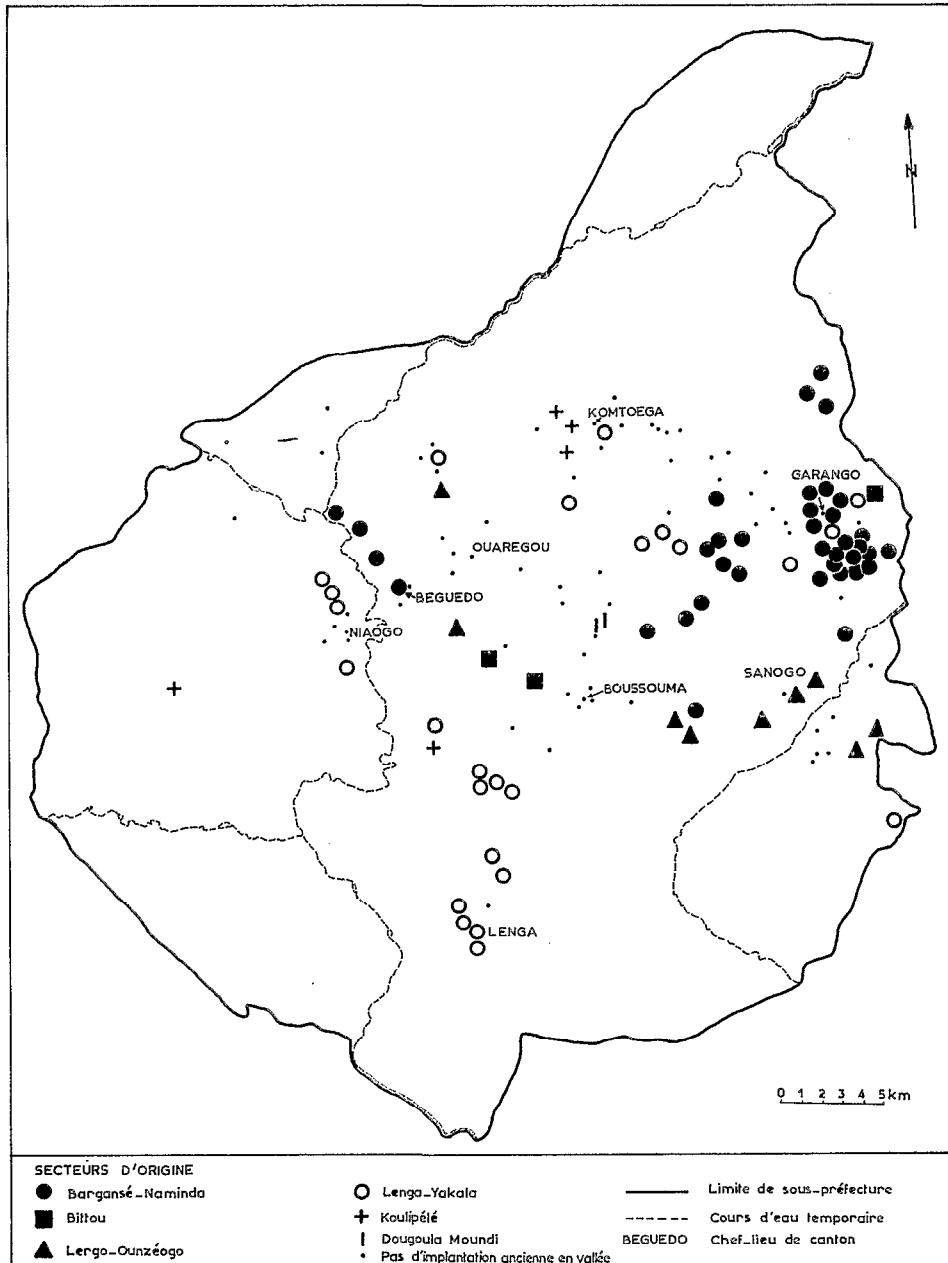


FIG. 14. — Groupements originaires des vallées, secteurs d'implantation ancienne.

En définitive, la population des villages situés en secteur de vallée et aujourd’hui disparus représentent une part infime des effectifs de la circonscription de Garango en 1900. Les causes de cette situation peuvent être recherchées dans l’histoire de la mise en place du peuplement.

Les mouvements anciens des vallées vers l’aire habitée de Garango sont résumés par deux cartes (Fig. 14, 15). Nous n’en ferons qu’un commentaire général, le lecteur pouvant se reporter en annexe aux noms des lieux habités autrefois par des lignages ayant fait souche dans la circonscription.

La première carte est celle des groupements originaires des vallées, différenciés selon les secteurs de provenance. Ces derniers sont localisés et répertoriés sur la seconde. En première lecture, le nombre de groupements

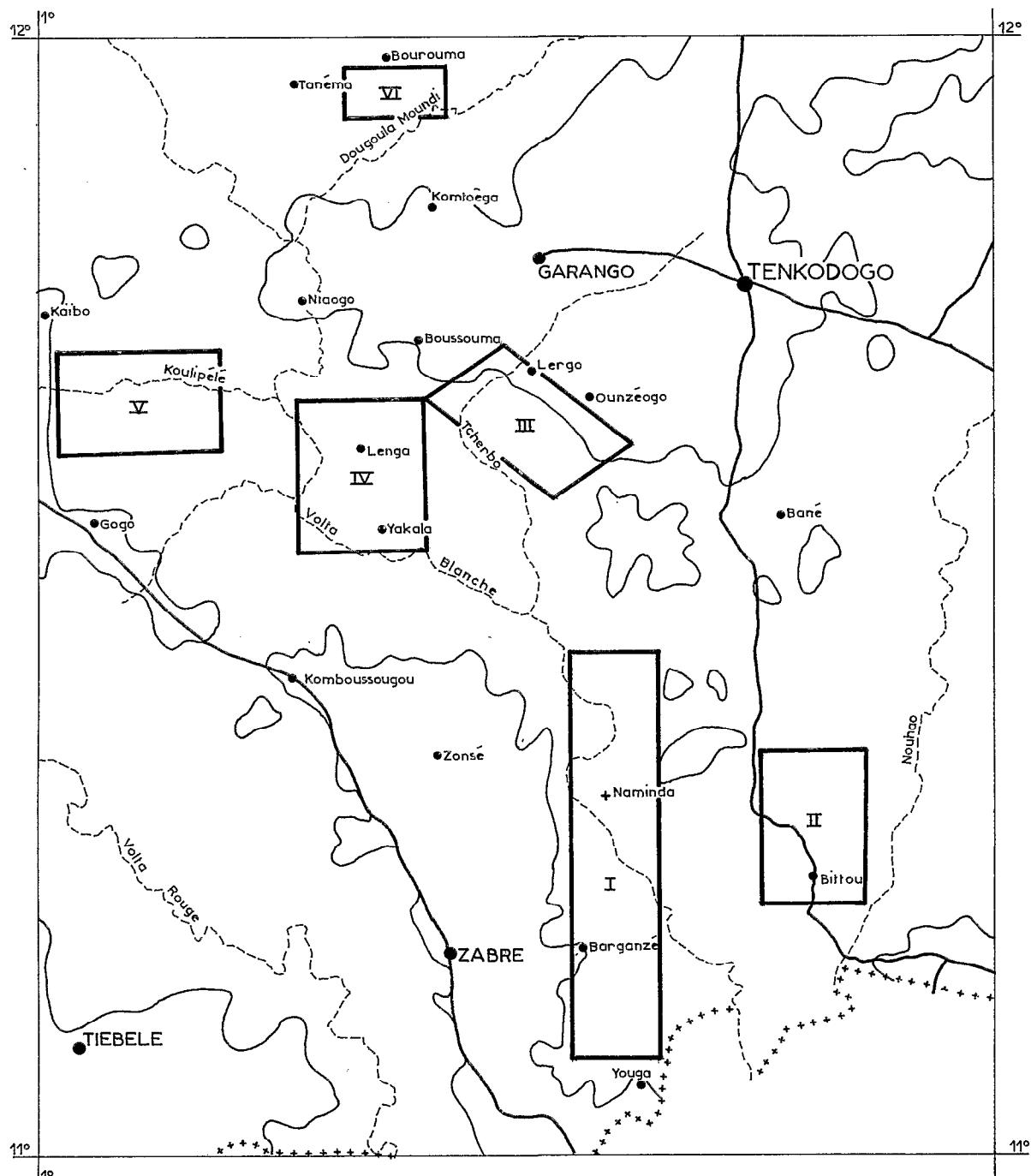


FIG. 15. — Secteurs d'implantation très ancienne des villages issus des vallées (Sous-Préfecture de Garango).

<ul style="list-style-type: none"> <li>● Préfecture</li> <li>● Sous-préfecture</li> <li>● Village</li> <li>+ Village abandonné</li> <li>— Limite forte occupation du sol (d'après carte I.G.N. 1966)</li> </ul>		<p><b>SECTEURS</b></p> <table border="0"> <tr> <td>I NAMINDA BARGANSE</td> <td>IV LENGA</td> </tr> <tr> <td>II BITTOU</td> <td>V KOULIPELE</td> </tr> <tr> <td>III LERGO OUNZEOGO</td> <td>VI DOUGOULA MUNDI</td> </tr> </table>	I NAMINDA BARGANSE	IV LENGA	II BITTOU	V KOULIPELE	III LERGO OUNZEOGO	VI DOUGOULA MUNDI
I NAMINDA BARGANSE	IV LENGA							
II BITTOU	V KOULIPELE							
III LERGO OUNZEOGO	VI DOUGOULA MUNDI							

issus des vallées paraît important et pourrait laisser croire à un véritable transfert de population des vallées vers les interfluves. Cette impression est trompeuse et dépend du mode d'élaboration de la carte. De nombreux quartiers sont en effet le résultat d'essaimages à partir d'un noyau initial de peuplement et largement postérieurs à la fondation de celui-ci. Une histoire migratoire commune leur vaut d'être classés comme groupements issus de vallées, mais le lien entre implantations actuelles et implantations anciennes en vallée est indirecte. Leur existence concrétise soit un accroissement démographique, soit des mésententes familiales diverses qui trouvent comme exutoire le desserrement de l'habitat au sein du terroir ou en dehors de celui-ci.

Il faut souligner que les déplacements initiaux des secteurs de vallée ont eu lieu il y a plusieurs centaines d'années pour de nombreux villages et qu'ils ont dû porter sur des effectifs restreints. Les traditions n'ont généralement pas gardé le souvenir des causes de la migration. Il est donc presque impossible de savoir si les implantations actuelles correspondent à une volonté délibérée de recherche de terres plus salubres.

Par la suite, les vallées ont été le siège de turbulences migratoires intenses, mais elles n'ont constitué qu'un lieu de refuge pour des communautés d'un type particulier. Qu'un prétendant à la chefferie soit évincé au profit d'un rival et c'est l'exil volontaire avec quelques partisans dans un endroit reculé.

Qu'un village soit dévasté ou pillé régulièrement par les guerriers mossi ou ceux d'un village voisin, ses habitants cherchent un refuge illusoire au fin fond de la brousse. La survie des quartiers ainsi créés dépend des effectifs concernés ; leur abandon peut provenir de la disparition des causes qui ont provoqué le départ, ou tout simplement d'un nouveau pillage. Les lieux habités ainsi de manière temporaire abondent, mais les traditions recueillies à leur sujet restent très vagues, quand elles existent, et souvent contradictoires de village à village.

On citera l'exemple du village de Torla où de tels faits sont rapportés par la tradition. Une installation du lignage en secteur de vallée, à Guirki (S.P. de Manga), est justifiée par la nécessité de se préserver de pillages et d'exactions mossi. L'échec de cette implantation est imputé à un excès de mortalité : « nos ancêtres sont revenus parce qu'ils mouraient trop là-bas... » et à de nouvelles attaques mossi.

L'échec des tentatives de déploiement de l'habitat à l'époque pré-coloniale, que nous constatons à travers l'analyse de la situation du peuplement en 1900, est synonyme à notre avis d'une impossibilité pour des petits groupes humains de s'implanter en vallée et de connaître un accroissement démographique normal.

Nous pensons que les facteurs sanitaires jouaient un rôle certain dans la limitation des possibilités d'expansion territoriale des Bissa de Garango. Mais ils n'étaient pas seuls en cause. En effet, aux XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, les Bissa de Garango sont enserrés dans l'étau des royaumes mossi. Manga à l'ouest, Ouagadougou au nord, Koupéla et Tenkodogo à l'est et au sud-est. Sur les marges, un deuxième étau composé des chefferies vassales des Mossi, mais antagonistes entre elles, limite également les tentatives d'expansion. Vers le sud, la voie est également bouchée du fait des incursions dagomba. Dans ces conditions, on comprend que l'évolution du peuplement de la S.P. de Garango se soit effectuée en vase clos jusqu'à la conquête française et que les fortes densités de la région sont à porter au compte de facteurs historiques tout autant qu'à l'insalubrité des vallées.

La conquête française en supprimant les « guerres » entre villages et les incursions mossi en pays bissa fait sauter les verrous limitant l'expansion territoriale des Bissa de Garango. Elle y ajoute aussi ses contraintes qui provoquent une dynamique de colonisation forcée des vallées qui, dans le secteur de Garango, nous le verrons, aboutit le plus souvent à l'échec, 30 à 50 ans plus tard.

Avant d'étudier cette dynamique, nous devons signaler que l'absence d'habitat en vallées n'est pas un phénomène spécifique à la région de Garango. Au nord de Niaogo, la vallée de la Volta Blanche est déserte<sup>(1)</sup>. Au sud la situation est identique, exception faite de l'îlot de peuplement de Yakala. Les principaux affluents de la Volta Blanche et de la Volta Rouge engendrent également des couloirs inhabités que les rapports administratifs soulignent à l'occasion de la découverte de villages « clandestins » fondés après la conquête. Entre le Léré<sup>(2)</sup> et l'axe Zourma-Boussougou-Yakala s'étend une zone déserte. Celle-ci, baptisée par la suite région Yériba, fera l'objet d'une colonisation massive de la part des Bissa de Zabré, des Mossi de Manga et surtout des Bissa de Garango ; elle constitue l'une des rares aires où la dynamique de colonisation des vallées ait réussi à fixer un peuplement important.

<sup>(1)</sup> 1917. Un rapport de délimitation des résidences de Tenkodogo et Ouagadougou la décrit ainsi : « ... La région inhabitée de la Volta Blanche longue de 60 km que parcourt la Volta Blanche... ». (Du point kilométrique 55 sur la route de Niamey au confluent de la Dougoula Moundi.)

<sup>(2)</sup> Léré prend ici son sens originel : les environs immédiats de Zabré.

## *CAUSES DE LA COLONISATION DES VALLÉES (1900-1946)*

### *La conquête militaire.*

Partout en Haute Volta, les refus des contraintes coloniales ont entraîné des déplacements de population vers des zones peu contrôlées par l'administration (confins de circonscriptions) ou vers la Gold Coast.

Le pays bissa n'échappe pas à la règle : les mêmes causes produisant les mêmes effets. De plus, la conquête, à l'inverse de celle du pays mossi, fut loin d'être pacifique. De nombreux combats ont eu lieu ; des villages ont été incendiés ou sanctionnés de fortes amendes. Il ne fait pas de doute que le déroulement de la conquête et les représailles qui l'ont suivie ont créé des traumatismes durables, incitant les autochtones à s'écartier du colonisateur en se dissimulant dans les zones désertes.

Nous pouvons suivre en partie le déroulement de la conquête<sup>(1)</sup> grâce à la correspondance du lieutenant ALBERT, commandant la colonne de spahis qui entreprend la pacification du pays après la pénétration effectuée par la colonne Voulet-Chanoine<sup>(2)</sup>. Plusieurs campagnes militaires sont nécessaires pour soumettre le pays bissa. Ouarégou, Lergo, Lenga, Tangaré<sup>(3)</sup> et le Léré dans son ensemble sont les principaux pôles de la résistance bissa. Celle-ci a son héros, Manawende, fils du chef de Ouarégou, qui fait alliance avec Bakary Koutou, frère du Mogo Naba de Ouagadougou.

Cela vaut à ce village d'être incendié une première fois le 22 juin 1897, car les « gens de Ouarégou » avaient attaqué la colonne française se déplaçant de Niaogo à Komtoéga<sup>(4)</sup>. Il l'est encore une deuxième fois en novembre 1897 au début d'une seconde campagne qui vise à la soumission définitive du Léré et à la capture de Bakary Koutou, réfugié près de Lenga. Ouarégou a encore opposé une « résistance aux premiers coups de feu ».

Au cours de cette campagne, le lieutenant ALBERT obtient la soumission des chefs de Lergo et de Lenga, qui « étaient parmi les plus irréductibles ». Il manque de peu la capture de Bakary Koutou, pourtant surpris dans son campement au sud de Dango.

Le village de Bourma (situé à l'ouest de Lenga et aujourd'hui déserté) est châtié sévèrement pour avoir malmené un émissaire du lieutenant ALBERT.

« ... Ce dernier allait être sérieusement malmené, ce que voyant, les spahis prirent le galop... Ce fut une débandade générale où une quinzaine d'individus (Bissa) trouvèrent la mort... Il était trop tard pour s'arrêter, je poursuivais ma route, réservant pour le lendemain le châtiment du village... Je profitais de la matinée du 17 (novembre 1897) pour envoyer un maréchal des logis (nom illisible) châtier comme il convenait le petit village de Bourma... ».

Les villages d'Ibogo et de Kalagara (Karga de Dierma), alliés de Manawendé, connaissent le même sort. Ils ont du reste « été consciencieusement pillés par nos partisans de Komtoéga et de Niaogo ».

De nouveaux combats se produisent au Léré : « les Boussanga du Léré, forts de leur renommée, sont venus tâter le terrain. Il leur en a cuit puisqu'ils accusent 7 morts... Ils ont expérimenté nos projectiles ; ils ont été vus par leurs camarades Boussanga fuyant rapidement devant nous. Maintenant, la renommée du Léré est détruite et la soumission nous viendra quand nous le voudrons ».

De fait, une nouvelle expédition a lieu en janvier 1898, qui ne rencontre aucune résistance armée. Mais cela est loin de vouloir signifier soumission totale, et quand l'administration essaie d'imposer son autorité, elle se heurte

(<sup>1</sup>) Le texte qui suit est directement inspiré de la lecture de micro-films consultés aux Archives Nationales de Côte d'Ivoire. Du fait de la détérioration des documents originaux, certains passages sont de lecture difficile, voire impossible, d'où le caractère incomplet de cette narration.

(<sup>2</sup>) La colonne Voulet-Chanoine traverse le pays bissa, fin 1896, pour faire face à l'arrivée anglaise. Nous avons pu consulter aux Archives du Sénégal la « déclaration de vassalité et de prise de possession » de Komtoéga, signée le 31 juillet 1896. Komtoéga est considéré par VOULET comme le « Chef-lieu du canton le plus important du Boussancé », représentant l'ensemble des « contrées Boussancé vassales du Mossi ».

(<sup>3</sup>) « Tangaré menace de mort le Naba de Garangau (Tanga) s'il vient à se soumettre. »

(<sup>4</sup>) « Le 22 juin, je revins à Ouarégou, ramenant les gens de Komtoéga, et achevai la destruction du village, toute poursuite étant impossible sur les cavaliers paraissant dans toutes les directions. »

à une résistance généralement non violente, mais réelle. En effet, le souvenir de la puissance de feu des Français est encore tout frais, celui des représailles (incendies, pillages, fortes amendes) (<sup>1</sup>) également. Le combat étant inégal, il vaut mieux esquiver le colonisateur en se mettant hors de sa portée, temporairement. D'où la floraison de hameaux dans les zones les plus désertes, dès les lendemains de la conquête.

### *Les résistances aux contraintes coloniales.*

Il convient, tout d'abord, de dresser le calendrier des diverses impositions et prestations réclamées aux populations et les cadres administratifs et politiques dans lesquels elles s'appliquent.

1897-1902 : C'est le temps de l'imposition en nature (animaux, mil) ou en monnaie locale (cauris). C'est aussi le temps des amendes infligées aux villages ou aux chefs de village insoumis.

1903 : L'impôt devient exigible en monnaie française et les prestations de travail sont établies. L'administration peut réquisitionner des travailleurs et les affecter à des travaux de construction ou de réfection de routes, de ponts, de bâtiments publics, ainsi qu'à des tâches aussi diverses que le portage du bois d'œuvre, de vivres et de produits marchands (<sup>2</sup>).

1911 : La France recrute des tirailleurs, pour la première fois.

1918 : Le recrutement forcé des travailleurs pour les chantiers publics ou privés de Côte d'Ivoire et du Sénégal est institué. Il restera en vigueur jusqu'en 1946.

1924 : La culture collective du coton est rendue obligatoire. Chaque village doit fournir annuellement un tonnage imposé.

Depuis le début de la colonisation et, en fait, jusqu'en 1956 (date de création des subdivisions), la circonscription de Garango fait partie d'une province bissa dite des « cantons indépendants de l'ouest (<sup>3</sup>) » et comprenant également les cantons bissa de Yakala, Zourma et Gonboussougou. Cette province est rattachée au cercle de Tenkodogo (dépendante du cercle de Ouagadougou) jusqu'en 1921. A cette date, Tenkodogo est érigé en cercle autonome. Il comprend les « provinces » de Koupéla, de Tenkodogo, du Yanga, de Sanga, du Léré (Zabré) et des cantons indépendants de l'ouest. Leur ressort territorial ne correspond pas toujours aux entités politiques pré-coloniales. C'est, en particulier, le cas de la province de Garango-Zourma dont les cantons ne sont reliés par aucune relation hiérarchique.

En 1926, l'administration coloniale essaie précisément d'en créer une, en regroupant le Léré et la province de Garango-Zourma sous la férule d'un chef mossi apparenté au Mogo Naba de Ouagadougou et résidant à Sanogo. Cette expérience, qui avait pour but de mieux contrôler les populations bissa peu soumises, est très mal supportée et échoue en 1930. Le retour à la situation ancienne se prolonge jusqu'en 1956, date à laquelle l'ancienne province de Garango-Zourma est démantelée. Les cantons du sud (Yakala, Zourma, Gon-Boussougou, cantons Yériba) sont rattachés à la subdivision de Zabré. La subdivision de Garango est dotée d'un commandement territorial qui, sous diverses dénominations : cercle (autonome) en 1960, sous-préfecture en 1974 (de nouveau dépendante de Tenkodogo), reste en fait identique à lui-même jusqu'à nos jours.

Il n'est pas inutile de rappeler également que le cercle de Tenkodogo a été lui-même rattaché à différentes entités politiques plus vastes au gré des différents remembrements et démembrements de la Haute Volta :

- 1902-1904 : Territoire de la Sénégambie-Niger,
- 1904-1919 : Haut Sénégal-Niger,
- 1919-1933 : Territoire de la Haute Volta,
- 1933-1947 : Haute Côte d'Ivoire (<sup>4</sup>) rattachée à la Côte d'Ivoire,
- 1947 : Haute Volta, reconstituée dans ses limites de 1919 à 1933.

(<sup>1</sup>) « Quant aux chefs de Yakala, Gon et Kalaga, ils sont venus me faire leur soumission à Lergo. Je l'ai acceptée en leur mettant les amendes suivantes payables en un mois : Gon (près de Yakala : village aujourd'hui disparu) et Yakala 30 bœufs, Kalaga 20 bœufs. »

(<sup>2</sup>) Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi : « Les Migrations internes mossi. Des aires-refuges du passé aux Terres Neuves d'aujourd'hui. »

(<sup>3</sup>) Pour simplifier, nous dirons, par la suite, province de Garango-Zourma (les 2 cantons extrêmes de cette province).

(<sup>4</sup>) La Haute Côte d'Ivoire comprend les cercles de Tenkodogo, Ouagadougou, Bobo-dioulasso, Gaoua, Batié et une partie de Déدougou.

Avant d'examiner l'impact du refus des diverses contraintes coloniales, nous examinerons comment les administrateurs ont perçu le mouvement migratoire vers les vallées.

Dans un rapport daté du 20 janvier 1910 (<sup>1</sup>), le résident de Tenkodogo explique ainsi l'augmentation de population constatée entre 1903 et 1910 dans les cantons de Yoroko, Yo et Beka, au sud du Léré.

*« ...la race Boussanga est très prolifique d'une part, de plus les Boussancé des cantons indépendants du nord de la circonscription descendent très nombreux s'établir dans la zone voisine des villages. C'est ce qui explique le déficit général constaté en 1909 lors du recensement des cantons boussancé du nord, principalement ceux de Lenga, Lergo et Yakala. Les Boussancé ne font du reste que réoccuper une zone autrefois en partie habitée et qui aurait été abandonnée en raison des razzias fréquentes qu'opéraient les populations mossi habitant au nord de la circonscription. »*

Dans un autre document daté de juillet 1910, le même administrateur développe son idée en justifiant son refus de voir créer une réserve de faune dans la zone désertique séparant le Léré des cantons peuplés du nord :

*« Cette bande de terrain ne peut être proposée comme réserve (...) la raison primordiale est la nécessité qu'il y a de préserver cette zone aux indigènes pour l'extension des cultures. La race Boussanga qui habite les limites de cette zone est très prolifique : elle est passée de 18.000 habitants en 1908 à 27.000 (sic) en 1910. Etouffant dans ses villages, elle se porte également vers le nord et le sud où elle trouve d'excellents terrains de culture propices à la création de nouveaux villages. Elle ne fait du reste que réoccuper une zone autrefois habitée dans laquelle on trouve encore quelques vestiges de la civilisation indigène. »*

Ces deux documents sont importants à plus d'un titre même si l'on considère que l'accroissement de population cité ici (de 18.000 à 27.000 habitants en deux ans) est manifestement faux.

Premier point important déjà noté ci-dessus, les vallées sont inhabitées mais les « vestiges de civilisation » attestent une occupation ancienne : la désertion des vallées est attribuée ici aux razzias des Mossi.

Deuxième point important : les pourtours sont « surpeuplés ». Voilà un administrateur en avance sur son temps et qui exprime déjà en 1910 des idées qui, reprises par la suite, aboutissent plus de 60 ans après à la création de l'A.A.V.V. Pour lui, la « pression démographique » est la cause de la colonisation des zones désertes.

De 1910 à 1914, le même type d'explication est présent dans tous les rapports :

*« Wangaré (Wangala au nord de Zabré) est un village fondé il y a quatre ans par des gens venus de Béka (à l'est de Zabré). La population trop dense dans le Léré n'a plus en assez grand nombre les terrains de culture pour subvenir à ses besoins. Aussi, il y a un exode vers des terres plus riches, moins ferrugineuses »* (rapport de tournée au Léré, juillet 1910).

*« Le village de Mangaré (en zone Yériba) a été fondé cette année par des forgerons de Sarégou (canton de Boussouma) qui se sont installés à cet endroit pour trouver plus facilement le bois nécessaire à leur industrie »* (rapport politique 1912).

*« Il serait maintenant nécessaire, dès que le personnel sera en nombre suffisant, de recenser toute la région du Léré où beaucoup d'indigènes des cantons indépendants se sont rendus pour trouver des terrains qui leur font maintenant défaut dans leurs anciens villages »* (rapport mensuel, décembre 1913).

Dans un rapport de juin 1914, cette même explication est encore avancée mais le résident de Tenkodogo voit également dans la colonisation agricole des zones désertes un excellent moyen d'échapper à toutes les contraintes administratives : *« un mouvement continu pousse les indigènes à quitter les régions surpeuplées pour occuper (les zones désertes). Ce mouvement est à encourager, mais aussi à surveiller, car il donne prétexte à de nombreux indigènes pour quitter leurs villages sans prévenir et leur permet d'échapper à toutes les charges »*.

On le voit, le contrôle des populations devient plus efficace. Ces lignes préfigurent l'époque (après 1919) où l'administration traquera les fugitifs en brousse, sanctionnera les chefs de villages coupables de ne pas avoir déclaré les départs ou les arrivées d'imposables et, exceptionnellement, fera incendier un village de « récalcitrants » (1927).

La sonnette d'alarme avait déjà été tirée, et à plusieurs reprises, par quelques administrateurs. Ceux-ci justifiaient, dans leurs rapports, la création de nouveaux villages par le refus des charges imposées par l'administration ou, parfois même, par le rejet pur et simple de la présence étrangère.

(<sup>1</sup>) « Registre d'enregistrement (sic) de la correspondance » du cercle de Tenkodogo, Archives Nationales de Côte d'Ivoire.

La disparition d'« imposables » des villages contrôlés provoquait, en retour, un « manque à gagner » pour les finances de la colonie. De toute façon, elle était considérée comme un mauvais exemple pour ceux qui, contrôlés par l'administration, supportaient à eux seuls tout le poids des contraintes.

La première mention de l'impôt comme explication des départs apparaît dans le rapport politique du mois de novembre 1910 de Tenkodogo. Elle concerne le village de Tigré, situé au nord-est de Niaogo, sur le territoire du cercle de Ouagadougou, selon les habitants, sur celui de Tenkodogo selon l'administrateur : « *ce nouveau village, situé sur le territoire de Tenkodogo, qui ne paie aucun impôt et qui s'est formé il y a environ 5 ans de mécontents de l'« autorité nabale* (¹) *accuse une population de 298 personnes qui n'obéissent à aucun chef* (²) ».

Par la suite, les rapports d'archives fourmillent de citations de ce genre, chaque fois que l'administration découvre l'existence d'un nouveau « campement clandestin ». Le refus de l'impôt y apparaît comme la justification première de la création de villages. En fait, il n'est que le symbole de la résistance à toutes les contraintes coloniales et, à notre avis, une cause mineure de départs. Au début du siècle notamment, tout porte à croire que les causes des mouvements de population sont plus profondes que le simple refus de l'impôt. Il s'agit plutôt d'un refus total de la domination étrangère comme l'avait déjà prouvé la résistance opiniâtre des Bissa à la conquête militaire de leur pays. Les témoignages de diverses formes prises par ce refus ne manquent pas :

« *Les cantons boussancés de l'ouest, le Léré et le Kousacé, quoique encore un peu turbulents, ont fait de réels progrès du point de vue de la tranquillité. Cela est dû aux tournées effectuées chez eux au cours de cette année et à l'excellente impression produite par les condamnations dont ont été l'objet plusieurs chefs appartenant à ces régions* » (Ouagadougou, rapport annuel, 1908).

Un rapport de tournée, effectuée dans l'ouest et le sud-ouest de la circonscription de Tenkodogo, en 1912, est particulièrement riche sur les difficultés d'administrer le Léré. Alors que l'administrateur-résident se félicite d'abord du bon accueil qui lui a été réservé à Ounzéogo, Lergo, Lenga, Yakala et Boussougou, il déplore ensuite l'« indocilité » des gens du Léré. Les difficultés commencent à Saré (³) :

« *En raison de leur isolement, les habitants de Saré, persuadés sans doute qu'on n'irait pas les chercher au fond de leur brousse, ont marqué, au début, moins de docilité que les Boussancé qui avaient été précédemment visités — ceux du nord. C'est ainsi qu'ils avaient cru ne pas devoir débroussailler un sentier pour permettre d'arriver à leur village, malgré l'ordre qu'ils en avaient reçu.* » Mal leur en a pris ! Du fait de ce manque d'égards dus au résident, le chef de village est immédiatement condamné à 15 jours de prison, tandis que la population se voit imposer le transport de 200 paniers d'huîtres de Saré à Tenkodogo ; ceci afin de fabriquer de la chaux... (⁴).

Les déboires du résident ne font pourtant que commencer et à travers l'ironie des mots on mesure combien les habitants du Léré ont à cœur de résister à la domination française. En effet, l'administrateur poursuit :

« *L'impression rapportée de la visite de cette province n'est pas mauvaise ; elle n'est pas non plus excellente. Il est incontestable que nous avons fait des progrès dans cette région, mais ces progrès sont loin d'être en rapport avec les visites relativement fréquentes qu'ont faites les fonctionnaires de la résidence de Tenkodogo dans cette région depuis quelques années (...) Les indigènes sont venus pourtant en grand nombre aux palabres qui leur ont été faites. Ils les ont ponctués de « Na-bas » (sic) énergiques et de marques d'assentiment non équivoques. Ils ont promis tout ce qu'on voulait. C'est un succès, surtout si on compare cette situation à celle des années précédentes où les gens s'enfuyaient et n'étaient rassemblés qu'avec la plus grande difficulté. Mais le lendemain matin quand il s'agissait de trouver des porteurs pour aller au village voisin peu éloigné, tout le monde était parti. (...) Les chefs du Léré ont peu ou pas d'autorité, leurs gens n'obéissent aux fonctionnaires européens que lorsqu'ils sont sur place. Ils obéissent peu aux injonctions des gardes-cercles qui sont souvent très mal reçus et ne vont pas sans appréhension dans le Léré. Dans de nombreux villages, une partie des chefs de case sont en rébellion ouverte contre le chef de canton et refusent de lui obéir, et même dans certains cas de venir en même temps que lui y verser leur part d'impôt* ».

(¹) « Autorité nabale » : entendons autorité des Naba (Chefs de village).

(²) L'envoyé du résident de France à Tenkodogo est malmené par les habitants de Tigré qui refusent toute convocation. Le problème de l'appartenance de Tigré au cercle de Ouagadougou ou au cercle de Tenkodogo ne trouvera sa solution qu'en 1927 (cf. ci-dessous).

(³) Village cité ci-dessus.

(⁴) « Le Résident se propose de tenter une expérience à Tenkodogo et si le rendement en chaux est suffisant, un four à chaux sera installé à Saré même. »

Ce refus des contraintes coloniales se transforme quelquefois en actes de rébellions caractérisées. Un garde-cercle chargé de recruter des travailleurs reçoit une volée de flèches à Bargansé (1911). « *Le percepteur des marchés de la région de Gourgou et Béka s'est vu refuser le droit qu'il a mission de percevoir et a même été frappé par quelques jeunes gens.* »

La région du Léré apparaît donc très peu soumise et il n'est pas étonnant que beaucoup de réfractaires aux contraintes coloniales y cherchent asile, venant en particulier des cantons bissa du nord. L'éloignement de la résidence de Tenkodogo, les difficultés d'accès, l'indocilité des populations locales, leur assurent une protection efficace contre les recherches de l'administration française, d'autant plus que cette dernière n'est pas toujours aidée par la chefferie locale. Un rapport de tournée, datant de 1916, signale les exactions des Nakomsé de Sanogo vis-à-vis des habitants de Zigla Koulpellé notamment. Il signale encore les résistances rencontrées à Lenga quelques années auparavant, qui ont été sanctionnées par des peines disciplinaires infligées aux chefs de canton. Autant de faits qui peuvent motiver des départs. Enfin, dans le même rapport, l'administrateur souligne à nouveau l'indiscipline du « *Léré et du Koussacé qui sont de toutes les provinces celles où il y a le plus à faire pour asseoir notre autorité* ».

### ***La résistance aux recrutements militaires.***

Dès l'institution du recrutement de tirailleurs, en 1911, les Bissa du nord l'acceptent, tandis que les Bissa du sud le refusent catégoriquement. C'est ce qui apparaît à la lecture du rapport politique de Tenkodogo, daté d'août 1911 :

« *Les 300 indigènes demandés pour le recrutement ont permis de constater l'autorité dont jouissent certains chefs de province et de canton. Par contre, les populations du sud de la circonscription se sont montrées pour ainsi dire réfractaires et plusieurs cas de rébellion à main armée se sont produits, dont les auteurs malheureusement n'ont pu être arrêtés car ils se sont réfugiés sur le territoire étranger. Nombreux ont été les indigènes qui, par crainte d'être tirailleurs, se sont réfugiés dans la brousse. La province du Léré, sur une population de plus de 27.000 habitants, n'a même pas fourni un tirailleur ; il en a été de même pour les provinces du Koussacé et du Sanga* <sup>(1)</sup>. »

En 1912, la commission de recrutement ayant décidé de n'engager que « 50 bonnes recrues » chez les Bissa du Nord, est suivie, en partant de Tenkodogo, par une centaine de jeunes gens demandant à être incorporés. Cette adhésion est encore attestée dans un rapport politique annuel relatant le recrutement de 1.594 tirailleurs (5 août 1918) : « *Les populations, et principalement celles du sud et du sud-est, gardent les mêmes préventions contre le métier militaire ; seuls les Boussancé des cantons indépendants l'acceptent volontiers. Les preuves surabondent de cette répugnance : fugues en Gold Coast de beaucoup de jeunes gens, faible proportion des engagements volontaires, grand nombre de simulateurs à l'examen médical et désertions fréquentes.* »

Il est donc à peu près certain que les Bissa de Garango n'ont pas hésité à s'engager volontairement dans les troupes françaises. Cela vaut actuellement à l'actuelle S.P. du même nom de figurer parmi les circonscriptions volontaires comptant le plus fort pourcentage d'anciens combattants.

Mais, si l'on n'observe pas de refus collectif dans la circonscription, on peut penser que les refus individuels ont été nombreux et à la base de départs vers la Gold Coast, les brousses proches de la Volta Blanche et les cantons Yériba.

Telle me paraît être l'interprétation qui convient à cette note extraite du rapport politique mensuel de Tenkodogo, avril 1913 :

« *Vers le début du mois, le résident a effectué une tournée d'une dizaine de jours qui lui a permis de recenser les cantons de Garango et de Niaogo qui avaient réclamé depuis plusieurs mois un nouveau dénombrement de la population, nécessité par le départ de nombreux jeunes gens tant en Gold Coast que sur le territoire français.* »

### ***Les recrutements de travailleurs.***

« *Ce recrutement de la main-d'œuvre pour des chantiers très éloignés de la colonie est très impopulaire et décou-*

<sup>(1)</sup> Ces provinces seront par la suite exemptées des recrutements en raison de la proximité de la Gold Coast (refuge des réfractaires), laquelle favorisait ces actes d'insoumission. Il faut peut-être voir dans cette proximité de la frontière une des raisons du peu d'empressement des Bissa du sud, par rapport aux Bissa du nord, à se laisser incorporer.

*rage la population : ce sont les adultes les plus robustes qui partent pour une absence trop longue dans un pays dont ils ne reviennent pas tous et où l'alimentation n'est pas la leur. De plus, ceux qui reparaissent, s'ils ne sont pas rapatriés pour cause de maladie, ne rapportent aucune économie et restent longtemps à se remettre des dernières fatigues du retour* » (Tenkodogo, juin 1926).

Ces lignes servent de commentaire — combien significatif — au compte-rendu d'un « difficile » recrutement de 100 travailleurs destinés au chemin de fer de Côte d'Ivoire et de 50 manœuvres réclamés par les Travaux Publics de Ouagadougou.

Pour obtenir un contingent de 100 travailleurs, l'administration a dû envoyer pas moins de 700 convocations. Beaucoup d'appelés n'ont pas répondu.

Un autre moyen de tromper l'administration est de déléguer au chef-lieu de recrutement une grande proportion de malades ou d'handicapés de toutes sortes ; les éléments sains restant à la maison. Cela complique bien entendu la tâche de la commission de recrutement : en juillet 1927 pour un contingent de 95 manœuvres à diriger sur Bobo-dioulasso, puis Tafiré en Côte d'Ivoire, la commission examine 1.045 « présentés » (un travailleur apte sur onze présentés).

Selon un rapport de l'administrateur de Ouagadougou daté du 6 juillet 1924, le cercle de Tenkodogo est pourtant peu grevé par rapport à celui de Ouagadougou :

*« Le cercle de Tenkodogo n'a à fournir que 150 à 200 manœuvres aux Travaux Publics et zéro en hivernage pour une population de 225.000 habitants. Celui de Ouagadougou en donne, tant au commerce qu'à l'administration, près de 3.000 et 1.000 en hivernage pour une population totale de 550.000 habitants. »*

Le commandant de cercle de Tenkodogo estime pourtant que :

*« Les recrutements incessants de tirailleurs et de travailleurs n'ont pu qu'inciter nos administrés à fuir un pays où ils étaient par trop traqués, d'autant que ces recrutements ne portaient que sur trois régions (les provinces de Tenkodogo, de Koupéla et les cantons Boussanga), c'est-à-dire sur les deux tiers du cercle seulement. Depuis 1914, ces trois régions ont fourni à ce jour 7.740 tirailleurs et depuis 1920, 9.437 travailleurs. »* (Rapport politique, 1932.)

La moyenne de ces données est de 407 tirailleurs<sup>(1)</sup> et 725 travailleurs par an. Le nombre de travailleurs recrutés annuellement augmente par la suite. Les rapports signalent l'emploi forcé de 3.166 manœuvres et de 359 cuisinières en 1942, 2.382 manœuvres et 110 cuisinières en 1943, 2.358 manœuvres en 1945, dernière année avant la suppression du travail forcé.

Les effets du travail forcé sur les mouvements de population n'échappent pas à l'administration : « *Du fait de l'obligation du travail forcé (...), un recensement avait été fait des habitants du cercle de Tenkodogo qui s'étaient réfugiés dans la colonie étrangère voisine de la Gold Coast. Le 17 novembre 1945, le relevé des départs est à savoir : 1.118 chefs de case, 7.796 personnes au total, soit 5.980 imposables.* » (Rapport politique, 1946.) Le rapport ne dit pas sur combien d'années s'étalent ces départs mais le recrutement forcé semble bien en être la cause principale :

*« Ce mouvement migratoire important a été compensé par un mouvement inverse lorsque le recrutement forcé a été supprimé. Cette nouvelle, répandue aussitôt parmi nos gens installés dans le district de Bawku, a ramené dans le cercle, au cours de la saison des pluies, environ 120 chefs de case. La récupération atteint, depuis l'exode de 1945, approximativement 3.300 personnes. »*

Le même administrateur signale dans le même rapport que les manœuvres recrutés de force en 1945 sont revenus chez eux en 1946 :

*« Beaucoup ont été obligés de faire à pied les 540 km séparant Bobo de Tenkodogo. Tout a été dit au sujet du travail forcé. Il a été supprimé pour le plus grand bien de nos populations ; il ne reste plus qu'un souvenir, un mauvais souvenir. »*

La suppression du travail forcé marque la fin des migrations de réfractaires en direction des brousses. Et c'est aussi vers cette date que se disloquent un bon nombre de hameaux créés dans les premières années du siècle, d'autres causes jouant d'ailleurs pour hâter l'abandon des villages de vallées.

<sup>(1)</sup> Cette moyenne élevée est due aux forts recrutements des années 1914-1918 (1.594 recrues en 1918 mais seulement 276 recrues en 1929, dont d'ailleurs 164 engagés volontaires).

### *Les prestations de travail.*

Les prestations de travail essentiellement dévolues, dans le cercle de Tenkodogo, à la construction ou à la réfection des routes et ponts, constituent un motif de mécontentement permanent. Les réquisitions de travail sont d'autant plus mal supportées qu'elles peuvent intervenir aussi bien pendant la période de cultures que pendant la saison sèche.

Les rapports politiques d'août, septembre, octobre 1927 signalent respectivement l'emploi de 500, 1.400, 300 prestataires pour des périodes de 7 jours pendant les 3 mois d'hivernage.

Le bilan d'emploi des prestataires employés pendant l'année 1932 révèle, cependant, le souci de laisser les paysans à leurs cultures pendant la saison agricole.

<i>Mois</i>	<i>Nbre de prestataires</i>	<i>Nbre de journées</i>
Janvier	3.500	25.000
Février	3.500	28.000
Mars	1.500	12.000
Avril	1.500	12.000
Juin	100	800
Septembre	150	1.200
Décembre	3.500	28.000
TOTAL	13.750	110.000

(*Rapport politique, 1932*)

On le voit, l'appel des prestataires est très minime (du moins cette année-là) de mai à novembre, période agricole. Cependant, le total des prestataires à l'année est impressionnant.

### *La culture du coton.*

La culture du coton est rendue obligatoire en 1925. Ses répercussions directes ou indirectes sur les mouvements de population sont loin d'être négligeables et ce, sur l'ensemble de la Haute Volta.

Simple coïncidence ou relation de cause à effet, les rapports de 1925-1930 abondent en affaires de migrations en zones peu accessibles ou aux frontières des différents cercles et pays voisins de Tenkodogo.

En effet, il faut signaler que l'administration cherche alors à résoudre le problème des turbulences migratoires, néfaste à la bonne application des contraintes : elle traque les fugitifs dans toutes les brousses, les refoule à maintes reprises vers leurs villages d'origine ; d'où l'abondance de correspondance à ce sujet entre différents services administratifs.

Il faut aussi noter les difficultés vivrières de cette époque, liées à une mauvaise pluviométrie, qui accentuent le peu d'empressement des paysans à saisir les quotas cotonniers.

Enfin, l'administration commet une erreur en confiant aux chefs de village le soin de payer les villageois ayant participé à la culture collective du coton. Beaucoup d'entre eux ne seront jamais payés de leurs efforts et, mécontents, fuiront le commandement de leur chef, même si leurs nouvelles implantations leur valent d'encourir des charges supérieures. Ces petites malversations ne constituent qu'un exemple de multiples abus d'autorité qui sont reprochés à certains chefs durant l'époque 1920-1930 <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> Cf. ci-dessous, p. 59.

## *LES DYNAMIQUES DE LA COLONISATION AGRICOLE DES VALLÉES*

L'étude des dynamiques de colonisation des aires désertes après 1900 est tributaire, quant à leur précision, des informations contenues dans les rapports administratifs. Elles abondent, pour la période 1910-1930, au sujet de certaines zones frontalières des cercles de Ouagadougou et de Tenkodogo (au nord de la Dougoula Moundi, au nord-est de Niaogo, à l'ouest de Zourma-Gomboussougou). Elles sont nombreuses également sur la colonisation de la zone yériba. L'importance des flux migratoires, la « récupération administrative » des fuyards, le rôle d'écran joué par la colonisation des Yériba face aux départs en Gold Coast motivent cet afflux d'informations. Par contre, les sources administratives sont pratiquement muettes sur les déplacements à courte distance à l'intérieur d'une province, tels ceux qui affectent les bordures de Garango.

Les enquêtes auprès des survivants et des témoins oculaires de cette colonisation agricole permettent toutefois de reconstituer d'une manière satisfaisante les grands traits de la dynamique du peuplement des vallées.

Dès les lendemains de la conquête française, celle-ci se développe en direction de tous les secteurs de vallée. Cependant, certains d'entre eux apparaissent particulièrement attractifs :

- les deux rives de la Dougoula Moundi,
- les confins du cercle de Ouagadougou, au confluent de la Dougoula Moundi et de la Volta Blanche,
- les abords du Tcherbo, entre Lergo et Yakala,
- les deux rives de la Volta Blanche (Bagré-Namenda, rive gauche et la zone Yériba, rive droite).

Ces mouvements de population peuvent être regroupés en deux types principaux :

- ceux, internes à la circonscription de Garango, qui impliquent nécessairement des déplacements à courte distance ;
- ceux, externes à la circonscription, qui impliquent un changement de commandement territorial coutumier ou administratif et dont la finalité est d'échapper, avec plus de chances de réussite que dans le premier cas, aux contraintes coloniales.

Seuls les mouvements du premier type ont fait l'objet d'enquêtes de terrain. Les seconds sont néanmoins abordés dans la mesure où ils concernent des ressortissants de la circonscription de Garango, quand les informations recueillies dans les villages de départ, ou à partir des documents administratifs, nous l'autorisent.

### *La dynamique interne à la circonscription de Garango.*

Si nous nous référons à la biographie 1900-1975 des groupements touchés par la dynamique de colonisation des vallées de Garango, trois cas doivent être distingués :

- les groupements créés après 1900, aujourd'hui disparus,
- les groupements créés après 1900, toujours en place,
- les groupements créés avant 1900, toujours en place, dont l'augmentation des effectifs procède d'une dynamique d'immigration postérieure à 1900.

Le tableau 1, donne le nom des groupements fondés après 1900, leurs dates de création et de disparition totale approximatives, les origines dominantes de leurs habitants, l'estimation (en nombre de concessions) de l'effectif maximum atteint par chacun d'entre eux et enfin les causes de disparition (invoquées par des témoins).

Première constatation : tous ces quartiers ont été fondés avant 1925, la majorité d'entre eux l'étant avant 1920. Cette constatation est à mettre en parallèle avec l'aggravation très marquée des contraintes coloniales<sup>(1)</sup>.

(1) 1921 : instauration du recrutement forcé, 1924 : instauration de la culture collective du coton.

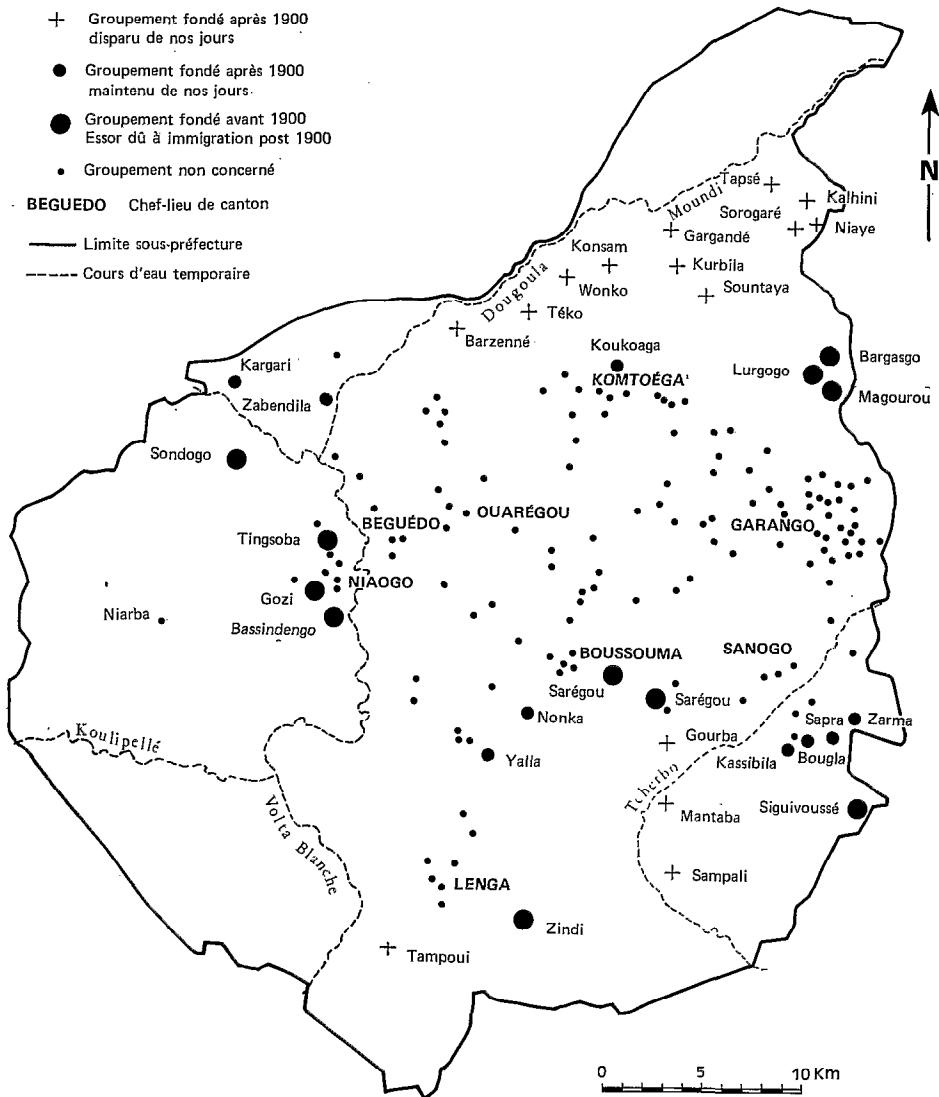


FIG. 16. — Groupements de vallées fondés après 1900 ou à forte immigration post-1900.

Celle-ci va de pair avec une sévérité accrue des autorités administratives vis-à-vis des fuyards et de ceux qui les protègent (chefs de village ou de canton qui « omettent » de déclarer les arrivées d'immigrants sur leur territoire ou les départs de leurs propres administrés). Les chefs, sommés, sous peine de sanctions, de faire appliquer au mieux les différentes obligations administratives, se livrent alors à des excès de zèle qui prennent trop souvent la tournure du pillage et du vol qualifié à des fins personnelles. Dans ce contexte, l'administration installe, en 1926 à Sanogo, un chef mossi qui doit administrer l'ensemble des cantons bissa indépendants. Lui-même et son entourage mettent le pays en coupe réglée, à tel point que cette expérience prend fin par révocation du chef mossi, en 1930.

Or, la carte de localisation des groupements fondés en vallée (Fig. 16) montre que ceux-ci sont en définitive très proches des villages fournisseurs de réfractaires et situés dans le commandement territorial de l'un d'entre eux.

Pour ces deux raisons, il est facile d'imaginer que les chefs de village intéressés ont tout loisir de transmettre à leurs ressortissants les différentes convocations administratives et d'exercer des pressions directes. Les groupements de bordure faillissent à leur rôle de protection de réfractaires dès l'instant où les autorités coutumières n'en

TABLEAU N° 1

GARANGO = Groupements fondés après 1900 et abandonnés de nos jours.

<i>Nom</i>	<i>Date fondation</i>	<i>Estimation concessions</i>	<i>Origines villageoises habitants</i>	<i>Date disparition</i>	<i>Causes invoquées</i>
<i>SUD DOUGOULAI MOUNDI.</i>					
TAPSE	1900-1910	30 à 40	GARANGO et villages proches. PAGOU - TANGARE - TORLA - ZALLA.	1950	Trypanosomiase hyènes, lions.
KALHINI	—	20 à 30	MAGOUROU - GARANGO - OUNZEIGO - SASSEMA - SABTINGA. + Mossi (ZORGO - KOUPELA).	1948	Idem TAPSE
NIAYE	—	40 à 50	KOMTOEGA - TORLA - OUAREGOU - PAKALA - BANGOULA.	1948	Trypanosomiase
SOROGARE	1910-1920	7	KOMTOEGA - PAKALA.	—	—
GARGANDE	1920-1925	5	KOMTOEGA.	1948	— + cécité
SOUNTAYA	1910-1920	7	YELBOULGA.	1940-1950	—
KURBILA	1920-1930	4	PISSI.	vers 1940	—
TEKO	—	3	KOMTOEGA.	—	—
WONKO	1920-1930	10	YAGANSE - DEGA.	1955	—
KONSAM	—	—	—	—	—
BARZENNE	1910-1920	—	—	—	—
<i>SECTEUR TCHERBO - VOLTA BLANCHE.</i>					
SAMPALI	1900-1910	20 à 30	LERGO-SANOGO-ZIGLA-POLACE-OUAREGOU.	1930-1940	Lèpre, lions, cécité.
MANTABA	1900-1910	5	GOGOMA.	—	Idem SAMPALI.
GORUBA	—	10	BOUSSOUMA - SAREGOU.	1940-1950	?
ZINDI	—	20 à 30	LENGA.	1925-1935	Lions, criquets.
TAMPOUI	?	4	LENGA.	1929	— —

TABLEAU 2

Groupements fondés après 1900 toujours en place en 1975

(actuellement en front de peuplement)

<i>Noms des groupements</i>	<i>Appartenance villageoise</i>	<i>Appartenance cantonale</i>	<i>Date de fondation</i>	<i>Nbre de familles 1975</i>	<i>Nbre de lignages représentés</i>	<i>Origines dominantes : population</i>	<i>Population 1975</i>
KOUKOAGA	KOMTOEGA	KOMTOEGA	1925	18	1	KOMTOEGA - NATINGA.	142
KARGARI	SAMSAGBO	KOMTOEGA	vers 1915	12	7	OUAREGOU.	106
ZABENDILA	BEGNEDO	BÉGUEDO	vers 1920	20	1	OUAREGOU.	152
NONKA	NONKA	BOUSSOUMA	vers 1900	22	4	BOUSSOUMA - LENGA.	295
YALLA	DANGO	SANOGO	vers 1900	37	4	DANGO - BANGAGOU - OUA-REGOU.	496
OUREMA	SANOGO	SANOGO	1900-1910	8	5	BELGUE - GARANGO.	86
ZARMA	SANOGO	SANOGO	vers 1900	23	3	SANOGO.	241
SAPRA	SANOGO	SANOGO	vers 1910	22	3	SANOGO.	238
KASSIBILA	LERGO	SANOGO	1900-1910	37	4	LERGO.	316
BOUGLA	LERGO	SANOGO	1900-1910	33	11	LERGO - SAREGOU.	532

sont plus complices. En conséquence, ceux-ci cherchent dans une migration à plus longue distance (et parfois hors de leur commandement territorial d'origine) une quiétude mieux assurée.

Ainsi s'expliquent le ralentissement, voire le tarissement, des flux migratoires à courte distance au profit des déplacements plus longs à partir de 1920. Bien que les possibilités d'accueil ne soient pas saturées, rares sont les groupements fondés après 1900 qui atteignent le stade du village. Le tableau nous indique au contraire que la plupart d'entre eux n'ont jamais compté plus de 10 concessions. Cependant, au nord de Garango, Tapsé, Kalkini et ses quartiers et Gargandé ont compté plus de 20 concessions. Ce dernier lieu, en particulier, se dote d'un marché régulier : indice révélateur d'une agglomération de taille respectable, mais aussi de son contrôle par l'administration.

Au sud, toujours dans la catégorie des groupements disparus, seuls Zindi et Sampali connaissent un peuplement substantiel, lequel ne dure d'ailleurs pas, car la lèpre, l'onchocercose, la prolifération des lions mangeurs d'hommes, les dévastations dues aux criquets, ainsi que les exactions du chef de province sont autant de calamités qui rendent la vie intenable dans ce secteur et motivent un abandon plus précoce qu'aux abords de la Dougoula Moundi.

Un essai d'évaluation de population dans les groupements disparus a été tenté par estimation du nombre de concessions maximum d'après les déclarations des témoins. La méthode est bien entendu aléatoire car les maxima de population n'ont certes pas été atteints au même moment par tous les groupements en raison de processus d'immigration ou d'abandon plus ou moins précoces et particuliers à chacun d'entre eux.

Cependant, on peut estimer que cette date se situe aux alentours de 1925 pour les raisons évoquées ci-dessus. La population vivant alors dans les groupements de fondation postérieure à 1900 et disparus de nos jours peut être évaluée aux environs de 1.500 personnes<sup>(1)</sup>, ce qui représente approximativement 3 à 4 % de la population globale de la circonscription de Garango<sup>(2)</sup>. Toutefois, si l'on veut connaître les effectifs globaux de migrants installés en vallée à cette date, il faut tenir compte de la population, non seulement des quartiers fondés après 1900 et qui se sont maintenus, mais aussi de ceux, plus anciens — disparus ou encore en place de nos jours —, dont l'accroissement démographique procède de la même dynamique. La tâche est évidemment difficile faute de recensements villageois de l'époque. Nous consacrons deux tableaux aux groupements fondés avant et après la conquête (Tabl. 2 et 3). Du fait de l'identité des processus d'immigration (à quelques exceptions près), nous groupons les remarques en un seul commentaire.

Tous les quartiers maintenus se situent aujourd'hui en limite du peuplement de Garango face aux zones désertes, donc en deçà des groupements disparus. Ils sont aussi adossés à des agglomérations importantes (Komtoéga, Lergo, Boussouma, Garango). Cette situation n'est pas étrangère à leur maintien. Les plus isolés d'entre eux connaissent actuellement des problèmes de survie liés à l'impact de l'onchocercose.

Comme pour la disparition de quartiers, les dates de fondation ou d'accroissement démographique par immigration se situent dans le premier quart du siècle. Certaines localités ont connu un regain de croissance en relation avec l'abandon des villages de vallées mais ce dernier mouvement n'a pas drainé des effectifs comparables à ceux de la première vague d'implantations.

Groupements disparus ou maintenus présentent la caractéristique commune d'avoir été peuplés par des habitants d'origine très diverses mais dont le lieu de résidence initial est très proche. On peut le constater à la lecture des origines dominantes des migrants sur les trois tableaux. L'étude de l'origine des familles qui sont encore en place dans les villages maintenus permet d'illustrer cette affirmation en prenant comme critère de différenciation les divisions administratives actuelles.

Les figures 17, 18 et 19 permettent d'apprécier la part respective de l'immigration d'origine infra-cantonale, inter-cantonale et inter-préfectorale dans le peuplement des groupements de Garango, le nombre de chefs de famille du lignage autochtone étant pris comme base de référence<sup>(3)</sup>. Globalement, les immigrations d'origine cantonale et inter-cantonale s'équilibrivent alors que l'immigration d'origine inter-préfectorale est dérisoire.

Le critère administratif n'illustre d'ailleurs que très imparfaitement la relation entre village d'accueil et village d'origine. En effet, le nombre de groupements est très inégal selon les cantons. Aussi bien, dans des villages

<sup>(1)</sup> Un effectif moyen de 7 à 8 personnes doit être affecté à chaque concession. Ce chiffre ressort de recensements effectués à la même époque dans des quartiers bissa tout à fait comparables, situés sur la rive droite de la Dougoula Moundi ou sur la rive droite de la Volta Blanche.

<sup>(2)</sup> Nous prenons comme chiffre de base, la population de Garango estimée à 42.000 habitants en 1932.

<sup>(3)</sup> Les groupements fondés après 1900, mais dont tous les ressortissants appartiennent au groupe fondateur, échappent à la cartographie. Celle-ci ne tenant compte que des chefs de famille étrangers. Le lecteur se reporterà aux tableaux pour prendre connaissance des cas exceptionnels de groupements homogènes (exemple : Zabendila, Koukoaga).

TABLEAU 3

**Groupements fondés avant 1900 ayant bénéficié d'une immigration postérieure à 1900  
(en front de peuplement)**

<i>Nom du groupement</i>	<i>Appartenance villageoise</i>	<i>Appartenance cantonale</i>	<i>Date de fondation approximative</i>	<i>Nombre de familles</i>			<i>Origines dominantes</i>	<i>Population 1952<sup>(1)</sup></i>	<i>Population 1975</i>
				<i>Total</i>	<i>Issues Immigrat</i>	<i>% de 2/1</i>			
LURGOGO	LURGOGO	GARANGO	peu avant 1900	86	60	70	GARANGO-ZIGLA-PAKALA - TORLA	859	1.229
MAGOUROU	MAGOUROU	GARANGO	—	94	42	45	GARANGO - SABTINGA	338	1.110
BARGASGO	BARGASGO	GARANGO	—	100	86	86	GARANGO + villages proches + SANOGO	502	1.311
SONDOGO	SONDOGO	NIAOGO	très ancienne	29	18	62	GOMBOUSSOU-GOU	223	300
BASSINDENG	BASSINDENG	NIAOGO	—	39	19	49	SANOGO	412	449
GOZI NATINGA	Gozi	NIAOGO	—	33	10	30	SARE (ZABRE)	?	350
TINGSOBA	TINGSOBA	NIAOGO	—	97	23	24	SONDOGO + NIARBA	?	1.108
NATINGA									
SAREGOU	SAREGOU	BOUSSOUMA	—	39	14	36	BOURMA - BOUS-SOUWA	?	348
SAREGOU SIGUIVOUSSE	ZIGLA POLACE	SANOGO	ancienne	21	5	24	OUAREGOU	?	303
	ZIGLA POLACE	SANOGO	—	39	> 22	> 56	SANOGO - LOANGA SOUMAGOU	?	238

<sup>(1)</sup> Le recensement de 1952 ne distingue pas les quartiers des ensembles villageois.

de colonisation comme Lurgogo ou Bargasgo, la probabilité d'une immigration infra-cantonale est d'autant plus élevée que le canton auquel ils appartiennent (Garango) est le plus peuplé de la circonscription. En fait, la proximité géographique des groupements d'accueil et de départ explique le choix du lieu d'installation par les « réfractaires ». Ceux du nord de l'aire habitée se sont dirigés vers les abords de la Dougoula Moundi, ceux du sud vers les rives du Tcherbo, ceux du centre dans les deux directions.

Il faut également souligner que les « réfractaires » d'un même village ne cherchaient pas à se regrouper au sein d'un même groupement de vallée<sup>(1)</sup>. Au contraire, l'éventail géographique de leurs lieux d'installation, compte tenu des préférences indiquées ci-dessus, est très large. La meilleure illustration en est fournie par les ressortissants de Ouarégou (en position centrale, au sein de l'aire habitée, il est vrai) sans commandement territorial en zone de vallées. Des migrants originaires de Ouarégou sont signalés dans presque tous les groupements de vallée fondés ou peuplés à partir de 1900 (Kargari, Zabendila, Gargandé, Tapsé, Sampali, etc...). Encore convient-il d'ajouter à cette liste les groupements de réfractaires fondés hors de Garango, à l'ouest de la Volta Blanche, au nord de la Dougoula Moundi, dans la région de Bagré et dans les Yériba.

Cette dispersion des effectifs de réfractaires originaires d'un même village au sein de multiples groupements d'accueil confère à ces derniers une très grande hétérogénéité sociologique. Les origines des habitants des villages disparus ou des villages maintenus le prouvent sans contestation (Tabl. 1 à 3). Il s'agit là d'une constante que l'on retrouve dans tous les groupements de vallée, peuplés après 1900, que ce soit aux confins de la circonscription de Garango ou dans les autres secteurs de colonisation agricole. Cette hétérogénéité sociale a joué un rôle certain dans le processus d'abandon.

Les figures 20 et 21 présentant l'immigration globale par groupements postérieure à 1900, mesurée au nombre

<sup>(1)</sup> Cela est dû aux « découvertes » des groupements clandestins qui entraînent des turbulences migratoires et au renouvellement annuel des causes entraînant les départs des zones habitées vers les lieux de refuge.

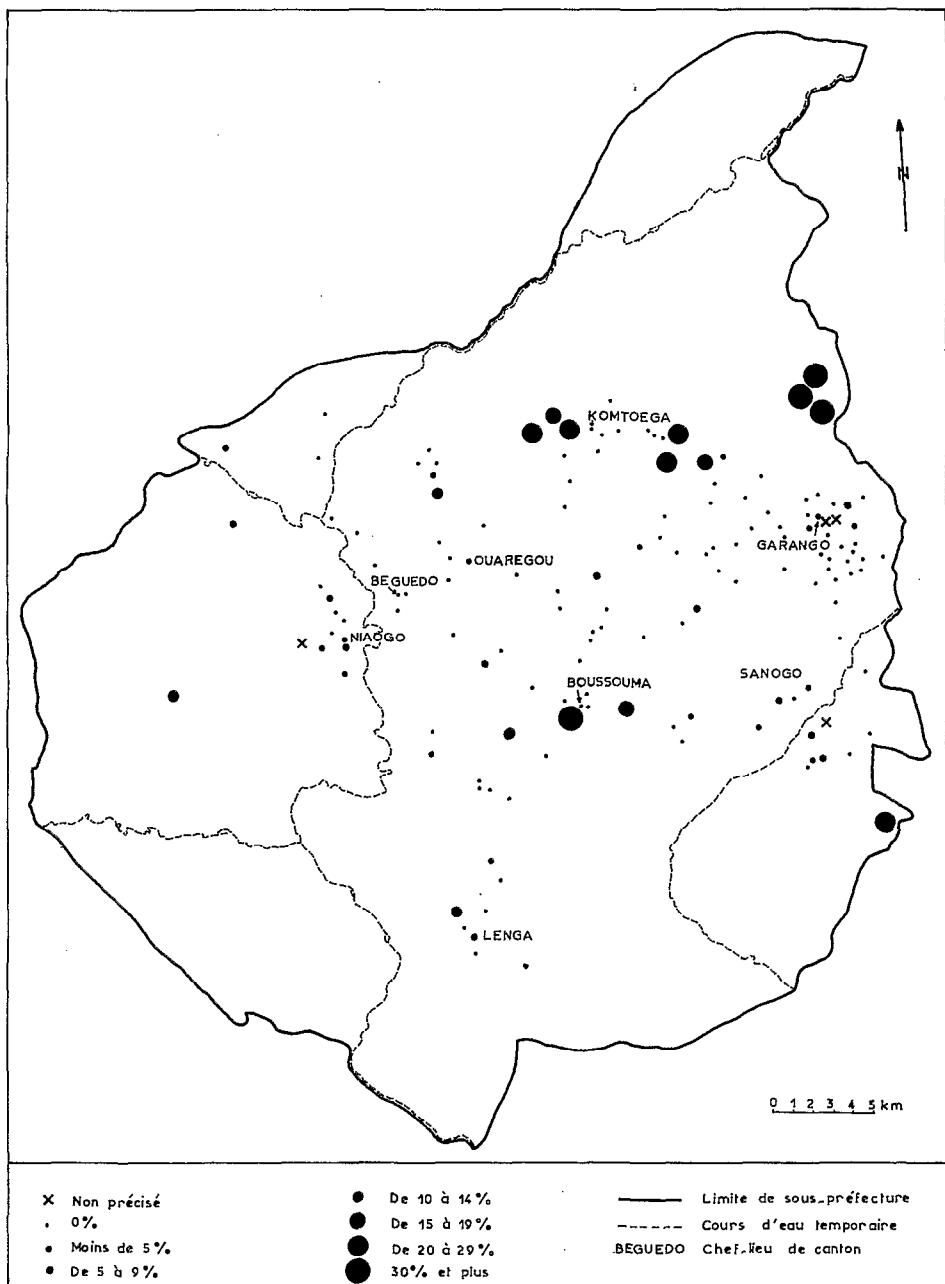


FIG. 17. — Sous-Préfecture de Garango. Immigration infra-cantonale post-1900 par groupement. Chefs de famille étrangers au lignage autochtone en % de l'ensemble des chefs de famille.

de chefs de familles « étrangers » au lignage autochtone<sup>(1)</sup>, font apparaître avec netteté l'absence de mouvement de population de quartier à quartier dans la partie centrale de l'aire habitée. Les exceptions à la règle sont liées à la présence de centres commerciaux (Béguedo, Garango) ou de centres de prosélytisme musulman (Womzougou). On aurait pu penser que des déplacements inter-villageois auraient suffi à soustraire les réfractaires à l'autorité

(1) L'immigration a été cartographiée en pourcentage, en raison de la très grande variation du nombre de familles selon les groupements (de quelques familles à plus de 100). Chacune de ces cartes sert en quelque sorte de révélateur à l'autre.

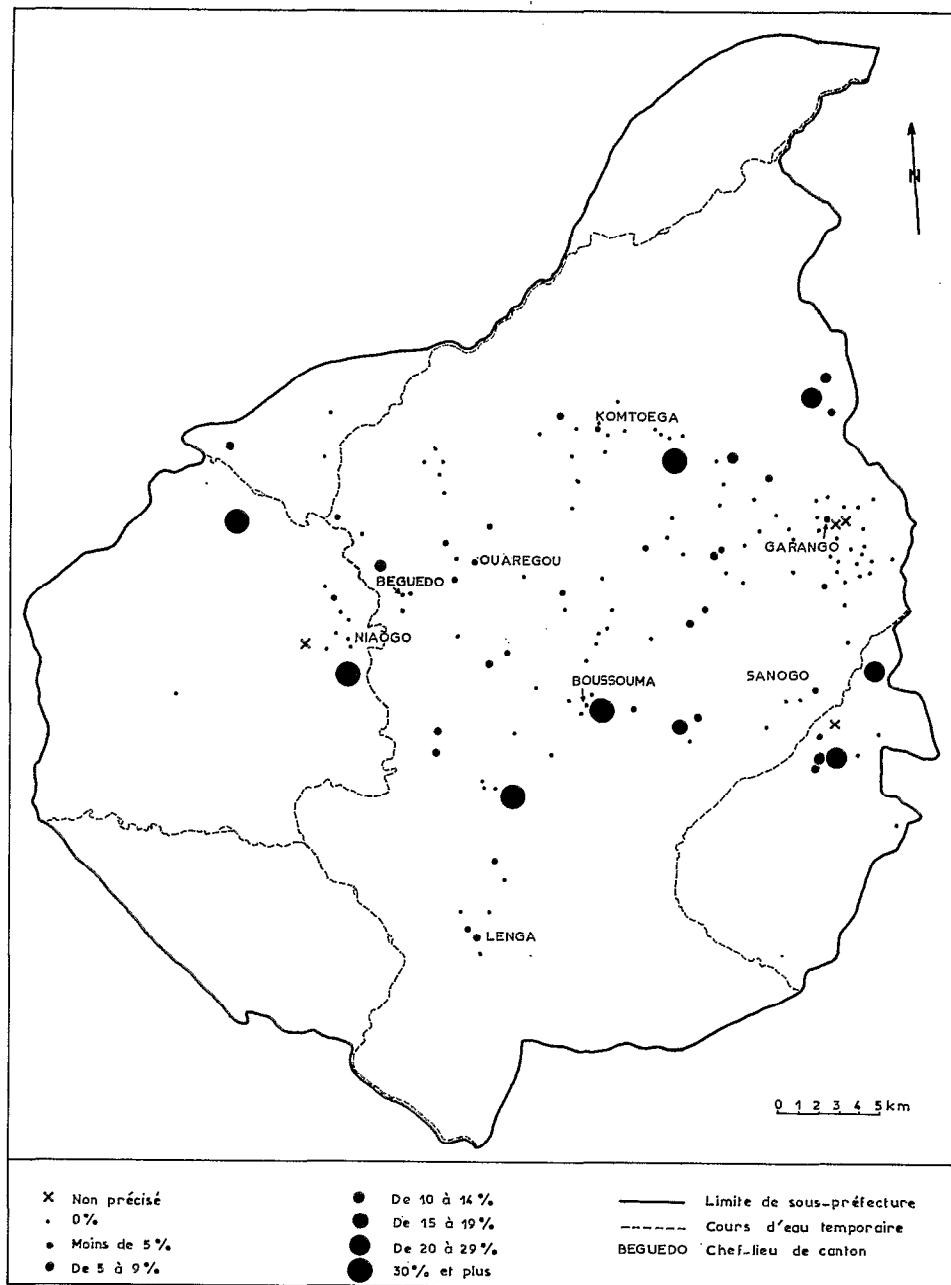


FIG. 18. — Sous-Préfecture de Garango. Immigration inter-cantonale post-1900 par groupement. Chefs de famille étrangers au lignage autochtone en % de l'ensemble des chefs de famille.

coloniale pendant un certain temps. Ce type de déplacements n'a pas eu lieu : les enquêtes nous l'ont confirmé. En conséquence, on peut affirmer que la disponibilité en terrains de cultures présentait pour les « réfractaires » un caractère de nécessité aussi important que le désir d'échapper aux contraintes coloniales.

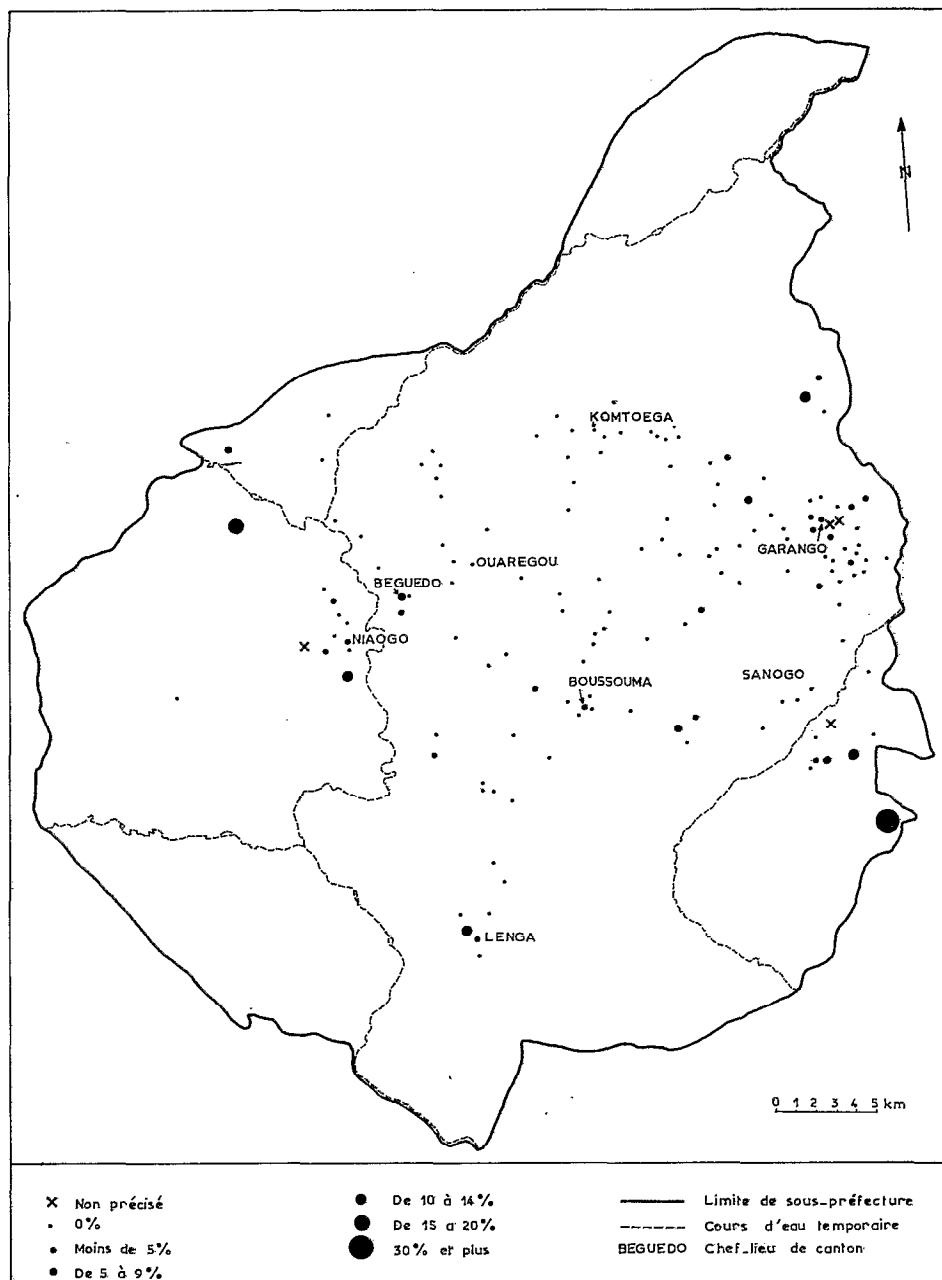


FIG. 19. — Sous-Préfecture de Garango. Immigration inter-Préfecture post-1900 par groupement. Chefs de famille étrangers au lignage autochtone en % de l'ensemble des chefs de famille.

#### *Les dynamiques externes à la circonscription de Garango.*

AUX CONFINS DU CERCLE DE OUAGADOUGOU. (VOLTA BLANCHE, DOUGOULA MOUNDI).

Les mouvements migratoires à partir de Garango et en direction du cercle de Ouagadougou, prennent naissance, eux aussi, dès le début du siècle. Tigré, par exemple, fondé en 1906, compte 243 personnes en 1911, date de sa découverte par l'administration.

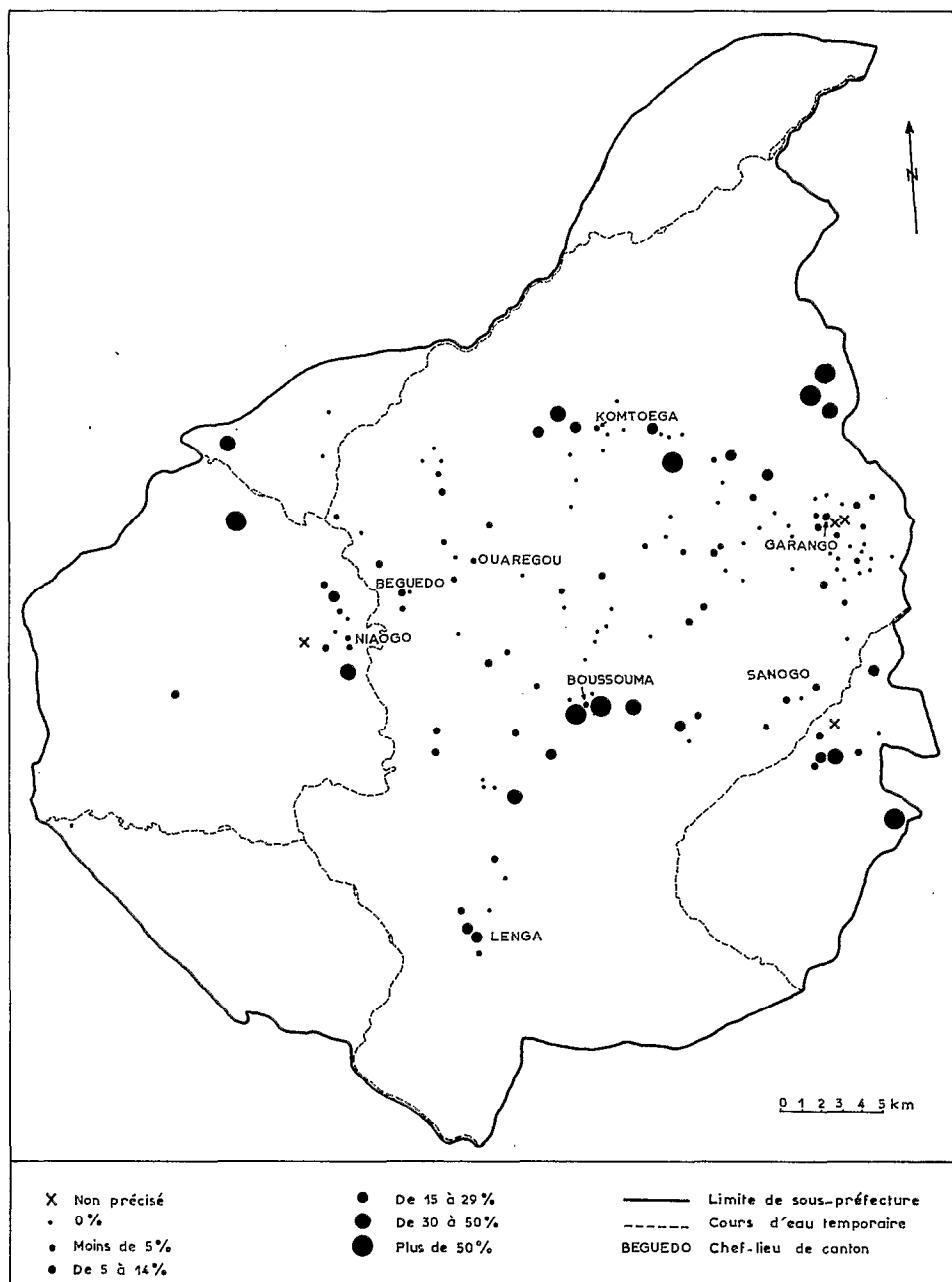


FIG. 20. — Sous-Préfecture de Garango. Immigration post-1900 par groupement.  
Chefs de famille étrangers au lignage autochtone en % du nombre total de chefs de famille.

A leur début, ces mouvements sont comparables aux mouvements internes. L'essentiel pour les réfractaires est de se cacher dans des zones difficilement accessibles, éloignées des centres de commandement et hors des itinéraires les plus fréquentés par les agents de l'administration.

Les zones désertes, situées à l'ouest et au nord du confluent de la Volta Blanche et de la Dougoula Moundi, ainsi que sur la rive droite de cette dernière rivière, offrent tous ces avantages. En hivernage, en particulier, leur

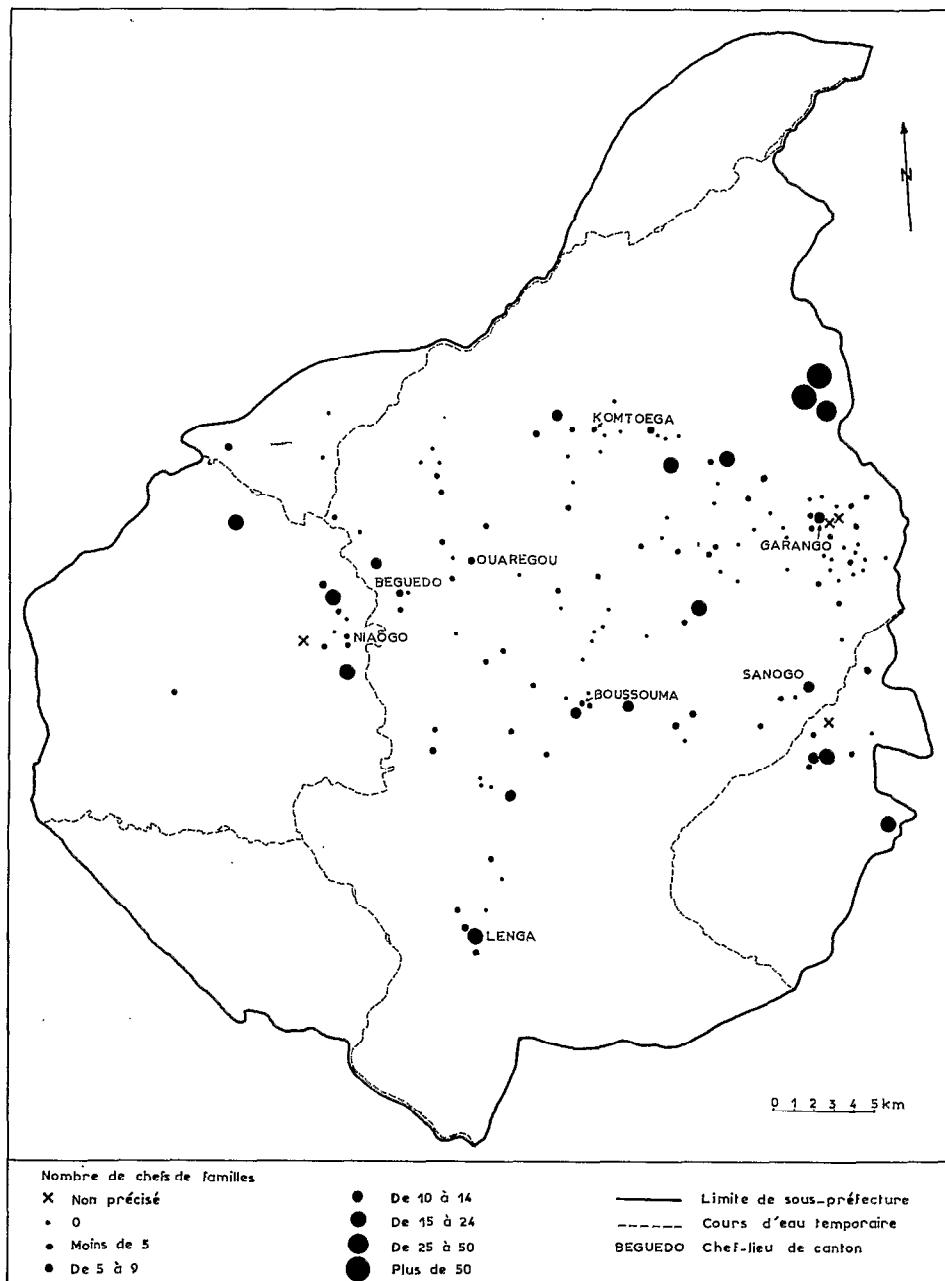


FIG. 21. — Sous-Préfecture de Garango. Immigration post-1900 par groupement.  
Nombre de chefs de famille étrangers au lignage autochtone.

isolement est total : les commis de l'administration ou encore les représentants des chefs ne se hasardent pas à traverser les rivières en crue.

A partir de 1920, le mouvement prend de l'envergure. Cette fois, les « réfractaires » cherchent délibérément à s'installer hors du commandement territorial de leurs chefs de canton et dans le cercle de Ouagadougou<sup>(1)</sup>. Ce

<sup>(1)</sup> Cf. (chap. précédent), les raisons du développement dès flux migratoires au-delà des commandements territoriaux et, par conséquent, le tarissement des flux internes.

faisant, ils échappent à toute autorité relevant de Garango et espèrent n'être découverts par l'administration de leur nouveau cercle que le plus tard possible. De toutes façons, leur « récupération » éventuelle nécessitera « palabres » et actes officiels entre administrateurs des deux circonscriptions voisines, comme le témoigne une lettre de 1922, dans laquelle l'administrateur de Tenkodogo réclame à son collègue de Ouagadougou la « restitution de 51 chefs de case », originaires des cantons de Komtoéga et de Ouarégou.

Les origines villageoises des immigrants répartis dans les différents lieux de refuge sont données dans le tableau 4, ci-après. Les conclusions que l'on peut faire à la lecture de ce tableau rejoignent celles faites à propos des villages neufs de la circonscription de Garango :

- Les lieux de refuge sont sociologiquement très hétérogènes. L'exemple de Bourma est le plus démonstratif : les 14 chefs de case réclamés appartiennent à 8 groupements différents.
- Les ressortissants d'un même village ne se regroupent pas au sein d'un même lieu de refuge. (Exemple de Yagansé : 6 transfuges répartis en 3 quartiers éloignés les uns des autres.)
- Les turbulences migratoires affectent l'ensemble des villages des cantons désignés ici<sup>(1)</sup>.

TABLEAU 4

**Transfuges de Komtoéga et de Ouarégou installés aux confins Volta Blanche/Dougoula Moundi (1922)**  
*(origine par quartier)*

Quartiers d'origine	Lieux de refuge <sup>(2)</sup>								TOTAL
	Nédoro	Mankarga	Bourma	Gaongo	Ibogo	Tigré	Béemtinga	Bayara	
KOMTOEGA	3	1	3		1		1		9
TOESSE		1							2
YELBOULGA			2						2
GOGUIN			2						2
WATIGUE			2						2
GOULANDA			1	4	2		2		5
YAGANSE			2						6
<i>TOTAL KOMTOEGA</i>	3	2	13	4	3		3		28
OUAREGOU						1	8	4	13
BANGOULA			1				9		10
<i>TOTAL OUAREGOU</i>			1			1	17	4	23
<i>TOTAL GENERAL</i>	3	2	14	4	3	1	20	4	51

La majorité des fugitifs réclamés ici par l'administrateur de Tenkodogo n'en sont pas à leur première migration. Dans sa réponse, l'administrateur du cercle de Ouagadougou déclare qu'il a déjà fait conduire 150 imposables sous bonne escorte, à Komtoéga, en novembre 1921, et qu'il ne peut « passer son temps à rendre toujours les deux ou trois mêmes chefs de groupe qui auraient pu être mieux surveillés par leur chef ».

On peut déduire de ce document que les fugitifs sont « dénoncés » par leur propre chef de village à l'administration afin qu'ils soient ramenés au bercail *manu militari*. On en déduit aussi qu'en 1922 ce type de mouvement de population n'est pas perçu comme étant très important.

<sup>(1)</sup> En 1922, Torla est un canton et ses villages satellites ne peuvent figurer dans le décompte ci-dessus.

<sup>(2)</sup> Bourma, Nédogo, Gaongo, Mankarga, dépendent aujourd'hui de la S.P. de Zorgo. Ibogo en dépendait également mais il est totalement abandonné depuis 1964. Tigré, Béemtinga et Bayara font partie du commandement de la S.P. de Manga.

Par contre, une série de documents, datés de 1927, atteste l'accroissement considérable de la masse migratoire dans ce secteur de la Volta Blanche et de la Dougoula Moundi (¹).

Une première tournée (21-27 avril 1927) permet de découvrir et de recenser 1.454 Bissa originaires de Garango. La répartition des fuyards par canton d'accueil et de départ est donnée dans le tableau 5.

TABLEAU 5

**Transfuges de Garango installés dans le cercle de Ouagadougou aux confins Volta Blanche/Dougoula Moundi (avril 1927)**  
(répartition par canton d'accueil et de départ)

Canton d'origine	Cantons d'accueil														
	Sondre			Mandie Bagre			Gaongo			Mankarga			TOTAL		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
KOMTOEGA	5	3	8	46	16	62	431	149	580	94	23	117	676	191	767
TORLA							8	8	8				8	8	8
NIAOGO	15	6	21	17	9	26	4	5	9				36	20	56
NIARBA	82	25	107										82	25	107
OUAREGOU	109	39	148	42	40	102	24	10	34	12	5	17	207	94	301
BÉGUEDO	64	12	76	58	21	79	21	5	26				43	38	181
BOUSSOUAMA	4	4	10	5	3	8							9	9	18
LENGA				12	4	16							12	4	16
<b>TOTAL</b>	<b>279</b>	<b>91</b>	<b>370</b>	<b>200</b>	<b>93</b>	<b>293</b>	<b>488</b>	<b>169</b>	<b>657</b>	<b>106</b>	<b>28</b>	<b>134</b>	<b>1.073</b>	<b>381</b>	<b>1.454</b>

A = effectif imposable,

B = effectif non imposable,

C = effectif total.

Komtoéga, avec plus de 50 % des effectifs recensés, et Ouarégou (20 %) sont de loin les cantons les plus touchés par l'exode. Les cantons de l'est (Garango, Tangaré) et du sud (Sanogo, Boussouama et Lenga) fournissent peu ou pas de migrants. Il est vrai, encore dans ce cas, que la relation village de départ/village d'accueil est dictée par la proximité géographique (²). C'est ce qu'il ressort de la présence massive des originaires de Komtoéga dans le canton de Gaongo, homologue de Komtoéga sur la rive droite de la Dougoula Moundi et de celle des transfuges de Ouarégou et Béguedo, plus nombreux sur la rive droite de la Volta Blanche qu'ailleurs.

La dilution des effectifs par lieu d'accueil est cependant certaine; Komtoéga et Ouarégou alimentent une immigration dans tous les cantons recensés ici, alors que Béguedo place des effectifs dans trois cantons sur quatre. Remarquons que ces chiffres concernent des populations effectivement recensées par les soins de l'administrateur Gosselin. En réalité, la présence bissa est de beaucoup supérieure.

(1) Les groupements d'immigrés fondés dans la zone de vallée du canton de Nédogo ne figurent pas dans le recensement. En particulier, le document ne mentionne pas la localité de Gombo, à 2 km de la Dougoula Moundi (rive droite), fondée par des habitants de Komtoéga, hostiles à l'élection de Naba Tanga. Pourtant Gombo compte environ une trentaine de concessions et 240 habitants (³).

(¹) Il s'agit de rapports de tournées effectuées par l'administrateur adjoint du cercle de Ouagadougou qui entend régler définitivement le problème des « exodes » de population, à la suite d'incidents graves (incendie d'un quartier du Tigré sur ordre de Tenkodogo pour forcer les transfuges à réintégrer leur village d'origine). Ces rapports s'accompagnent d'un recensement nominal de tous les fugitifs découverts par village administratif d'implantation (imposables et non imposables par famille, lieu d'origine, motifs de départ).

(²) Les réfractaires des cantons du sud sont plus attirés par le sud du pays bissa (Yériba, Bagré, Namenda), ceux de l'est par la partie amont de la vallée de la Douyoula Moundi en territoire de Koupéla ou de Tenkodogo (cf. ci-dessous).

(³) Rapport de tournée du 30 avril au 3 mai 1927 (Administrateur GOSSELIN).

(2) Il est certain que tous les groupements ou tous les chefs de famille installés dans un secteur donné ne répondent pas aux convocations de recrutement. Ainsi, un autre recensement, effectué 6 mois après celui que nous venons d'évoquer, dénombre environ « 600 Boussancé » dans le canton de Mankarga, soit une augmentation de près de 500 individus (!) originaires principalement des cantons de Komtoéga et de Ouarégou.

Ces considérations nous autorisent à estimer la population originaire de la circonscription de Garango, installée au-delà de la Volta Blanche et de la Dougoula Moundi, sur le territoire de Ouagadougou, à près de 3.000 personnes. Rapporté aux chiffres du recensement de 1932, cet effectif représente environ 6 à 8 % de la population de la circonscription de Garango ; c'est nettement insuffisant pour constituer un véritable front de peuplement qui aurait pu se maintenir, car les groupements fondés sont trop dispersés (¹).

Le mot « exaction » constitue la clef de l'interprétation officielle des mouvements de population. Les motifs invoqués par les « fugitifs », qui figurent dans le recensement nominal d'avril 1927, forment un réquisitoire impressionnant à l'égard des chefs de cantons ou de leurs représentants. Tel « fuyard » reproche à son chef de canton de lui « avoir pris deux sœurs, trois bœufs, vingt-trois paniers de mil, quinze volailles, quatorze mille cauris et trois cent soixante dix francs » ; tel autre déclare que son chef lui aurait pris « sa femme, treize poulets, quatre dabas, trois hâches » ; un troisième a été battu et déshabillé en public ; un quatrième a été obligé de travailler pendant tout l'hivernage sur le champ de son chef de canton... Toutes ces déclarations font état de rapt de femmes, de vols d'animaux domestiques, de vivres ou d'argent, de travail forcé pour le compte des chefs. Chaque chef de famille avoue ainsi deux ou trois bonnes raisons de quitter le commandement territorial de son chef de tutelle et de ne plus y revenir. Comme les fugitifs avaient pour souci principal d'obliger l'administration à les recenser dans leurs nouveaux villages, il est très probable que les motifs ont été exagérés, mais il n'en demeure pas moins que les chefs ont, à cette époque, considérablement abusé des pouvoirs qui leur étaient confiés par l'administration coloniale.

Les conséquences de ces excès ont été très graves pour certains villages qui ont vu leur population diminuer dans de très grandes proportions, sans espoir de rétablissement des effectifs. C'est, en particulier, le cas des groupements de vallée au sud de Lergo, pillés par l'entourage du chef de province installé à Sanogo. C'est aussi le cas du village de Niarba, abandonné, en 1925, par 17 chefs de case, qui émigrent à Kiemtoré (près de Tigré), sur un territoire dont l'appartenance est contestée entre les cercles de Ouagadougou et de Tenkodogo. Refoulés de ce secteur, ils y reviennent aussitôt ; leurs habitations brûlées sur ordre de Tenkodogo, en mai 1927, ils reviennent s'établir encore... Tant d'obstination à fuir leur chef de canton est finalement récompensée par le droit à la résidence définitive, accordé en septembre 1927, date à laquelle tous les ressortissants de la circonscription de Garango sont autorisés à demeurer sur le territoire de Ouagadougou, à condition de souscrire à l'ensemble des prestations propres à ce cercle. De ce fait, le village de Niarba a subi une ponction importante (107 immigrants recensés à Tigré en avril 1927) et son dépeuplement, déjà amorcé, ne fera que s'accélérer par la suite.

Le recensement nominal d'avril 1927 permet d'illustrer, une fois encore, l'hétérogénéité sociale des lieux de refuge (cf. Tabl. 6).

#### DANS LES SECTEURS DE BAGRÉ-NAMENDA ET DES YÉRIBA (²).

De 1900 à 1946, l'ensemble des rapports administratifs qualifie tout le centre de la circonscription de Tenkodogo de zone désertique. Rappelons, qu'en 1900, ce bloc inhabité a pour limites :

- au nord, le front de peuplement bissa passant par Yakala, Lenga, Ounzéogo, Séla ;
- à l'ouest, l'axe Yakala, Gomboussougou, Zourma ;
- au sud-ouest, le front de peuplement kasséna, situé à l'ouest de la Volta Rouge ;
- au sud, le front de peuplement bissa du Léré, passant approximativement par Gon (de Zabré), Zourma (de Zabré), Sampéma ;
- à l'est, la route des caravanes : Séla, Bané, Bittou.

(¹) Ces 3.000 Bissa installés en territoire mossi sont disséminés dans de nombreux quartiers regroupés à l'échelon administratif. De ces communautés bissa, il ne reste aujourd'hui qu'une infime partie à proximité de la S.P. de Garango, autour de Béemtinga et à Bourma. Toutes les autres ont disparu, notamment entre Gaongo et la Volta Blanche, entre 1945 et 1960 ; la disparition la plus tardive est celle d'Ibogo, où la dernière concession est abandonnée en 1964.

(²) Yériba : dénomination administrative d'une région, située entre Zabré et Gomboussougou, qui était inhabitée en 1900. C'est aussi un village administratif regroupant de nombreux petits groupements situés aux alentours de Zoncé.

De plus, cette zone désertique se prolonge dans différentes directions le long des grands affluents de la Volta Blanche et Rouge.

La dynamique de colonisation agricole qui touche ces zones désertes présente les mêmes caractéristiques que celles décrites précédemment :

- mouvements à courte distance le long des fronts de peuplement ;
- mouvements à plus longue distance en direction de Bagré, Namenda, des Yériba, des abords de la frontière ghanéenne-togolaise, de la limite des cercles de Fada N'Gourma et de Tenkodogo ;
- formation « tantôt de groupements de dix à douze cases, tantôt de campements isolés » (novembre 1930, rapport) ;
- alimentation continue du phénomène, avec cependant un paroxysme dans les années 1920-1930 ;
- turbulences passagères concrétisées par des allées et venues des mêmes « réfractaires » pouvant se terminer par la fuite en Gold Coast.

TABLEAU 6  
Hétérogénéité sociale de quelques lieux de refuge  
(avril 1927)

1<sup>o</sup> Origine des Bissa installés à Tigré (S.P. de Manga)

Quartier d'origine ( <sup>1</sup> )	Toupra (Ouarégou)	Zingla (Béguedo)	Bassin-dengo	Son-dogo	Niaogo	Yagansé	Batto	Niarba	TOTAL
Nombre de chefs de concession	15	6	2	1	1	1	1	17	44

2<sup>o</sup> Origine des Bissa installés à Ibogo (S.P. de Zorgo) (<sup>2</sup>)

Quartier d'origine	Goulanda	Samsagbo	Toupra (Ouarégou)	Torla	Ibogo de Niaogo	TOTAL
Nombre de chefs de concession	2	2	2	3	1	10

3<sup>o</sup> Origine des Bissa installés à Béemtinga (S.P. de Manga)

Quartier d'origine	Koumbore	Bangoula	Koasségou (Ouarégou)	Toupra (Ouarégou)	Ouarégou Natinga
Nombre de chefs de concession	2	3	1	9	1
Quartier d'origine	Béguedo Natinga	Dierma (Béguedo)	Widi (Béguedo)	Niaogo	Komtoéga
Nombre de chefs de concession	8	1	1	4	6

Quartier d'origine	Yaganse	Goulanda	Saba	TOTAL Béemtinga
Nombre de chefs de concession	5	2	1	44

(<sup>1</sup>) Lorsque le lieu d'origine est un quartier rattaché à un village administratif, ce dernier figure entre parenthèses.

(<sup>2</sup>) Groupement disparu en 1964.

L'ampleur de la colonisation de ces zones désertes est réelle. Le rapport mensuel de novembre 1930 (déjà cité) fait état d'un déplacement de « près de 20.000 habitants tant dans la partie sud que dans la partie sud-ouest du cercle ». Nous n'envisageons ici que les zones intéressées par les ressortissants des cantons bissa de Garango, le secteur de Bagré-Namenda, à l'est de la Volta Blanche, et surtout celui des Yériba, à l'ouest.

Nous n'avons retrouvé, dans les archives, aucun recensement global du premier secteur. Cependant, un administrateur écrit à son sujet : « sur la carte du cercle de Tenkodogo, sur 30 ou 40 km, il est porté une zone désertique, or un recensement de la région, en juillet 1946, a permis de découvrir environ 7.000 habitants venus de toutes parts d'installer isolément pour « échapper à l'autorité de leurs chefs de village respectif » (Tenkodogo, 1946). Il est à croire que les administrateurs ne prenaient pas connaissance des rapports de leurs prédécesseurs car cette région avait déjà fait l'objet de recensements partiels. De plus, les mouvements de colonisation de vallée étaient connus depuis longtemps. Namenda, par exemple, a été « découvert » en 1928 ; sa fondation « officielle » remonte à 1925 (<sup>1</sup>) et il est même fort probable qu'une partie notable de la population y a résidé depuis plus longtemps encore. Le tableau des effectifs recensés par canton d'origine montre que les ressortissants du Léré sont nettement majoritaires (62 % du total) (Tabl. 7). Cette prédominance s'explique aisément. Le Léré est tout proche et ses habitants sont soumis à cette époque à des pillages organisés à grande échelle par le chef de province et son entourage. Le fait de traverser la Volta Blanche leur assure une tranquillité relative car ils échappent du même coup au commandement territorial et politique de leurs anciens chefs (<sup>2</sup>).

TABLEAU 7

NAMENDA : Effectifs recensés par canton d'origine  
1928

<i>Cantons d'origine</i>	<i>Effectif</i>
LÉRÉ { YOROKO ZABRÉ BARGANSÉ BÉKA YOUNGOU	339
	436
	88
	213
	16
<i>TOTAL LÉRÉ</i>	1.092
GARANGO { GARANGO SANOGO BOUSSOUAMA LENGA KOMTOÉGA	10
	123
	53
	16
	16
<i>TOTAL GARANGO</i>	218
DIVERS { YAKALA ZOAGA TENKODOGO LOANGA OUNZÉOGO GOURGOU BANÉ	32
	4
	164
	50
	32
	93
	42
<i>TOTAL DIVERS</i>	417
<i>TOTAL GÉNÉRAL</i>	1.727

(<sup>1</sup>) Namenda est constitué en village administratif regroupant des quartiers placés sous le commandement du chef de province de Tenkodogo. De nombreux villages de colonisation, dans lesquels le peuplement bissa est majoritaire, seront ainsi dotés de chefs mossi apparentés à la dynastie de Tenkodogo. Le chef de province de Tenkodogo y voit un moyen d'accroître son influence politique.

(<sup>2</sup>) Les faits reprochés au chef de province lui valent d'être révoqué. Une fois le calme revenu, beaucoup de fuyards retrouvent au Léré dans leur village d'origine. Aussi en 1936, Namenda ne compte plus que 636 habitants. Par la suite, les effets de l'onchocercose condamnent ses habitants au déguerpissement inéluctable : 485 habitants en 1939, 544 en 1946, 574 en 1951, 219 en 1954, 164 en 1956, 13 en 1967. Aujourd'hui, Namenda n'a plus d'existence géographique.

Pour les autres transfuges, leur origine est beaucoup plus diluée dans l'espace : ils appartiennent à 12 cantons différents. La part des cantons de Garango n'est pas négligeable. Elle s'élève à 218 recensés (soit 13 % de la population du village), Sanogo fournissant à lui seul plus de la moitié de cet effectif. Toutefois, l'essentiel des migrants originaires de la circonscription se porte de l'autre côté de la Volta Blanche, en zone yériba, no mans' land, en 1900, entre Volta Blanche d'une part et Léré-Gomboussougou, d'autre part.

Les ressortissants bissa de Garango fondent de nombreux villages sur la rive droite de la Volta Blanche, dès les premières années de l'époque coloniale. Les sources écrites consultées nous permettent de citer les villages de Mangaré, de Saré; d'Ottaga, de Guiemsim (qui dépendent administrativement de Sanogo), mais l'ampleur des effectifs originaires de Lenga, par exemple, nous autorise à penser que les Bissa ont fondé d'autres villages. Quoi qu'il en soit, ils sont actuellement toujours présents et quelquefois majoritaires dans de nombreux villages de cette zone<sup>(1)</sup>. Seuls les plus proches de la Volta Blanche ont disparu, tels Saré et Ottaga...<sup>(2)</sup>.

Le tableau 8 permet de suivre l'évolution des effectifs recensés, originaires de Garango : 1.519 habitants en 1928, 4.908 en 1952. Gardons-nous, cependant, d'en déduire que le nombre des transfuges a triplé durant cette même période. Les « découvertes » de villages par l'administration sont toujours impromptues et les recensements d'urgence qui s'ensuivent modifient brutalement les chiffres officiels. Rappelons le cas de Namenda où l'administration « récupère » d'un seul coup 1.727 fuyards (dont 1.380 imposables !).

TABLEAU 8

**Zone yériba : Evolution des effectifs recensés originaires de la circonscription de Garango, par canton d'origine 1928-1952**

Cantons d'origine	Effectif 1928	Effectif 1952	% de la population globale du canton (1952)
OUARÉGOU	195	588	18 %
LENGA	835	1.194	22 %
KOMTOEGA	74	258	5 %
BOUSSOUMA	23	718	14 %
TORLA	56	(Rattaché à Komtoéga)	—
SANOGO	177	1.581	17 %
GARANGO	4	—	—
BÉGUEDO	64	182	6 %
NIAOGO	91	387	7 %
<b>TOTAL</b>	<b>1.519</b>	<b>4.908</b>	<b>10 %</b>

Dans la zone yériba, il en est de même. En 1932, ce sont 763 imposables à Yériba<sup>(3)</sup> et 78 à Goyenga « qui ont été récupérés et qui jusqu'à présent avaient échappé à l'impôt » (TENKODOGO, 1932).

La définition globale des habitants du Léré donnée par l'administration, montre combien les populations installées ici ne devaient marquer aucun empressement particulier à faire connaître leur existence aux autorités :

« Les populations boussancé qui habitent cette province sont pour les chefs locaux plus difficiles à manier que ne le sont les Mossi. En outre, une partie de la population provient des cantons Boussancé du nord où elle s'est recrutées et se recrute encore parmi les mécontents, les non-conformistes, tout au moins parmi les indigènes ayant le plus d'initiatives<sup>(4)</sup>. »

(<sup>1</sup>) Un décompte effectué d'après les noms de famille sur tous les villages de la S.P. de Zabré a permis d'évaluer à près de 7.000 le nombre de Bissa originaires de Garango présents en 1971 dans la région.

(<sup>2</sup>) Saré compte au moment de sa « découverte » administrative, en 1912, 263 habitants. En 1921, il en compte 497 mais, en 1929, cet effectif s'est réduit de moitié. En 1952, le dépeuplement est total puisqu'il n'existe plus dans la liste des villages recensés.

(<sup>3</sup>) Lors du rattachement à Zabré (1956) les groupements yériba prendront le statut de village, d'où la disparition du mot Yériba des cahiers de recensements.

(<sup>4</sup>) Lettre de l'inspecteur des Affaires Administratives à M. le Gouverneur de la Côte d'Ivoire (1937).

La réserve sur la fiabilité des chiffres étant faite, il n'en demeure pas moins que l'augmentation de l'immigration est réelle entre 1925 et 1946<sup>(1)</sup>. Elle est due ici aussi à l'application de la culture collective du coton, à la continuation de la résistance au recrutement des travailleurs et aussi au dépeuplement des secteurs de vallée colonisés au début du siècle et dont de nombreux survivants choisissent les Yériba comme nouvelle terre d'accueil. Un autre élément, non négligeable, explique l'ampleur de cette colonisation : l'administration n'a, semble-t-il, pas cherché à traquer les transfuges en zone yériba comme elle l'a fait ailleurs.

La proximité de la Gold Coast et, partant, la crainte de déclencher des exodes en direction d'un territoire étranger ont freiné les autorités coloniales à cet égard. Elles ont vu dans la colonisation des Yériba, une fonction d'écran contre les migrations « définitives » en Gold Coast. Il ne fallait donc pas la décourager par une application trop stricte des contraintes.

Ainsi s'expliquent les pourcentages élevés de ressortissants de Garango, notamment des cantons méridionaux, plus naturellement portés à la migration vers le sud, dont le dépeuplement des bordures a été plus précoce que celui du nord de la circonscription.

En 1957, date du rattachement des Yériba à la subdivision de Zabré, la population de ce secteur est de 6.297 habitants. Aux originaires de Garango (4.908 habitants en 1952) s'ajoutent les anciens ressortissants des cantons de Yakala (719 en 1952) et Gamboussougou (224 habitants en 1952)<sup>(2)</sup>.

L'absence d'habitants originaires du canton de Garango pourrait surprendre si l'on ne savait, par ailleurs, que les réfractaires de ce dernier canton se sont dirigés essentiellement vers des villages qui se sont maintenus en bordure de la Dougoula Moundi, de l'autre côté de la limite de la circonscription, ou bien en bordure du front de peuplement bissa de Tenkodogo :

- Bargasgo, Magourou, Lourgogo pour les premiers,
- Sabtinga (et ses quartiers), Malanga-Nagsoré, Pouswaka, Léda et Bampéla pour les seconds,
- Ounzéogo, Zaka et surtout Zabo<sup>(3)</sup> et ses différents quartiers.

#### EN VALLÉE DE LA VOLTA ROUGE.

Ce dernier mouvement est alimenté essentiellement par des Mossi venus de Manga et, à un degré moindre, par des Bissa venus du Léré.

L'évolution de la population des villages concernés par ce peuplement est donnée dans le tableau 9.

TABLEAU 9  
Evolution de la population des villages de bordure de la Volta Rouge  
(S.P. de Zabré)  
(1900-1972)

	Date de fondation	Effectifs de population						
		1912	1934	1946	1952	1954	1964	1972
YALAGA	1900-1910	90	334	261	254	207	59	54
YARSIPIGA	1900-1910	94	336	354	609	435	490	483
DOUMAGOU	1900-1910	69	360	128	160	83	78	82
KOUNIA	1900-1910	42	107	—	—	—	—	—
MOUNIBAONGO	1900-1910	65	309	346	586	330	453	499
MOHIMA	?	?	130	25	35	30	—	—

Tous fondés au début du siècle, ces villages se développent entre 1912 et 1934 de manière homogène, sauf Kounia et Mohima qui dépassent à peine la centaine d'habitants. Plus proches de la Volta Rouge, ces derniers

<sup>(1)</sup> Date de la suppression du travail forcé et de la fin des exodes de population.

<sup>(2)</sup> La population des Yériba comprenait également des ressortissants de Zabré (1.623 habitants en 1952) et de Béka (423 habitants en 1952) qui avaient toujours été recensés avec leur canton d'origine.

<sup>(3)</sup> Zabo, dans la S.P. de Tenkodogo, constitue un exemple typique de colonisation de vallée due aux contraintes coloniales. Ses 151 familles relèvent de 47 lignages différents.

disparaissent : le premier entre 1944 et 1946, le second, entre 1954 et 1964. La population stagne de 1934 à 1946 puis augmente entre 1946 et 1952, probablement sous l'impact de la suppression du travail forcé, qui provoque des retours de la Gold Coast. Entre 1952 et 1954, on observe une chute assez brutale dans tous les villages, suivie jusqu'à nos jours d'une stagnation. Les villages de Yalaga et Doumagou continuent à se dépeupler. Leur taille actuelle indique qu'ils sont promis à un abandon à plus ou moins long terme.

# 3

## L'abandon des vallées

Faute de sources écrites, l'étude de l'abandon des quartiers de vallée se heurte aux obstacles décrits à propos de l'étude de la dynamique de peuplement (<sup>1</sup>). Une difficulté d'un autre ordre vient s'ajouter ici : celle de la définition d'un village disparu. En effet, le déguerpissement brutal et massif des habitants est une forme rare pour la disparition d'un groupement situé en vallée. Généralement, et surtout dans les villages de fondation ancienne, une poignée d'habitants (le plus souvent chef de village et quelques proches parents) tiennent, par honneur, à demeurer le plus longtemps possible sur les lieux, par fidélité aux ancêtres, par respect à leur histoire, par routine aussi. Certaines communautés très isolées peuvent ainsi subsister, vaille que vaille, plusieurs dizaines d'années après l'extinction de toute vie villageoise, du fait du départ du gros de la population, tout en se sachant, à terme, condamnées. La datation du processus d'abandon pose donc un problème. L'idéal, serait de définir pour chaque groupement une date de « rupture d'équilibre », au-delà de laquelle l'extinction serait inéluctable, sauf, bien entendu, apports nouveaux. Mais cette méthode laisserait libre cours à l'interprétation de données subjectives d'autant plus difficiles à appréhender que, d'une part, certains abandons sont anciens et ont été progressifs et que d'autre part, la dispersion des survivants est extrême. Compte tenu de ces difficultés nous avons retenu comme date de disparition d'un village celle du départ de ses derniers habitants.

### *LES DYNAMIQUES D'ABANDON*

L'abandon des vallées touche des villages de fondation précoloniale aussi bien que ceux fondés après 1900. Les dates d'abandon définitif sont consignées sur la carte 22 ainsi que dans le tableau 1, pour les groupements récents.

La carte montre que les quartiers du sud de la circonscription de Garango ont disparu avant ceux du nord et que, pour une partie de ceux-ci, au nord-est, l'abandon définitif a eu lieu dans la même année. Une épidémie de trypanosomiase, qui touche le secteur de 1936 à 1948, en est la cause directe.

Au sud, les villages de fondation pré-coloniale sont abandonnés, entre 1920 et 1930, pour Gotinga et Kagnan, entre 1935 et 1945, pour Zépa et Feletan. Bourma est abandonné par ses derniers habitants en 1954 mais le processus d'abandon a débuté longtemps auparavant.

Plus à l'ouest, Sao et Sawatoré disparaissent définitivement après 1960, à la suite du départ de concessions d'« irréductibles » ayant séjourné là bien après celui du gros de la population.

Aucune épidémie grave, comparable à celle ayant affecté le nord-est de la circonscription, n'est ici à l'origine des départs. Pour Gotinga et Kagnan, le « refus de se faire commander » par Lergo et Sanogo constitue la motivation avouée de l'abandon. Pour les survivants de Bourma, la crainte des lions, les dégâts causés par les criquets,

(<sup>1</sup>) Les administrateurs n'ont pressenti l'importance du phénomène d'abandon des vallées qu'à partir de 1945.

les difficultés d'approvisionnement en eau potable sont citées comme étant les causes de départ. L'onchocercose, si elle est citée un peu partout, n'est généralement pas présentée comme la cause majeure des déguerpissements sauf, toutefois, pour Sampali où elle est associée à la lèpre.

A travers l'exemple de Bourma, nous pouvons mesurer le crédit qu'il faut apporter aux motivations principales citées ici ou là. Ce village constitue, en effet, un cas typique, à bien des égards, du processus d'abandon, de la manière dont il est vécu par les survivants et les populations riveraines et enfin, de la dispersion extrême de ses ressortissants.

Rappelons brièvement que ce village a été fondé aux environs de 1870-1880 par un segment de lignage venu de Zidré (Garango). Il a compté une cinquantaine de concessions, selon les dires d'un survivant âgé, rencontré à Sarégou (canton de Boussouma) où il habite depuis 1954. Pour cet informateur, le dépeuplement de son village a commencé au début du siècle, puis s'est accéléré dans les années 1925-1935, à la suite de famines successives provoquées par une mauvaise pluviosité ou causées par des invasions acridiennes. Il s'est poursuivi du fait de la prolifération des lions mangeurs d'hommes (dont les méfaits sont signalés dans tout le secteur de Lenga) et à cause des difficultés d'approvisionnement en eau potable.

Beaucoup d'habitants sont morts sur place ; d'autres se sont réinstallés au Ghana, au Léré (Pongara, Sampéma), dans la zone yériba (Guém sim) et à Sarégou (de Boussouma). Le chef de village, lui-même, s'était replié à Lenga — en 1954 également — où il est mort aveugle.

Dans ce récit, nous relevons d'abord le refus systématique d'évoquer spontanément devant l'enquêteur tous les faits qui se rapportent de près ou de loin à la mise en place et à l'exercice des contraintes coloniales, comme s'il s'agissait là d'un sujet tabou.

Bourma est pourtant un village qui a payé un lourd tribut à la conquête. Un combat livré à la colonne Albert y a fait 15 morts en décembre 1897. Les habitations ont été pillées et incendiées le jour suivant<sup>(1)</sup>. Par la suite, il est prouvé (par les sources administratives) que l'ensemble des villages de ce secteur a fait l'objet d'abus dans le recouvrement des diverses prestations coloniales (1915-1917) puis d'exactions caractérisées de la part du chef de province bissa installé à Sanogo de 1926 à 1930 par l'administration.

Le dépeuplement précoce signalé par l'informateur et surtout la destination des migrants (Ghana, Léré, Yériba) sont révélateurs des traumatismes causés par la conquête, du refus de souscrire aux diverses prestations et de se soumettre aux abus d'autorité qui en sont la conséquence. Bien que ces faits soient très anciens (ils datent au moins de 40 ans) et à la base du déséquilibre démographique du village, l'informateur ne les cite pas et il en est de même, un peu partout, dans la circonscription<sup>(2)</sup>. Nous verrons, par la suite, que toute ponction de population dans un regroupement situé en vallée grève les possibilités de survie de celui-ci en y aggravant les effets de l'onchocercose.

La négation ou la minimisation du rôle de cette dernière maladie, constatée à Bourma, est une autre attitude fréquemment rencontrée chez les habitants originaires des vallées et solidement ancrée dans l'esprit des populations riveraines<sup>(3)</sup>. Cela s'explique par le caractère peu spectaculaire et la lenteur d'évolution du processus onchocercien, en comparaison des autres facteurs de disparition cités qui, au contraire, frappent l'imagination populaire. En fait, l'action de ces facteurs est secondaire. S'ils apparaissent comme les véritables moteurs de la dynamique d'abandon au regard des populations concernées, c'est bien parce que les ressources physiques et morales des habitants ont d'abord été minées par l'onchocercose.

A Bourma, les derniers départs sont très nettement postérieurs aux invasions acridiennes (1930-1935) ainsi qu'à la disparition des fauves par empoisonnement systématique (1950). Le « manque d'eau », avoué comme une des causes de départ, correspond davantage à des difficultés accrues d'approvisionnement dues à l'affaiblissement de la force physique des femmes (en relation avec l'onchocercose) qu'à une réelle pénurie d'eau. Comment pourrait-on expliquer autrement que ce village ait « tenu » près de 90 ans ? Cette interprétation est confirmée au simple vu de

<sup>(1)</sup> Cf. Deuxième partie, La conquête militaire.

<sup>(2)</sup> Les allusions aux contraintes coloniales (quand elles sont faites) sont toujours très vagues — du genre : « fuite devant les colons, au temps de la force ». La plupart du temps, les motivations des départs peuvent se regrouper autour de la formule neutre : « recherches de nouvelles terres de culture ».

<sup>(3)</sup> La nouvelle colonisation agricole spontanée des vallées ne s'accompagne pas d'un déplacement de l'habitat, bien que les défrichements s'effectuent jusqu'à 20 km des lieux habités. « On cultive là-bas pour « gagner » la nourriture, mais on ne peut y habiter, car on deviendrait tous aveugles » disent les paysans. Cette réponse constitue un des éléments justifiant l'absence d'implantation d'un nouvel habitat sédentaire en vallée. Elle n'est pas, contrairement aux apparences, contradictoire avec la négation du rôle de l'onchocercose dans l'abandon des villages.

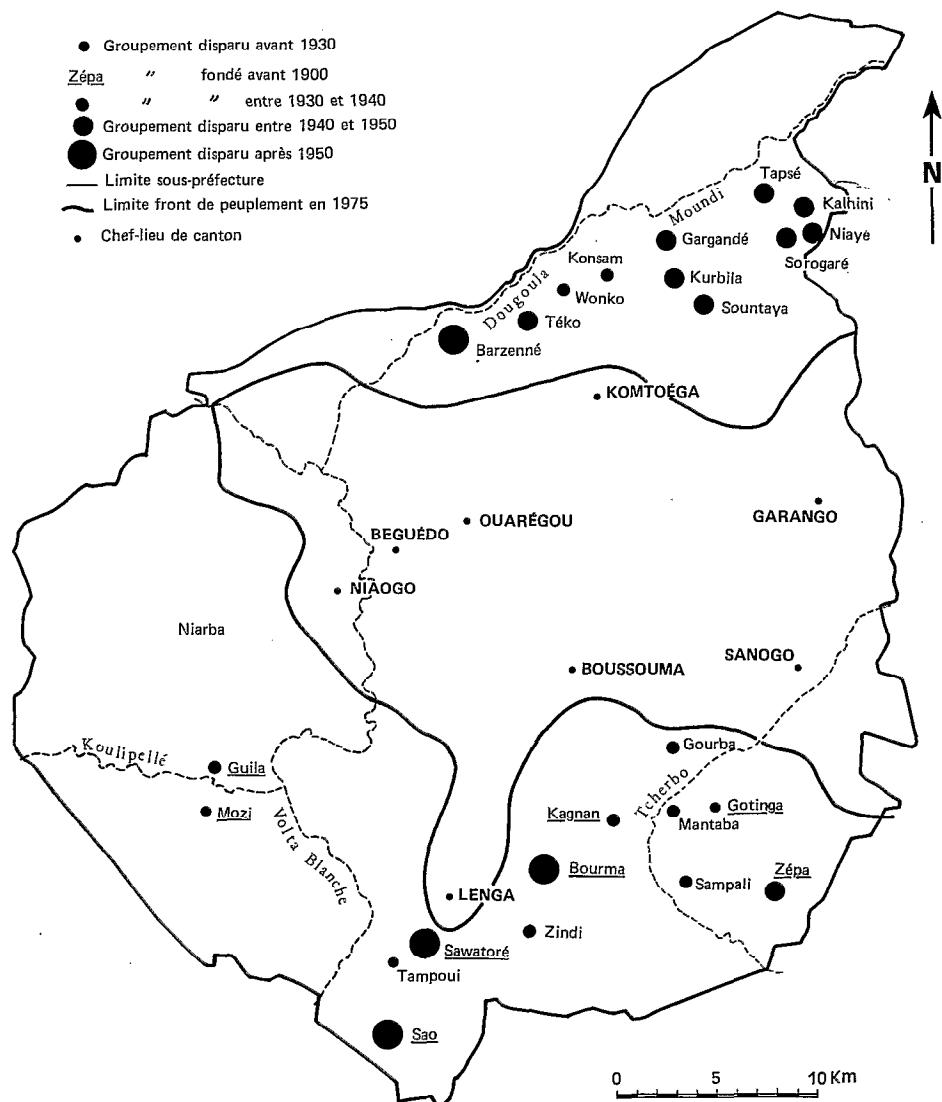


FIG. 22. — Sous-Préfecture de Garango. Dates de disparition des groupements.

l'apparence physique des survivants de Bourma rencontrés à Sarégou ; laquelle est révélatrice d'une infestation onchocerquienne comparable à celle constatée de nos jours dans les villages d'hyperendémie, en voie de dépeuplement.

L'exemple de Bourma est enfin révélateur de la lenteur du processus de dépeuplement attestée dans la majorité des quartiers disparus.

La durée de vie du groupement peut être prolongée par le maintien de quelques habitants qui ne veulent pas quitter le territoire et leurs habitudes. C'est le cas de Bourma, où les descendants du fondateur ont séjourné près de 20 ans après le départ du gros de la population. C'est aussi celui de Sao et de Sawatoré, entre Lenga et la Volta Blanche. Niarba constitue actuellement un autre exemple de ce type de situation. Groupés autour de leur chef de village, les habitants restent attachés à leurs traditions et à leur territoire bien que l'infestation onchocerquienne soit ici maximale. Des antagonismes ancestraux avec des villages voisins limitent ici les possibilités de repli ; ce serait déchoir que de demander asile à certains villages proches, autrefois farouchement combattus par les armes.

Ces obstacles d'ordre psychologique au « déguerpissement » total existent beaucoup moins dans les quartiers fondés au début du siècle par des réfractaires venus de nombreux villages différents. Au contraire, le manque de

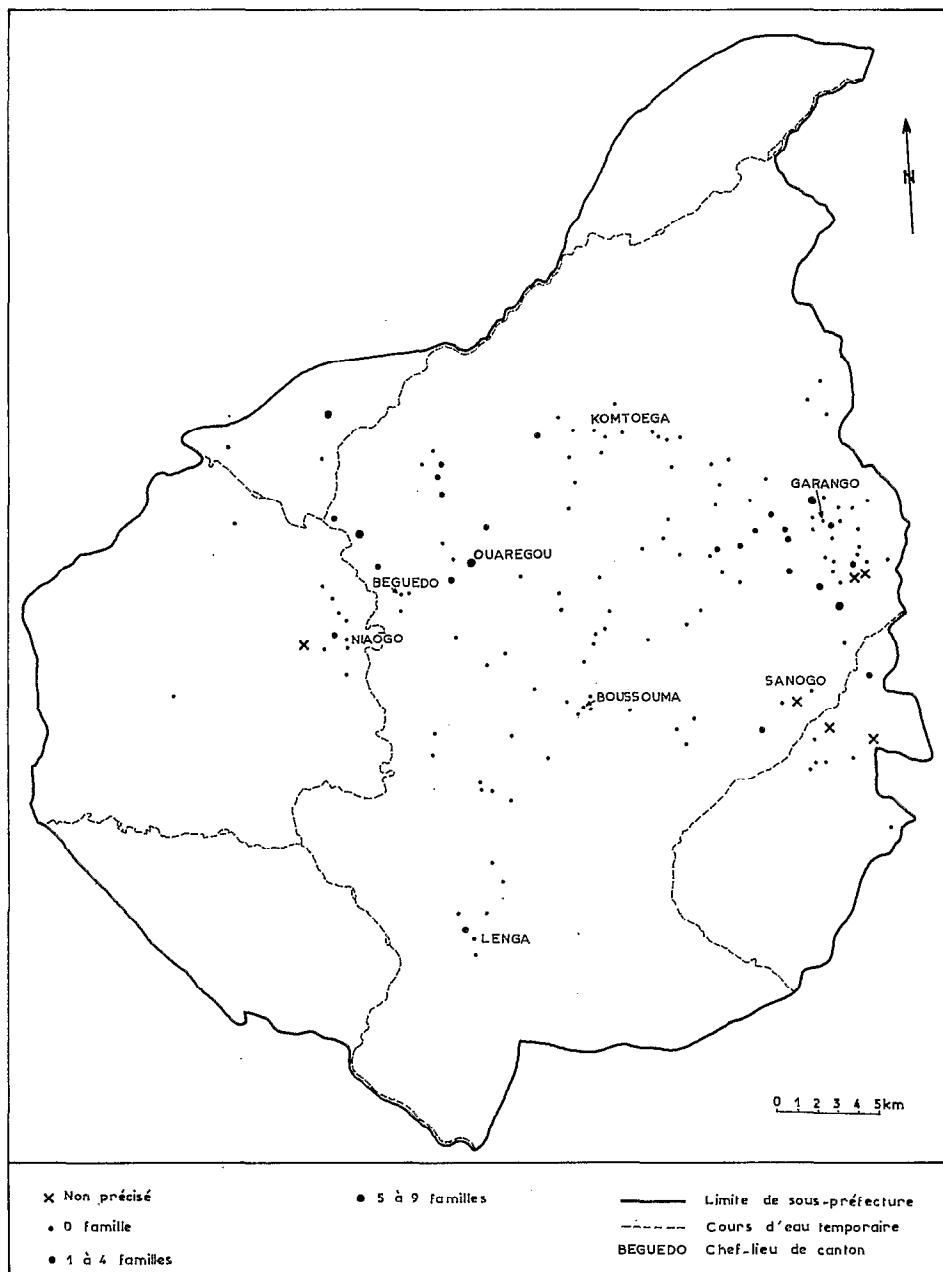


FIG. 23. — Sous-Préfecture de Garango. Abandon des vallées post-1900.  
Nombre de chefs de famille réinstallés sur leur territoir d'origine.

cohésion sociale et l'absence de tradition commune aux différents apports constituent un facteur facilitant la désagrégation. Lorsqu'une famille se voit dans l'impossibilité d'assurer sa survie économique à la suite de l'élimination d'actifs, le retour au lignage d'origine est une solution communément adoptée. Les éléments les plus valides peuvent fonder ailleurs de nouvelles exploitations autonomes, et cela implique généralement une installation dans un terrain différent du territoir d'origine. En effet, le problème de l'accès aux terres de village se poserait aux émigrés de longue date qui voudraient réintégrer l'aire anciennement exploitée par eux. La pression démographique y est telle qu'ils n'obtiendraient que les terrains les plus pauvres.

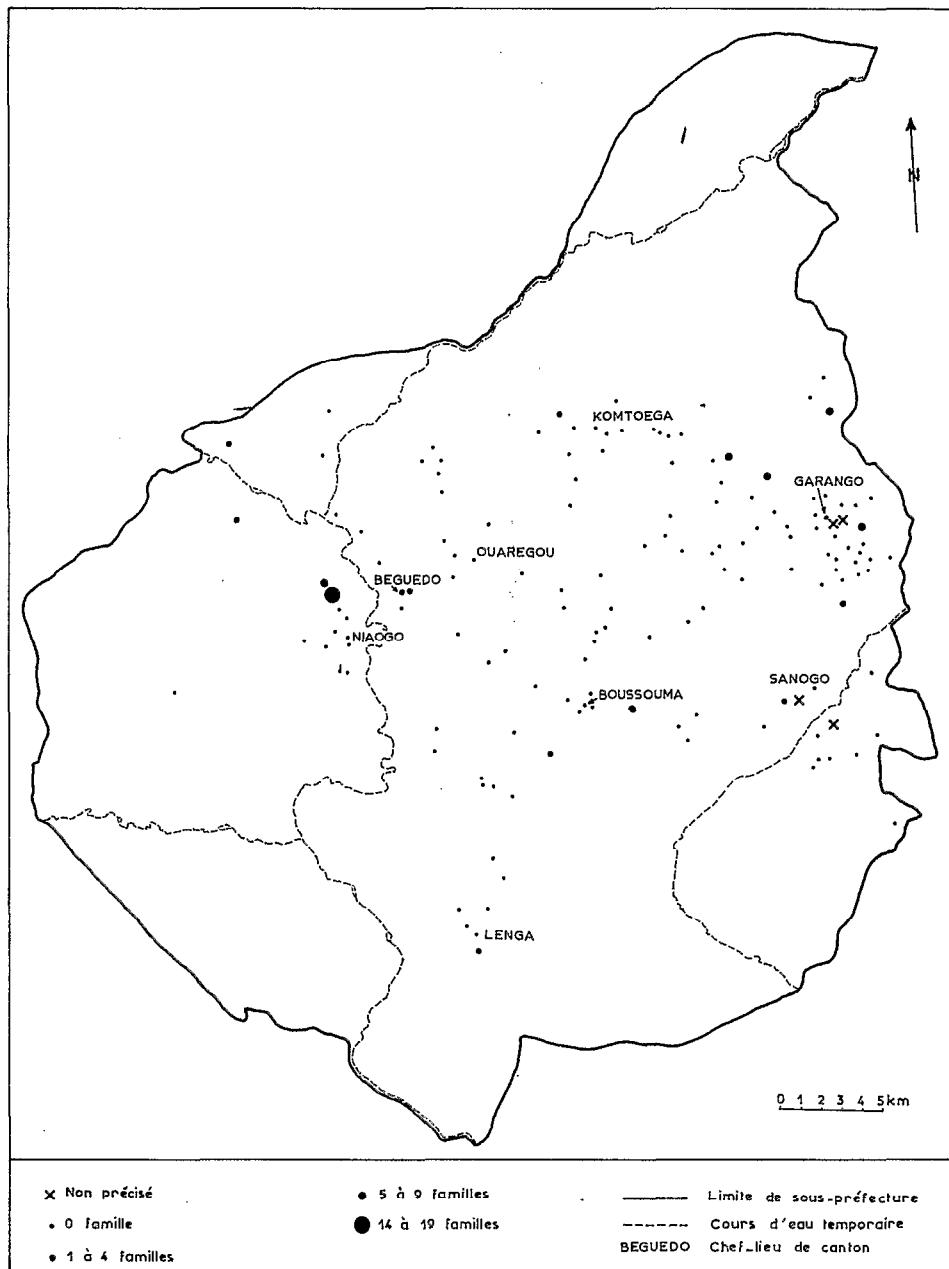


FIG. 24. — Sous-Préfecture de Garango. Abandon des vallées post-1900.  
Nombre de chefs de famille réinstallés sur terroir différent de leur terroir d'origine.

A ces contraintes matérielles s'ajoutent, ici aussi, quelques contraintes psychologiques propres à deux catégories de migrants : ceux qui ont quitté leur terroir du fait des exactions commises par leur propre chef de village, ceux qui, anciens prétendants à la chefferie, ont été évincé et ont préféré « l'exil » à la soumission.

Ces diverses considérations expliquent que les populations issues des vallées soient très peu nombreuses aujourd'hui dans la circonscription de Garango comme on peut le constater à la lecture des deux cartes suivantes :

Figure 23 : nombre de chefs de famille réinstallés sur leur terroir d'origine,

Figure 24 : nombre de chefs de famille réinstallés sur un terroir différent de leur terroir d'origine.

Il convient de remarquer que les migrants anciennement installés en vallée ou leurs descendants devenus aujourd'hui chefs de famille se sont réinstallés de préférence en bordure de la zone désertée (Tengsoba, Sarégou, de Boussouma, Zidré, Pousga, Magourou, Gogoma, Zingla). Au centre de l'aire habitée, seuls les villages proches de Garango ont accueilli un nombre notable de familles venues pour la plupart du secteur trypanosomé de la Dougoula Moundi pour se fixer à nouveau dans leur village d'origine.

L'ensemble des retours demeure cependant très faible. Leur influence sur les densités actuelles de la S.P. de Garango peut être considérée comme négligeable.

Tous les témoignages concordent d'ailleurs pour affirmer que les survivants des villages abandonnés se sont surtout dirigés en majorité vers le Léré, le Ghana et les Yériba. La réussite de la colonisation dans ce dernier secteur est en partie due à l'arrivée des ressortissants des secteurs de vallée à l'issue d'une seconde migration.

## LES CAUSES DE L'ABANDON

### *L'onchocercose, facteur essentiel de la désertion des vallées.*

L'onchocercose est, à notre avis, le principal responsable de la désertion des vallées entourant la S.P. de Garango. L'étude de la maladie et de sa transmission, de son impact sur les populations contemporaines et de la façon dont elle érode, lentement mais sûrement, les forces de travail des communautés fortement atteintes, permet de le démontrer <sup>(1)</sup>.

L'onchocercose est une maladie qui existe depuis longtemps. Les administrateurs s'en sont inquiétés dès le début du siècle car elle obligeait à éliminer une fraction importante de la population de certains cantons lors des recrutements de tirailleurs ou de travailleurs.

Une première mention administrative de la maladie et de ses conséquences apparaît dans le rapport politique de Tenkodogo en 1917. Le résident, en visite dans le « petit canton mouvant de Loaba qui n'avait rien donné au recrutement de 1917 », constate que la « population y est, ainsi qu'on le lui avait dit, malingre et affectée de troubles de la vue ».

En 1927, à l'occasion du recensement du canton de Mankarga (S.P. de Zorgo actuellement) l'administrateur Gosselin remarque « un très grand nombre d'aveugles, non seulement parmi les vieillards, mais aussi parmi les enfants et les adultes : la cécité viendrait à la suite d'une maladie d'yeux qui durera de 5 mois à 1 an... La proportion d'aveugles relevée parmi la population y est de 25 % <sup>(2)</sup> ».

En 1936, le village de Niarba, touché par la famine, reçoit une aide en vivres et en médicaments : « ... La population est très déficiente du point de vue physique (...) la misère chronique de ce village vaut qu'on se préoccupe de sa cause ; le commandant de cercle et le médecin étudieront la situation... <sup>(3)</sup> ».

Cette date et cet épisode marquent le point de départ des études sur l'onchocercose en Afrique occidentale. Le précurseur en est RICHET <sup>(4)</sup>, en poste à Tenkodogo et chargé de l'assistance médicale aux habitants de Niarba. Les premières publications sur la maladie sont à son actif (1938-1939). Par la suite, de nombreuses études seront faites en pays bissa ; parmi celles-ci, citons celles de PUYUELO (1947-1948) et, celle du Dr ROLAND et de BALAY (1966-1968). Ce médecin et cet entomologiste ont effectué un travail considérable dans le cercle de Tenkodogo. Aux

<sup>(1)</sup> Il est possible que pour d'autres peuplements de vallées, hors de l'espace étudié, il n'en soit pas ainsi. Les recherches de J.-P. HERVOUET (ORSTOM, Ouagadougou), portant sur une aire bien plus vaste, devraient permettre de faire le point sur le thème de l'onchocercose, jusqu'ici fort controversé.

<sup>(2)</sup> Rapport de deux tournées effectuées du 17 au 19 septembre et du 25 septembre au 2 octobre 1927.

<sup>(3)</sup> Rapport politique du cercle de Tenkodogo (1<sup>er</sup> septembre 1936).

<sup>(4)</sup> Le médecin-général RICHET sera le premier organisateur de la lutte contre les grandes endémies africaines. Sa vocation se forge au contact des jeunes appelés au recrutement à Tenkodogo parmi lesquels il doit trier les bons sujets : « il faut avoir assisté à des séances de recrutement dans les cercles atteints pour avoir une idée de la misère physiologique qui est le triste apanage d'une grande partie des onchocerciens. Il faut avoir vu certains cantons présenter leur cohorte de galeux lichenisés et d'amblyopiques pour se rendre compte que l'on ne peut trouver là des hommes susceptibles de faire des tirailleurs ». (RICHET, 1938.)

données cliniques et entomologiques de l'onchocercose propres au pays bissa, s'ajoute un essai d'interprétation critique des causes de l'abandon des vallées débordant le cadre strictement médical. Il manque seulement à leur travail la profondeur historique que nous pouvons apporter grâce à l'accès à des sources plus anciennes et à nos enquêtes exhaustives sur la mise en place du peuplement de vallées et d'interfluves.

Les travaux du Dr LE BERRE (depuis 1960) permettent d'avancer encore plus loin dans la connaissance de l'onchocercose et de sa transmission. Ils aboutissent à la mise au point d'un programme de lutte contre le vecteur de la maladie, dont la réalisation est en cours à l'échelle inter-Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Au Ghana, la maladie a également été étudiée par des médecins et des entomologistes. A partir de 1945, RIDLEY, puis WADDY (1949) et enfin CRISP et RODGER, à partir de 1952, mènent des travaux similaires à ceux entrepris en Haute Volta. HUNTER (1963) étudie les conséquences géographiques de l'onchocercose dans le district de Nangodi, au nord du Ghana, le long de la Volta Rouge. En définitive, l'onchocercose est une maladie dont les aspects cliniques et la transmission sont relativement bien connus.

#### LA MALADIE ET SA TRANSMISSION<sup>(1)</sup>.

L'onchocercose est due à une filaire « *Onchocerca volvulus* »<sup>(2)</sup>, dont la femelle, ovo-vivipare, émet une quantité considérable de larves, les microfilaires, qui se dispersent dans le derme » (LE BERRE, 1970). Pour parvenir à l'état adulte, les microfilaires doivent nécessairement subir des transformations obligatoires chez un hôte intermédiaire : *Simulium damnosum Theobald*, petite mouche de la famille des diptères (*Simuliidae*) et « seul vecteur de l'onchocercose humaine en Afrique occidentale »<sup>(3)</sup>. Ces mutations sont rendues possibles par une autre nécessité biologique, propre à l'insecte cette fois, celle du « repas sanguin » dont la finalité est d'assurer la maturation de ses œufs. Le sang est prélevé par piqûre, soit chez l'homme, soit chez l'animal pour certaines espèces ; *Simulium damnosum* étant, quant à elle, nettement anthropophile. Ce faisant, la mouche ingurgite des microfilaires, lorsque l'individu piqué est onchocerquien. Quelques-unes traversent la paroi stomacale et se logent dans les muscles thoraciques de la mouche, lieu obligatoire du cycle de transformation. Celui-ci terminé, elles migrent à nouveau vers la trompe. A l'occasion d'un nouveau repas sanguin, elles sont réinjectées à l'homme sous leur forme infectante<sup>(4)</sup>, apte à la reproduction dans un délai de quelques mois. Le cycle est bouclé.

La prolifération des filaires et microfilaires dans l'organisme provoque des démangeaisons, elles-mêmes à l'origine de lésions cutanées (lésions de grattage, gale filarienne, etc...). Certains sujets présentent dès l'âge de vingt ans l'aspect de vieillard. On attribue à une atteinte précoce et massive l'arrêt de leur croissance. Cependant, la complication la plus grave de la maladie est bien la cécité. Celle-ci intervient à la suite d'une invasion de l'œil par les microfilaires, interdisant la fonction visuelle, au stade ultime de l'évolution.

Entomologistes et médecins ont défini la relation entre le nombre de piqûres infectantes reçues par un individu et le degré de gravité de la maladie. Ils estiment qu'en dessous de cent piqûres par an, un onchocerquien ne risque pas de devenir aveugle<sup>(5)</sup>. Au-delà, les risques encourus augmentent en proportion du nombre de piqûres reçues. LE BERRE (1970) estime qu'à partir de « 4.000 microfilaires par an, quelquefois moins dans certaines conditions », un onchocerquien devient à coup sûr aveugle, s'il demeure au contact du vecteur.

La gravité et l'extension géographique de l'endémie onchocerquienne sont donc fonction du potentiel de femelles vectrices mais aussi de la masse des populations susceptibles d'être atteintes par le vecteur. En fait, une chaîne de dépendances complexes, dans laquelle chaque élément est à la fois cause et conséquence des autres maillons, détermine la gravité des atteintes onchocerquiennes.

(<sup>1</sup>) Les données qui suivent sont empruntées essentiellement à LE BERRE (1966 ; 1970) et ROLLAND et BALAY (1969).

Nous tenons à remercier R. LE BERRE, A. ROLLAND et A. PROST qui ont bien voulu prendre connaissance de notre étude et y apporter leurs critiques, notamment en actualisant les données médicales grâce à l'apport des nouvelles recherches menées dans le cadre de la Campagne de lutte contre l'onchocercose dans le bassin des Volta.

(<sup>2</sup>) D'où l'autre nom de l'onchocercose : la volvulose ; terme tombé en désuétude de nos jours.

(<sup>3</sup>) L'onchocercose n'est pas une maladie spécifiquement africaine. Elle est également présente en Amérique Centrale. Le nombre d'onchocerquiens est estimé à 20 millions de par le monde. En Haute Volta, sur 650.000 personnes touchées par la maladie, 40.000 d'entre elles sont atteintes de troubles oculaires graves (cécité).

(<sup>4</sup>) Les entomologistes distinguent les simulies saines, infectées et infectantes. Les premières ne sont pas parasitées ; les secondent « hébergent » des microfilaires dont le cycle d'évolution est en cours ; les troisièmes possèdent, dans la trompe, des microfilaires aptes à devenir adultes, une fois retrasmises à l'homme.

(<sup>5</sup>) Communication personnelle de A. PROST et A. ROLLAND (1978) faisant état du « potentiel annuel de transmission (P.A.T.) » défini dans le cadre de la campagne de lutte contre l'onchocercose dans le bassin des Volta.

Du tableau 10, résumant la bio-écologie du vecteur, nous devons d'abord retenir les conditions très strictes dans lesquelles celui-ci assure sa reproduction. Les larves sont pondées sur des supports immersés, baignant dans des eaux courantes (entre 0,80 m et 1,50 m/s) et riches en matières nutritives<sup>(1)</sup>. Des cours d'eau aux berges éboulées, supportant une végétation herbeuse ou arbustive abondante, offrent le maximum de gîtes de reproduction. C'est le cas, par exemple, d'affluents de la Volta Blanche, comme le Koulipellé où la partie amont de la Dougoula Moundi. Par contre, des berges franches ou déboisées, nettoyées pour une utilisation annuelle intensive (cas de la Volta Blanche à Niaogo), sont très peu favorables à la prolifération de *Simulium damnosum*.

TABLEAU 10  
Biographie de *Simulium damnosum*<sup>(1)</sup>

Etat	Durée	Activités	Conditions d'existence
Oeuf	↓ ↓	—	En amas de 250 œufs environ, sur support, au niveau de l'eau ou à moins de 5 cm de profondeur.
Larve	2 jours ↓ ↓ 9 jours	Migration possible vers support immersé.	Sur supports immersés jusqu'à 50 cm de profondeur, dans un courant rapide oxygéné et riche en matières nutritives.
Nymphé	3 jours	—	A l'intérieur d'un cocon sur support immersé.
Adulte	AGE 1 <sup>er</sup> .jour  5 <sup>e</sup> jour 6 <sup>e</sup> jour  10 <sup>e</sup> jour 11 <sup>e</sup> jour <sup>(2)</sup>	1. Accouplement. 2. Recherche repas sanguin piqûre/homme de préférence en dehors des habitations.  Ponte. Nouveau repas sanguin.  Ponte. Nouveau repas sanguin.	<i>Milieu préféré</i> : Zones ombragées, boisées. <i>Activité maximum</i> par temps couvert et température de 20 à 25 °C.  (Peu ou pas d'activité au-delà de 30 °C ou en deçà de 17 °C ou par temps de pluie.)  Distance de vol théorique par rapport aux gîtes larvaires : - 40 km sous couvert ombragé, 250 km, voire plus, en profitant du déplacement de la zone de convergence intertropicale (C.I.T., autrefois F.I.T.).

<sup>(1)</sup> Il s'agit bien entendu de la femelle de *Simulium damnosum*. Extrait de : « Contrôle de l'onchocercose dans les bassins de la Volta, 1973. »  
<sup>(2)</sup> Au bout de 9-10 jours, il reste 47 % de survivants.

Autre conséquence du mode de reproduction : la présence massive de simulies, dans un endroit donné, est dépendante de la période d'écoulement des cours d'eau : fin mai à décembre environ pour la Volta Blanche, juillet à septembre pour ses gros affluents<sup>(2)</sup>. La transmissibilité de la maladie est donc maximum pendant cette dernière période qui correspond également à celle des grands travaux agricoles favorisant le contact hommes-vecteur. Elle est presque nulle en saison sèche et froide (novembre, décembre, janvier). Cela est dû à la disparition des gîtes d'affluent, puis de ceux de la Volta Blanche, limitant le potentiel de femelles vectrices dont l'activité est elle-même réduite du fait des facteurs climatiques défavorables (températures basses, ensoleillement, ou harmattan).

<sup>(1)</sup> Ces conditions, relativement draconiennes, de la reproduction de *Simulium damnosum* constituent le point faible du vecteur.

En l'absence d'un traitement réellement efficace de l'onchocercose du fait de la ré-infection annuelle des sujets exposés, la destruction des larves s'avère le meilleur moyen de briser le cercle vicieux de la maladie. L'épandage de produits larvicides en amont des gîtes en constitue le principe. Sa réalisation se heurte à de nombreux obstacles (fluctuations des lignes de gîtes en fonction des crues, difficultés logistiques, ampleur de la zone à traiter. Tout foyer « oublié » peut devenir une source de réinfestation des autres foyers du fait des possibilités de migration à longue distance du vecteur, etc.).

<sup>(2)</sup> Une étude faite sur la Volta Blanche, près de Lenga, en 1962-1963 par LAMONTELLERIE, constate la présence de simulies le 12 juin 1962, soit un mois après l'apparition d'un courant. Elles n'ont disparu totalement qu'en février 1963, soit 3 semaines avant l'arrêt du courant. Ces dates subissent chaque année des fluctuations en fonction de la pluviosité (LAMONTELLERIE, 1964).

On retiendra également du tableau 10 que les possibilités de vol des simulies leur permettent une atteinte théorique de tous les villages de la sous-préfecture de Garango. Dans l'absolu, aucun habitant de celle-ci n'est donc à l'abri d'une infestation onchocerquienne, même si ses activités ne le conduisent pas aux abords des cours d'eau, en hivernage. Cependant, les risques de piqûres infectantes diminuent considérablement à mesure que l'on s'éloigne des gîtes larvaires des simulies.

ROLLAND et BALAY, se fondant sur des mesures effectuées sur la Volta Rouge, ont calculé que le « potentiel de transmissibilité des mouches apparaît approximativement quatre fois plus élevé sur la ligne de gîtes qu'à six kilomètres de celle-ci ». La cause principale en est la diminution du pouvoir dispersif des femelles de *Simulium damnosum* en fonction de leur âge. Ces particularités peuvent expliquer les différences constatées dans l'impact actuel de l'onchocercose au sein des populations de Garango.

#### L'IMPACT DE L'ONCHOCERCOSE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE GARANGO.

Il n'existe pas un seul village qui soit exempt d'une infestation par l'onchocercose. L'utilisation des données collectées par les équipes de prospection du Service des Grandes Endémies permet de préciser les variations spatiales de l'endémicité à l'intérieur de la sous-préfecture (Tabl. 11 et Fig. 25) (¹).

TABLEAU 11

Porteurs de kystes onchocerquiens par canton  
(en % de la population examinée) (¹)

Canton	% de porteurs de kystes
LENGA	37,4
NIAOGO	25,2
KOMTOÉGA	18,15
SANOGO	15,2
OUARÉGOU	9,8
GARANGO	8,81
BÉGUEDO	8,73
BOUSSOUMA	7,83

(¹) Les chiffres de population examinée sont très proches des chiffres administratifs de population recensée.

Tableau et carte présentent des taux de porteurs de kystes. Ces derniers ne représentent qu'une faible partie des individus réellement atteints par l'onchocercose ; ceux qui en sont déjà à un stade avancé de la maladie (²). Par conséquent, les taux de porteurs de kystes ne sont pas identifiables aux taux réels d'endémicité de l'onchocercose, qui sont bien plus élevés. Ceux-ci ne pourraient être connus qu'à la suite d'un dépistage systématique, impliquant des techniques dont l'application serait très longue dans le cas d'une enquête de masse (biopsie cutanée ; test de Mazotti). Des taux réels d'endémicité, fondés sur l'utilisation d'une technique homogène de dépistage, n'existent que pour de petits groupes humains (³). Au contraire, les taux de porteurs de kystes sont connus pour l'ensemble des villages de la sous-préfecture. Ils reflètent les variations géographiques de l'atteinte des populations par l'onchocercose et c'est bien cette information qui nous intéresse.

Le tableau 11 montre que Lenga et Niaogo présentent les taux les plus élevés ; Sanogo et Komtoéga, les taux intermédiaires et Ouarégou, Garango, Béguedo et Boussouma, les taux les plus faibles. Autrement dit, l'endémicité est d'autant plus élevée que les villages constitutifs de chaque canton sont en première ligne, face aux zones inhabitées.

(¹) Le tableau 11 est extrait de ROLLAND et BALAY, 1969, p. 25 et la figure 25 est, sous une autre présentation, la figure 7, située en annexe du même document.

(²) Dans les kystes (ou nodules), mâles et femelles adultes d'*Onchocerca volvulus* se regroupent en couples pelotonnés. Ils sont décelables au toucher ou visibles à l'œil nu quand l'infection est grave.

(³) A titre d'exemple, citons quelques taux fondés sur un dépistage par la biopsie cutanée, communiqués par A. PROST (1978) :

- 97,5 % à Niaogo (sondage sur 330 adultes ; d'après MONJUSIAU, 1962),
- 70,2 % à Niaogo (sondage sur 170 habitants ; d'après ROLLAND, 1968),
- 82,5 % à Niarba (d'après PROST et ROLLAND, 1976),
- 70 % à Lenga (d'après PROST, 1973).

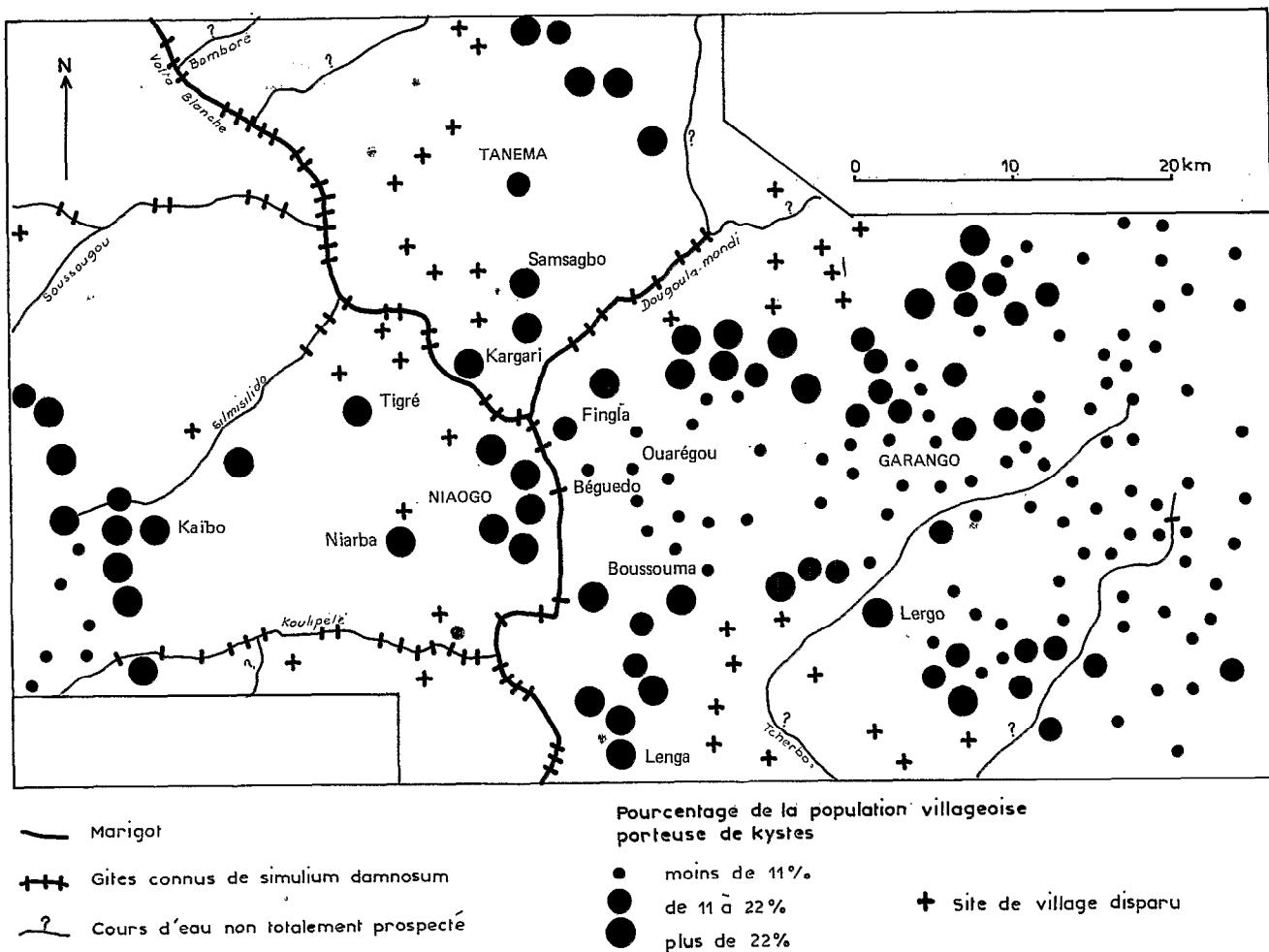


FIG. 25. — Pays Bissa et ses marges, région nord. Répartition des gîtes à *Simulium damnosum* et de l'onchocercose.

D'après A. ROLLAND et G. BALAY, 1969.

Cette relation apparaît d'une manière indiscutable sur la figure 25. Les taux maxima, supérieurs à 22 %, apparaissent dans les villages du front de peuplement (Lenga, Dierma Gozi, Samsagbo, Lergo, etc...) ou dans les communautés isolées, en avant de celui-ci (Niarba, Tigré, Kargari). Vers l'intérieur de l'aire habitée, les taux diminuent brutalement (inférieurs à 11 %). Tout se passe comme si les villages relevant de l'aire habitée se trouvaient enserrés dans un cocon protecteur : celui des villages de première ligne, constituant le front de peuplement.

Ces données sont en harmonie avec l'écologie du vecteur et la diminution de son potentiel de transmissibilité, en fonction de la distance aux lignes de gîtes. On peut en déduire que les quartiers abandonnés de nos jours, situés entre lignes de gîtes et front de peuplement actuel, devaient connaître des taux d'infestation onchocercienne en tout point comparables à ceux des villages les plus touchés aujourd'hui (tels ceux de Niarba et de Kargari) (¹).

L'étude des taux de Niaogo et de Béguedo permet également de déduire que la situation en front de peuplement importe davantage que la distance par rapport aux lignes de gîtes (compte tenu des limites de vol de la simulie). En effet, tous les villages de la rive droite de la Volta Blanche présentent des taux supérieurs à 22 % de porteurs de kystes. Sur la rive gauche, Béguedo et Ouarégou se situent dans la catégorie des taux les plus faibles (moins de 11 %), Fingla dans la catégorie intermédiaire, Goulanda dans celle des taux élevés (plus de 22 %). Ces différences ne peuvent s'expliquer que par référence à la position des communautés concernées par rapport au front de peuplement.

Si nous prenons l'exemple de Niaogo et de Béguedo, nous constatons que ces deux communautés se font face de part et d'autre de la Volta Blanche, à proximité immédiate des lignes de gîtes de cette rivière. On peut donc supposer que les attaques de simulies en provenance de ces gîtes sont équivalentes dans les deux villages, d'autant plus que les masses de population concernées sont comparables sur les deux rives. Le taux plus élevé de Niaogo ne peut être qu'une conséquence de sa situation en front de peuplement. Cela lui vaut de subir les attaques de simulies en provenance des affluents de la rive droite de la Volta Blanche, en particulier du Koulipellé, puisque toutes les activités agricoles se font en bordure de l'aire habitée. Au contraire, les habitants de Béguedo en sont protégés d'autant plus que leurs activités agricoles se concentrent à l'intérieur de l'aire habitée.

Cette situation n'est plus, tout à fait, d'actualité. Depuis la prospection du Service des Grandes Endémies, la colonisation agricole des terres désertes, proches de la Volta Blanche et de la Dougoula Moundi, a profondément modifié le mode de contact entre les hommes et le vecteur. A partir de 1965-1966, les paysans du secteur Niaogo-Béguedo-Ouarégou ont abandonné leurs champs de village pour cultiver des champs de brousse, au-delà du front de peuplement, à proximité immédiate des gîtes à simulies. L'exemple de Béguedo, au terroir restreint, est particulièrement probant, à cet égard. Ses habitants ont franchi la Volta Blanche et sont allés cultiver, en masse, les terres situées à l'ouest et au nord-ouest de Niaogo. L'ouverture de la route Kaïbo-Niaogo a provoqué une concentration des défrichements le long de ce nouvel axe, qui facilite le transport des récoltes. En 1975, la limite atteinte par les défrichements se situait à 18 km de Béguedo. Elle se rapprochait d'un front de culture qui se développait, de façon similaire, à partir de Kaïbo.

Une autre partie des habitants de Béguedo a défriché au nord de la Dougoula Moundi et à l'est de la Volta Blanche, dans le secteur de Samsagbo qui est, en partie, contrôlé par les Mossi de Boenné. Leurs champs voisinent avec ceux des habitants de Fingla, Ouarégou, Goulanda et de quelques villages du canton de Komtoéga.

La résultante essentielle de cette colonisation agricole est de faire sortir une fraction importante de la population active du cocon protecteur de l'aire habitée, lors des travaux agricoles, et de la mettre en contact direct avec le vecteur (²). Selon une communication, faite à titre personnel, par A. PROST et A. ROLLAND, les taux de porteurs de kystes étaient en 1972 de 34 % à Goulanda, de 17 % à Fingla, de 14 % à Béguedo et de 10 % à Ouarégou. Le passage de Béguedo, de la catégorie des taux les plus faibles (cf. Fig. 25) à la catégorie supérieure, n'est pas surprenant. Il confirme que les taux d'endémicité de l'onchocercose ne peuvent que s'accroître avec l'extension des activités agricoles au-delà du front de peuplement.

Il en est de même pour presque tous les villages de l'intérieur de l'aire habitée car la conquête agricole est générale sur toutes les bordures désertes de la sous-préfecture. La transmissibilité de l'onchocercose s'en trouve renforcée, en fonction de l'accroissement du potentiel humain en contact direct avec le vecteur. Conséquence

(¹) Il aurait été intéressant de pouvoir comparer les taux d'infestation des villages disparus à ceux des villages les plus exposés de nos jours, ainsi que les taux anciens et actuels des quartiers situés, de nos jours, en première ligne. Il n'a pas été possible de disposer des chiffres villageois des enquêtes de RICHET (1938, 1939) et de PUYELO (1947).

(²) De nombreux paysans construisent, dans l'aire récemment défrichée, des campements de culture où ils séjournent plusieurs jours d'affilée.

inverse, le front de culture dépassant de beaucoup le front de peuplement, il est logique de penser que la gravité des atteintes onchocerquiennes, en villages de bordure, doit être bien moindre qu'elle ne l'était avant le début des défrichements. C'est ce que l'on peut supposer en prenant l'exemple de Niaogo et des villages voisins. Bien que situés en première ligne, par rapport aux gîtes larvaires, les taux de lésions oculaires graves y sont comparables à ceux des villages de mésoendémie<sup>(1)</sup>, révélant l'incidence très faible d'une endémicité pourtant élevée. ROLLAND et BALAY (1969) expliquent cette « anomalie » par la dilution des piqûres infectantes au sein d'une masse de population importante : 5.000 habitants très groupés, auxquels il faut ajouter les 10.000 habitants des cantons de Ouarégou et de Béguédo ; la gravité de l'onchocercose est d'autant plus faible que la masse de population susceptible d'être touchée par les simulies est élevée.

Dans ces conditions, on peut imaginer qu'une colonisation de masse des vallées de la région de Garango aurait eu toutes chances de réussir ; le taux de complications oculaires (et partant, celui des inactifs) aurait alors été considérablement réduit... Tel n'a pas été le cas de la dynamique de peuplement dans la circonscription, entre 1900 et 1930. Les quartiers créés n'ont pas constitué des agglomérations d'une taille comparable à celles qui chevauchent la Volta Blanche aujourd'hui. Sans aucun doute, ont-ils été soumis au travail de sape réalisé dans les forces de travail par l'onchocercose, selon un processus que nous devons maintenant examiner dans le détail.

#### DES FORCES DE TRAVAIL ATTEINTES.

En zone d'hyperendémie, une des premières conséquences de l'onchocercose est l'élimination par la cécité d'une fraction importante des individus d'âge actif. Deux exemples, l'un emprunté à ROLLAND et BALAY (Niarba), l'autre issu de nos propres enquêtes (Kargari, quartier de Samsagbo), illustrent cette affirmation.

Le tableau 12<sup>(2)</sup> présente, en quelque sorte, l'évolution des conséquences oculaires de la maladie en fonction de la durée d'exposition au contact du vecteur.

Le tableau indique que, dès l'âge de 14 ans, presque tous les enfants (17 sur 18) sont parasités par *Onchocerca volvulus*. Dans la classe d'âge de 15 à 29 ans, 1/3 des individus, dont 4 aveugles, sont déjà atteints de complications oculaires. Dans la classe d'âge supérieure (30 ans et plus), la proportion correspondante est de moitié (17 sur 36). Aux huit aveugles onchocerquiens de ce groupe d'âge, il faut encore ajouter trois cas de cécité dus à d'autres causes, ce qui porte à onze personnes (sur 36) le nombre d'individus totalement à charge de la communauté dans ce groupe d'âge.

Dans l'exemple de Kargari, en l'absence d'examen médical, nous disposons des chiffres de cécité (toutes causes confondues) par groupe d'âge et par famille<sup>(3)</sup>.

Le tableau 13 indique que la cécité fait, ici, son apparition à partir de 30 ans. La proportion d'aveugles est d'autant plus élevée que les sujets sont plus âgés. Au sein du groupe d'âge des plus de 30 ans, elle est sensiblement la même que celle observée à Niarba (un tiers des personnes ; soit seize aveugles pour quarante-cinq personnes).

Si l'on considère uniquement les individus d'âge actif (15 à 49 ans), on constate que les forces productrices se trouvent amputées du quart de leur effectif théorique du fait de la seule cécité.

Le tableau 14 illustre la répartition par famille des aveugles d'âge actif. Presque toutes les familles, qui correspondent, ici, à des unités de production (sauf la famille 2, scindée en cinq exploitations), comptent dans leur rang un ou plusieurs aveugles d'âge actif. Le déséquilibre actifs/inactifs est très accentué dans les groupes 1, 4 et 8<sup>(4)</sup>.

La plupart des familles doivent ici acheter du mil chaque année, car elles sont, faute d'actifs en nombre suffisant, dans l'incapacité de produire assez de vivres pour leur propre consommation. Quelques cultures de saison

<sup>(1)</sup> Médecins et entomologistes distinguent trois niveaux d'endémicité. A chacun d'entre eux correspondent des fréquences de lésions oculaires plus ou moins graves :

hyperendémie : plus de 60 % de la population est onchocerquine,  
mésoendémie : de 30 % à 60 %,

hypoendémie : moins de 30 % (définition communiquée par A. PROST et A. ROLLAND, 1978).

<sup>(2)</sup> Ce tableau résume les données de la fiche onchocercose établie à Niarba par ROLLAND et BALAY, 1969, p. 31.

<sup>(3)</sup> Enquête de terrain réalisée par Alain BAMBARA (ORSTOM, Ouagadougou) en 1972.

Kargari est un quartier de Samsagbo, fondé vers 1915 et peuplé avant 1930. Deux familles ont séjourné à Ibogo (village définitivement abandonné en 1964), situé à quelques kilomètres plus au nord, avant de trouver asile à Kargari, après 1950.

<sup>(4)</sup> Le rapport actifs/inactifs est généralement de 1, tant en pays bissa qu'en pays mossi.

TABLEAU 12

## L'onchocercose à Niarba : porteurs de lésions oculaires, par groupes d'âge (¹)

Groupes d'âge	Effectifs examinés	Nombre d'onchocerquiens					Autres cas de cécité	
		Total	Indemnes de lésions oculaires	Lésions bénignes	Lésions oculaires graves			
					Non aveugles	Aveugles		
0-4 ans	19	3	3					
5-9 ans	13	7	5	2				
10-14 ans	18	17	11	6				
15-29 ans	42	42	10	18	10	4		
30 ans et plus	36	34	5	12	9	8	3	
Total	128	103	34	38	19	12	3	
				Total aveugles		15		

(¹) Les données issues d'une enquête récente (juin 1976) sur le même village, communiquées par ROLLAND et PROST (1978), confirment celles de 1969 : au-delà de 14 ans, 100 % des individus sont onchocerquiens ; 10 sur 37 sont atteints de troubles oculaires graves dans la classe des 30-49 ans et 11 individus sur 16 dans la classe des 50 ans et plus.

TABLEAU 13

## Kargari : nombre d'aveugles par classe d'âge (1972)

Classe d'âge	Nombre d'individus			Nombre d'aveugles		
	Sexe masculin	Sexe féminin	TOTAL	Sexe masculin	Sexe féminin	TOTAL
15 à 19 ans	4	5	9	—	—	—
20-24 ans	5	1	6	—	—	—
25-29 ans	3	5	8	—	—	—
30-34 ans	4	3	7	1	—	1
35-39 ans	2	3	5	—	1	1
40-44 ans	4	6	10	2	—	2
45-49 ans	6	3	9	2	2	4
50-54 ans	5	1	6	3	1	4
55-59 ans	3	1	4	2	—	2
+ de 60 ans	2	2	4	1	1	2
	38	30	68	11	5	16

sèche (maraîchage d'oignons, calebasses (¹)), réalisées par les plus valides et dont les récoltes sont vendues au marché de Béguedo, rendent ici cette opération possible, dans des limites vite atteintes. L'apport d'argent frais obtenu peut ainsi prolonger la survie du quartier, mais ce facteur n'a certainement pas joué autrefois dans la majorité des groupements disparus (²).

(¹) Les cultures de décrue (calebasses, patates douces, tomates indigènes; etc.) ne peuvent se faire que sur les berges des cours d'eau qui ne s'assèchent pas complètement (Volta Blanche et partie aval de la Douyoula Moundi). D'autre part, le maraîchage des oignons requiert une grande dépense d'énergie que seuls des individus sains ou peu atteints par l'onchocercose peuvent assumer (arrosage).

(²) ROLLAND et BALAY signalent des cas similaires de « survie artificielle » grâce à des pensions d'anciens militaires ou des salaires de fonctionnaires.

TABLEAU 14

## Kargari : nombre d'actifs et d'inactifs par familles (1972)

N° de famille	Effectif	Nombre d'actifs	Nombre d'inactifs		
			TOTAL	Dont aveugles (¹)	Autres causes (¹)
1	14	4	10	3	
2	25	11	14	3	
3	3	2	1	1	
4	12	4	8	2	2
5	6	3	3	1	
6	7	4	3	0	
7	11	6	5	2	1
8	12	4	8	1	
9	4	2	2	1	
10	6	3	3		
11	4	3	1		
12	2	2	0		
	106	48	58	14	3

(¹) Aveugles et autres inactifs en âge de travailler (entre 15 et 59 ans).

On le voit, la seule comptabilité des cas de cécité totale montre que la ponction effectuée dans le groupe d'âge des actifs suffirait à mettre en péril les communautés situées en zone d'hyperendémie. Mais la cécité, si elle constitue la manifestation la plus spectaculaire de l'onchocercose, est loin d'être le seul facteur limitant les forces de travail.

Les individus, présentant des lésions graves (du stade III) non encore aveugles, sont très sérieusement handicapés dans leurs activités par les troubles de la vision. Pour l'ensemble des villages de première ligne, les effectifs moyens concernés dans cette catégorie d'onchocerquiens représentent de 5 à 8 % du groupe d'âge de 15 à 29 ans et 13 % des plus de 30 ans. Dans certaines communautés particulièrement exposées, on relève des taux de 25 et 24 % dans les classes d'âge correspondantes.

Dans les villages d'hyperendémie, les lésions de grattage, occasionnées par l'invasion microfilarienne, sont telles qu'elles peuvent provoquer des infections surajoutées. Celles-ci sont elles-mêmes à la base de périodes d'inactivités temporaires ou d'affaiblissement des individus. Lorsqu'elles surviennent à des périodes cruciales du cycle de cultures (semis ou sarclages), elles ont bien entendu des conséquences néfastes sur les récoltes.

De plus, il est établi qu'une personne fortement atteinte par l'onchocercose résiste mal à certaines autres maladies, à cause d'une baisse de ses défenses immunitaires. Elle ne présente, par exemple, aucune réaction à la vaccination antituberculeuse (BCG) ; et est également plus sensible au risque d'évolution de la lèpre vers des formes aiguës (¹). Il est possible que cette carence rende l'onchocerquiens plus réceptif à des maladies autres que la lèpre ; RICHET (1938) note qu'un sujet infesté par *Onchocerca volvulus* présente un terrain favorable au développement de parasites diverses... *Sans établir de relation directe entre l'onchocercose et l'éléphantiasis, il remarque que sur 38 individus opérés de la seconde affection à Tenkodogo, 36 sont atteints de la première. Pour lui : « l'association de la volvulose avec d'autres affections endémiques (ankylostomiases notamment) aggrave le tableau morbide à un tel point que les villages éprouvés sont parfois menacés de disparition complète. Les habitants sont affaiblis à un tel degré que tout travail, toute culture leur deviennent impossible. La famine s'ensuit qui, à son tour, aggrave les conséquences désastreuses des parasites. Un cercle vicieux volvulose, ankylostomiasis, avitaminose se trouve ainsi constitué... ».*

Sans se prononcer avec autant de netteté, ROLLAND et BALAY estiment (1969) que l'état général des habitants des villages situés en aire hyperendémique est moins bon que partout ailleurs. A l'appui de leur affirmation, ils donnent les résultats d'une enquête concernant, d'une part, des moyennes de poids (qui constituent, selon eux,

(¹) Ces informations sont communiquées par A. PROST (1978) qui signale, en outre, que la lèpre a toujours constitué un problème grave à Garango. Lenga, un des cantons les plus touchés par l'onchocercose, présentait, en 1972, le plus fort « index lépreux » de tout l'est voltaïque.

« la résultante de tous les facteurs pathologiques chez l'ensemble d'une population déterminée ») et, d'autre part, la mortalité dans différents villages onchocerquiens (Tabl. 15 et 16).

TABLEAU 15  
Moyennes de poids

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Zone d'hyperendémie		
Nombre d'individus pesés	114	135
Moyenne de poids	53,071 kg	48,11 kg
Zones de méso et d'hypoendémie		
Nombre d'individus pesés	86	172
Moyenne de poids	57,058 kg	51,62 kg

TABLEAU 16  
Décès d'adultes survenus entre 1965 et 1968  
à Zirparia, Sambarégou et Béka Zourma (S.P. de Zabré)

	<i>Habitants recensés</i>	<i>Aveugles recensés</i>	<i>Décès d'adultes 1965-1968</i>
ZIRPARIA (1 <sup>e</sup> ligne)	229	27	16
SAMBARÉGOU (2 <sup>e</sup> ligne)	193	10	14
BÉKA ZOURMA (3 <sup>e</sup> ligne)	228	5	5

La faiblesse des effectifs ne permet pas des conclusions définitives. Néanmoins, ces deux tableaux attirent l'attention sur deux phénomènes essentiels : les populations fortement atteintes par l'onchocercose sont affectées d'un mauvais état général et d'un taux de mortalité supérieur à celui des communautés non ou peu touchées.

#### L'EFFET DE LA MALADIE SUR LE SYSTÈME MATRIMONIAL.

Dans les zones d'hyperendémie, la diminution du potentiel physique des individus grève sérieusement les possibilités de reproduction des groupes concernés en perturbant à long terme le fonctionnement du système matrimonial.

Dans les villages d'hyperendémie, la proportion de célibataires de plus de 30 ans est beaucoup plus élevée que dans les villages exempts (ou moins atteints) d'endémie onchocerquine. Ici encore, nous nous reporterons à l'exemple de Kargari. Bien que l'échantillon soit faible (106 personnes recensées dans cette communauté), les chiffres donnent à réfléchir et sont sans commune mesure avec ceux que l'on peut rencontrer dans les villages de l'intérieur où le célibat est une exception. A Kargari, neuf célibataires de plus de 30 ans ont été recensés ; ce qui est un chiffre élevé. Cinq d'entre eux ont plus de 40 ans et parmi ces derniers, quatre aveugles ne prendront jamais femme.

La relation célibat-onchocercose est donc patente. ROLLAND et BALAY la signalent d'ailleurs dans leur ouvrage. Cela tient à un faisceau de causes qui placent les jeunes gens des villages d'hyperendémie en dernière position dans la compétition matrimoniale.

La crainte des jeunes filles de devenir aveugles en s'installant dans le village de leur époux n'est qu'un autre aspect du problème. En fait, la véritable cause du célibat appartient aux règles très sévères du système matrimonial en vigueur dans cette région du pays bissa.

Une jeune fille ne se marie qu'après avoir mis à l'épreuve, quelquefois pendant plusieurs années, un ou plusieurs prétendants qu'elle choisit elle-même. Durant les fiançailles, le postulant au mariage doit organiser des séances de culture en faveur de ses futurs beaux-parents (et surtout de sa future belle-mère) et leur offrir divers cadeaux, voire de l'argent. Depuis quelques années, dans la région de Niaogo, un fiancé ne peut conserver l'estime

de sa promise qu'en lui offrant une « contribution mensuelle » de l'ordre de 500 à 2.000 F C.F.A. (<sup>1</sup>) (= 10 à 40 N.F.). Le mariage conclu, la famille du mari doit encore payer une dot... Bref, il en coûte une fortune pour se marier et, après le mariage, le gendre reste redevable de prestations de travail sur les champs de ses beaux-parents.

Le gagnant de cette compétition matrimoniale est souvent celui qui apparaît comme étant le plus fort et surtout le plus généreux. Il est évident que les jeunes gens physiquement handicapés sont éliminés d'office de cette course au mariage. C'est le cas, dans les villages d'hyperendémie, de garçons atteints précocement par l'onchocercose. Les autres, très souvent handicapés eux-mêmes physiquement par la même maladie, trouvent difficilement à se marier, car ils ne peuvent répondre à toutes les obligations pré- et post-matrimoniales par manque de force physique et de moyens financiers. De plus, ils se heurtent au refus des jeunes filles d'aller habiter dans les lieux où tout le monde devient aveugle. La résultante de tous ces facteurs est la proportion importante de célibataires dans les communautés fortement touchées par l'onchocercose.

On peut dire, qu'à terme, l'existence même de ces dernières est menacée pour des raisons purement démographiques (faiblesse du taux de nuptialité entraînant une natalité plus faible que dans un village sain ; mortalité plus forte).

## *LES FACTEURS SECONDAIRES DE L'ABANDON DES VALLÉES*

Nous résumerons d'abord le processus de désagrégation et d'extinction des communautés lié à l'onchocercose pour montrer que d'autres facteurs d'abandon n'ont pu et ne peuvent avoir qu'un rôle secondaire de catalyseur ou d'impulsion finale dans la désertion des vallées.

Les conséquences de l'onchocercose suffisent à elles seules à provoquer, à coup sûr, l'abandon de petits quartiers installés à proximité des cours d'eau. Le travail de sape commence dès l'installation. L'aggravation constante des manifestations cliniques de la maladie (gale filarienne, infection surajoutée, troubles de la fonction visuelle, cécité) conduit progressivement les cellules de production à l'impossibilité d'assurer par elles-mêmes leur équilibre vivrier, par élimination des actifs.

Cette conséquence économique entraîne elle-même des effets d'ordre sanitaire. Avec une nourriture insuffisante et mal équilibrée, la population est plus sensible qu'ailleurs aux diverses maladies non spécifiques des vallées. Un taux de mortalité élevé, résultant d'un mauvais état général et d'une diminution des moyens de défense naturelle des organismes, en est le résultat le plus tangible. Cela entraîne à son tour une limitation du potentiel de reproduction du groupe, déjà fortement grevée par une situation économique et sanitaire précaire. Nous avons, en effet, souligné que les sujets précocement atteints par l'onchocercose (rachitiques, amblyopiques à un stade avancé et, à fortiori, les aveugles) sont contraints au célibat. Les moins atteints sont eux-mêmes défavorisés dans une compétition matrimoniale où l'argent et l'aptitude physique à travailler jouent un rôle primordial. Il va de soi, qu'à terme, l'existence du groupe est menacée et que l'action d'autres facteurs de dépeuplement ne fait que précipiter le mouvement d'abandon.

Il faut en effet mettre en évidence que le seul facteur commun expliquant la disparition des groupements en vallée de la Volta Blanche est, dans notre région, l'onchocercose. Certes, quelques groupements ont été, plus que d'autres, victimes des fauves (secteurs du Tcherbo, Lenga) ; d'autres, de la trypanosomiase (nord de la Dougoula Moundi) ; d'autres, d'invasions acridiennes ou de famines d'ordre climatique ; d'autres encore se sont dépeuplés quand les motifs de l'installation des habitants ont disparu (<sup>2</sup>). Ailleurs, on peut aussi faire état des contraintes coloniales ou des exactions des chefs, du manque d'eau potable, des difficultés de travailler certains sols (de type « vertisol »), des épidémies (ménингите cérébro-spinale...). Parmi ces facteurs d'abandon, seule la trypanosomiase

(<sup>1</sup>) Le versement de cette contribution peut durer plusieurs années selon le bon vouloir de la fiancée soutenue par sa mère. Il arrive qu'un migrant de retour de Côte d'Ivoire, et donc « riche », pratique une politique de « surenchère ». Il verse d'un seul coup une forte somme, à une jeune fille et à ses parents, pour obtenir l'accord du mariage... ! Le « salaire mensuel » de la fiancée est une institution récente, qui n'existe pas partout en pays bissa.

(<sup>2</sup>) L'exemple de Namenda, évoqué précédemment, est typique de ce cas : de nombreux habitants sont retournés chez eux quand le chef, responsable de leur migration, a été révoqué par l'administration.

a eu pour conséquence un « déguerpissement » brutal, mais incité par l'administration et, par conséquent, non spontané... Et puis, l'onchocercose était présente ! Selon une description de RICHET (1938), elle avait déjà provoqué des « ravages » comparables à ceux que l'on peut observer de nos jours dans les villages les plus touchés :

« ... Elles (*les localisations de nodules ou kystes onchocerquiens*) sont souvent multiples pour un même individu, surtout dans la région de Gargandé, Sountaya, Tapsé, où il n'est pas rare de trouver dix fibromes et même beaucoup plus chez un seul sujet. Partout, nous avons relevé chez les onchocerquiens de cette région des proportions notables de cas de troubles oculaires graves, d'amaurose, de lésions cutanées, d'éléphantiasis des organes génitaux mâles... »

Il est donc tout à fait probable que les quartiers, victimes de la trypanosomiase, auraient de toute façon disparu. Cette maladie n'aurait joué, en définitive, pour la région de Garango, qu'un rôle d'accélération dans le processus d'abandon des vallées. Elle lui a donné, par son caractère épidémique, une impulsion finale, imposée par l'administration pour des raisons de prophylaxie.

Ailleurs, les autres facteurs d'abandon déjà cités donnent aussi une impulsion finale au processus mais, cette fois, au niveau des cellules de production (que l'on peut assimiler aux familles). Nous savons, en effet, qu'au terme de 30 à 40 années de présence à proximité des gîtes à simulies, une unité familiale a perdu de nombreux membres actifs et qu'elle se trouve dans une situation économique précaire. Que survienne l'élimination de ses supports les plus sains et son équilibre vivrier est définitivement rompu ! Cette élimination peut être provoquée par décès (victimes des maladies épidémiques ou non épidémiques, victimes des fauves...), par des départs (recrutement administratif, migration en Côte d'Ivoire ou au Ghana, mariage pour les filles...).

Les cellules de production les plus touchées par l'onchocercose se voient alors dans l'incapacité de se suffire à elles-mêmes alors que les mêmes facteurs touchant les villages de l'intérieur plus sains n'y provoquent pas les mêmes effets.

De même, les disettes causées par les nuées acridiennes ou l'absence de pluie peuvent avoir des conséquences catastrophiques en villages de vallée, car les handicaps physiques des habitants sont tels qu'ils ne peuvent trouver de palliatifs à ces calamités.

Le repli vers les villages d'origine ou l'installation dans d'autres zones, plus saines, constituent alors les seules solutions possibles. L'hétérogénéité sociale des groupements de vallée et surtout la précarité générale des conditions d'existence ne favorisent pas, en effet, l'entraide communautaire qui, dans d'autres régions, autorise la survie des cellules familiales en difficulté.

# Conclusion

Les fortes densités de la S.P. de Garango s'expliquent aisément. Elles sont la conséquence d'une impossibilité d'expansion territoriale, inhérente, d'une part, à des facteurs historiques et d'autre part, à la non-viabilité des vallées pour les petits groupes humains.

Rappelons que la mise en place des royaumes mossi a privé les habitants de cette région de débouchés naturels à longue distance à l'ouest, au nord, à l'est et au sud-est. Le vieux fonds de peuplement bissa et les groupes qui se sont implantés plus tardivement se sont trouvés piégés dans l'eau créée par ces royaumes et ont été condamnés à une évolution démographique *in situ*.

A courte distance, les mouvements migratoires qui se sont développés se sont heurtés aux difficiles conditions d'existence qui régnaient et qui règnent encore en vallée. Ils ont été pour la plupart voués à l'échec sous l'effet de causes cumulées, parmi lesquelles beaucoup ont disparu de nos jours.

L'insécurité et les pillages n'existent plus depuis la mise en place de l'autorité coloniale ; la multiplication des armes à feu et les campagnes d'extermination des fauves ont réduit considérablement les prédateurs d'animaux sauvages ; les grandes endémies africaines, lèpre, trypanosomiase, fièvre jaune, variole sont soit éradiquées, soit contrôlées par les Services de Santé, les dévastations provoquées dans les récoltes par les acadiens, ainsi que les famines, sont moins à craindre que par le passé... De tous les facteurs responsables des difficultés de vivre dans les vallées, le principal demeure l'onchocercose.

Du fait de l'enchaînement des conséquences économiques, sociales et démographiques, qui s'ajoutent aux manifestations purement cliniques de la maladie, celle-ci aboutit, en zone d'hyperendémie, à un laminage progressif des forces de travail, à la mise en péril du potentiel de reproduction des groupes familiaux et, à terme, à leur « déguerpissement » ou à leur extinction sur place.

Ce travail de sape commence dès l'installation en zone infestée par les simulies. Il est d'autant plus intense et plus efficace que les gîtes larvaires sont abondants et que les populations les plus proches sont numériquement faibles. Trente à quarante ans de présence à proximité des cours d'eau suffisent pour que ses conséquences soient déjà catastrophiques et que s'amorce le dépeuplement. Toute ponction de population et, en particulier, l'élimination des éléments les plus sains — pour des causes autres que l'onchocercose, y compris les migrations de travail de nos jours — ou toute aggravation des conditions économiques du fait de famines accélère le processus d'abandon. Les groupements de vallée sont incapables d'en amortir l'impact, alors que les mêmes « calamités » sont supportables dans les villages de l'intérieur plus cohérents socialement et surtout plus peuplés et plus « sains ».

En définitive, les populations se maintiennent à distance des principaux cours d'eau, là où les conséquences de l'onchocercose sont supportables. Les fronts de peuplement face aux rivières ne sont rien d'autre que la matérialisation d'un compromis complexe entre l'importance numérique des populations qui les composent et le potentiel de transmissibilité de l'onchocercose.

Plus les populations sont denses, moins graves sont les conséquences de l'onchocercose (au plan collectif) et plus le front de peuplement peut se stabiliser à proximité des cours d'eau. Le processus de dépeuplement qui touche les groupements humains s'installant au-delà de la barrière protectrice d'un front de peuplement très densément structuré est donc loin d'être un processus sans fin qui viderait toute une région donnée de sa population.

Ainsi s'expliquent le maintien et la prospérité démographique des groupements qui après 1900 se sont fondés ou développés sur le front de peuplement existant déjà à cette époque (Lurgogo, Bargasgo, Magourou en sont les meilleurs témoignages). Ce faisant, ils ont d'ailleurs accru la solidité de ce front, en augmentant le potentiel humain susceptible d'être touché par les piqûres de simulies. C'est aussi de cette manière qu'il faut interpréter la « réussite » de la colonisation de la zone yériba, postérieure à 1900 : ici, la masse migratoire est venue s'installer dans un laps de temps relativement court sur l'espace restreint de l'interfluve Volta Rouge-Volta Blanche et a fait obstacle, à partir d'une certaine distance des rivières, au déclenchement de la série de problèmes provoqués par la présence des gîtes à simulies.

Les populations concernées ont une connaissance empirique certaine des processus liés à l'onchocercose et aux divers obstacles (anciens) à la vie en vallée. Les groupes humains n'ont cherché à s'y implanter que sous l'effet de contraintes assez sévèrement ressenties pour qu'ils n'en tiennent plus compte temporairement. De fait, à l'examen des traditions des villages de Garango, on s'aperçoit que la seule tentative de colonisation habitée de grande envergure des vallées n'a eu lieu qu'à partir de 1900. Elle n'est due qu'à la multiplication des refus opposés aux prestations coloniales et elle s'est achevée en 1946 avec la suppression de la contrainte la plus impopulaire : le recrutement forcé de main-d'œuvre<sup>(1)</sup>.

Aussi, contrairement à HUNTER (1966) nous ne croyons pas, au moins en ce qui concerne le pays bissa, à une hypothèse cyclique d'avance et de recul de l'habitat en direction des vallées et cela en relation directe avec la densité de population des interfluvés. Cet auteur n'apporte pas la preuve explicite de ce phénomène, laquelle serait d'ailleurs difficile à donner, faute de documentation précise pour la période précoloniale. Par contre, notre opinion se trouve renforcée à l'examen des faits de peuplement présentés par HUNTER ou par RÉMY (1968) pour la région de Nobéré (Volta Rouge, S.P. de Manga, en Haute Volta).

Dans le premier cas, l'auteur signale que la colonisation de la vallée de la Volta Rouge dans le secteur de Nangodi (nord Ghana), amorcée vers 1890-1895, s'est poursuivie jusqu'aux environs de 1918. Elle a eu pour conséquences l'implantation de groupes très hétérogènes socialement ; caractéristique que l'on retrouve dans les quartiers de colonisation, postérieurs à 1900, de la Volta Blanche. En fonction de ces dates, il est possible de se demander si la dynamique du peuplement de la vallée née, selon l'auteur, de la famine, ne s'est pas entretenu par des phénomènes de résistance à la colonisation anglaise, analogues à ceux rencontrés en Haute Volta<sup>(2)</sup>.

Dans le deuxième cas, G. RÉMY met en relation la création de certains villages dans la vallée de la Volta Rouge et l'arrivée dans la région d'un groupe de conquérants mossi venus de Ouagadougou au début du XIX<sup>e</sup> siècle :

*« Après l'arrivée des Congo et en partie, en liaison avec elle<sup>(3)</sup>, se sont créés vers la Volta Rouge, dans l'actuelle aire dépeuplée, un certain nombre de quartiers dont quelques-uns ont atteint une importance démographique notable. »*

La notion de contrainte ou, tout au moins, de volonté de vivre à l'écart des envahisseurs est ici implicite. Elle peut être retenue comme une des causes de l'immigration en vallée bien que l'auteur n'en tire pas explicitement argument. Cet exemple de colonisation de la vallée de la Volta Rouge, à l'époque précoloniale, est à mettre en parallèle avec celui, plus récent, de la Volta Blanche où la résistance à un envahisseur est le moteur essentiel de la dynamique de peuplement.

Dans les deux cas, étudiés par HUNTER et RÉMY, l'amorce du dépeuplement intervient 30 à 40 ans après le début de l'immigration. Ces données sont tout à fait comparables à celles que nous avons recueillies dans notre région, et en concordance avec les processus onchocerquiens.

Pour HUNTER (1966), il ne fait pas de doute, d'ailleurs, que l'onchocercose soit le principal responsable du recul progressif de l'habitat de la Volta Rouge vers le plateau : « *Although a combination of riverine diseases (including sleeping sickness) may be responsible for this retreat, the primary agent is, indisputably, river blindness* ».

Pour RÉMY, dans l'aire qu'il étudie, cette maladie ne tient pas le rôle prépondérant et « au-delà de la diversité des facteurs mis en cause par les villageois, l'idée centrale et réellement significative est celle d'habitants chassés

<sup>(1)</sup> Depuis une dizaine d'années, les habitants de l'ouest et du nord du pays mossi (Yatenga, Koudougou) s'installent en masse dans certains secteurs de la Volta Noire et de la Volta Rouge. Ces mouvements ne sont pas comparables à la colonisation de la vallée de la Volta Blanche entre 1900 et 1946. Pour le cas du Yatenga et de la région de Koudougou, ce sont les effets de plusieurs années de sécheresse sur des moyaux de fortes densités démographiques qui expliquent les départs. Par contre, ces mouvements doivent être rapprochés de la nouvelle colonisation, purement agricole, qui affecte la vallée de la Volta Blanche depuis la même date (cf. note 1, p. 120).

<sup>(2)</sup> Autre hypothèse : celle d'un apport migratoire de « réfractaires » voltaïques (français) dont on sait qu'ils furent très nombreux à s'établir en territoire anglais. Une partie d'entre eux a très bien pu s'établir en vallée.

<sup>(3)</sup> Partie soulignée par nous. Congo est le nom du groupe conquérant.

par une « brousse » hostile »... qui les rend de plus en plus « mal à l'aise... inquiets... ». Cette opinion se fonde sur les déclarations des villageois et sur l'incidence relativement faible d'un taux d'infestation onchocerquienne élevé sur le nombre d'aveugles. Dans l'un des villages en voie de dépeuplement : « 57 % de la population visitée est onchocerquienne (...), 24 % présentent des lésions oculaires dont les deux tiers sont graves ou sont susceptibles de le devenir ». Ce sont là des chiffres comparables à ceux des villages de mésoendémie de la Volta Blanche et en particulier de Niaogo. Mais rien n'indique que les taux d'infestation des villages déjà abandonnés et situés plus près de la Volta Rouge leur étaient identiques. Le mode de transmission de l'onchocercose (potentiel de transmissibilité 4 fois inférieur à 6 km des gîtes), la position du village cité — à plus de 6 km de la Volta Rouge et quasiment adossé aux agglomérations importantes de Nobéré et Donsin — laissent penser à une infestation onchocerquienne beaucoup plus élevée au-delà du front de peuplement actuel. Celui-ci serait d'ailleurs selon l'auteur en voie de stabilisation ; ce qui montre bien que les abandons actuels correspondent aux dernières « victoires » de l'onchocercose dans cette région.

De même, la référence au facteur psychologique ne nous convainc pas. Le fait, signalé par l'auteur, que les villageois de l'intérieur défrichent à nouveau les aires abandonnées apporte déjà une contradiction. Le paysan africain n'est pas démunis de moyens pour rendre amicaux des « génies de la brousse » réputés hostiles. Pour notre part, nous connaissons des exemples de sacrifices judicieusement offerts qui ouvrent des terres neuves à l'outil du cultivateur quand le besoin s'en fait sentir.

Les forces du couple « contraintes historiques-onchocercose », sont donc pour nous les facteurs dominant les relations du peuplement entre les vallées et les interfluves et expliquent pour une grande part les fortes densités de Garango et du nord du pays bissa en général. Dans ce contexte, la colonisation actuelle, purement agricole, des marges de la circonscription n'apparaît pas le fait du hasard. Les contraintes sont cette fois inhérentes au cercle vicieux pression démographique, sols épuisés, baisse des rendements, difficultés vivrières. Elles n'affectent pas les personnes en elles-mêmes. Les champs de village sont abandonnés au profit de champs de brousse — généralement sur l'aire antérieurement colonisée puis désertée — à 15-20 km des lieux de résidence. Malgré les contraintes de gardiennage des cultures et surtout de transports de récoltes et de difficultés d'accès en hivernage, aucun habitant de Garango n'a encore construit de résidence définitive en ces lieux. Ce refus total est pour nous l'expression d'une crainte bien vivace et malheureusement fondée : celle de l'onchocercose.

## ANNEXE

### Origine géographique et étapes migratoires des lignages détenteurs de la chefferie de village ou de la responsabilité de quartier

Canton	Quartier	Origine déclarée	Etapes migratoires
Ouarégou	DISSIAM OUARÉGOU TOUPRA-KOASSEGOU TINGSOBA BANGOULA	<i>Wanougou (Tenkodogo)</i> <i>Wanougou (Tenkodogo)</i> <i>Wanougou (Tenkodogo)</i> <i>Kamboinsin (Ouagadougou)</i>	Dissiam — 1) Dissiam, 2) Ouarégou puis essaimage
Béguedo	ZINGLA BÉGUEDO DOUGOURI DIAYA WIDI ZABENDILA FINGLA	<i>Guenlam (Zabré)</i> <i>Guenlam (Zabré)</i> <i>Guenlam (Zabré)</i> <i>Torla (Garango)</i> <i>Guéri (Manga)</i> <i>Wanougou (Tenkodogo)</i> <i>Guenlam (Zabré)</i>	Zingla — 1) Zingla, 2) Béguedo — Niaogo id. Ouarégou, 2) Béguedo Natinga —
Niaogo	NIAOGO (Nat.) GNINTALA, GUÉRIA MANGO SONDOGO BASSINDENGO GOZI IBOGO NIARBA  TINGSOBA  ZEMBAGOU BÉOGA	<i>Guéri (Manga)</i> <i>Guéri (Manga)</i> <i>Guéri (Manga)</i> <i>Sarga (Ghana)</i> <i>Gozéré (Zabré)</i> <i>Kabodé (Garango)</i> <i>Gambaga (Ghana)</i>  <i>Yagui (Ghana)</i>  <i>Yagui (Ghana)</i>	Niaogo (essaimage) — Niaogo Yakala — 1) Ouagadougou, 2) Nédogo (Zorgo), 3) Komtoéga, 4) Zabré, 5) Zaré (Manga) 1) Sarga (Ghana), 2) Kita (Garango), 3) Yakala (Zabré) idem Tingsoba, essaimage de Tingsoba
Lenga	LENGA SÉMA ZAMSÉ SARÉGOU DIAMA MASSOUGOU KOUMBORÉ  DIERMA KARGA	<i>Manga</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Manga</i> <i>Kira (Manga)</i> <i>Zoungou (Zorgo)</i> <i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Boussouma (Kaya)</i>  <i>Toundou (Manga)</i> <i>Gambaya (Ghana)</i>	1) Manga, 2) Lenga (Volta) Lenga (essaimage) — Niaogo 1) Mondré (Volta) 1) Goulanda, 2) Bangoula, 3) Dango, 4) Mondré (Volta) Guirki (Manga) Dangou (Volta)
Boussouma	BOUSSOUMA GOUDOUBA, WIDI SANOGO, NONKA ARSINGA SAMPOUGDA BANGAGOU  BOUGLA MOTTA SAONOKO SOTINGA	<i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Zigla Polacé</i> <i>Sobéga (Kaya)</i> <i>Kaya</i>  <i>Kaya</i> <i>Boudagou (Garango)</i> <i>Saonoko (Zigla Koulpellé)</i> <i>Bossourou (Boussouma)</i>	— Essaimages de Boussouma — Parga (Garango) 1) Zikon (Zorgo), 2) Parga (Garango), 3) Doga (Torla) Essaimage de Bangagou Gargou Boussouma Natinga —

Canton	Quartier	Origine déclarée	Etapes migratoires
Boussouma (suite)	TINGSOBA BISSIGA BATTO  OUAZI SABA SARÉGOU	<i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Torla</i> <i>Dapongo (Togo)</i>  <i>Dapango (Togo)</i> <i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Sotinga (Boussouma)</i>	1) Bissaya (Boussouma)  1) Bitto (Tenkodogo), 2) Touspéré (Togo), 3) Barka (Boussouma) idem Batto puis essaimage de Batto idem Boussouma puis Doudouyama (Nonka) essaimage de Sotinga
Komtoéga	KOMTOÉGA  GABODO, KOUKOAGA } DAKONGO WATIGUÉ KOURGAWO LANGAOGO WOMZOUGOU GOUNGUIN SAMSAGBO KARGARI GOGUIN PISSI YAGANSÉ YELBOULGA DÉGA GOULANDA NORTINGA KAMSAOGO PITTIN YIRMASSOGO TOESSÉ ZOUMTOÉGA TORLA  NAKÉRÉ, BOUGAKO } KOUNOUGOU GNINTALA	<i>Gounguin (Ouagadougou)</i>  <i>Gounguin (Ouagadougou)</i> <i>Zoungou (Zorgo)</i> <i>Gounguin (Ouagadougou)</i> <i>Ouagadougou</i>  <i>Nalergo (Ghana)</i> <i>Gounguin (Ouagadougou)</i> <i>Goubagou (Zabré)</i> <i>Dissiam</i> <i>Gomboussougou (Zabré)</i> <i>Zabré</i>  <i>Kita (Manga)</i> <i>Kita (Manga)</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Boussouma (Kaya)</i> <i>Bourma (Lenga)</i> <i>Zabré</i> <i>Zabré</i>  <i>Mondré (Lenga)</i> <i>Toessé (Kombissiri)</i> <i>Nalergo (Ghana)</i> <i>Kida (Lenga)</i>  <i>Kida (Lenga)</i> <i>Bangagou (Boussouma)</i>	1) Nédogo (Zorgo), 2) Yargo (Koupéla) 3) Kourgawo (Komtoéga)  idem Komtoéga puis essaimage Tampoui (Komtoéga) 1) Nédogo (Zorgo), 2) Yargo (Koupéla)  1) Konkouniguierma (Tenkodogo), 2) Pakala Kira (Garango) 1) Dierma, 2) Béguedo Sondogo (de Niaogo) Zoumtoéga Komtoéga  —  idem Lenga puis essaimes idem Boussouma, puis essaimes Batto 1) Batto, 2) Moga (Ouarégou) idem Kamsaogo puis essaimages Yagansé Toula (Manga) Gon (Zabré) 1) Komtoéga, 2) Torla, 3) Boussouma, 4) Guirki (Manga)  idem Torla puis essaimes 1) Goulanda, 2) Torla
Sanogo	SANOGO SAPRA, ZARMA BELGUÉ WONRÉMA SIGUIVOUSSÉ GOGOMA ZIGLA POLACÉ BOULGA SARÉGOU KOMBINATINGA ZIGLA KOULPÉLÉ  GAMA, TOUNOUGOU SAWONOKO GOLGA DANGO CELLA GUINTA YALLA PARALA SOURWANÉ, ZAMPALÉ LERGO KASSIBILA, BOUGLA SARÉ	<i>Gaongo (Kombissiri)</i> <i>Gaongo (Kombissiri)</i> <i>Garango</i> <i>Garango</i> <i>Lenga</i>  <i>Zoungou (Zorgo)</i> <i>Tandalgo (Zigla Koulpellé)</i> <i>Saré (Lergo)</i> <i>Sarégou (Lergo)</i> <i>Saré (Lergo)</i> <i>Gambaga (Ghana)</i>  <i>Gambaga (Ghana)</i> <i>Gambaga (Ghana)</i> <i>Gambaga (Ghana)</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Ouagadougou</i> <i>Nalergo (Ghana)</i> <i>Nalergo (Ghana)</i> <i>Guirgo (Kombissiri)</i> <i>Guirgo (Kombissiri)</i> <i>Saré (Lergo)</i>	1) Sanokima : Sabtinga (Tenkodogo), 2) Gunzéogo idem Sanogo puis essaimes  idem Belgué puis essaimes idem Lenga puis essaimes  —  —  1) Lergo, 2) Diama (Sanogo)  1) Konkouniguierma (Tenkodogo), 2) Womzéboulgou (Ziki) idem Zigla Koulpéle puis essaimage idem Zigla Koulpéle, 3) Boura idem Sawonoko puis essaimage idem Lenga, puis essaimage idem Lenga, puis essaimage idem Lenga, puis essaimage Konkouniguierma (Tenkodogo) idem Pakala puis essaimage  —  idem Lergo puis essaimage —

Canton	Quartier	Origine déclarée	Etapes migratoires
Garango	GARANGO	<i>Yendi (Ghana)</i>	1) Bargansé (Zabré), 2) Zanga
	ZANGAPIDA, GUENLA } GUIEBIDI }	<i>Yendi (Ghana)</i>	idem Garango puis essaimage
	KINDA	<i>Goudou (Tangaré)</i>	—
	GUIERMA	<i>Kelbo (Lenga)</i>	Koussi (Garango)
	KAYO	<i>Bargansé (Zabré)</i>	—
	BOURA	<i>Boura (Tenkodogo)</i>	1) Pagou, 2) Pousga
	GUIRGARÉ, NANTOURLA	<i>Boura (Tenkodogo)</i>	idem Boura, puis essaimage
	SARÉGOU	<i>Boura (Tenkodogo)</i>	idem Boura, puis essaimage
	BOUGOULA	<i>Bargansé (Zabré)</i>	Tangaré
	DIERMA	<i>Kelbo (Lenga)</i>	Koussi (Garango)
	GANGLA	<i>Yendi (Ghana)</i>	—
	MAGOUROU, BARGASGO }	<i>Yendi (Ghana)</i>	idem Garango Natinga puis essaimage
	LOURGOGO	<i>Kopehongo (Tenkodogo)</i>	—
	KARPOUGO	<i>Pargou (Zabré)</i>	—
	PARGOU	<i>Pargou (Zabré)</i>	idem Pargou Natinga puis essaimage
	GUIRGARÉ, MANGOU,	<i>Yendi (Ghana)</i>	Bargansé (Zabré)
	KIGUIDIMA, NANTOURLA }	<i>Lenga</i>	idem Lenga
	GAHIGARÉ }	<i>Zoungou (Zorgo)</i>	Kayo
	ZANGA	?	?
	GARGOU	?	essaimage de Zidré
	POUSGA	<i>Boulsa</i>	Tangaré (Tenkodogo)
	ZIDRÉ	<i>Boulsa</i>	Tangaré (Tenkodogo)
	NOMIGNAN, KINÉZIONGO	<i>Namenda (Tenko)</i>	—
	TOURLA	?	?
	TANGARÉ		
	KIGUIDIMA, KOURGARÉ		
	MOGUERIMA, BOUGNAGOU		
	WAÏGUIDO		
	GOUDOU		
	Wo		

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES A CARACTÈRE HISTORIQUE.

#### *Ouvrages cités.*

- CHERON (G.) 1924. — Contribution à l'histoire du Mossi. Traditions relatives au cercle de Kaya. *Bull. du Com. d'Et. Hist. et Scient. de l'A.O.F.*, 7 (4), pp. 635-691.
- DELAFOSE (M.) 1912. — *Haut Sénégal Niger (Soudan Français)*. Séries d'étude publiées sous la direction de M. le Gouverneur CLOZEL, première série, le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations, Paris, 3 vol.
- DELOBOSM (A. A. D.) 1932. — L'empire du Mogo Naba. Coutumes des Mossi de la Haute Volta. *Etudes de Sociologie et d'Ethnologie Juridique*, 11, Paris.
- IZARD (M.) 1970. — Introduction à l'histoire des royaumes mossi. *Recherches Voltaïques* 12, Paris-Ouagadougou. C.N.R.S.-C.V.R.S., T 1 : pp. 1-212, T 2 : pp. 213-434.
- KAWADA (J.) 1971. — *Genèse et évolution du système politique des Mossi méridionaux*. Université de Paris V, 1971, 401 p.
- LAHUEC (J.-P.) 1971. — *Etude géographique d'un village de l'est-mossi* (cercle de Koupéla) ORSTOM, Ouagadougou, 154 p.
- MARC (Lt.) 1909. — *Le pays mossi*, Larose, Paris.
- PAGEARD (R.) 1965. — Une enquête historique en pays mossi (Ziniaré, Gaongo, Koubri, Kombissiri, Saponé, Tanghin-Dassouri, Niou et Yako). Appendice sur l'histoire des peuples mossi de Léo Fiobénig. *Journal de la Société des africanistes*, 35 (1), pp. 11-66.
- PEGARD (O. P.) (Sœur Jean-Bernard) 1966. — Les Bissa du cercle de Garango. *Recherches Voltaïques* 2, Paris-Ouagadougou, 252 p.
- PROST (A.) (R. P.) 1945. — Notes sur les Boussancé. *Bull. de l'Inst. Franç. d'Afr. Noire*, 7, 1-4, pp. 47-53.
- PROST (A.) (R. P.) 1953. — Notes sur l'origine des Mossi. *Bull. de l'Inst. Franç. d'Afr. Noire*, 15, 3, pp. 1333-1338.
- TAUXIER (L.) 1912. — *Le noir du Soudan. Pays mossi et Gourounsi*. Larose, Paris, 793 p.
- TAUXIER (L.) 1924. — Notice sur les Boussancé, in *Nouvelles notes sur le Mossi et le Gourounsi*, Paris, Larose, pp. 162-177.

#### *Ouvrages non cités.*

1967. — Colloque sur les cultures voltaïques (Sonchamp, 6-8 décembre 1965), Paris-Ouagadougou. *Recherches Voltaïques* 8.
- KABORE (G. V.) 1966. — Organisation politique traditionnelle et évolution politique des Mossi de Ouagadougou. *Recherches Voltaïques* 7, Paris-Ouagadougou (C.N.R.S.-C.V.R.S.), 220 p.
- LAMBERT (G.) (Cpte) 1970. — *Le pays mossi et sa population. Etude historique, économique et géographique, suivie d'un essai d'ethnographie comparée*.
- MANGIN (E.) (R. P.) 1960. — *Les Mossi. Essai sur les us et coutumes du peuple mossi au Soudan occidental*. Maison Carrée, Imprimerie des Pères blancs. (Cet ouvrage rassemble des articles parus dans Anthropos : 9, 1914, pp. 98-124, 477, 493, 705, 736 ; 10-11, 1915-1916, pp. 187-217, 323-331.)
- PAGEARD (R.) 1963. — Recherches sur les Nionissé. *Etudes Voltaïques* 4, pp. 5-71.
- PROST (A.) (R. P.) 1964. — La langue bissa. Grammaire et dictionnaire. *Etudes Voltaïques* 1, Ouagadougou, 198 p.
- SKINNER (E. P.) 1972. — *Les Mossi de la Haute Volta*. Ed. Internationales, Paris, 439 p.

### OUVRAGES A CARACTÈRE GÉOGRAPHIQUE OU TRAITANT DE L'ONCHOCERCOSE.

#### *Ouvrages cités.*

- HUNTER (J. M.) 1966. — River blindness, in Nangodi, Northern Ghana. A hypothesis of cyclical advance and retreat. *Geographical Review* (New York), vol. LVI, 3, pp. 398-416.
- LAMONTELLERIE (M.) 1964. — *Simulium damnosum* Theobald (Diptera, Simuliidae) en zone de savane sèche (Région de Garango, Haute Volta). I. Réinfestation de la Volta Blanche en début de saison des pluies. *Bull. de l'Inst. Franç. d'Afr. Noire*, 26, Série A (4), pp. 1298-1312.
- LE BERRE (R.) 1966. — Contribution à l'étude biologique et écologique de *Simulium damnosum* Theobald 1903 (Diptera, Simuliidae). *Mém. ORSTOM* n° 17, 207 p.
- LE BERRE (R.) 1970. — *La lutte contre l'onchocercose dans le cadre de l'évolution économique des états de l'Afrique de l'Ouest*. O.C.C.G.E., Centre Muraz, section onchocercose, 28/ONCHO, multigr., 14 p.
- O.C.P. 73.1 1973. — *Contrôle de l'onchocercose dans la région du bassin de la Volta*. Rapport de la Mission d'Assistance Préparatoire aux gouvernements de Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Haute Volta, Mali, Niger et Togo, P.N.U.D., F.A.O., B.I.R.D., O.M.S., Genève, 90 p.
- PUYUELO (R.) et HOLSTEIN (M.) 1950. — *L'onchocercose humaine en Afrique Noire Française, maladie sociale*. Lecointe, Marseille, 116 p.
- REMY (G.) 1968. — Les mouvements de population sur la rive gauche de la Volta Rouge (région de Nobéré). *Cah. ORSTOM*, sér. Sci. hum., vol. V, n° 2, pp. 45-66.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ORSTOM 1975. — Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi (Haute Volta), T. J., fasc. 1 : Les migrations internes mossi. Des aires refuges du passé aux terres neuves d'aujourd'hui. *ORSTOM*, Ouagadougou, 212 p.
- RICHET (P.) 1938. — *L'onchocercose africaine ou volvulose*. (Travail réalisé dans le cercle de Tenkodogo entre 1936 et 1938.) Rapp. ronéot., 54 p. (O.C.C.G.E., Bobo-Dioulasso) 54 p.
- RICHET (P.) 1939. — La volvulose dans un cercle de Côte d'Ivoire. Les manifestations cutanées et oculaires. *Bull. de la Soc. Path. exot.*, 32 (3), pp. 341-355.
- ROLAND (A.) (Dr) et BALAY (G.) 1969. — *L'onchocercose dans le foyer bissa*. O.C.C.G.E., Centre Muraz. Ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales de Haute Volta, n° 111/ONCHO, 85 p. + cartes.

*Ouvrages non cités.*

- BALAY (G.) 1965. — Recherche des gîtes pré-imaginaires de *Simulium Damnosum* Theobald existant en période de décrue dans le lit principal de la Volta Blanche (partie voltaïque). *Rapp. interne Centre Muraz*, Bobo-Dioulasso, 11 p.
- GOSSELIN (G.) 1964. — Bibliographie générale des Bissa. *Etudes Voltaiques*, 5, pp. 199-200.
- GOSSELIN (G.) 1970. — LA SATEC et son action dans le pays bissa, in *Développement et traditions dans les sociétés rurales africaines*, B.I.T., Genève, pp. 19-43.
- HILTON (T. E.) 1968. — Population growth and distribution in the Upper region of Ghana, in : *The population of Tropical Africa*, Caldwell, Longmans ; London.
- LACOSTE (Y.) 1966. — Problèmes de développement agricole dans la région de Ouagadougou (Haute Volta). *Bull. de l'Assoc. de Géogr. Franç.*, n° 346-347, pp. 4-18.
- LAMONTELLERIE (M.) 1965. — *Simulium Damnosum* Theobald en zone de savane sèche (région de Garango, Haute Volta) (Diptères, *Simuliidae*). II. Infestation par *Onchocerca Volvulus Leuckart*. *Bull. de l'Inst. Franç. d'Afr. Noire*, 27, Série A (1), pp. 219-228.
- MONTJUSIAU (A.) 1965. — Un essai de traitement par la Notézine à Sarégou (Haute Volta). 5<sup>e</sup> Conf. *Technique de l'O.C.C.G.E.*, ronéoté, 7 p.
- MONTJUSIAU (A.), LABUSQUIERE (R.), SANSARRICQ (H.) 1965. — L'onchocercose en Haute Volta. 5<sup>e</sup> Conf. *Technique de l'O.C.C.G.E.*, ronéoté, 4 p.
- PUYUELO (R.) 1949. — Note préliminaire sur l'onchocercose volvulaire africaine en pays mossi. *Bull. Med. de l'A.O.F.*, 6 (2), pp. 147-151.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, S.A.T.E.C., 1964. — *Notes sociologiques pour un programme de développement de la grande région de Ouagadougou*. R.H.V., Ministère de l'Economie Nationale, Direction du Plan, S.A.T.E.C., 29 p.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, A.A.V.V., 1973. — *Bilan des activités* 1973. Programme 1974, rapport ronéoté, 12 p.
1973. — *Programme de mise en valeur* 1974, rapp. ronéoté, 56 p.
1975. — *Bilan des activités*, 1<sup>re</sup> partie : Campagnes de migration, 25 p. ; 2<sup>e</sup> partie : Campagnes agricoles, rapp. ronéoté, 56 p.
- ROLAND (A.) (Dr) 1968. — L'épidémiologie des lésions oculaires causées par l'onchocercose en Haute Volta. 8<sup>e</sup> Conf. *Technique de l'O.C.C.G.E.*, 4 p.
- SARKIES (J. W. R.). — *Rapport sur la cécité et les maladies oculaires dans les territoires du nord de la Gold Coast*, extrait dactylo, archives O.C.C.G.E., section onchocercose, Bobo-Dioulasso.
- VEILLEUX (M.), LE BRETON (G.), OLIVEAU (M.), AUBRY (M.) 1957. — *L'onchocercose oculaire africaine. Données cliniques d'une enquête de masse*. Institut d'ophtalmologie tropicale de l'A.O.F., rapp. ronéoté, 23 p.
- OUVRAGES DE PÉDOLOGIE, GÉOMORPHOLOGIE, GÉOLOGIE.**
- BOULET (R.) 1972. — Modalités d'action du lessivage dans les sols tropicaux développés sur granites (Haute Volta). Etude micro-morphologique. *Cah. ORSTOM*, sér. Pérol., vol. X, n° 4, pp. 321-341.
- KALOGA (B.) 1966. — Etude pédologique des bassins versants des Volta Blanche et Rouge en Haute Volta. *Cah. ORSTOM*, sér. Pérol., vol. IV, n° 1, pp. 21-61.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, ORSTOM 1964. — *Reconnaissance pédologique des bassins versants des Volta Blanche et Rouge*. I. Etudes pédologiques par KALOGA (B.). R.H.V., Ministère de l'Economie Nationale, Direction du Génie Rural. Centre ORSTOM de Dakar, 247 p.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, ORSTOM 1969. — *Etude pédologique de la Haute Volta*. Région : Centre-Sud par KALOGA (B.). R.H.V., Ministère de l'Economie Nationale, Direction du Génie Rural. Centre ORSTOM de Dakar, 247 p.
- RÉPUBLIQUE DE HAUTE VOLTA, ORSTOM 1969. — *Etude pédologique de Haute Volta. Rapport de synthèse*. R.H.V., Ministère de l'Economie Nationale, Direction du Génie Rural. Centre ORSTOM de Dakar.
- R.H.V., I.R.A.T. 1974. — *Etude morphopédologique des blocs expérimentaux de Mogtédo, Kaïbo, Bané, Tiebélé*. A.A.V.V.-I.R.A.T. par TESSIER (J.), 99 p.
- R.H.V., B.R.G.M. 1971. — *Notice explicative de la carte géologique au 1/200.000*, Tenkodogo, par TRINQUARD (J.). R.H.V., Direction de la Géologie et des Mines, B.R.G.M., 37 p.

*Deuxième partie*

**La pénétration mossi dans la plaine du Gondo et le « Sahel »**  
**(Sous-Préfectures de Tougan et de Djibo)**

**J. Y. MARCHAL**

## RÉSUMÉ

*En Haute Volta, une colonisation agricole caractérise depuis un siècle les franges septentrionales et occidentales du pays mossi. La présente étude intéresse deux régions limitrophes du Yatenga : le pays samo (Tougan) et le pays peul-kurumba (Djibo) où sont implantés respectivement plus de 26.000 et 15.000 Mossi, soit le quart de l'effectif mossi en colonisation, à l'intérieur du territoire voltaïque.*

*La mise en place d'un réseau d'établissements de colons est analysée en rapport avec les circonstances historiques, la dynamique propre aux migrations mossi et les contextes régionaux d'accueil. La démarche analytique s'appuie sur un dossier cartographique.*

## ABSTRACT

*In Upper Volta, for one century, an agricultural settling present a salient feature on northern and western mossi country's borders.*

*This research interest tow neighbouring Yatenga's areas : samo's country (Tougan) and peul-kurumba's country (Djibo), where more 26 000 and 15 000 mossi peasants are settled respectively ; that is equivalent to the quarter of total mossi migrant's size inland national voltaic territory.*

*The settling of rural migrant villages is analysed in keeping with historical events, mossi migrations' dynamic and regional contexts. Analysis is supported by a cartographic record.*

# Avant-propos

Nous proposons dans ce travail l'analyse d'une série de cartes localisant le fait migratoire sur les marges septentrionales du pays mossi<sup>(1)</sup>, plus précisément dans les sous-préfectures de Tougan et de Djibo<sup>(2)</sup>.

Au niveau d'observation où nous nous plaçons, nous analysons des espaces régionaux. Aussi, le « pourquoi » des migrations, les mécanismes d'insertion des « colons » mossi dans le contexte d'accueil, ainsi que la création de nouveaux paysages ruraux ne seront-ils abordés que succinctement dans la présentation qui suit. Le but de l'analyse cartographique à petite échelle est d'appréhender les caractéristiques dominantes du champ migratoire par la mise en corrélation de différentes variables tenant à la fois au caractère propre des migrations et aux contextes locaux.

\*  
\* \* \*

Le dossier s'articule en deux séries de cartes : l'une intéressant les migrations mossi et l'autre les contextes régionaux de départ et d'accueil. Pour faciliter la manipulation des cartes, la plupart d'entre elles ont été assemblées par sous-préfectures : Tougan et Djibo.

Au total, vingt-quatre cartes sont présentées :

*Le fait migratoire :*

- les périodes de fondation des établissements mossi à Tougan (Fig. 4) et à Djibo (Fig. 14) ;
- les flux migratoires annuels moyens : 1965-1973 (Fig. 5 et Fig. 15) ;
- la répartition de la population mossi (Fig. 6 et Fig. 16) ;
- l'importance relative de la population mossi par village (Fig. 7 et Fig. 17) ;
- les types d'implantation mossi (Fig. 13, 23 et 24).

*Les pays de départ :*

- l'occupation du sol (Fig. 1).

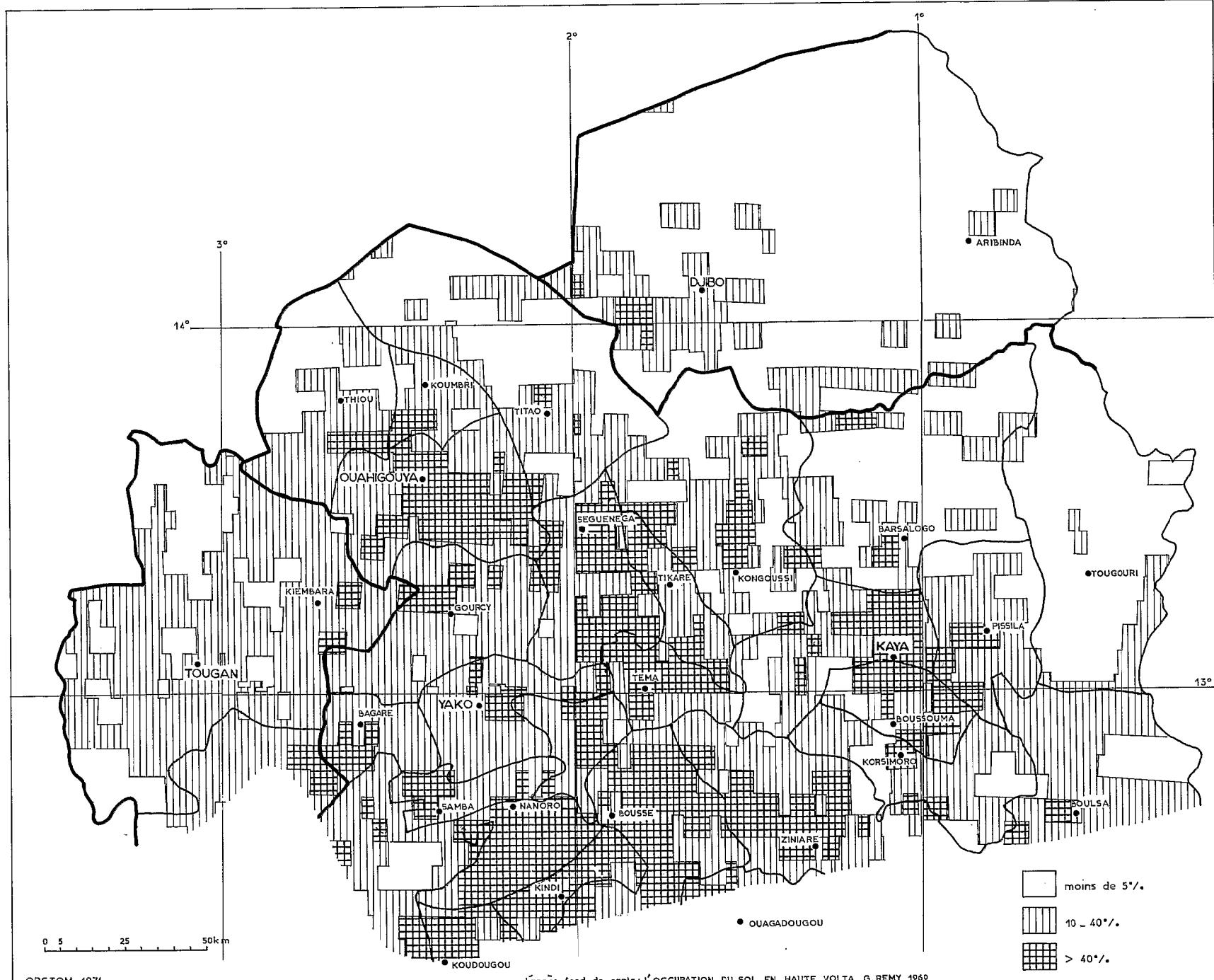
*Les régions d'accueil :*

- localisation des villages et des campements (Fig. 2 et Fig. 3) ;
- le peuplement autochtone (Fig. 8 et Fig. 18) ;
- la répartition des populations d'accueil (Fig. 9 et Fig. 19) ;
- la localisation du cheptel bovin à Djibo (Fig. 20) ;
- les données pluviométriques (Fig. 10) ;
- la valeur agricole des sols (Fig. 11 et Fig. 21) ;
- l'utilisation du sol (Fig. 12 et Fig. 22).

Les échelles retenues pour l'analyse, ont été le 1/500.000<sup>e</sup> et le 1/1.000.000<sup>e</sup> (réduites ensuite pour la publication). Les documents cartographiques sont accompagnés d'un commentaire qui souligne les corrélations entre les variables localisées et guide le lecteur dans la démarche analytique.

(<sup>1</sup>) Le pays mossi a été défini comme l'ensemble des circonscriptions administratives où plus de 50 % des villages sont à dominante mossi.

(<sup>2</sup>) La présentation particulière de ces deux régions provient d'une répartition zonale des recherches entre les géographes du centre ORSTOM de Ouagadougou.



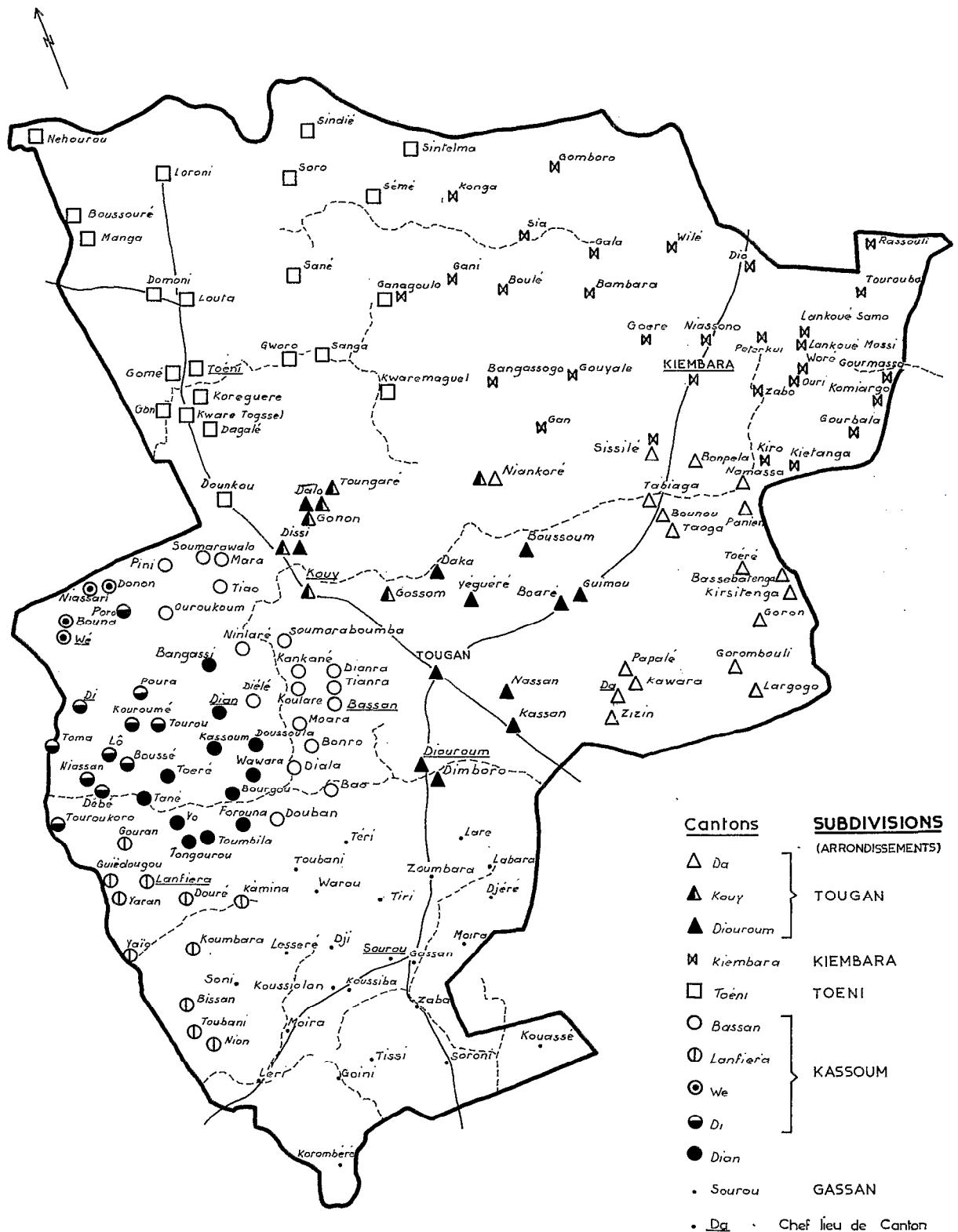
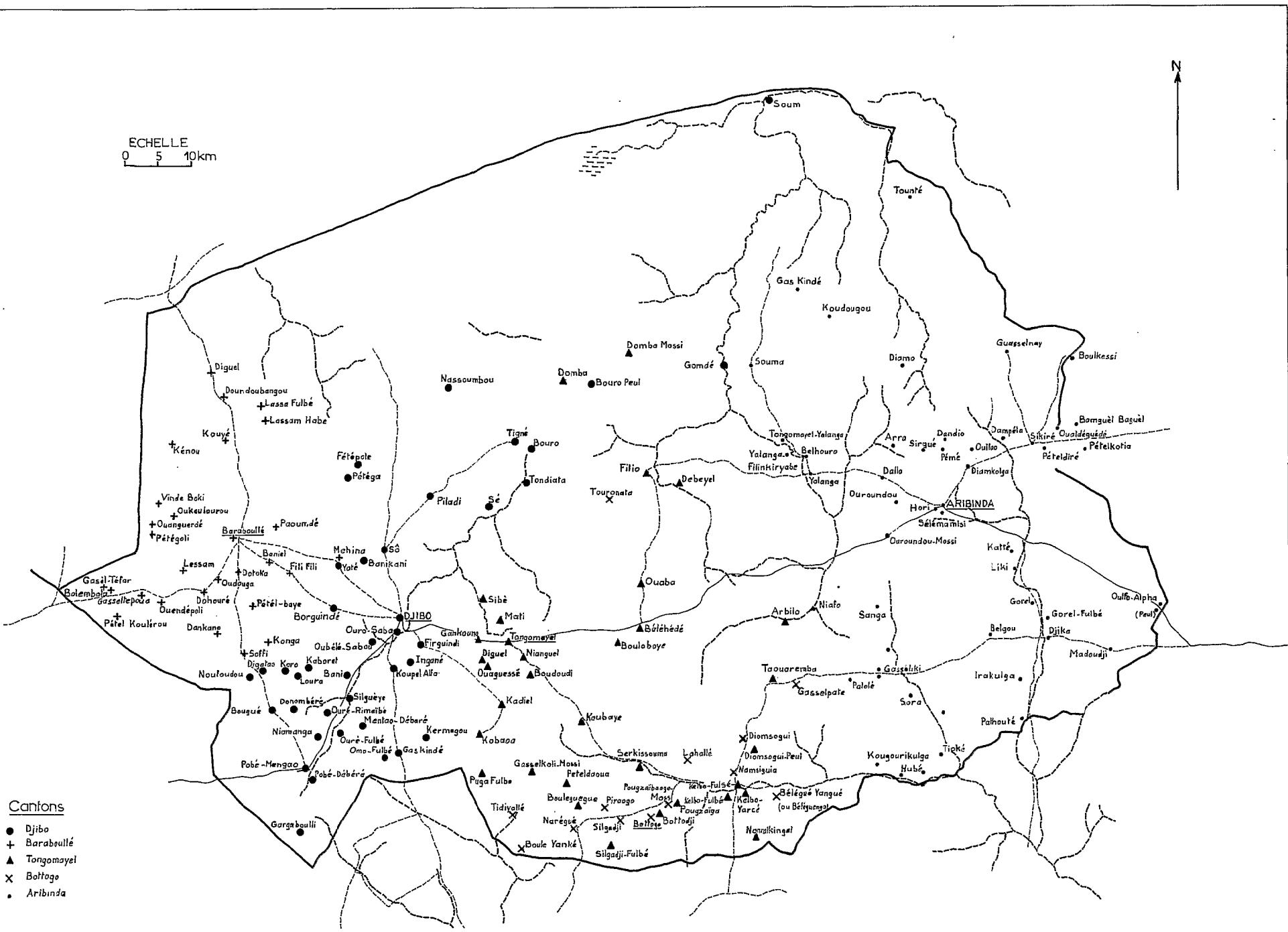


FIG. 2. — Sous-Préfecture de Tougan. Localisation des villages.



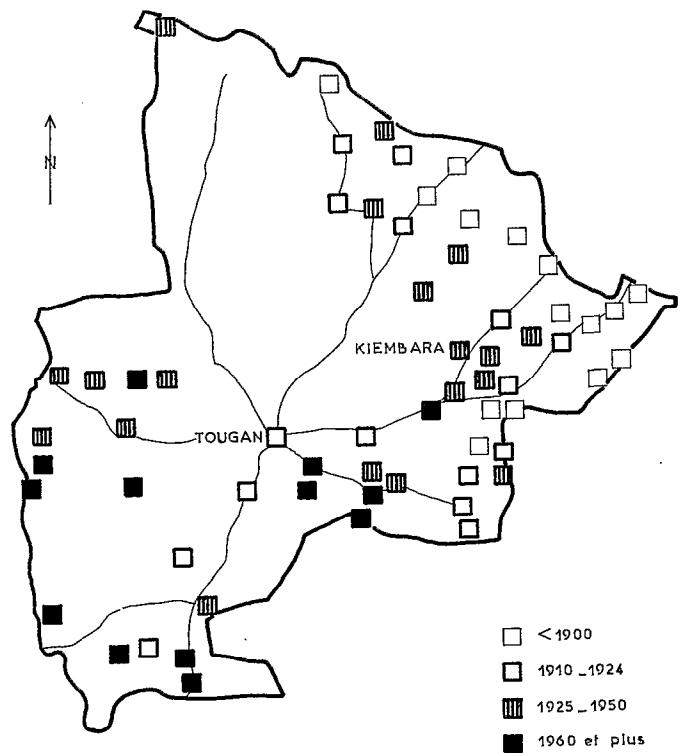


FIG. 4. — Sous-Préfecture de Tougan. Périodes de fondation des établissements mossi.

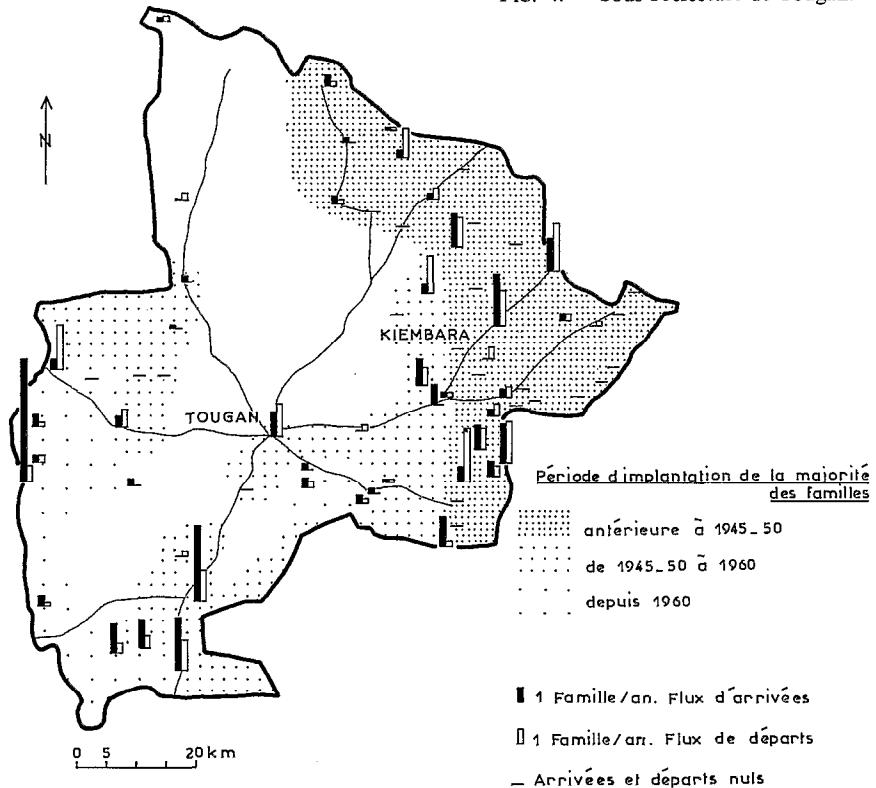


FIG. 5. — Sous-Préfecture de Tougan. Flux migratoires annuels moyens (1965-1973).

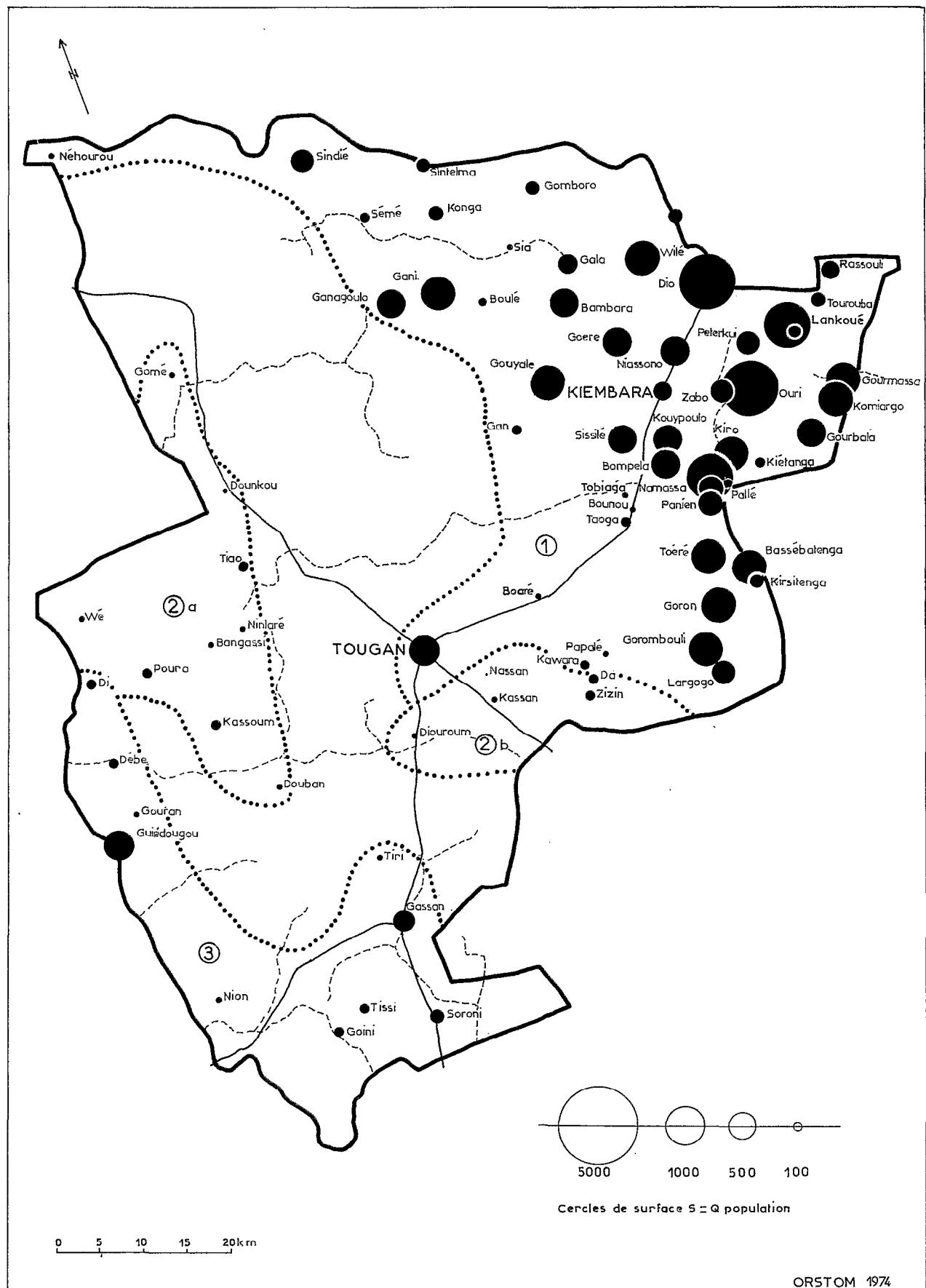


FIG. 6. — Sous-Préfecture de Tougan. Répartition de la population mossi.

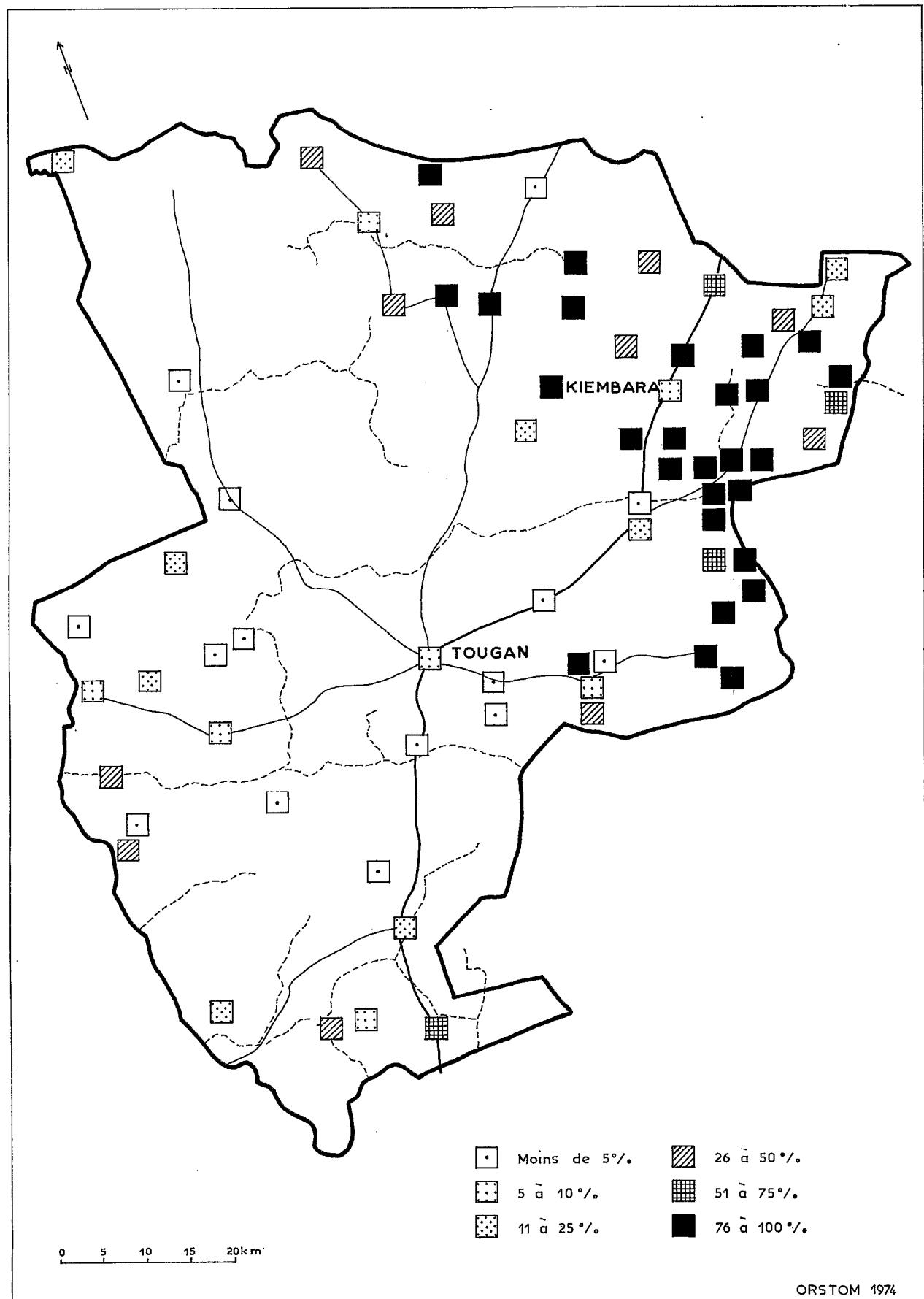


FIG. 7.—Sous-Préfecture de Tougan. Importance relative de la population mossi par village.

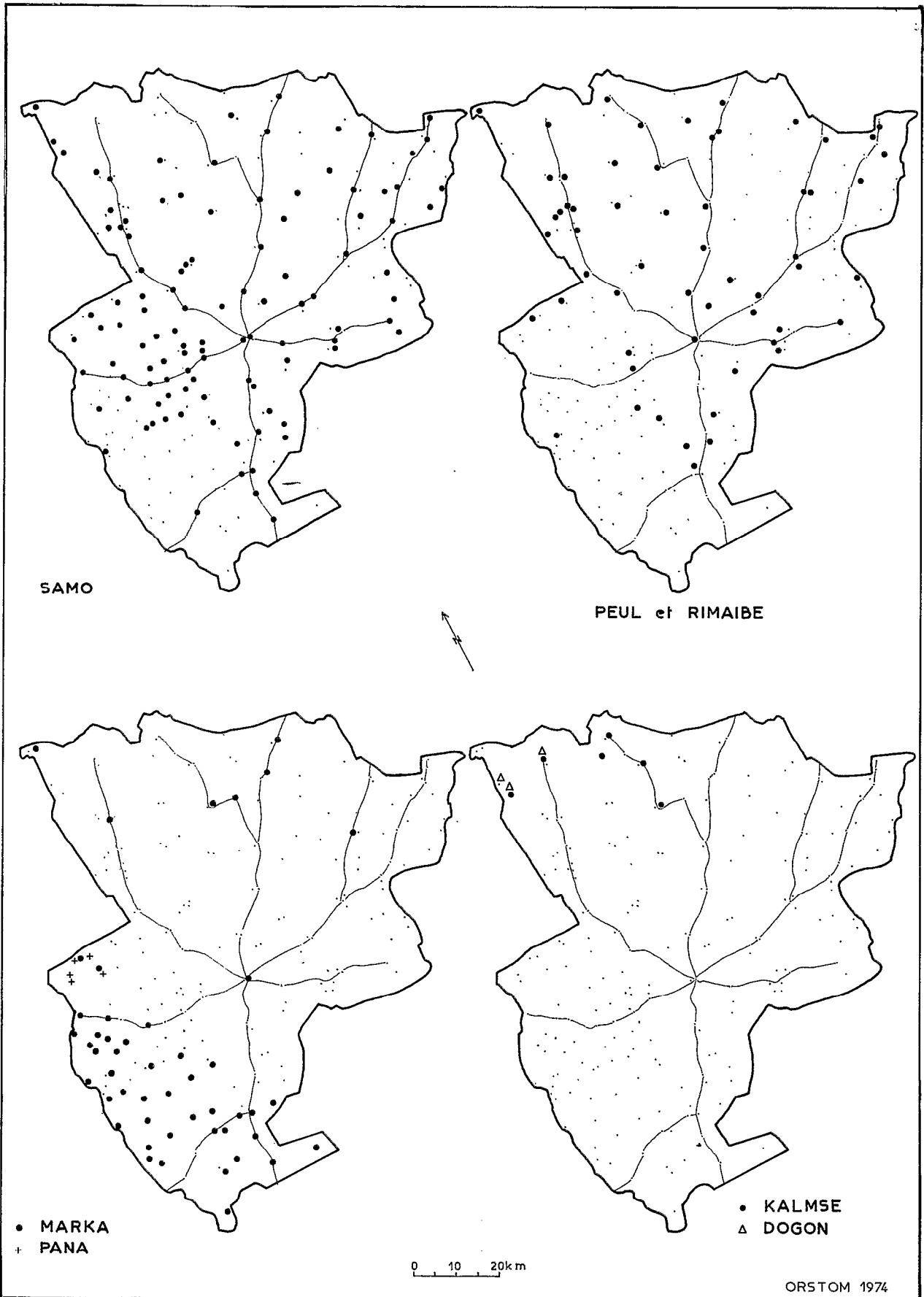


FIG. 8. — Sous-Préfecture de Tougan. Le peuplement autochtone.

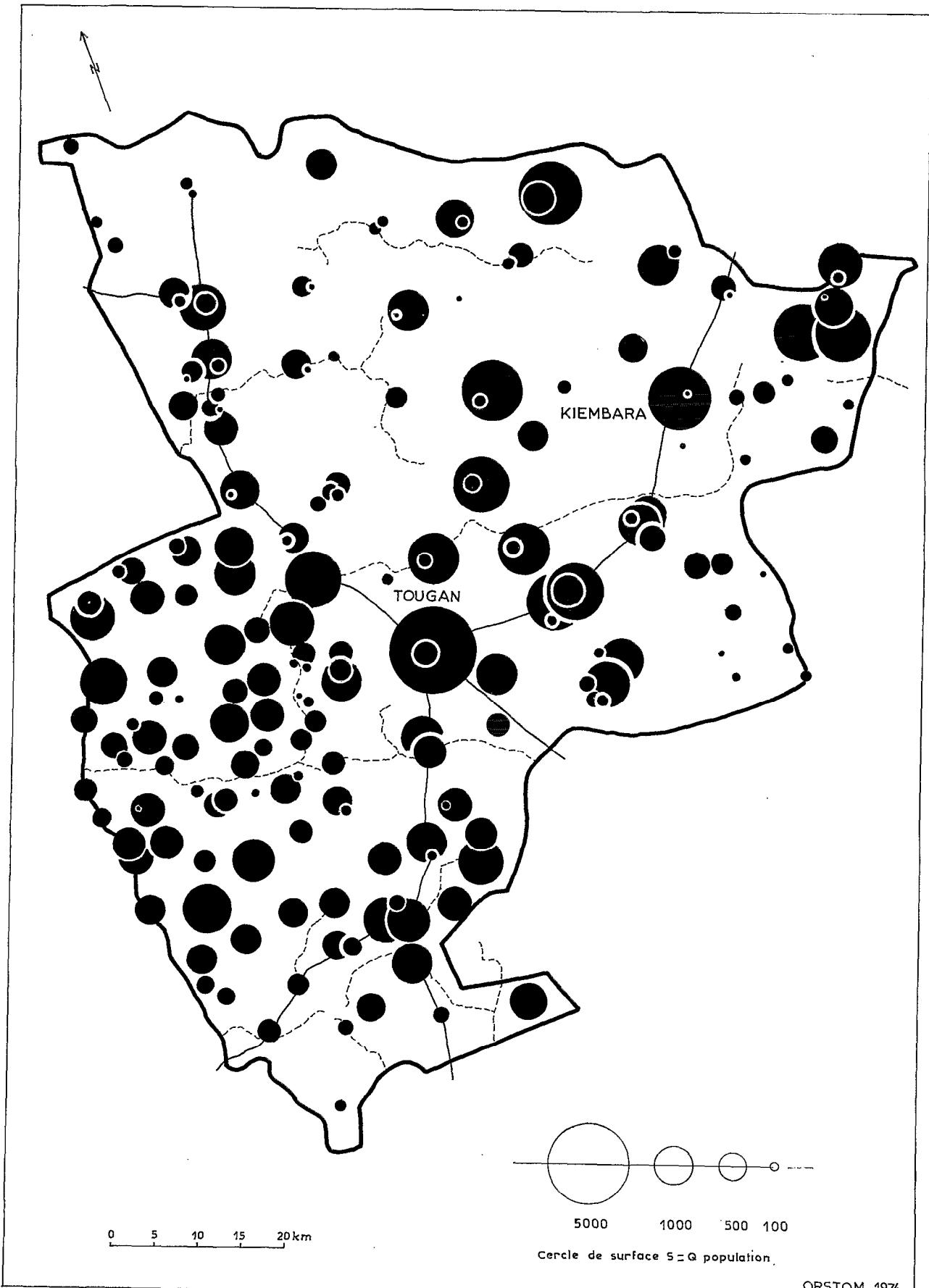


FIG. 9. — Sous-Préfecture de Tougan. Répartition de la population d'accueil.

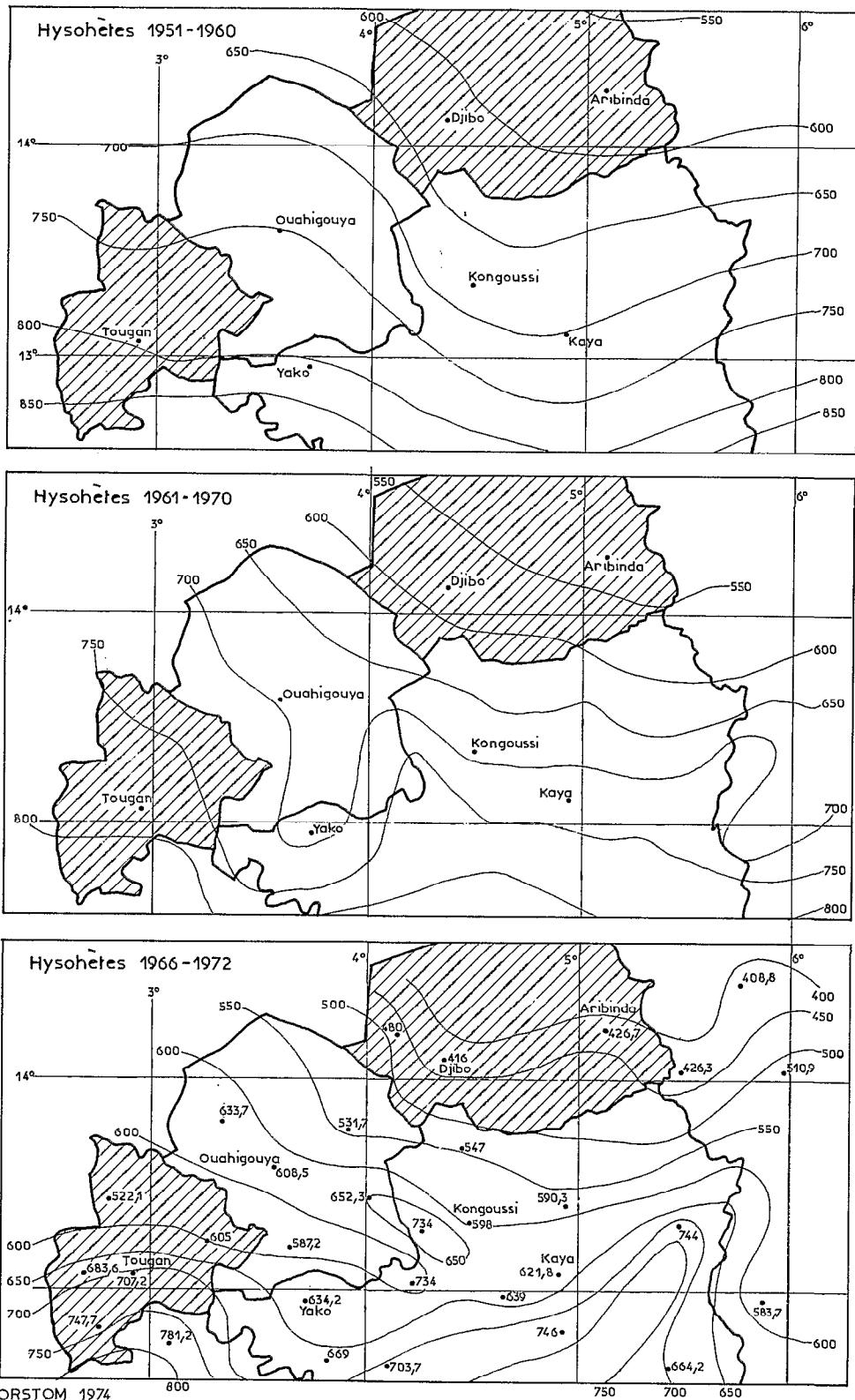


FIG. 10. — Tougan-Djibo. Données pluviométriques.

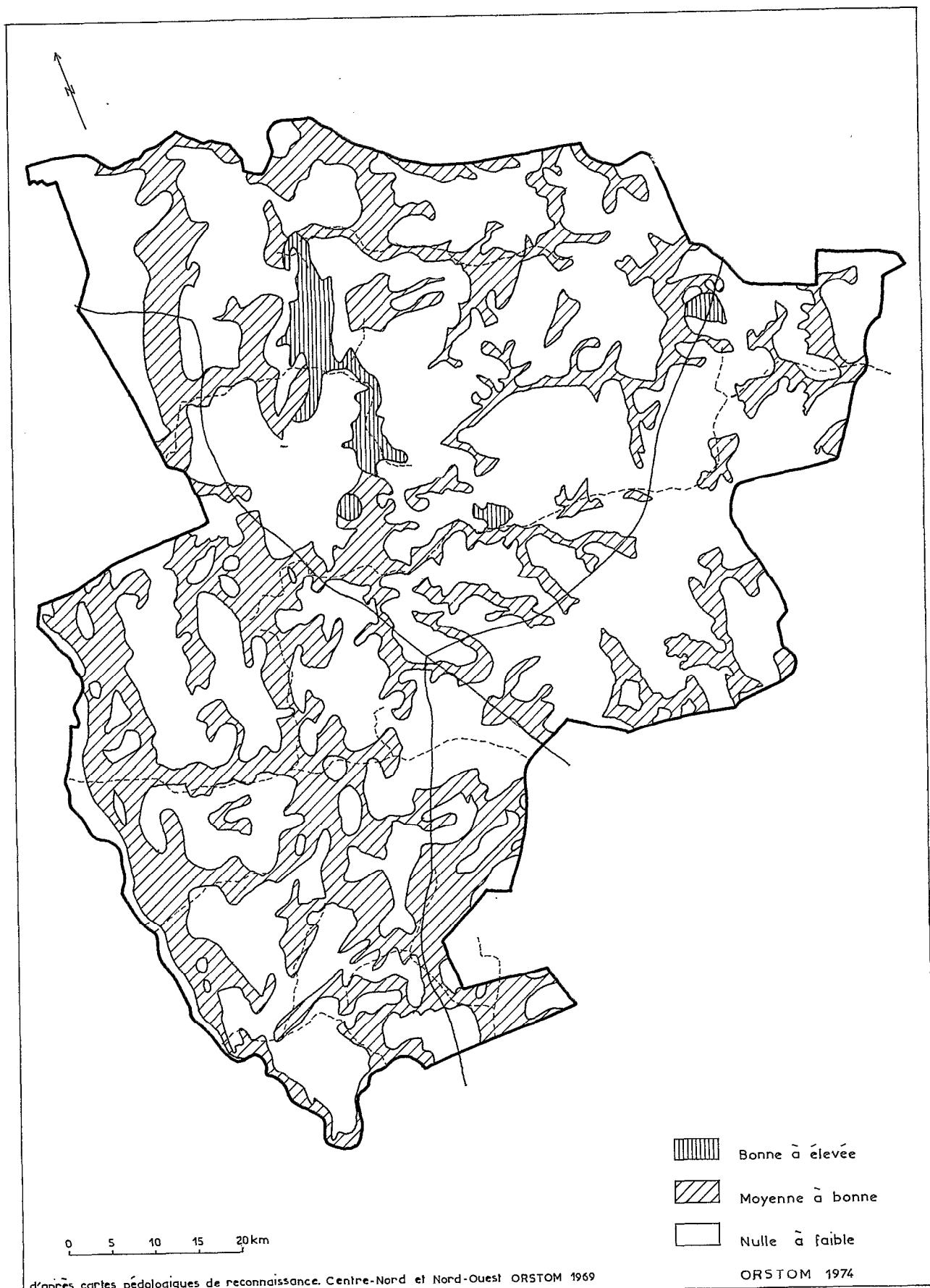


FIG. 11. — Sous-Prefecture de Tougan. Valeur agricole des sols (Esquisse).

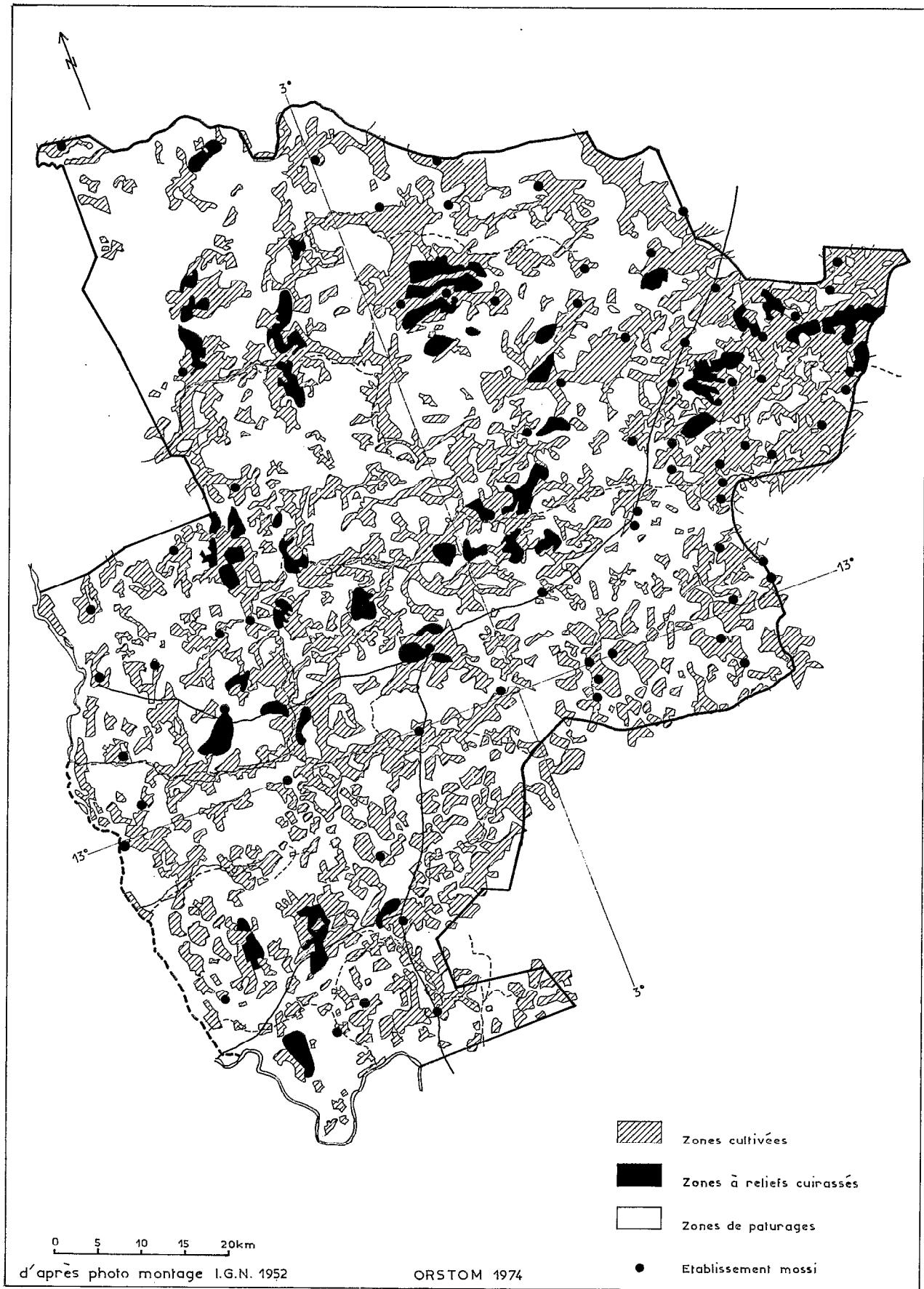


FIG. 12. — Sous-Préfecture de Tougan. Utilisation du sol.

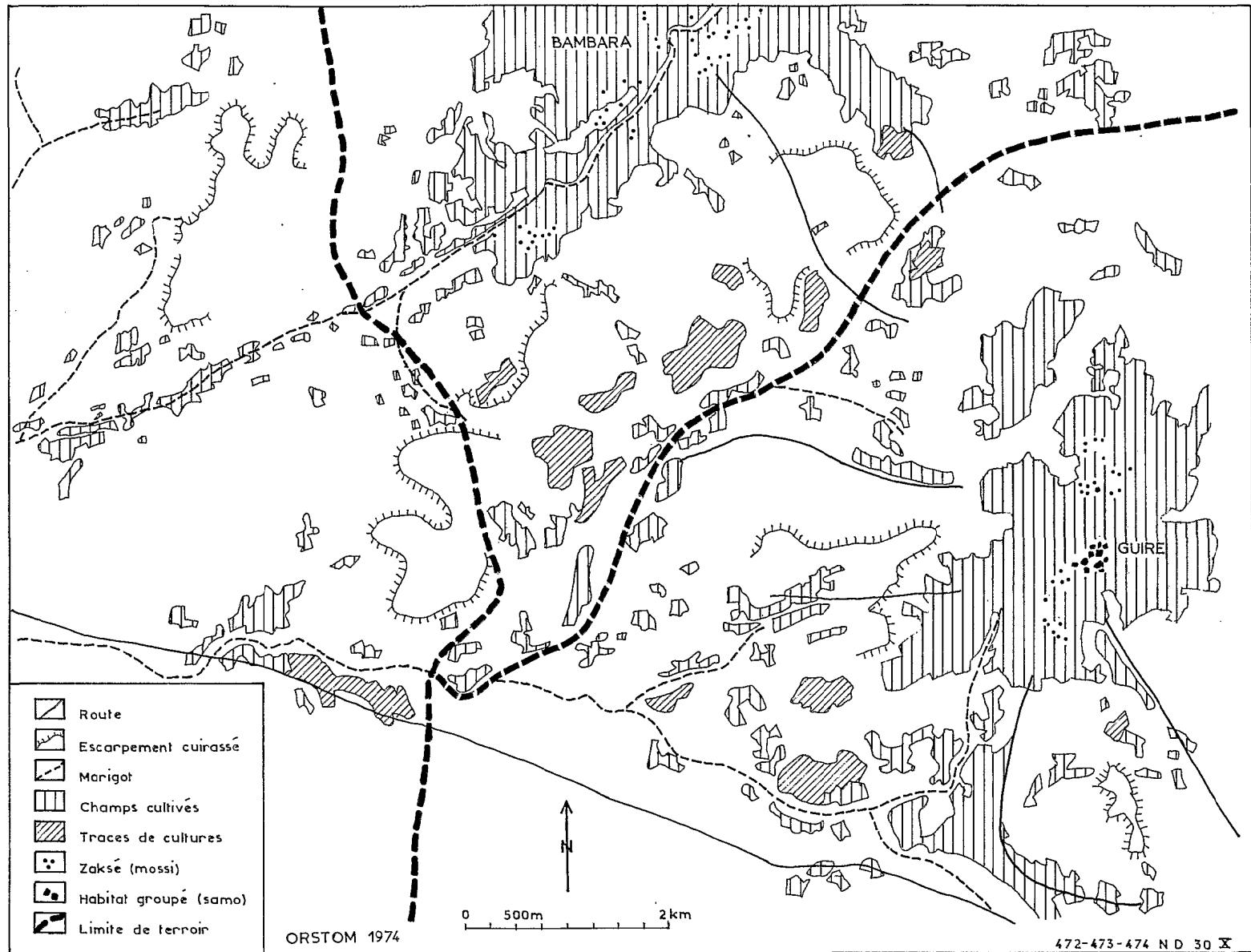


FIG. 13. — Types d'implantation mossi en pays samo (Maya) (Aire 1 « est »).

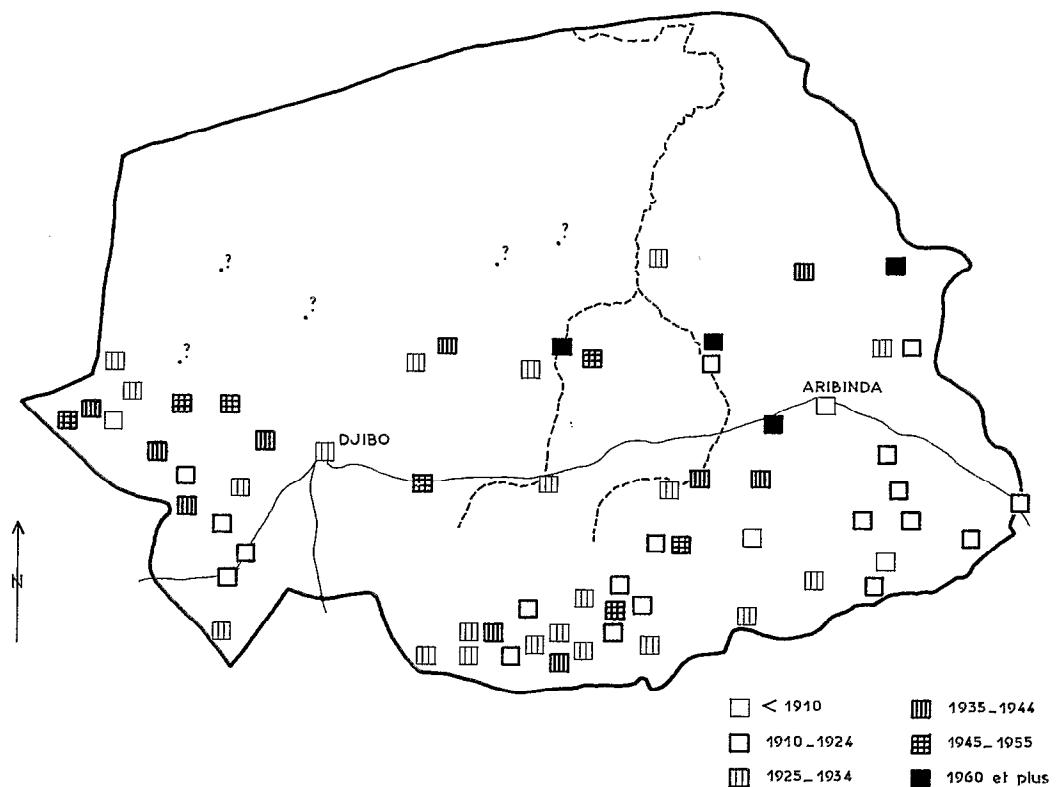


FIG. 14. — Sous-Préfecture de Djibo. Périodes de fondation des établissements mossi.

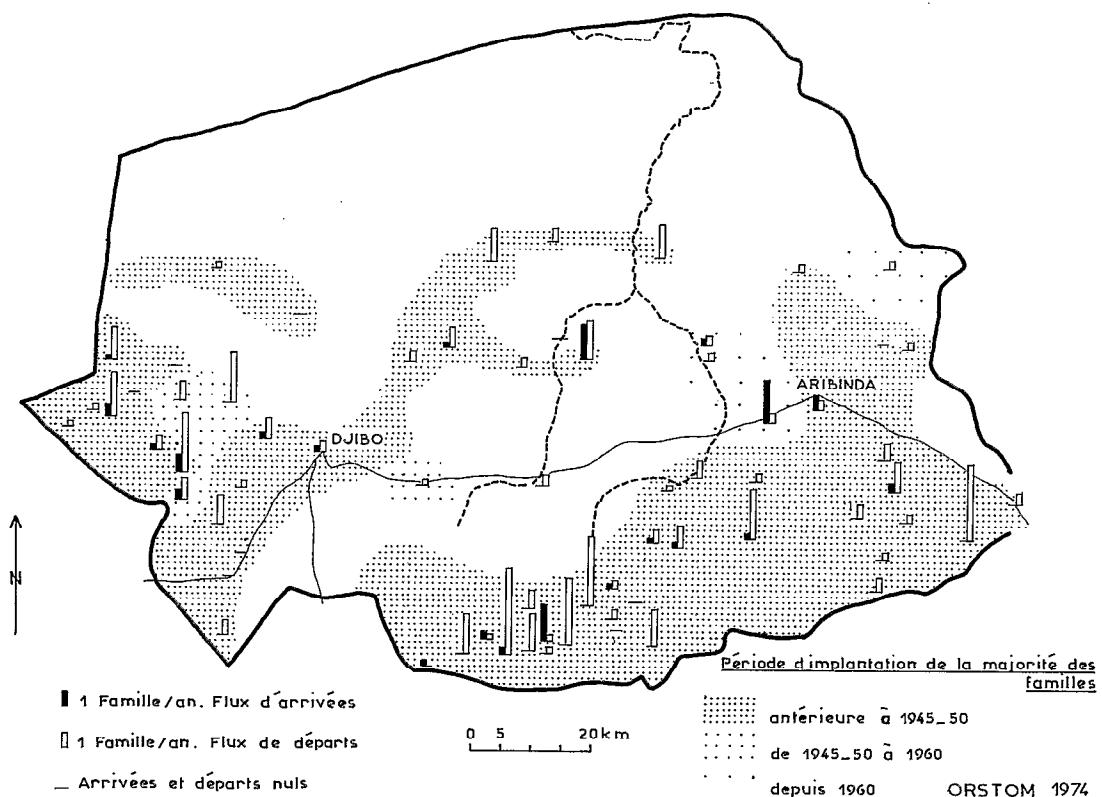


FIG. 15. — Sous-Préfecture de Djibo. Flux migratoires annuels moyens (1965-1973).

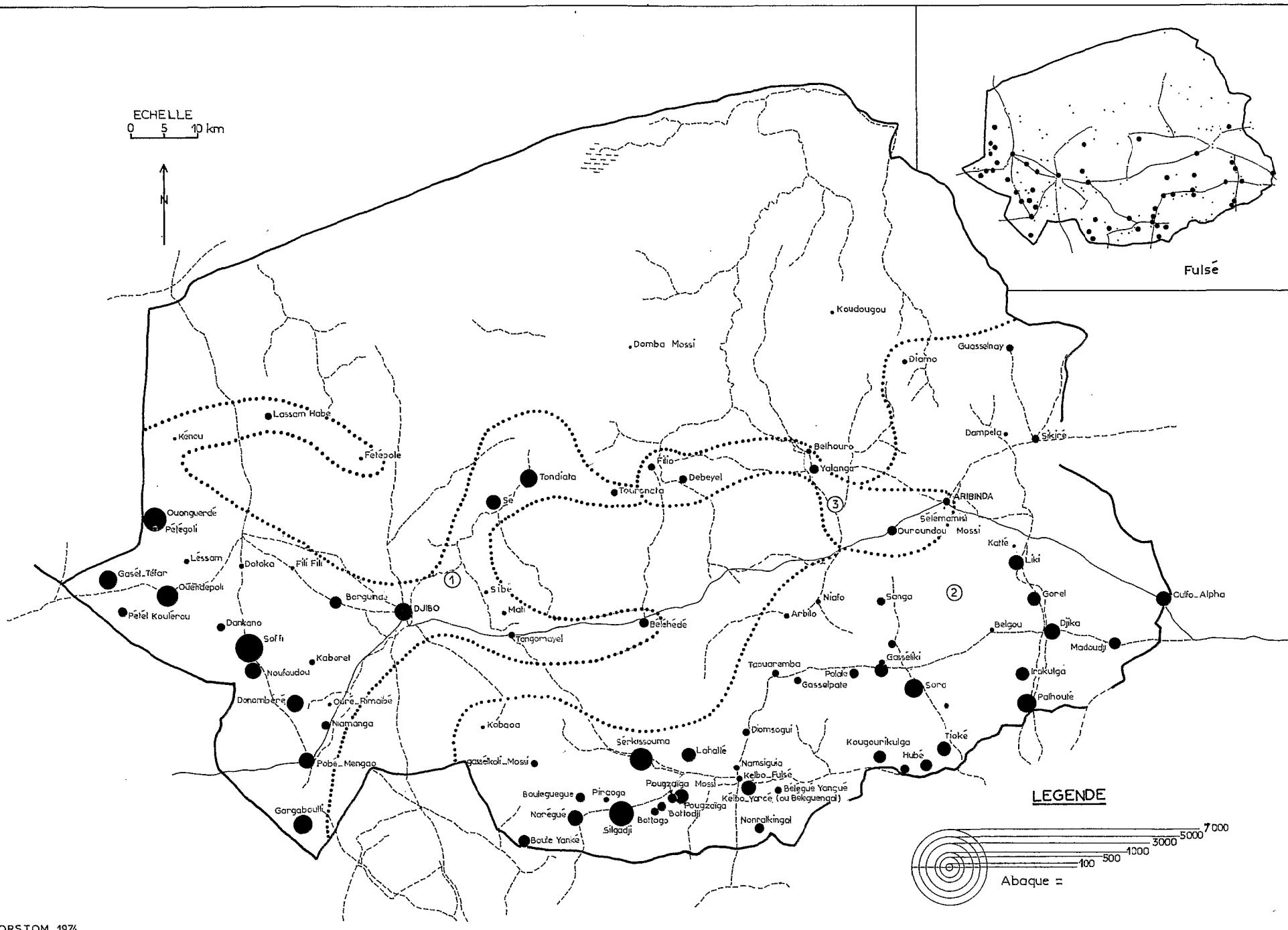


FIG. 16. — Sous-Préfecture de Djibo. Répartition de la population mossi.

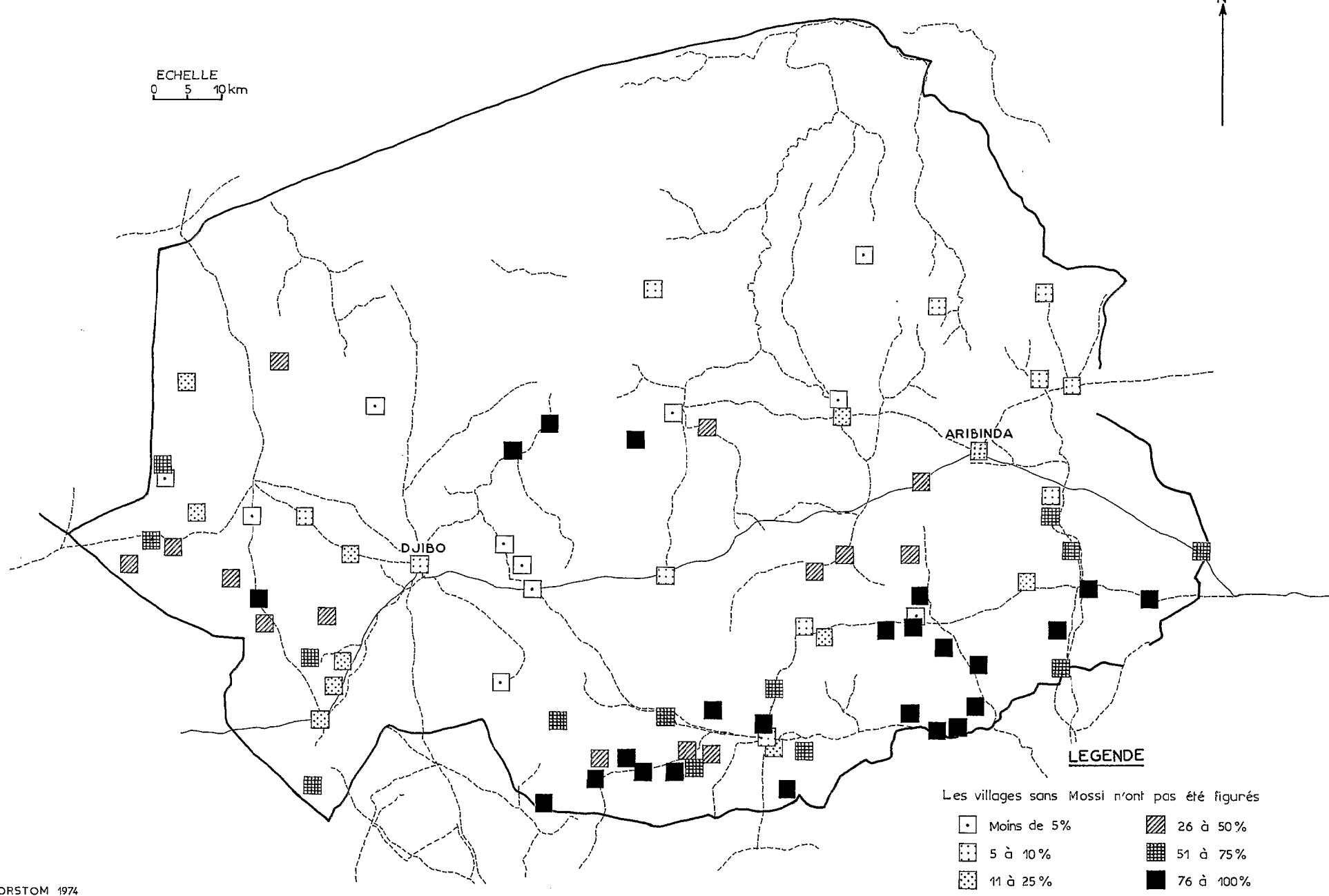
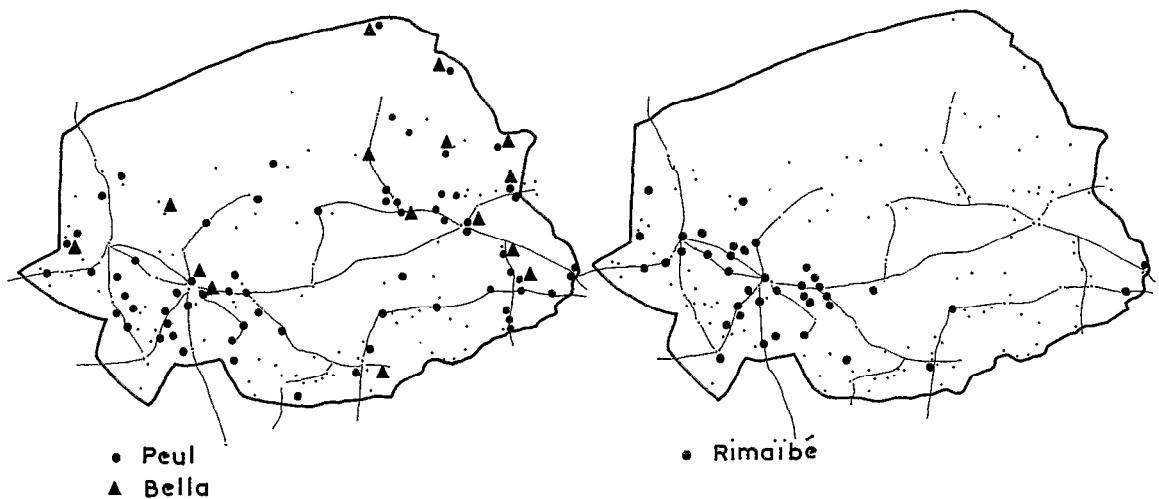
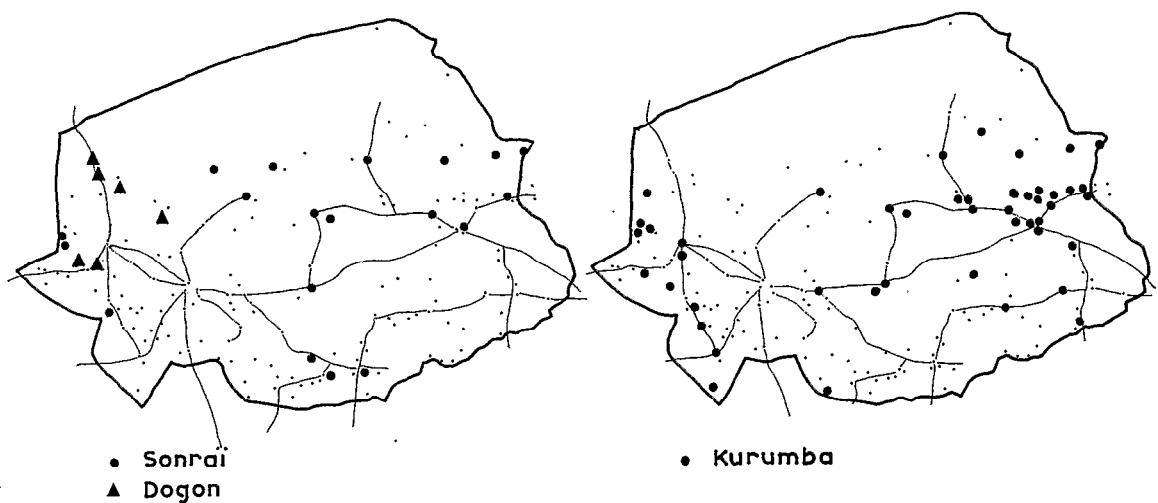


FIG. 17. — Sous-Préfecture de Djibo. Importance relative de la population mossi par village.



N



0 5 25 50 km

ORSTOM 1974

FIG. 18. — Sous-Préfecture de Djibo. Le peuplement autochtone.

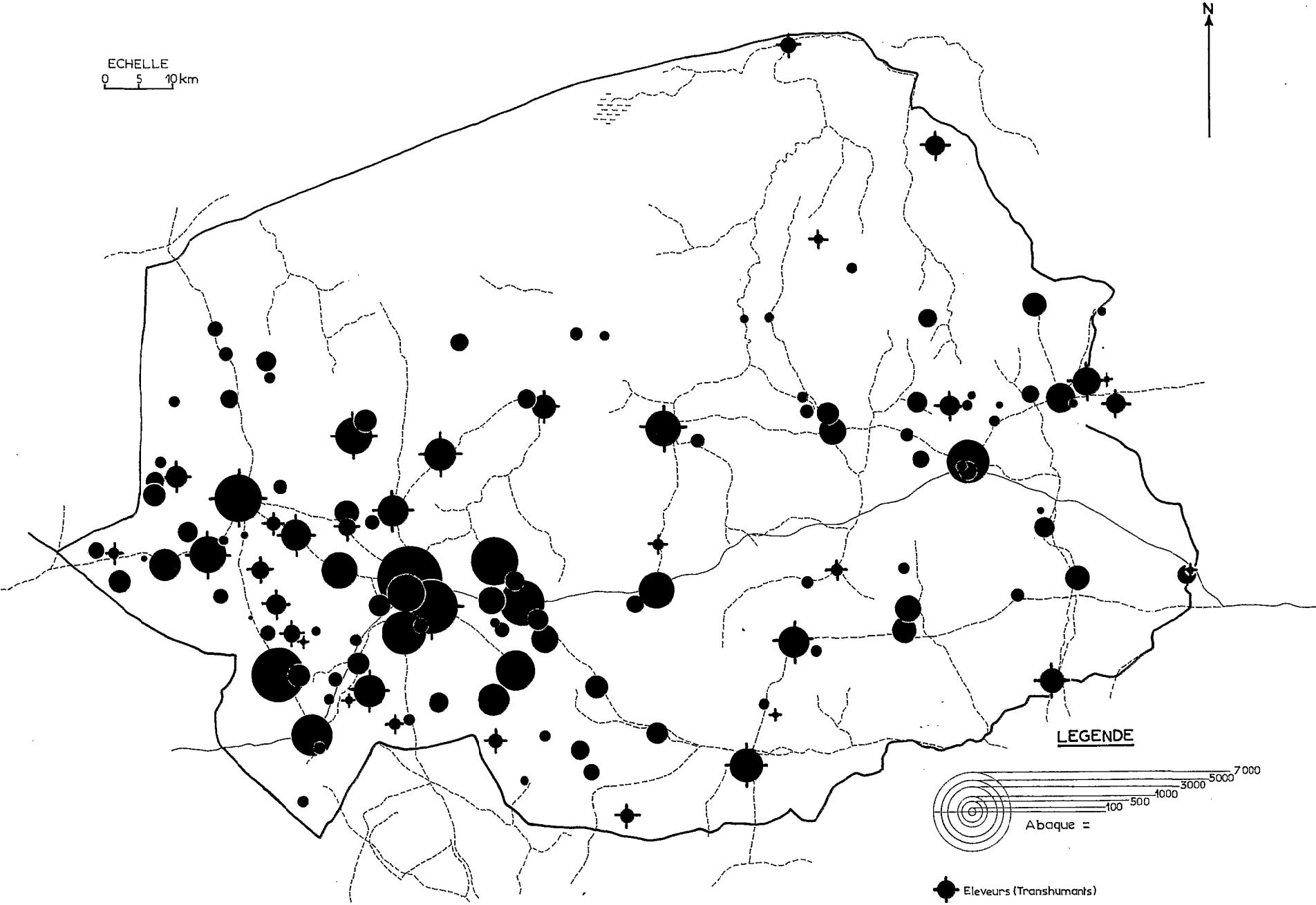
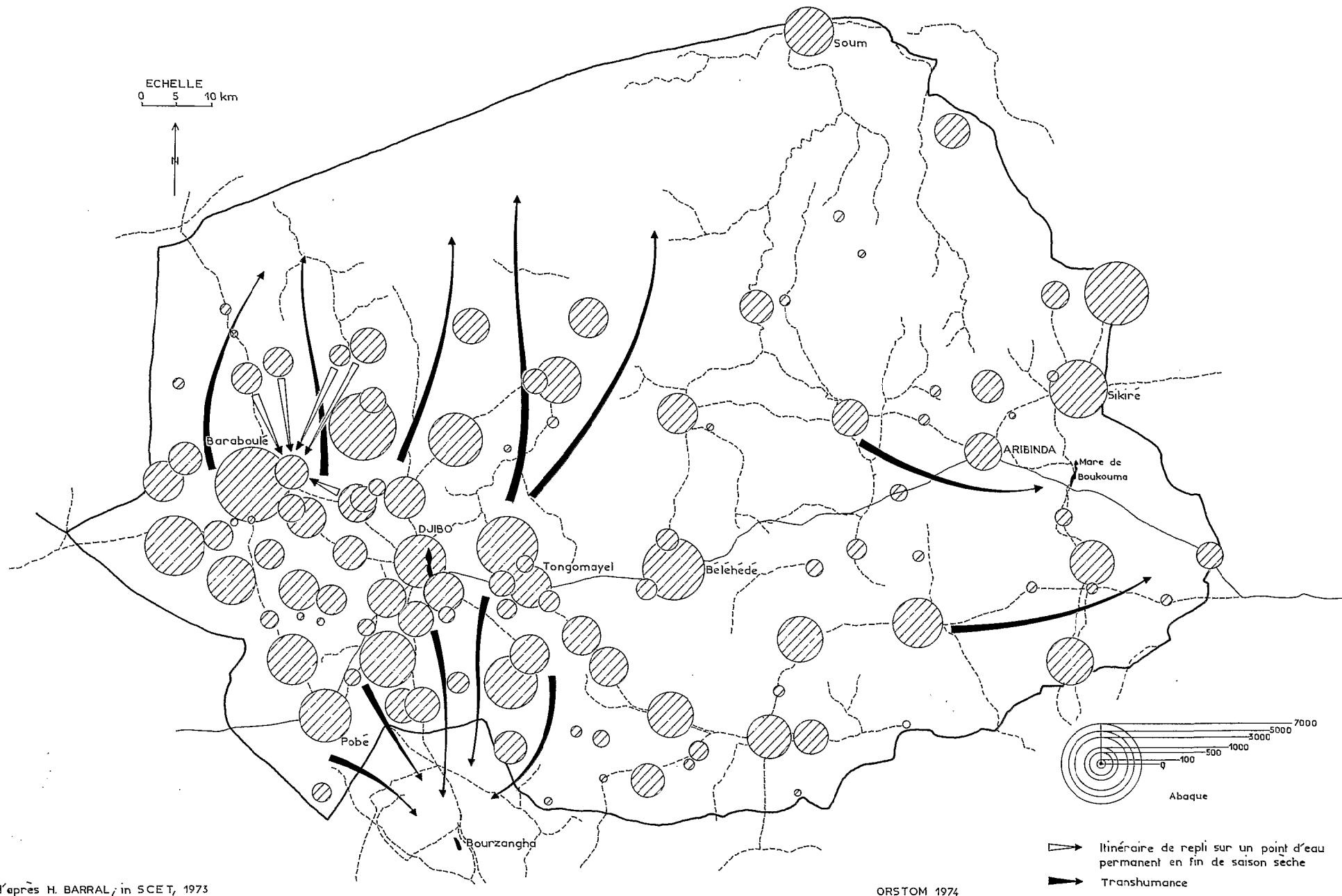


FIG. 19. — Sous-Préfecture de Djibo. Répartition de la population d'accueil.



d'après H. BARRAL, in SCE T, 1973

FIG. 20. — Sous-Prefecture de Djibo. Localisation du cheptel bovin en saison sèche (situation moyenne de mars).



FIG. 21. — Sous-Préfecture de Djibo. Valeur agricole des sols (Esquisse).



FIG. 22. — Sous-Préfecture de Djibo. Utilisation du sol.

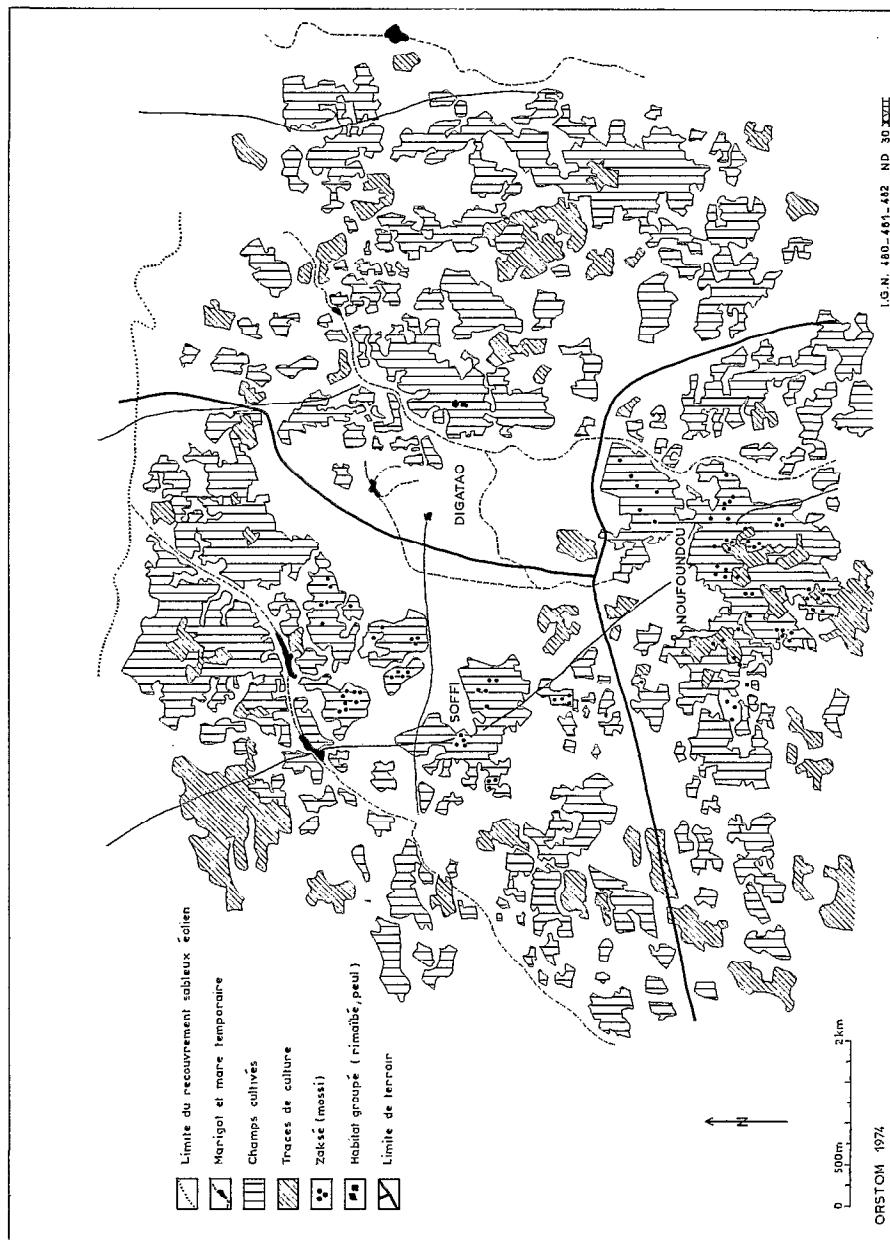
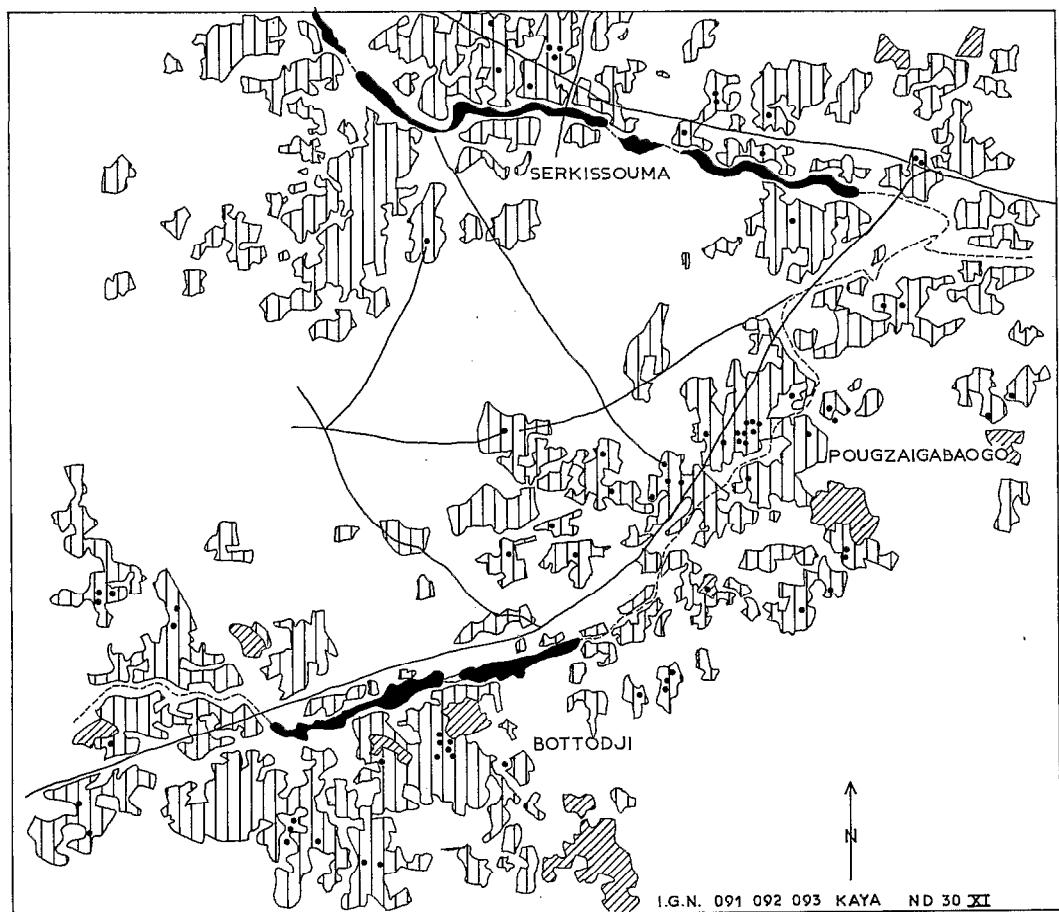


FIG. 23. — Terroirs mossi en pays peul (Baraboulé). (Aire 1 « ouest ».)



- [Icon: diagonal lines] Marigot et mare temporaire
- [Icon: vertical lines] Champs cultivés
- [Icon: diagonal hatching] Traces de culture
- [Icon: dots] Zaké (mossi)

0 500 m 1 km

FIG. 24. — Terroirs mossi du canton de Bottogo. (Aire 2 « est ».)

# 1

## Introduction : les données de l'histoire

Les tentatives de pénétration mossi dans les régions de Tougan et de Djibo ne sont pas récentes, mais elles n'ont pu aboutir à la création de noyaux de peuplement immigré qu'à compter du début du siècle.

A LA FIN DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE, le peuplement mossi qui s'est établi dans le bassin de la Volta Blanche semble stabilisé. La pénétration des franges sahéliennes, à partir des royaumes de Tougouri, Boussouma, Ratenga, Risiam, Zitenga et Yatenga est rendue impossible par la présence songhaï au nord-est puis peul sur tous les confins nord du pays mossi.

L'Aribinda, peuplée de Kurumba (<sup>1</sup>) est devenue province songhaï depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Les Songhaï repoussent des incursions mossi et exercent un contrôle sur les populations gourmantché de la région de Dori. En 1690, les Peul parviennent à Dori et fondent l'émirat du Liptako (état de Sokoto) auquel ils rattachent l'ancienne province songhaï d'Aribinda. Plus à l'ouest, les Peul djelgobe (venus du Hombori) pénètrent le Boussouma à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle et repoussent les Mossi, qui, à partir des royaumes du Ratenga et du Risiam, tentaient de contrôler les Kurumba du Lorum. Seul le royaume du Yatenga n'est pas inquiété. Naba Kango, de Ouahigouya, aide les Djelgobe à secouer la tutelle des chefs peul du Hombori puis du Masina (1834-1837) et « caresse l'espoir d'installer des chefs mossi en lieu et place des chefs peul ». Mais les Peul se soulèvent contre cette occupation et chassent les Mossi de la région de Djibo « où ils étaient particulièrement concentrés » (IZARD, 1970, p. 338). Naba Kango n'en occupe pas moins la région kurumba de Titao, malgré les raids djelgobe (1853-1861). De son côté, le Ratenga entreprend des expéditions de pillage contre les Kurumba d'Arbinda qui connaissent à la même période les premières incursions touareg (venues du nord du Liptako) (<sup>2</sup>).

AU NORD-OUEST, LES SAMO SONT VOISINS DES MOSSI. « Excellents guerriers, groupés en gros villages, ils fixent aux Yatenga Naba une limite occidentale à leurs ambitions territoriales » (IZARD, 1970, p. 379). Tandis que le royaume mossi de Boussou, au sud du Yatenga, exerce une pression sur les villages samo de Toéré et de Goron (Tougan), Naba Kango tente, sans succès, d'intégrer au Yatenga les villages samo maya de Dio, Gomboro, Rassouli et Wilé.

Les Peul de Lankoué (Kiembara-Tougan) n'acceptent également aucune ingérence mossi. De plus, sous le règne de Cheikou Amadou (1818-1845), la rive gauche du Sourou est réunie à l'empire du Masina, qui encercle ainsi le Yatenga.

(<sup>1</sup>) Dans l'état actuel de nos connaissances, les Kurumba constituaient le vieux fond de peuplement du Gourma. Sous l'effet d'un assèchement climatique probable et de circonstances historiques, notamment la fondation de l'empire songhaï, les Kurumba se seraient déplacés vers le sud, où on les rencontre actuellement : Aribinda, Djibo et Yatenga.

(<sup>2</sup>) Les Imrad Oudalan ont pénétré le Liptako à partir de 1827.

DURANT LA SECONDE MOITIÉ DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE, ce sont surtout les pillages qui caractérisent la présence mossi sur les confins septentrionaux de leur pays. Les cavaliers sillonnent notamment le pays samo, y prélevent des captifs vendus aux commerçants dioula ou ramenés dans les chefferies mossi. Les Samo sont soumis aussi aux raids peul d'El Adj Omar, qui prennent en écharpe toute la région de Tougan et des Marka qui, vers 1880, se livrent à une guerre sainte.

Les razzias ont pour résultat de constituer en pays mossi d'importants quartiers et villages de captifs : bingo (de « bingi » : tenir en réserve), notamment au Yatenga.

Il est très probable que ces raids saisonniers sur les régions frontalières se soient intensifiés à la suite des saisons agricoles déficitaires enregistrées en zone soudanienne de 1865 à 1880 et plus particulièrement en pays mossi entre 1879 et 1884.

LA PÉNÉTRATION MILITAIRE FRANÇAISE (1897-1898) met un terme aux opérations de pillage et au trafic des captifs. Une partie de ces derniers, établis en pays mossi depuis quelques dizaines d'années, retournent progressivement dans leurs villages d'origine. C'est le cas notamment des habitants des nombreux villages-réserves du nord et du nord-est du Yatenga (<sup>1</sup>) qui établissent de nouveaux liens avec le pays kurumba, en retournant sur leurs anciens terrains de chasse et de culture de la région de Baraboulé-Djibo. Ce mouvement profite, dans une certaine mesure, à la pénétration pacifique des Mossi dans les régions autrefois soumises à leurs pillages.

Cette nouvelle pénétration des marges connaît une forme plus sporadique lors des disettes, nombreuses au début du XX<sup>E</sup> siècle (1904-1914). Les années de mauvaises récoltes, des personnes isolées ou bien des familles parcourrent les régions limitrophes du Mossi, à la recherche de produits de cueillette, vivent dans la brousse ou se rendent dans les groupements existants pour quelques semaines, puis retournent dans leur village. C'est ainsi que, progressivement, les Mossi des villages frontaliers considèrent les marges de leur pays comme partie intégrante de leur espace de vie. Ils prennent l'habitude de s'y rendre à chaque saison sèche pour y vendre des produits artisanaux contre du mil. Ce sont les gens du Yatenga qui vont tisser ou vendre leurs bandes de coton chez les Samo de Kiembara ou encore des chasseurs qui parcourrent les brousses du Djelgodji et s'y installent parfois (<sup>2</sup>).

Les contacts entre les populations naguère opposées s'accélèrent avec l'installation d'une administration civile. Avec elle commencent le contrôle des populations ( premiers recensements en 1902), l'ouverture des pistes, les prestations (1903) et l'accroissement régulier de l'impôt de capitation. Cet impôt, exigé en monnaie française à partir de 1903 constitue une forme de pression constante qui accélère les mouvements saisonniers et a pour effet de décider des premières installations durables de Mossi dans les zones peu contrôlées. Des mouvements de populations sont perçus en zone pré-sahélienne : « *par suite des exodes des gens du Boussouma, il y a une assez grande confusion. Les feuilles d'impôt portent des chiffres résultant du dénombrement de la population. Or, celle-ci a abandonné certains villages pour en adopter d'autres. Des villages se sont créés ou agrandis au détriment des villages de l'intérieur* » (Dori, décembre 1907). On assiste à une pénétration lente des franges nord, non habitées. Les Mossi de Barsalogho créent des hameaux de culture dans les secteurs parcourus seulement par les troupeaux peul et les chasseurs. La région est une brousse difficilement pénétrable. Le Djelgodji « *n'est pas visité (...) les populations sont peu pénétrées par notre influence (...) les habitants ne connaissent des Français que les passagers ne s'arrêtant que pour exiger des vivres et des porteurs* » note le chef de poste de Djibo en 1905.

Ces créations de nouveaux établissements dans les zones peu contrôlées s'accélèrent à partir de 1914 en pays samo et vers le nord après la constitution de la colonie de Haute Volta (1919). La conscription, les corvées de portage, les recrutements de travailleurs, les cultures obligatoires et l'accroissement continu de l'impôt provoquent l'apparition d'aires « de refuges » sur le pourtour du pays mossi.

La famine de 1914 amorce une vague d'installation en pays samo. Une dizaine d'établissements mossi prennent corps le long des limites occidentales du Yatenga. Les jeunes gens qui fuient la conscription gagnent également des villages samo et « *la population des villages-abris les protège* » (Ouahigouya, octobre 1917). Par ailleurs, le Yatenga Naba fait valoir, auprès de l'administration française, des anciens droits sur certains villages samo maya-

(<sup>1</sup>) A proximité des Tensobanâmba (« commandements militaires ») dépendant du Widi, tels Kossuka, Windigui, Oula et les villages contrôlés par le Balum et le Rassam.

(<sup>2</sup>) Le chasseur est un professionnel, un homme craint pour son courage, son endurance et son pouvoir occulte. Il vit en brousse où il sait se concilier les génies. Les chasseurs ont joué un rôle considérable dans la prospection des terres de colonisation.

et parvient à faire nommer des chefs mossi dans la subdivision de Lankoué, jusqu'en 1927. De 1914 à 1930, une vingtaine d'établissements mossi sont créés dans le Samorodougou.

Au nord, après l'installation des Mossi à Kelbo en 1910, des concessions s'établissent chaque année le long des marigots de Goret<sup>(1)</sup>. « *Ils y cultivent du mil que les gens de Kaya viennent acheter (...) il s'en suit des migrations à causes attractives en dépit des ordres formels donnés au chef de canton d'Aribinda de ne pas tolérer l'installation de Mossi* » (Dori, 1922). L'administration ne connaît que deux villages d'immigrés recensés : Pelhouté et Irakulga, mais elle s'inquiète : « *Irakulga et non une enclave ni une piqûre dans le cercle de Dori, mais un îlot ethnique formé il y a dix-huit ans. D'autres sont venus et il en viendra beaucoup d'autres car ce qui les attire maintenant c'est non seulement les liens de parenté, la fertilité d'un terrain où il y a des mares permanentes, mais aussi la perspective d'échapper plus facilement aux exigences de l'administration en s'installant le plus loin possible de Kaya* » (Dori, juillet 1922).

En 1928, les premiers recensements numériques, signalant la présence de Mossi « *venus depuis un temps plus ou moins loin et pour lesquels le cercle de Kaya réclame l'impôt* », sont effectués. « *La majeure partie des gens signalés par Kaya ont été retrouvés* ». En 1931, un nouveau contrôle a lieu : « *J'ai averti le chef de canton et les notables que les Mossi qui ne seraient pas venus se déclarer à Dori (à plus de 80 km) seraient mis en demeure de supprimer les habitations qu'ils auraient pu édifier et de repasser la limite du cercle de Kaya* » (Gouvernement de la Haute Volta, septembre 1931). Pour mieux contrôler la région, une piste est ouverte de Kelbo à Djika. Cependant, le 1<sup>er</sup> janvier 1933, l'Aribinda est rattaché au cercle de Ouahigouya (colonie du Soudan) et se trouve ainsi encore plus éloigné du chef-lieu qu'il ne l'était de Dori. Pendant longtemps encore, le chef de canton sera accusé « *d'attirer les populations en ne les déclarant ni pour l'impôt, ni pour le recrutement, ni pour les prestations* » (Ouahigouya, 1932).

LE DÉCRET DU 5 SEPTEMBRE 1932 DÉMANTÈLE LA HAUTE VOLTA. En conséquence, le cercle de Ouahigouya ainsi que Tougan et Djibo sont rattachés au Soudan, tandis que les autres cercles du Mossi sont intégrés à la Haute Côte d'Ivoire. Les populations de ce dernier territoire vont connaître un régime administratif plus dur que celui du Soudan (recrutements massifs pour la Bassc Côte). Alors que l'émigration des Mossi de Ouahigouya, sous la forme de mouvements de fuite est moins importante que dans les autres cercles du Mossi, les régions de Tougan et de Djibo deviennent des zones de refuges pour les Mossi de la Haute Côte d'Ivoire.

A Tougan, le réseau de villages en place facilite l'accueil des nouveaux immigrants. Le recensement de 1936 signale 9.850 Mossi (subdivision de Toma, à l'ouest de Yako, comprise) et en 1939, la subdivision de Tougan à elle seule compte 8.505 Mossi ; ce qui permet d'estimer à 3 à 4.000 personnes l'apport migratoire en trois ans. En 1939, les immigrés représentent 6 % de la population de Tougan. Aux anciens villages qui grossissent, viennent s'ajouter des nouveaux dans le canton de Da et dans toute la zone longeant le pays mossi (Fig. 2 et 6). Le front de pénétration avance également à Toma, dans le canton de Yaba. Les nouveaux colons sont originaires soit du Yatenga (disettes de 1940 à 1943) soit du cercle de Koudougou (Haute Côte d'Ivoire). L'administration perçoit mal cette immigration : « *quelques Mossi viennent s'installer temporairement dans le cercle pour y faire des cultures* » (Tougan, 1939).

AU NORD, LES MOSSI DE KAYA continuent de s'implanter dans l'Aribinda et plus à l'ouest, dans le cercle de Dori, qui relève de la colonie du Niger et où les recrutements n'ont pas lieu. L'administrateur de Ouahigouya décide alors d'intervenir « *dans la brousse imprécise située sur les confins des cercles de Kaya et de Ouahigouya, où se regroupent tous les éléments indésirables de toutes races, qui vagabondent dans cette zone dépourvue de villages et qui, à notre connaissance, n'est jamais visitée par les européens des deux cercles* » (Ouahigouya, 1933). « *Il importe de mettre un terme à cette situation. Aussi les chefs de famille qui échappent à la charge de prestations et dont certains ne paient même plus l'impôt depuis plusieurs années, seront prochainement recensés et regroupés en village ayant à leur tête un chef mossi* » (Ouahigouya, 1937). Le recensement, qui débute en 1938, révèle la présence de « *14.800 habitants appartenant à des familles installées isolément en brousse et ne dépendant d'aucun groupement* ». La décision est prise de créer dans le canton de Tongomayel, 17 villages groupant 7.354 habitants, dans le canton de Baraboulé, 10 villages de 3.445 habitants et dans celui de Djibo, 10 villages de 4.000 personnes ». Pour affirmer politiquement ce contrôle, le Gouverneur du Soudan décide la création d'un nouveau canton mossi : Bottogo (« *qui attendrit ce qui résiste* ») dépendant du Yatenga Naba. Tout ceci provoque un certain « *glissement* » des populations vers le nord, qui tentent d'échapper de nouveau à l'administration. Des établissements « *avancés* » en pays peul sont créés, mais le mouvement vers le nord est contrarié par une série d'années peu pluvieuses (1943-1948).

(<sup>1</sup>) Kelbo est situé à vol d'oiseau à 55 km au sud-est de Djibo et Goret à 20 km au sud d'Aribinda.

LE 4 SEPTEMBRE 1947, LA HAUTE VOLTA EST REMEMBRÉE, les prestations abolies, la libre circulation autorisée. L'administration devient plus conciliante. Des familles émigrées reviennent s'établir dans leur village d'origine. Cependant, les établissements créés au cours de la période précédente, à Tougan comme à Djibo, ne sont pas abandonnés pour autant.

A Tougan, on enregistre toujours un flux migratoire provenant des circonscriptions voisines : Yako et Ouahigouya. De 1951 à 1956, le nombre d'immigrés mossi passe de 19.500 à 26.700 note IZARD (1959) et le groupe mossi représente 14 % (1951) puis 16,5 % (1956) de la population du cercle de Tougan. Des quartiers mossi relevant jusqu'alors des villages samo sont déclarés « indépendants » par l'administration (canton de Da et Kiembara). Outre les liens familiaux qui unissent les colons à leurs villages d'origine et qui entretiennent le courant migratoire, il apparaît que l'immigration à Tougan est renforcée par une prise de conscience des conditions médiocres offertes à l'agriculture en pays mossi, alors qu'à quelques dizaines de kilomètres à l'ouest, des espaces libres existent dans un pays connu, où vivent des parents et amis depuis plusieurs années. Par ailleurs, il est permis de supposer que des familles mossi, établies « clandestinement » dans la région, se soient fait connaître de l'administration, au cours des années 50. Ainsi peut-on mieux apprécier l'accroissement de 8.000 Mossi en cinq ans, constaté dans les cahiers de recensement. Quoi qu'il en soit, de nouveaux immigrants s'établissent dans le canton de Da (4.000 Mossi en 1954) et dans les vieux établissements de Kiembara où les Mossi se considèrent désormais comme étant les maîtres des lieux. Ils sont 18.000 dans ce secteur et plus nombreux que les Samo. Plus à l'ouest, en pays marka, des petits essaims d'immigrés se constituent. Ils se multiplient dès que la nouvelle se répand d'un futur aménagement de la vallée du Sourou. Au total, entre les régions mossi, de Thiou à Bagaré, et le confluent du Sourou et de la Volta Noire, sur une profondeur d'une soixantaine de kilomètres, près de 30.000 Mossi sont implantés en 1960. Dans la région pré-sahélienne, depuis que le contrôle administratif s'exerce sur les villages de colons, peu de nouveaux établissements ont été créés, si ce n'est le long des cordons dunaires, au nord de Baraboulé, à l'ouest d'Aribinda (2 établissements près de Yakala) et à l'est de Dori. Cependant, les anciens villages d'immigrés continuent de recevoir des familles venues de Seguénega et de Kongoussi, pour le Djelgodji, et de Kaya et de Tougouri pour l'Aribinda et Dori.

Ce mouvement sud-nord est favorisé par les bonnes conditions pluviométriques des années 50. Toutefois, pour des raisons politiques (suspension du chef de canton de Bottogo en 1954), on enregistre dans ce canton des départs à destination de Tougan et des retours vers Kongoussi. En 1960, les groupements mossi, accompagnés de nombreuses concessions dispersées en brousse, constituent en zone pré-sahélienne un peuplement de 14.500 Mossi (<sup>1</sup>).

Depuis une quinzaine d'années, la dynamique migratoire s'est atténuée dans les deux régions que nous étudions. Les principaux facteurs d'émigration (« répulsifs », d'ordre administratif et politique) ayant cessé, les migrations mossi ont pris un caractère essentiellement agricole et, de ce fait, les implantations nouvellement choisies correspondent aujourd'hui à des sites bien particuliers et attractifs. C'est ainsi que l'ouest de la Haute Volta (bonne pluviosité, attrait du coton) connaît actuellement une immigration massive, tandis que les régions de Tougan et surtout de Djibo se comportent comme des aires de départs alimentant les nouveaux foyers d'immigration rurale. Une certaine saturation de l'espace cultivable, des conditions atmosphériques très mauvaises sont autant de nouveaux facteurs répulsifs, venus récemment accélérer les mouvements d'émigration à partir des anciennes aires « de refuges » de l'époque coloniale.

\* \* \*

Le fait migratoire mossi en pays samo et peul-kurumba, analysé entre 1972 et 1974, est la résultante des circonstances historiques évoquées, des flux plus ou moins entretenus, au cours des quinze dernières années, entre les pays d'origine et les établissements de colons, ainsi que de la réceptivité des milieux d'accueil.

Nous analyserons successivement le fait migratoire proprement dit, puis les zones de départs en pays mossi et enfin les milieux d'accueil, à partir de quelques variables fondamentales.

(<sup>1</sup>) L'effectif n'a pas varié depuis le recensement de 1938. M. IZARD (1959, p. 51) donne le chiffre de 25.289 Mossi dans le cercle de Djibo en 1957. Cette information provenant des recensements serait erronée ; les agents recenseurs assimilant les Kurumba (autochtones) aux Fulbe et Mossi (immigrés).

## 2

# Le fait migratoire

Pour apprécier la valeur des flux migratoires, les cahiers de recensement villageois, détenus par les services de l'Administration, ont été dépouillés, village par village. Puis, les établissements abritant des groupes mossi ont été l'objet d'enquêtes (1972).

Dans les cahiers de recensement récents, les noms de famille mossi « sondre » ont permis de déceler les immigrants, non sans difficultés, notamment à Djibo et à Aribinda. En effet, il est nécessaire de faire la plus expresse réserve sur l'utilisation des mêmes sondre ou patronyme, devises-noms, par plusieurs groupes ethniques. C'est ainsi, pour prendre un exemple connu, que « sawadogo » s'applique non seulement, et traditionnellement, aux Kurumba mais aussi à des sous-groupes mossi : Saba (forgerons du Yatenga), Fulse (Kurumba assimilés plus ou moins aux Mossi au XIX<sup>e</sup> siècle, Tengsobn damba (« maîtres de la terre », d'origine nyonyose : ancien fond de peuplement) quand ce n'est pas à des groupes résultant d'alliances matrimoniales anciennes entre Kurumba et Mossi et Kurumba et Songhai.

Les noms des chefs de famille supposés mossi ont été relevés par village ainsi que les effectifs familiaux et les dates de naissance des chefs de famille. L'enquête de terrain a consisté à retrouver ces familles, à vérifier leur appartenance ethnique (Mossi-Fulse-Kurumba) et à connaître leurs origines, leurs dates d'installation et leurs étapes migratoires éventuelles.

Une carte de travail, qui n'est pas présentée ici, a été construite à partir des effectifs familiaux spécifiquement mossi, habitant dans les villages enquêtés, que ces familles soient anciennement ou récemment établies.

A la lecture de ce document de recherche, on a pu remarquer que les mouvements migratoires se sont effectués sur des distances d'une centaine de kilomètres pour la région nord — 150 km étant la distance maxima entre villages d'origine et villages d'accueil (Kaya-Aribinda) — et sur des distances de 50 km en moyenne pour la région nord-ouest.

Une ligne de partage de flux se dessine nettement dans le Yatenga. On a pu distinguer un « bassin versant » englobant Kongoussi, Tikaré, le nord de Seguénega, Titao et l'est de Ouahigouya, qui a alimenté les établissements de colonisation de Baraboulé, Djibo, Tongomayel et Bottogo, au nord. Un second « bassin versant », occidental cette fois, s'étendant sur l'ouest de Ouahigouya, Gourcy, Bagaré et Yako a fourni pour sa part les Mossi installés à Kiembara et à Tougan.

Au nord-est, un faisceau de flux se distingue, bien à part ; il est orienté sud-nord entre les circonscriptions de l'actuel département du nord-Mossi : Barsalogho, Kaya, Pissila, Boussouma et Tougouri et la région d'accueil d'Aribinda (Fig. 1).

Ce phénomène de « glissement » des populations mossi habitant les marges de leur pays vers les aires d'accueil proches est un caractère fondamental des mouvements migratoires dans la zone septentrionale de la Haute Volta : les mêmes régions d'origine fournissant les mêmes aires d'accueil. On observe également que ces mouvements sont directs, sauf pour quelques établissements « avancés » à l'intérieur des territoires d'immigration. Dans ce cas les immigrants ont d'abord fait étape dans les villages de colonisation qui jalonnent la limite de leur pays.

Les figures 4 et 14 révèlent précisément que ces établissements « pionniers » ont été constitués tardivement ; l'essentiel du peuplement s'étant concentré entre 1910 et 1935 dans un semis de villages assez dense, en bordure du pays mossi. A compter de 1930, tandis que de nouveaux établissements sont créés à l'intérieur du semis de villages en place, des petits groupes de colons pénètrent plus avant et s'implante en « avant-garde » du front de colonisation.

Leurs effectifs resteront réduits à quelques exceptions près, notamment l'ensemble Touronata-Sé-Tondiata, à Djibo (Fig. 6, 16 et Fig. 7 et 17).

Le rythme des installations a faibli à compter des années 1955-1960, surtout à Djibo. Le rapport des arrivées et des départs, par année et par village (Fig. 5), montre nettement une dynamique de l'immigration en baisse dans les zones de Kiembara et de Tougan, alors que plus à l'ouest, vers le Sourou, les colons s'installent encore actuellement. A Djibo (Fig. 15), le mouvement d'immigration semble non seulement tari, mais des départs importants sont enregistrés depuis 1968 ; soit des retours en pays d'origine, soit des mouvements vers les aires d'immigration actuellement actives de l'ouest de la Haute Volta (Dédougou-Nouna-Solenzzo). Le déficit pluviométrique enregistré en zones sahélienne et nord-soudanienne et ses effets (récoltes nulles et tarissement des puisards) ont précipité les départs, à Djibo, de 1970 à 1974. Actuellement, on peut conclure à un reflux (temporaire ou définitif ?) des Mossi établis à Djibo, tandis qu'à Tougan, la zone de colonisation frontalière se dégarnit au profit des établissements « avancés » proches du Sourou, mais aussi des aires d'immigration situées au sud-ouest de la Haute Volta. Un basculement des flux migratoires s'est donc opéré.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1973, la répartition des établissements mossi, selon la période d'installation de la majorité de leurs habitants était la suivante :

ETABLISSEMENTS DE TOUGAN (noms des villages, nombre de familles et d'immigrés)

*Avant 1930 :*

Diourum	1	16	Panién	42	412
Gomboro D.	3	44	Sindié	46	362
Boaré	4	25	Goron	54	505
Sia	6	51	Niassono	58	570
Sémé	9	63	Gouloubala	58	603
Gan	9	83	Goéré	62	590
Boulé	10	66	Gourmassa	69	765
Pallé	10	100	Kirio	82	903
Gomboro S.	11	108	Tougan	85	568
Kiéntenga	12	100	Toéré	88	819
Largogo	15	161	Komiargo	91	896
Péterkuy	19	343	Gorombuli	93	827
Konga	21	229	Willé	94	914
Tourouba	25	207	Lankoué S.	128	1.324
Gala	27	259	Namassa	143	1.266
Rassouli	31	289	Dio	191	1.947
Lankoué M.	33	426	Wéré	222	2.287

34 établissements (45 % des établissements)

1.852 familles (69 % des familles)

18.128 habitants (71 % des immigrés)

*1930-1945/1950 :*

Gomé	0	0	Kouyguolo	30	42
Kawara	1	16	Zabo	42	504
Néhourou	4	41	Kiembara	43	316
Papallé	12	109	Bompela	50	417
Sintelma	20	164	Sissilé	50	505
Ganagoulo	21	235	Bassebatenga	80	723
Kirsitenga	18	162	Gani	87	910

14 établissements (19 % des établissements)

458 familles (14 % des familles)

4.544 habitants (14,5 % des immigrés)

*1945/1950-1960 :*

Wé	1	10	—	Téri	7	35
Tiao	1	10	—	Tissi	12	75
Ninlaré	1	14	—	Tobiaga	15	123
Bounou	1	14	—	Gassan	56	360
Bangassi	3	32	—	Bambara	68	628
Kassoum	5	39	—	Goyalé	74	619
Di	5	65	—			

TABLEAU (*suite 1*)

13 établissements (17 % des établissements)
249 familles (9 % des familles)
2.024 habitants (8 % des immigrés)

*Après 1960 :*

Nassan	1	1	Da	8	83
Dounkou	2	9	Nion	9	78
Douban	2	15	Débé	10	52
Gouran	3	12	Goni	11	74
Kassan	6	37	Toaga Bounou	13	152
Poura	6	59	Soroni	20	150
Zizin	7	72	Guiédougou	91	180

14 établissements (19 % des établissements)
189 familles (8 % des familles)
1.574 habitants (6,5 % des immigrés).

## ETABLISSEMENTS DE DJIBO (noms des villages, nombre de familles et d'immigrés)

*Avant 1930 :*

Bénétré	1	1	Donombéré	29	361
Tigné	2	39	Béléhédé	30	204
Niamangé	3	23	Mâdoudji	34	202
Kelbo fulisé	8	54	Oulphe-Alpha	34	292
Lessam	8	69	Irakulga	35	253
Belegue Yangué	8	79	Pougzaïga	36	299
Taoremba	9	74	Kelbo Yarcé	37	276
Diomsogui	13	104	Liki	41	293
Aribinda	13	104	Djika	47	315
Pougzaïgabaogo	16	155	Gorel	50	263
Sé	17	109	Silgadjé	62	783
Yalangua	19	145	Pelhouté	67	463
Mengao	20	184	Wendepoli	67	565
Bouleguegue	21	151	Serkissuma	109	1.077
Narégué	25	229	Gasseliki	301	1.650

30 établissements (39 % des établissements)
1.162 habitants (59 % des familles)
8.815 habitants (57 % des immigrés).

*1930-1945/1950 :*

Souma	0	0	Sanga	17	141
Sibé	1	8	Borguindé	17	151
Kenou rimaïbe	2	8	Bottodji	19	129
Fétépoli	2	24	Djibo rimaïbe	20	145
Diamo	3	20	Lahallé	21	185
Kaboré	4	39	Boulé yangué	21	264
Dampella	6	39	Petekoulérrou	23	183
Bottogo	6	65	Debeyel	36	190
Belgou	7	29	Djibo fulbe	44	258
Touronata	7	52	Gargabouli	48	380
Namssiguia	8	61	Ouargué-dé-Petegoli	57	544
Niafo	12	86	Kougourikulga	66	373
Gasselpaté	12	87	Soffi	68	620
Dankano	12	120	Tondiata	73	371
Arbilo	14	121			
Piraogo	15	83			
Sikiré	16	111			

TABLEAU (*suite 2*)

31 établissements (41 % des établissements)
657 familles (33 % des familles)
4.887 habitants (33 % des immigrés).

Nous ignorons les dates d'installation des Mossi de six établissements, très vraisemblablement, avant 1950 :

Damba	1	10	Baraboulé	4	31
Kobou rimaïbe	3	23	Gasselkoli	8	93
Lassa Habé	6	62	Norral Kingal	30	173

6 établissements (8 % des établissements)
52 familles (2,5 % des familles)
392 habitants (2,5 % des immigrés).

*1950-1960 :*

Dotoka	7	40	Gasselnay	11	75
Fili Fili	7	79	Noufoundou	13	144
Tongomayel	8	55	Gasseltepoa	36	420
Filio	9	55			

7 établissements (9 % des établissements)
91 familles (4,5 % des familles)
868 habitants (6 % des immigrés)

*Après 1960 :*

Belhouro	3	12			
Orououndou	22	173			
2 établissements (3 % des établissements)					
25 familles (1 % des familles)					
185 habitants (1,5 % des immigrés).					

Soit, au total, pour la sous-préfecture de Tougan : 75 établissements mossi, 2.748 familles et 26.270 immigrés<sup>(1)</sup>.

Parmi les 34 établissements les plus anciens (avant 1930), six (Gomboro, Sia, Gan, Wilé, Dio et Rassouli) ont connu une présence mossi quasi permanente depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous la forme d'un « contrôle » politique du Yatenga s'exerçant par les recrutements d'archers samo et quelques échanges commerciaux (mil contre bandes de coton). Onze autres (Sindié, Péterkuy, Lankoué, Gourmassa, Komiargo, Panien, Pallé, Toéré, Goron, Gorombouli et Kiembara) ont été constitués dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle : tentatives de création de chefferies mossi, contrôle du royaume de Boussou, immigrants chassés du Yatenga par la famine Zogoré (1832-1840). Pour sa part, Tougan a attiré les premiers Mossi à partir de la création, en 1908, du poste administratif du Samorodougou. Neuf établissements remontent à la famine Nabakogba (1914) et treize datent de la période 1920-1930.

Parmi les groupements constitués après 1960, Guiédougou représente un cas particulier. C'est un village créé en 1965 pour abriter les exploitants d'un casier hydro-agricole. A lui seul, ce groupement représente 65 % de l'effectif d'immigrés de sa catégorie.

Enfin, rappelons que les Mossi étaient 30.000 en 1960 à Tougan. Bien que de nouveaux établissements se soient constitués à l'ouest de la circonscription, les Mossi sont actuellement moins nombreux.

Soit, au total pour la sous-préfecture de Djibo : 76 établissements mossi, 1.987 familles et 15.147 immigrés.

Les effectifs concernant les familles et les habitants de chaque établissement, ont été calculés en avril 1972, par enquête dans les groupes mossi. Les Fulsé n'ont pas été comptabilisés dans ces effectifs. Un dénombrement à part a donné en ce qui les concerne : 6.158 immigrés répartis en 640 familles et 34 établissements.

(1) En comparant le nombre des familles et celui des habitants, par village, on peut déduire en première approximation une taille « moyenne » des familles. On remarque que celle-ci est très variable. Toutefois, les établissements les plus anciens présentent dans la plupart des cas les groupes familiaux les plus importants.

Par famille, nous entendons le groupe de personnes apparentées, figurant dans les cahiers de recensement sous un numéro dit « de famille ». La liste des personnes consignées sous ce numéro est identique à celle reportée sur une « carte de famille » détenue par le chef de famille, responsable du paiement de l'impôt pour toutes les personnes inscrites sur sa carte.

Au moment de l'enquête, Souma, appartenant à la période 1930-1945/1950, venait d'être déserté par ses habitants. Pour un certain nombre d'établissements, les effectifs, tant familiaux que de population, pourraient être aujourd'hui plus faibles, car la saison agricole 1973 n'a guère été meilleure que celles des cinq années précédentes et 1974 a connu le passage de vols de sauterelles. Tel pourrait être le cas des effectifs de Noufoundou, Dankano, Wendepoli, Pétégoli, Belehédé, Serkissuma, Taoremba, Debeyel, Madoudji, Lahallé, Silgadji... (¹).

De toute façon, dès 1972 dans les groupes que nous venons de citer, les habitants nous avaient fait part, soit :

- de la décision qu'ils avaient prise de quitter la région si la saison agricole 1972 (qui venait à peine de commencer lors de notre enquête) était comparable à celles des cinq années qui venaient de s'écouler,
- du tarissement des puits qu'ils avaient creusés ; ce qui les obligeait à aller chercher l'eau nécessaire à leur alimentation, ainsi qu'à celle de leurs troupeaux, dans les villages rimaïbe parfois très éloignés (10 à 15 km),
- du désir d'abandonner le site habité pour aller s'établir dans un autre établissement mossi ou un village rimaïbe, mieux approvisionné en eau.

\* \* \*

Bien que le développement des deux fronts de colonisation, au nord-ouest et au nord, ait répondu aux mêmes causes et indépendamment des années récentes au cours desquelles un coup d'arrêt a été donné à l'immigration à Djibo, l'implantation mossi sur la frange sahélienne n'a jamais présenté un caractère bien stable : pas d'organisation dense et élaborée en gros villages comme à Tougan ; pas de quartiers stabilisés, compacts, regroupant les zakse (²), mais le plus souvent une dispersion de l'habitat sur les plaines sableuses dénudées, à l'intérieur des brousses épaisse ou le long des marigots ; par ailleurs, une mobilité du peuplement, les familles se déplaçant sans cesse d'un site à l'autre comme on le remarque quand on dépouille les cahiers de recensements établis sur plusieurs années. Rappelons l'épisode, en 1938, du regroupement administratif des immigrés, alors qu'ils vivaient dispersés dans les brousses, habitant des « cases de feuilles », comme les peul. De nos jours encore, l'habitat mossi apparaît dilué dans le paysage, sauf à proximité des chapelets de mares où les établissements sont les plus anciens. Cette différence observée dans le monde d'implantation tient à la fois aux origines diverses des immigrés et aux caractères propres à chaque milieu d'accueil.

(¹) Un passage dans la région en avril 1974 a permis de constater, au village de Soffi, le départ de 48 familles sur les 68 recensées deux ans plus tôt.

(²) Zakse (sing. « zaka ») : enclos familial pouvant regrouper plusieurs exploitations agricoles autonomes.

# 3

## Les pays de départ

La répartition de la population s'articule selon le réseau hydrographique, dans la partie nord et est du pays mossi où les villages jalonnent les principales vallées (<sup>1</sup>). Un semis dense de villages apparaît nettement à l'ouest et au cœur du pays, où se sont constituées les principales chefferies mossi, lors de l'occupation du Bassin de la Volta Blanche. Toute la frange nord, de Thiou (à l'ouest) à Tougouri (à l'est) est seulement ponctuée de villages qui sont, soit complètement isolés les uns des autres, soit rassemblés en grappes. Cette répartition résulte de l'histoire du peuplement des régions nord. Les Mossi remontant le Bassin de la Volta Blanche ne sont parvenus à la latitude de Ouahigouya qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le contrôle politique des villages autochtones (kurumba), situés plus au nord-est, ne s'est établi que lentement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, freiné par l'emprise des Peul sur ces territoires (cf. introduction). Il est permis aussi de supposer que ces régions n'ont pas attiré les populations de cultivateurs venues des régions méridionales, du fait, qu'à cette période, séissaient des séries d'années « sèches ». Si l'on se réfère aux informations contenues dans le rapport SCET (1973, T 1, p. 82), il apparaît en effet que, mises à part une dizaine d'années « humides » (1856-1865), le XIX<sup>e</sup> a correspondu à une période peu pluvieuse dans ces régions. Ces observations peuvent être confrontées avec ce que nous savons de la famine Zogoré, au Yatenga (1832-1840) et des pillages sur les confins kurumba et samo, pour y prélever des captifs, mais aussi y vider les greniers. Quoi qu'il en soit, à part les chefferies kurumba anciennement établies, les parties nord des royaumes mossi du Yatenga (à l'ouest), du Ratenga, du Zitenga et du Risiam (région de Kongoussi) et du Bousouma (région de Kaya) sont restées pratiquement vides de peuplement (sauf autour du lac de Bam-Kongoussi) jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est alors qu'un « desserrement » des terroirs mossi s'est manifesté par la création de hameaux de culture au nord de l'aire habitée. Cette colonisation semble avoir correspondu à une phase pluvieuse (1895-1900). A cette période s'est mis en place le semis lâche d'établissements mossi que l'on observe dans les régions de Thiou, Kumbri, du nord de Seguenega, de Tikaré et de Barsalogho. Ils constituent encore parfois des quartiers dépendant de villages situés plus au sud. Le desserrement des terroirs relevant des chefferies de Ouahigouya (Sissamba, Zogoré) et de Bousou semble s'être produit plus tôt, à la faveur d'une pluviosité meilleure (compte tenu de la latitude), en pays samo-maya voisin, tandis que les raids saisonniers se poursuivaient plus avant, chez les Samo-Matyá.

Ainsi peut-on expliquer l'antériorité de la pénétration mossi à Tougan (s'accompagnant d'un contrôle politique de quelques villages samo) sur celle de Djibo qui ne serait que le stade ultime d'un mouvement de colonisation (à la limite du sédentarisme) qui aurait avancé en direction du nord, à partir des vieux foyers de peuplement établis le long de la Volta Blanche et accéléré (ainsi qu'à Tougan) à l'époque coloniale, pour les raisons que nous connaissons. Cependant, à la différence de Tougan où les noyaux d'accueil existaient déjà (qu'ils soient autochtones ou mossi) et bien que le désir de se cacher soit grand, les habitants qui fuyaient vers le nord n'ont trouvé devant eux que des étendues de brousse ; ce qui a pu favoriser leur dispersion et l'instabilité de leur habitat.

Par ailleurs, on remarque, qu'à côté des villages fulsé et des fortes concentrations humaines situées à l'intérieur du pays, les villages de cultures du nord-Mossi ont aussi fourni des colons à la région de Djibo. Ils ont joué

(<sup>1</sup>) Dans la partie sud et sud-ouest, on observe une caractéristique inverse ; des grappes de villages concentrées sur les principaux interfluves : caractère qui peut tenir d'une endémicité onchocerquienne dans les vallées.

un rôle d'étapes dans l'avancée du front de colonisation en direction du nord et n'ont pas accueilli longtemps les « fuyards »<sup>(1)</sup>.

La répartition du peuplement explique le « modelé » de la carte de l'occupation du sol (Fig. 1)<sup>(2)</sup>. L'impression qui s'en dégage est celle d'une topographie « péninsulaire » avec, pour les régions qui nous intéressent, une dorsale nord-ouest/sud-ouest de taux d'occupation élevés (> 40 %)<sup>(3)</sup>, partant de Ouahigouya, passant par Seguenega et Kongoussi, aboutissant à Kaya et entrecoupée localement de petites dépressions. Sur les franges nord de cette dorsale se dessine un relief morcelé : des lots (nord de Barsalogho) et, un « promontoire » localisé autour du lac de Bam (Kongoussi).

Les aires où les taux d'occupation sont les plus élevés se superposent aux concentrations de villages autour des plus vieilles chefferies : Windigui (Titao), Risiam, Zitenga, Ratenga (Kongoussi). On remarque que les dépressions jalonnent les limites des anciens royaumes. Les points de départs des principaux faisceaux de flux dirigés tant sur Tougan que sur Djibo, sont centrés sur les « môles » où l'occupation du sol est la plus dense : Sissamba-Oula (Ouahigouya), Sitigo-Kossouka-Kalsaka (Seguenega), Ralo-Sabsé (Kongoussi), Pensa-Zongo (Barsalogho).

D'une façon générale, le contraste est net entre les secteurs les plus peuplés du pays mossi et ses franges septentrionales. Notons cependant que la partie est de Tougan (Kiembara), contrairement aux faibles taux d'occupation du Djelgodji, se distingue par un taux voisin de 40 %. La colonisation mossi ancienne dans ce secteur frontalier, venue s'ajouter à la mise en valeur de l'espace disponible par les populations samo, explique cette « anomalie ».

La répartition spatiale des différents taux d'occupation est liée également aux potentialités agricoles du milieu. Les sols hydromorphes associés aux sols ferrugineux peu lessivés (le long des vallées) ainsi que des sols ferrugineux sur sables éoliens correspondent aux taux supérieurs à 40 %. Inversement, l'étendue des sols peu évolués d'érosion sur les grands glacis du nord et de l'ouest corrèle avec les taux d'occupation les plus bas.

La localisation du peuplement dans la partie nord du pays mossi est la résultante de facteurs historiques — constitution de puissantes chefferies à partir de certains sites puis éclatement récent des terroirs — et d'une sélection par la société paysanne des potentialités du milieu : exploitation préférentielle de certains sols compte tenu des techniques culturelles acquises et des variations pluviométriques locales.

Dès lors que les terroirs se sont « desserrés », les cultivateurs ont opéré une nouvelle sélection dans l'éventail pédologique des régions nouvelles. Au nord de 13°50 de latitude apparaissent les recouvrements éoliens (association à sols ferrugineux peu lessivés), lesquels, sous cette latitude où la pluviométrie décroît rapidement à mesure que l'on avance vers le nord, offrent l'avantage d'une bonne capacité de rétention des eaux de pluies, tandis que le drainage limité en profondeur par la présence de niveaux cuirassés, les protège contre l'évaporation. Tous les établissements humains anciens (kurumba-rimaïbe) et les villages de culture récents (mossi) sont localisés sur ces sols ; d'où l'isolement ou le groupement des villages suivant la plus ou moins grande extension de cette association pédologique.

Des remarques qui précédent, il est possible de déduire que si l'émigration des Mossi vers les régions de Tougan et de Djibo a été grandement accélérée au temps de la période coloniale il n'en est pas moins vrai que les caractères propres aux milieux de départs ont aussi favorisé les déplacements de population. Il n'est pas évident que ce soit les fortes concentrations de population à elles seules, ou bien la fertilité médiocre des sols ou encore la succession de mauvaises récoltes qui déterminent, suivant les lieux, les mouvements d'émigration. Par contre, l'association locale de plusieurs facteurs tels que des fortes densités, des difficultés d'exploitation des sols (impossibilité d'étendre les surfaces cultivées, sols devenus stériles), un blocage du système foncier, peut constituer un faisceau de contraintes qui favorise l'émigration. Par ailleurs, les contraintes sociales ont provoqué de tous temps dans les villages, des départs pour d'autres lieux.

La conjugaison de tous ces facteurs « répulsifs » ; aboutissement d'une implantation ancienne des paysans-

(<sup>1</sup>) Le premier contrôle administratif des hameaux de culture situés au nord de Seguenega, de Tikare et du lac de Bam, à l'intérieur des limites historiques des cantons mossi, date de 1930. Les chefs de cantons s'étaient plaints que leurs administrés « quittaient clandestinement leur village pour aller s'installer sans bruit, avec leur famille, dans les territoires semi-désertiques » (Ouahigouya, février 1930). Cette incursion imprévue de l'administration a provoqué de nouveaux déplacements d'agriculteurs vers le nord ; ces derniers partant s'établir, cette fois, à l'intérieur des cantons peul. Huit années plus tard, l'administration intervenait auprès des mêmes personnes, à Djibo.

(<sup>2</sup>) La notion d'occupation du sol recouvre l'espace cultivé, observé sur les photographies aériennes des missions régulières de l'IGN, au 1/50.000<sup>e</sup>, réalisées entre 1952 et 1956 (d'après G. RÉMY).

(<sup>3</sup>) Les taux supérieurs à 40 doivent être interprétés comme supérieurs à 50 et parfois davantage. Des mesures précises, établies sous stéréoscope à partir des photographies aériennes de 1952, donnent 60 % comme taux moyen d'occupation du sol, autour de Ouahigouya.

neries, a été exacerbée pendant la période coloniale, entre autres par l'introduction forcée des cultures commerciales qui a obligé les paysans à défricher de nouvelles terres ; ce qui a accéléré les processus de saturation de l'espace disponible<sup>(1)</sup>, et de dégradation du milieu et des conditions d'existence dans les terroirs les plus peuplés. La période coloniale achevée, il n'en est pas moins resté des situations locales propices à l'émigration ; les conditions désormais offertes à l'agriculture n'étant pas des moindres.

(1) Par espace disponible, nous entendons : disponible pour les cultures et les pâturages. Les Mossi des régions septentrionales pratiquent un important élevage de bovins et de caprins. A mesure que les cultures prenaient de l'extension, les terrains de parcours du bétail ont été progressivement réduits aux terrains incultivables (affleurements cuirassés), tout du moins dans les secteurs les plus peuplés. Cette évolution a amené nombre d'agriculteurs à s'éloigner des zones « saturées », non pas essentiellement pour échapper aux contraintes administratives, mais aussi pour pouvoir exploiter de nouvelles terres et donner à leur bétail l'espace nécessaire à sa survie. Il est remarquable qu'à Tougan et à Djibo, les Mossi immigrés soient possesseurs de grands troupeaux auxquels ils consacrent de vastes parcours.

Le témoignage d'un commandant de cercle vient confirmer ce propos. « A l'encontre de l'avis des chefs qui voient dans les départs effectués sans autorisation, uniquement une manifestation d'indiscipline de leurs ressortissants, j'estime que la véritable cause de ces mouvements réside, en ce qui concerne les populations mossi, dans l'insuffisance des terres de culture existant aux abords des villages actuels. Les inconvénients de cette situation ne pourront que s'accroître avec le développement des cultures industrielles... » (Ouahigouya, 2<sup>e</sup> trimestre 1937).

## 4

# Les contextes d'accueil

A Tougan et à Djibo, les contextes d'accueil sont étudiés à partir de quelques données fondamentales : la population en place (caractères ethniques et répartition) — la valeur agricole des sols et leur utilisation — et les pluies.

Les figures 2 et 3 sont des cartes de nomenclature des villages et campements pour lesquels les chiffres de population sont connus (cahiers de recensement). Ces établissements humains ont été localisés sur un fond de carte IGN. Un signe désigne leur appartenance aux différents cantons administratifs.

### *Les Populations autochtones : fiches signalétiques et répartition*

TOUGAN (Fig. 8 et 9).

A Tougan, les principaux groupes recensés sont les Samo, les Peul, les Rimaïbe et les Marka. Des minorités se distinguent également : Pana, Kalmsé et Dogon.

*Les Samo* : Ils sont originaires du Mandé (région au sud-ouest de Bamako) d'où les Bambara les ont chassé à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Un groupe est venu s'établir à l'est du Sourou où les premiers établissements samo semblent avoir été localisés au nord de Toéré et autour de Lankoué.

Au début du xvi<sup>e</sup> siècle, un second groupe est parvenu dans la région et s'est dispersé au nord de l'aire habitée par le premier groupe (Konga, Niokoré, Dio). A partir de ces deux pôles, les Samo ont essaimé dans toute la région de Tougan et de Toma. Au début du xvii<sup>e</sup> siècle, alors qu'ils progressaient vers l'est, ils se sont heurtés aux premières chefferies mossi établies dans la région de Gourcy.

Les Samo se répartissent en trois groupes fondés sur des différences linguistiques et institutionnelles : les Maka, les Maya et les Matya. Les Maka occupent l'actuelle sous-préfecture de Toma (au sud de Tougan). La zone Maya correspond pour l'essentiel à l'arrondissement de Kiembara. En zone Matya, il est possible de distinguer trois sous-groupes : l'un autour de Tougan et de Kouy, l'autre à l'ouest dans l'arrondissement de Kassoum et le troisième dans l'arrondissement de Toéni. Les Samo n'ont pas de chefferies supra-villageoises : chaque communauté est autonome politiquement, mais des confédérations ont existé temporairement par le passé. En zone maya, des Dioula (commerçants, islamisés) se sont établis, soit dans des villages indépendants (exemple : Sia), soit au sein de villages samo (exemple : Gomboro).

*Les Peul et Rimaïbe* : Les Peul Diallube, partis du Fouta Djalon, ont pénétré le nord du pays samo au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, après un passage au Masina et se sont établis autour de Gomboro. De là une fraction est venue s'installer au nord-ouest du Yatenga (Thiou) et une autre à Lankoué (Lankoy). De même que les archers samo, les Peul ont participé, avec leur cavalerie, aux luttes internes entre les naba mossi du Yatenga dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, tandis qu'un nouveau groupe venu du Masina (El Hadj Omar) s'établissait à Louta et de là opérait des razzias chez les Samo.

Actuellement, on reconnaît dans la région de Tougan les groupements Diallube Wolarbe des cantons de Lankoué, Da et Sourou. Les Peul vivent en symbiose avec les Samo-Mayá. Des quartiers d'anciens captifs peul (Rimaïbe) ou « Fulayira » sont situés à part des villages samo, mais leurs habitants participent à la vie villageoise et s'inscrivent dans les circuits matrimoniaux samo.

*Les Marka* (Dafing) : Originaires du Mandé, ils se sont établis dans la vallée du Sourou et dans la boucle de la Volta Noire, au XVI<sup>e</sup> siècle. Ils parlent une langue proche du Bambara et sont très voisins de ces derniers du point de vue de la structure familiale et sociale. L'Islam est solidement implanté chez eux. Ils pratiquent le commerce.

*Les Pana* : Originaires du Mandé également, ils se sont d'abord installés sur la rive ouest du Sourou, avant de créer des villages sur la rive est, au nord du pays marka. Ils sont moins islamisés que les Marka mais, de par leur organisation sociale, sont très proches de ces derniers. Dans la période pré-coloniale, les villages pana ont souvent fait l'objet de razzias de la part des Peul et des Mossi.

Les Pana comme les Marka prétendent s'être installés sur les emplacements d'anciens villages samo.

*Les Kalmsé et les Dogon* (Kibsi) : Les villages habités par ces deux groupes sont très peu nombreux et situés au nord de Toéni. Il semblerait qu'ils soient les derniers vestiges de la strate de peuplement la plus ancienne.

Les Kalmsé peuvent être considérés comme un sous-groupe détaché des Kurumba, à l'époque où ils occupaient le Yatenga.

Les Dogons ont habité également le Yatenga où ils seraient venus antérieurement aux Kurumba (?) après une migration ayant eu pour origine le Mandé (?). Leur aire de peuplement s'est étendue à l'est jusqu'aux collines du Risiam (Bourzanga, lac de Bam, Sabsé). Devant l'avancée mossi, ils se sont repliés vers le Gondo et fixés dans le massif gréseux de Bandiagara. Les Dogon du nord de Toéni appartiennent vraisemblablement à une phase de colonisation agricole « récente », à partir des vieux villages de la « Falaise ».

Au total, dans la sous-préfecture de Tougan, on dénombre parmi la population autochtone (1973) : 137.900 habitants répartis en 194 établissements :

94 sont à dominante samo	97.700 habitants
47 sont à dominante peul	6.200 habitants
5 sont à dominante rimaïbe	2.700 habitants
37 sont à dominante marka	23.500 habitants
4 sont à dominante pana	2.800 habitants
4 sont à dominante kalmsé	3.400 habitants
3 sont à dominante dogon	1.600 habitants

Selon l'appartenance ethnique de leurs habitants, les villages qui, dans la région, se présentent sous la forme groupée (serrée ou lâche) en quartiers juxtaposés, sont plus ou moins importants. Pour leur part, les campements peul présentent tous moins de 500 habitants : 15 ont moins de 50 habitants, 6 ont de 50 à 100, 16 ont de 100 à 200 et 10 ont de 200 à 500 habitants. Les quartiers rimaïbe ont tous plus de 100 habitants = 4 ont de 100 à 500 habitants et 1 présente 1.200 habitants.

Parmi les établissements samo, 22 ont de 100 à 500 habitants, 35 ont plus de 500 et 37 ont plus de 1.000 habitants (dont 5 ont plus de 3.000 habitants).

Les établissements marka et pana se distribuent comme suit : 17 ont moins de 500 habitants, 17 ont de 500 à 1.000 et 7 ont de 1.000 à 1.600 habitants. Les villages kalmsé et dogon se répartissent quant à eux entre 4 villages de 200 à 700 habitants et 3 villages ayant plus de 900 habitants.

La répartition spatiale des différents groupes ethniques et l'importance de leurs établissements déterminent le figuré de la figure 9 : un semis assez dense de villages (de 500 à 1.500 habitants) à l'ouest d'une ligne Toéni-Tougan-Kassan, constitué par des villages samo-matya, marka et pana et un semis de gros villages dispersés en zone maya, complété à l'est et au nord par des campements peul.

C'est dans les espaces laissés « libres » par les populations locales, notamment dans les « brousses » séparant les villages maya que la colonisation mossi s'est implantée (corrélation entre les figures 6 et 9).

DJIBO (Fig. 18 et 19).

A Djibo, les Peul et les Rimaïbe sont majoritaires, puis viennent en seconde position les Kurumba. Quelques établissements songhaï, dogon et des campements bella sont dispersés également dans la région.

*Les Peul et Rimaïbe* : Venus du Hombori, les Peul ont commencé à pénétrer la région, qui allait devenir le Djelgodji, au XVII<sup>e</sup> siècle, et se sont définitivement établis vers 1730-1750, après avoir soumis les Kurumba, devenus pour la plupart Rimaïbe (captifs de Peul), là où se situait l'ancien royaume théocratique du Lorum. Les Peul se sont dégagés de la « suzeraineté » du chef de Hombori, mais vers 1826, sont passés sous la domination du souverain peul de Hamdallay (Masina) et ont été intégrés à l'empire de Cheik Amadou. A cette période, les trois grandes

chefferies de Baraboulé, Djibo et Tongomayel étaient déjà constituées. L'Aribinda, pour sa part, dépendait des Peul Torobe du Liptako, eux-mêmes rattachés à l'Emirat de Sokoto. La limite entre les deux états peul passait par le marigot de Belehede, entre Djibo et Aribinda. Vers 1860, le Djelgodji est devenu indépendant.

Les Peul du Djelgodji sont sédentaires dans les chefferies de Baraboulé et de Djibo. Cette sédentarisation est marquée par l'abandon des huttes de nattes démontables, remplacées par la hutte de paille ou encore la maison de banco. Toutefois, cette dernière est surtout l'habitat des Rimaïbe. Les groupements peul se présentent donc à l'ouest de Djibo sous la forme de gros villages compacts, aux maisons de pisé (rimaïbe en majorité), entourés de terrains de culture sur lesquels se dispersent les huttes peul. Ces Peul pratiquent néanmoins des transhumances de saison des pluies, en direction du nord, pendant que les espaces à proximité des villages sont occupés par les cultures de mil. A la fin de la saison des pluies, les troupeaux reviennent dans la région de Djibo, où ils sont fortement concentrés (Fig. 20).

A Tongomayel, la mobilité pastorale est plus grande car, à la transhumance vers le nord, s'ajoute celle vers le sud en saison sèche, jusqu'aux limites du pays mossi (mare de Bourzangha). Alors que les Peul de Baraboulé et de Djibo sont en place depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, une partie des Peul de Tongomayel s'est déplacée vers l'Oudalan, à l'est.

Les Peul d'Aribinda sont venus de la région de Djibo et du nord du Yatenga, plus récemment. Ils ont conservé un genre de vie nomade (transhumance vers la mare de Boukouma) (cf. BARRAL, 1973).

*Les Kurumba* (Plusieurs noms leur sont donnés : Kourouma ou Doforo, par les Songhaï ; Kouroumankobe ou Deferobe, par les Peul). Venus de l'est, ils se sont superposés au peuplement dogon (?) ou ont vécu aux côtés des Dogon, dans une bande de territoire allant d'Aribinda à la région du Gondo. Les Kurumba sont des cultivateurs et des forgerons réputés. Ils habitent de gros villages, en terrain découvert, aux quartiers groupés, situés souvent à proximité d'affleurements rocheux (collines birrimiennes, chaos de blocs granitiques). Deux groupes peuvent être distingués : l'un centré à l'est sur Aribinda, qui a formé le Kurumen songhaï aux XV et XVI<sup>e</sup> siècles et le second, à l'ouest, plus récent, dont le centre politique et religieux a été Mengao (au sud de Djibo) : capitale du Lorum. Ce royaume a été dominé par les Peul Djelgobe et nombre de villages kurumba sont devenus rimaïbe, tandis qu'une partie de la population se déplaçait vers le sud-ouest (Yatenga). Actuellement, les Kurumba vivent en étroite symbiose avec les Peul.

Il y a lieu de distinguer nettement, dans la région de Djibo, les Kurumba, que nous considérons comme autochtones, et les Fulse : Kurumba « mossisés » des régions septentrionales du pays mossi (Titao, Kongoussi, Barsalogho) qui ont participé en compagnie des Mossi à la colonisation agricole récente de cette région. Les Fulse ont soit créé des établissements avec les Mossi, soit se sont installés dans des villages kurumba.

*Les Songhaï* : Leurs villages sont alignés le long des dunes aplaniées de l'erg ancien. Ils sont les derniers témoins du contrôle songhaï de la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Dans nombre de villages, ils ont été assimilés aux Kurumba et se déclarent comme tels (exemple : Aribinda).

*Les Dogon* : Contrairement au groupe recensé à Tougan, les Dogon des villages situés au nord-ouest de Djibo appartiennent aux vieux fonds kibsi établis dans la région voisine du Dinangourou (Mali) avant la pénétration peul.

*Les Bella* (nom songhaï) : Ils constituent traditionnellement la dernière classe de la structure sociale touareg : Iklan (tamachek). A Djibo, il s'agit de quelques groupes venus de l'Oudalan et constituant des fractions pratiquement autonomes. Ils sont éleveurs de chèvres et n'effectuent que de petits déplacements.

A Djibo, on compte parmi la population d'accueil (1973) 75.800 habitants répartis en 184 établissements et campements.

77 sont à dominante peul	35.700 habitants
40 sont à dominante rimaïbe	19.500 habitants
33 sont à dominante kurumba <sup>(1)</sup>	15.100 habitants
12 sont à dominante songhaï	2.300 habitants
17 sont à dominante bella	1.900 habitants
5 sont à dominante dogon	1.300 habitants

A cette population sont venus se joindre les agriculteurs fulse (actuellement : 6.158 en 34 établissements) et mossi (15.147 répartis en 76 établissements).

<sup>(1)</sup> 13 villages (7.200 habitants) sont à rattacher à l'ancien royaume du Lorum qui comprenait également d'autres établissements aujourd'hui rimaïbe. 20 autres villages (7.900 habitants) se situent dans l'ancien Kurumei songhaï (Aribinda-Belehede).

La distribution des établissements autochtones en fonction de l'importance de leur population est la suivante :

*Peul* : 16 ont moins de 50 habitants, 9 de 50 à 100, 29 de 100 à 500, 15 de 500 à 1.000 et 8 ont une population supérieur à 1.000 habitants.

*Rimaïbe* : 5 ont moins de 100 habitants, 24 de 100 à 500, 6 de 500 à 1.000 et 5 de plus de 1.000 (dont 2 : plus de 2.000).

*Kurumba* : 8 établissements présentent moins de 100 habitants ; 17 de 100 à 500, 5 de 500 à 1.000 et 3 ont une population supérieure à 1.000 habitants.

*Songhaï* : 6 ont moins de 100 habitants et 5 de 100 à 500. Un seul de leurs villages a plus de 500 habitants.

*Dogon* : Les 5 établissements présentent de 100 à 450 habitants.

*Bella* : 7 ont moins de 50 habitants, 5 de 50 à 100, 4 de 100 à 500 et 1 de 850 habitants.

Les établissements de 100 à 500 habitants sont majoritaires (46 %). Ceux de 500 à 1.000 (15 %) sont bien représentés chez les Peul, ce qui confirme leur sédentarisation en certains sites (ouest de la région). Les campements de moins de 50 habitants ne représentent que 12 % de l'effectif.

La figure 19 reflète la combinaison de la localisation des différents groupes et de l'importance de leurs établissements. Une grappe de gros villages rimaïbe (Djibo-Tongomayel) se dessine à l'ouest de la carte, encerclée d'établissements peul. Au nord de la piste Djibo-Aribinda, une dispersion de villages alignés est-ouest apparaît : villages songhaï et kurumba — campements peul, le long des axes dunaires. Plus au sud, les établissements se répartissent le long des axes de drainage. Les groupements d'immigrés sont venus grossir les effectifs de population dans ce secteur. La répartition des villages de sédentaires est fonction de la qualité du réseau de points d'eau, du moins de sa qualité à l'époque de la création des centres habités. Aussi, les grands axes de drainage des eaux de surface, qui renferment les nappes alluviales, sont-ils jalonnés de villages pouvant atteindre un chiffre de population élevé. Il en est de même des cordons dunaires qui présentent de bonnes conditions pour la culture du mil. Cependant, il faut noter que la plupart des établissements créés le long des dunes ont été fondés à une époque où les possibilités de recharge des nappes infradunaires étaient bien meilleures qu'à présent.

Les établissements situés en dehors de ces zones privilégiées accusent actuellement une insuffisance de ressources en eaux souterraines. C'étaient pour la plupart, initialement, des écarts ou hameaux de culture habités pendant la saison des pluies et dont les habitants pouvaient s'alimenter aux eaux des mares temporaires. Ces écarts ont été transformés, depuis une cinquantaine d'années, en habitat permanent sans que cette évolution ait été accompagnée, dans tous les cas, d'un effort pour la recherche d'eau. Ceci fait que, parmi ces derniers, auxquels appartiennent des établissements de colons mossi, certains aient été abandonnés soit définitivement, soit du moins en saison sèche, au cours des dernières années.

### ***La pluviométrie (Fig. 10).***

Dans l'inventaire cartographique, nous n'avons retenu des éléments climatiques que la pluviométrie qui intervient de façon déterminante sur les cycles végétatifs.

Les régions étudiées sont situées toutes deux dans la zone climatique soudano-sahélienne mais des nuances importantes permettent de distinguer la région sahélienne de Djibo-Aribinda de celle nettement soudanienne de Tougan. Les paysages végétaux se différencient de l'une à l'autre. A Tougan, les formations arborées et arbustives denses des bords du Sourou, transformées en savane-parc dans les secteurs de concentrations villageoises, sont dominantes. Au nord de l'isohyète 700 (situation 1951-1960), le paysage de savane arborée s'estompe, concurrencé par l'extension des steppes arbustives (sud de Djibo). Entre les isohyètes 700 et 600, la « brousse tigrée » apparaît sur les glacis cuirassés, tandis que les étendues herbeuses se développent sur les plaines sableuses de l'erg ancien.

Du point de vue de la pluviosité, les histogrammes des différentes stations (Tougan-Ouahigouya-Djibo) sont nettement dissymétriques : la saison des pluies s'installe avec plus de lenteur qu'elle ne se termine. Ce caractère s'accuse à mesure que l'on atteint les latitudes septentrionales. Trois ou quatre mois de « pluies utiles » rythment la vie agricole tant à Tougan qu'à Djibo et au nord du pays mossi, mais l'hivernage à Djibo est plus fortement marqué par des périodes de sécheresse, plus ou moins longues, qui ont un effet direct sur les cultures. D'une manière générale, si la variabilité interannuelle des précipitations ainsi que leur variation au cours d'une même saison sont le lot de toute cette zone climatique, la répartition des pluies est relativement meilleure à Tougan (et davantage au sud-ouest qu'au nord-est de cette sous-préfecture) qu'elle ne l'est à Djibo.

Les isohyètes sont orientés nord-nord-ouest, sud-sud-est et il est admis, à partir des données collectées depuis plusieurs dizaines d'années, que la pluviométrie décroît de 100 mm pour un déplacement d'une centaine de kilo-

mètres vers le nord-est : Tougan : 772 mm, 56 jours ; Ouahigouya : 710 mm, 52 jours ; Djibo : 591 mm, 38 jours ; Aribinda : 545 mm.

La figure 10 présente plusieurs périodes d'observation durant lesquelles les isohyètes ont subi des fluctuations importantes : du nord vers le sud. Le décalage de leur tracé est sensible entre les deux dernières décennies et s'est surtout accru à partir de 1966-1967, en étant plus fort à Djibo (baisse de 150 à 200 mm) qu'à Tougan. A l'intérieur de la sous-préfecture de Tougan, le décalage s'atténue de Kiembara à Gassan, où il n'est plus que de 500 mm environ. Cette déficience pluviométrique, dont les effets ont été accrus par un rythme irrégulier des précipitations, a provoqué un net reflux des populations vers le sud.

S'ajoutant au déficit alimentaire grave, conséquence immédiate d'une série d'années peu pluvieuses, l'alimentation en eau des populations est devenue, au fil des années, plus délicate dans certains secteurs de Djibo et même de Tougan.

« *Les nappes souterraines doivent être distinguées selon leur mode d'alimentation : infiltration directe des eaux de pluies ou concentration superficielle préalable des eaux météoriques (crues des marigots et remplissage des mares en particulier). La rareté des nappes de la première catégorie au Sahel voltaïque est déterminée avant tout par la hauteur pluviométrique que reçoit cette région. Les premiers points d'eau captant des nappes rechargeées par infiltration directe, apparaissent près de l'isohyète 500 (...) et l'on constate qu'au cours des dernières années (1966-1973), qui accusent presque toutes un déficit pluviométrique important, par rapport à la moyenne annuelle précédemment établie, ce type de nappes n'a guère été rechargeé. En conséquence, leurs réserves connaissent un appauvrissement spectaculaire.* »

Leur alimentation date de la période pluvieuse 1950-1954. « *On trouvait alors le plus souvent, le niveau d'eau dans le recouvrement dunaire, dans les zones où l'épaisseur des dépôts sableux est de quelques mètres seulement et où ils reposent sur un horizon latéritique perméable. Avec l'apparition de la sécheresse, des points d'eau ont dû être abandonnés.* » « *La majeure partie des nappes souterraines de Djibo est alimentée par la voie indirecte ; les points d'eau se trouvant alors en relation étroite avec le tracé du réseau hydrographique dans lequel sont concentrées et drainées les eaux de ruissellement. L'alimentation est assurée par infiltration d'une fraction du volume des eaux de crues. Ces nappes sont emmagasinées dans les alluvions des marigots (...) mais les conditions favorables à leur création ne sont remplies que sur certains tronçons des cours d'eau temporaires, d'où la répartition capricieuse des points d'eau de ce type, peu alimentés ces dernières années* » (cf. SCET, 1973, pp. 64-70).

Dans la région de Tougan, où le socle granitique est prédominant, les nappes sont enfermées dans les produits d'altération plus ou moins épais suivant la composition chimique, l'abondance et la nature des micas et l'état de fissuration des roches mères. Mais la conservation des niveaux d'altération n'est optimale que là où le niveau d'induration ferrugineux de surface (cuirasse) a été bien conservé ; ce qui n'est pas le cas à Tougan (carapace du moyen-glacis, de faible épaisseur). Ceci fait que bien des points d'eau à Tougan, situés en bas de pente et dont les débits sont déjà faibles en saison sèche d'années « normales » — ont tarì pendant les saisons chaudes des dernières années. Les nappes alluviales des larges bas-fonds développés en milieu granitique ont alors été exploitées de façon intensive (puisards) mais se sont raréfiées du fait de la diminution de la fréquence et de l'abondance des crues de marigots. Ce n'est qu'à proximité immédiate des retenues d'eau (barrage de Goyalé) que ces nappes ont été rechargeées.

La question de l'alimentation en eau des populations et de leurs animaux a concouru à l'abandon presque total d'établissements sédentaires à Djibo : au sud de Baraboulé et de Djibo, le long du marigot de Tongomayel, au sud du marigot de Pelhouté (Aribinda) et aux départs de familles de la région de Tougan, lorsque certains quartiers villageois ne disposaient plus de réserves en eau suffisantes (Kiembara, Da, Gassan).

#### *La valeur agricole des sols.*

Sous cette appellation, il faut entendre, non pas la valeur agronomique (chimique, physique) potentielle des sols, mais leur aptitude à être exploité actuellement par les cultivateurs, compte tenu des façons culturales en usage.

Une présentation sommaire des principales associations de sols permet de préciser la nature du potentiel agricole des régions d'accueil <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> D'après R. BOULET (1968), J. C. LEPRUN et R. MOREAU (1969).

## A TOUGAN (Fig. 11).

### *Valeur agricole nulle à faible* : Dans cette catégorie se rangent :

— Les sols peu évolués d'érosion associés à lithosols sur cuirasse. Ils sont très étendus sur les interfluves. En surface, ils sont fortement gravillonnaires, constitués de débris de cuirasse ferrugineuse, emballés dans une fraction fine sablo-argileuse. Leur intérêt agronomique est faible mais ils sont cultivés en mil et arachide (et sont parfois très sollicités) aux alentours des villages. Ailleurs, ils sont voués aux parcours du cheptel.

— Les sols hydromorphes peu humifères, à pseudo-gley, associés à sols peu évolués d'érosion (extension réduite au nord et au sud de la ville de Tougan). Cette association se présente sur le terrain comme une succession de petites buttes gravillonnaires séparées par des talwegs où se sont accumulés les matériaux colluvio-alluviaux. D'intérêt agronomique limité, ces sols sont cultivés en sorgho et en mil près des villages.

— Les vertisols sur alluvions argileuses. Ils se développent dans l'ancienne plaine d'inondation du Sourou (nord, région de Toéni). Bons potentiellement, leur facteur limitant est la faiblesse de leur porosité qui provoque un engorgement en saison des pluies. Ce sont des terres lourdes.

— Les vertisols à hydromorphie d'ensemble, sur alluvions argileuses (limités à la zone inondable du Sourou). Leur fertilité chimique est élevée mais ils présentent une très forte rétention en eau et sont engorgés durant une longue période de l'année. Excellents pour la riziculture, ils demanderaient des aménagements (drainage) et des façons culturelles profondes. Peu cultivés, ce sont surtout des terrains de parcours.

### *Valeur moyenne à bonne* :

— Sols ferrugineux tropicaux sur matériau argilo-sableux. Ils s'étendent sur les glaciages d'épandage de pente faible et d'origine colluvio-alluviale, au nord de Toéni. Leur fertilité chimique est médiocre mais leurs propriétés physiques sont appréciées des cultivateurs qui les exploitent pour les cultures de mil, coton et sésame. À proximité des axes de drainage (dans les vallées de toute la partie est de la carte), ils sont associés aux sols hydromorphes et, dans ce cas, portent des cultures sur buttes.

— Sols hydromorphes peu humifères sur matériau limono-sableux à argilo-sableux. Ils ourlent la zone des sols peu évolués et occupent une place intermédiaire entre ces derniers et les vertisols des zones alluviales. Ils sont faciles à travailler et aptes aux cultures de sorgho et de coton (bonne rétention en eau). Associés aux sols hydromorphes vertiques, ils présentent une fertilité plus élevée mais aussi des inconvénients physiques (compacité de surface).

### *Valeur bonne à élevée* :

— Sols hydromorphes peu humifères, associés à vertisols hydromorphes (à l'est de Toéni). Ils sont parfois engorgés, mais très bons pour le coton et le sorgho.

— Vertisols sur matériau argilo-sableux, issus de roches basiques. Localisés autour des collines birrimiennes, à l'est (exemple : Dio), ces sols sont très recherchés pour leur bonne rétention en eau, leur travail facile et leur fertilité chimique élevée.

## DJIBO (Fig. 21).

### *Valeur agricole nulle à faible* :

— Sols halomorphes (solonetz), associés à sols gravillonnaires. Ils couvrent de grandes étendues d'un seul tenant, au sud et au nord de la carte, et apparaissent en plages plus fragmentées à l'est et au nord d'Aribinda. Ils sont caractérisés par la minceur de leur horizon supérieur et un mauvais drainage superficiel en saison pluvieuse, auquel fait suite une dessiccation rapide et sévère en début de saison sèche. Ils sont impropre à la culture des céréales sauf lorsqu'ils sont recouverts d'un mince voile sableux. Pour l'essentiel, ils ne sont pas cultivés.

— Lithosols sur cuirasse. Ils correspondent aux cuirasses affleurantes, recouvertes d'une couche de débris provenant de leur démantèlement et sont impropre à la culture.

— Sols peu évolués d'érosion, associés à lithosols. Comme à Tougan, ils sont très développés, surtout dans toute la partie nord, entre les systèmes dunaires. Leur surface est fortement gravillonnaire. En pays mossi, compte tenu des disponibilités limitées en terre cultivable, ces sols sont sollicités, mais, à Djibo, ils ne sont cultivés que dans la partie sud-ouest, là où la charge de population est la plus forte. Ailleurs, ils sont couverts par le « bush » et la « brousse tigrée ».

— Sols hydromorphes peu humifères, associés à sols gravillonnaires. Ils forment une bande est-ouest entre deux dunes aplaniées. Leur horizon gravillonnaire est parfois cimenté en carapace et, d'une façon générale, ces sols ne permettent pas une bonne infiltration (ruissellement). Pour les cultiver, un travail préalable est nécessaire. Ils ne sont exploités qu'aux abords des villages.

Les autres types de sols hydromorphes (dans les vallées : dépôts alluviaux) sont très peu cultivés également du fait de leur engorgement en saison des pluies. Toutefois, au cours des dernières années à pluviométrie déficitaire, les cultivateurs ont défriché les bas-fonds et les champs de sorgho s'y sont multipliés.

*Valeur moyenne à bonne :*

— Sols ferrugineux peu lessivés, sur sables éoliens, associés à sols gravillonnaires (partie sud de la carte). Ils sont sensibles à l'érosion et, après avoir porté des cultures plusieurs années, présentent en surface un encroûtement et un compactage qui ralentit l'infiltration des eaux des pluies. Après une exploitation continue, ils doivent être abandonnés.

— Sols ferrugineux peu lessivés, associés à sols gravillonnaires sur matériau argileux. On les rencontre dans les vallées, au contact des formations sableuses. Leur mise en valeur est limitée également par la faiblesse de l'infiltration.

*Valeur bonne à élevée :*

— Sols ferrugineux peu lessivés, à drainage interne limité en profondeur, sur sables éoliens. Ces sols correspondent aux ensablements de l'erg ancien. Sous une forme dunaire très aplatie, ces sables constituent plusieurs bandes est-ouest qui traversent la région. Ils présentent des profils épais. Leur drainage est limité en profondeur par la présence de cuirasse. Leur rétention en eau est donc très bonne, comparativement aux autres sols. Très recherchés par les cultivateurs, ils portent des cultures de mil sur de grandes étendues.

— Sols bruns subarides verticaux, sur matériau issu de roches basiques, associés à vertisols et à sols gravillonnaires. Ils caractérisent les glacis de piedmont, autour des îlots birrimiens. Possédant une bonne rétention en eau, ils sont intensément mis en valeur près des villages.

\* \* \*

Sur le plan de la « stricte objectivité » le potentiel agricole des régions d'accueil est faible, peu « attractif ». En fait, il est comparable, et localement supérieur (recouvrement sableux) à celui des régions du nord-Mossi où des sociétés paysannes ayant atteint de fortes densités, continuent, génération après génération, à exploiter un milieu « pauvre », des sols « épuisés ».

Plus que le degré de fertilité des sols, ce sont plutôt leurs qualités physiques (faible résistance au travail, bonne infiltration des eaux de pluies) et l'offre de terres « vacantes » qui intéressent directement l'immigration mossi. La question est de savoir si les immigrés se sont présentés en concurrents des autochtones dans l'exploitation des espaces cultivables.

### *L'utilisation du sol.*

Si le schéma d'organisation de l'espace est à peu près constant au niveau des terroirs : villages d'aspect groupé, au milieu d'un espace cultivé, ordonné en zones concentriques : champs dits « de village », sous parc, et champs de brousse, au niveau régional les caractéristiques topographiques combinées aux associations pédologiques déterminent les grandes options pour l'utilisation du sol.

A Tougan (Fig. 12), il apparaît nettement une organisation des espaces cultivés à partir des vallées ou des axes de drainage secondaires, notamment dans toute la partie centrale et est, où le modèle est constitué de basses collines aux sommets plats, parfois bordés de corniches cuirassées peu épaisses. Plus à l'ouest, à mesure que l'on approche du Gondo, les bas-fonds plats s'élargissent. Le modèle est alors peu hiérarchisé (pentes longues et convexes) et la tendance générale est celle de lignes subhorizontales.

Les larges interfluves, présentant des étendues gravillonnaires très sensibles à l'érosion en nappe, sont généralement couverts de végétation ligneuse : terrains de parcours des troupeaux.

Toutefois à l'est de la région, à proximité du pays mossi et en continuité avec le paysage du Yatenga (¹),

(¹) Il s'agit d'une unité de paysage dite « de transition », entre l'occupation continue du sol, au centre du Yatenga, et l'apparition de terroirs individualisés. Cf. MARCHAL (« Les Pays du Yatenga », in *l'Espace Géographique*, n° 2, 1974, pp. 93-109).

ces interfluves sont mis en culture, sous l'effet d'une forte charge de population à laquelle contribuent les immigrés mossi.

Dans les vallées de Kiembara et du centre, les sols ferrugineux sont cultivés sur les hauts de pente, bien que leur fertilité soit faible et qu'ils soient sensibles à l'érosion, car ils sont faciles à travailler. En bas de pente, à proximité des marigots, les champs de sorgho sont nombreux dès lors que les terres ne présentent pas une trop forte résistance au travail. Dans la partie nord de Tougan, les sols recouverts de voiles sableux sont exploités en cultures de mil.

A l'ouest, les sols hydromorphes prennent une grande extension et ce sont encore les hauts de pente qui sont les plus sollicités pour la mise en culture. En bas de pente, apparaissent localement les cultures sur buttes et billons.

A part les zones nord (Toéni) et sud-ouest (Gassan) où les taux d'occupation du sol sont inférieurs à 20 %, partout ailleurs, dans la sous-préfecture de Tougan, 35 à 40 % de l'espace est cultivé.

*A Djibo* (Fig. 22) l'occupation du sol est commandée à la fois par les vallées (surtout dans la partie sud) et les plaines sableuses (surtout dans la partie nord). Ailleurs, les espaces vont voués à l'élevage. La répartition spatiale des types d'occupation du sol est beaucoup plus schématique à Djibo qu'à Tougan du fait d'un milieu physique plus sélectif. De plus, la répartition des établissements humains étant en premier lieu fonction d'un réseau de points d'eau, les sites habités sont également disposés le long des vallées et des cordons dunaires. Il y a donc, à Djibo, concentration sur les mêmes sites des cultures et de l'habitat, alors qu'à Tougan les villages sont répartis d'une façon assez homogène sur l'ensemble de l'espace régional (sauf à Toéni) car le milieu est peu différencié et le chevelu hydrographique dense.

\* \* \*

Le phénomène migratoire étant connu et les données fondamentales des contextes géographiques d'accueil sommairement analysées, une interprétation de l'immigration rurale du groupe mossi peut être tentée par la mise en corrélation de toutes les composantes localisées sur les cartes. Plusieurs aires d'immigration apparaissent tant à Tougan qu'à Djibo. Leurs caractéristiques seront maintenant examinées sous la forme de fiches signalétiques (¹).

(¹) Un questionnaire devant permettre l'établissement de fiches signalétiques par aires d'immigration rurale mossi, a été mis au point en juin 1974 par M. BENOIT et J.-P. LAHUEC. Dans le chapitre 5, nous reprenons les principales rubriques de ce questionnaire (non publié).

# 5

## Les aires d'immigration

### *A Tougan.*

Trois aires ont été cernées sur la figure 6 : n° 1 « est-Kiembara », n° 2 « Centrale » divisée en deux ensembles et n° 3 « sud-ouest ».

#### **AIRE N° 1 « EST-KIEMBARA ».**

Effectif de la population d'accueil (1973) : 35.200 habitants

Samo	23.561	24 établissements
Peul	6.754	21 établissements
Kalmsé	3.400	4 établissements
Marka	1.485	5 établissements

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 14 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1965 : 23.778 — 2.418 familles — 51 établissements  
En 1973 : 24.210 — 2.478 familles — 51 établissements

Densité globale (populations locale et immigrée) : 23,5 habitants/km<sup>2</sup>.

#### *Chronologie du fait migratoire :*

Les premières installations mossi datent du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une ébauche d'un réseau d'établissements d'immigrés apparaît entre 1900 et 1910.

Jusqu'en 1960, l'aire connaît une immigration continue avec une « poussée » importante entre 1945 et 1960.

Avant 1900, l'aire n° 1 vit déjà dans l'orbite du Yatenga. Des quartiers mossi sont constitués dans des villages samo : 17 établissements sont en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

En 1930, l'aire n° 1 est dessinée. Les immigrants de 1945-1960 se sont fixés dans les villages mossi déjà constitués, puis certains se sont déplacés d'un village à l'autre (déplacements internes à l'aire) ou encore ont quitté les établissements de l'aire pour aller s'installer plus à l'ouest, autour de Tougan (aire n° 2).

#### *Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

Dans l'effectif des chefs de familles actuellement résidents, 20 % sont nés dans les villages où ils ont été enquêtés et 36 % sont natifs de villages de l'aire (déplacements internes). Seulement 44 % sont nés en pays mossi. Parmi les chefs de familles venus au cours des cinq dernières années, 51 % ont pour origine la circonscription de Gourcy, 40 % celle de Ouahigouya. Loin en arrière se situent Bagaré (4,5 %) et Seguenega (4,5 %).

Rappelons que depuis le début du siècle, le champ migratoire n'a pas varié : les établissements de colons proches de Bagaré ont été peuplés par des cultivateurs de Bagaré et ainsi, de proche en proche.

#### *Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

— La création du poste administratif de Tougan s'est accompagnée de celle d'un quartier mossi, appelé : « mossi anciens-combattants » que l'on peut considérer comme un « poste avancé » du front de colonisation de l'aire n° 1.

— Le marché de Kiembara, sur la route reliant le Yatenga aux régions sud-ouest de la Haute-Volta et à la Côte d'Ivoire, est une place commerçante, notamment pour la cola. Des marchands mossi ont toujours vécu à Kiembara mais, généralement, pour des durées limitées.

— La circonscription de Tougan a été une zone cotonnière importante entre 1940 et 1950. A compter de 1947 (auparavant, la culture du coton était obligatoire), la production cotonnière, favorisée par une pluviométrie meilleure qu'au Yatenga et des terres disponibles, a pu attirer des Mossi.

— La construction du barrage de Goyalé (crédits FIDES) a provoqué l'établissement de cultivateurs mossi en bordure du lac de retenue, mais ceux-ci se sont déplacés à partir des villages de colonisation voisins.

— Pour l'essentiel, c'est sa situation de « marche » du pays mossi qui a fait de l'aire de Kiembara une aire de forte immigration. La région a été reconnue très tôt comme étant pourvoyeuse en céréales et en captifs. De surcroît, les Samo-maya n'ont pas opposé une grande résistance à la poussée mossi. Enfin, à l'intérieur du semis de gros villages maya, existaient à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des brousses non exploitées. Les Samo-maya ne pratiquant pas l'élevage des bovins, l'introduction des troupeaux mossi était donc possible.

#### *Accessibilité à la terre :*

Les chefs de terre (tudana) des villages samo sont en principe maîtres des brousses mais, à l'intérieur de chaque village, les descendants des lignages les plus anciennement établis (tyiboli) contrôlent également les droits d'accès à la terre. Quand les villages sont formés de plusieurs groupes samo, arrivés à des périodes différentes, les premiers tyiboni ont concédé une portion de territoire aux suivants qui, à leur tour, se sont comportés en tyiboni à l'égard de nouveaux arrivés. Ainsi, peut-on rencontrer suivant l'histoire du village et le nombre de quartiers de 1 à 6 chefs de terre « secondaires ».

En pays maya, où se sont implantés les premiers groupes samo (XV et XVI<sup>e</sup> siècles), le nombre des quartiers tyiboni est élevé. C'est à la fois aux chefs de villages, aux chefs de terre et aux différents tyiboni que les Mossi se sont adressés pour accéder à la terre. Ainsi des groupements de zakse se sont constitués dans plusieurs portions de terroirs samo maya, au milieu des champs concédés. Ils ont donné naissance à des quartiers mossi qui, lorsqu'ils étaient distants des villages samo d'accueil, sont devenus par la suite des villages indépendants (Bambara, Kouygoulo, Namassa, Sissilé...).

Dans les villages où les Mossi sont établis depuis plus d'un siècle, les immigrés ne consultent plus les chefs de terre samo. Parfois, autre variante, ce sont les Mossi qui ont nommé leurs propres chefs de terre ou bien encore qui ont choisi des chefs de terre dans les familles de chefs de villages samo (exemple : Dio)<sup>(1)</sup>. La réflexion plaisante d'un chef de village mossi : « nous ne pouvons pas dépendre de nos anciens esclaves » (citée par IZARD, 1957, 1962) est significative de l'autonomie du fait migratoire en pays samo maya.

#### *Dynamique de l'espace local :*

Des terres « vacantes » existent encore en une proportion de 30 à 40 % de l'espace au nord et au centre-sud de l'aire mais sur des interfluves où l'association pédologique dominante est : sols peu évolués sur matériau gravillonnaire, autrement dit : des terres dont la valeur agricole est faible.

La mise en valeur des brousses, sur la périphérie des terroirs samo, s'est faite le long des vallées (d'où l'aspect « étoilé » des terroirs samo).

Les cultivateurs disposent alors de sols à fertilité moyenne : ferrugineux tropicaux sur matériau argilo-sableux ou encore à drainage interne limité en profondeur, sur sables éoliens (au nord) ; lesquels sont meilleurs.

Les terroirs de villages mossi se sont développés le long des vallées, dans les sections laissées libres entre les terroirs samo (Fig. 13 : terroirs de Bambara). Parfois, les immigrés ont développé leurs champs à proximité immédiate de leur quartier, situé à la limite séparant le parc villageois samo des champs de brousse (Fig. 13 : Goinré). Dans ce cas, le parcellaire mossi s'intègre au développement en « étoile » des terroirs samo.

#### AIRE N° 2 « CENTRALE ».

Elle est divisée en deux petits ensembles : l'un à l'ouest de la ville de Tougan (2a) et l'autre au sud (2b).

Effectif de la population d'accueil (1973) : 17.467 habitants.

Samo	15.072	25 établissements
Peul	1.493	8 établissements
Marka	902	3 établissements

<sup>(1)</sup> Dans les établissements où la majorité des habitants sont musulmans, les colons se désintéressent de cette question.

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 24,3 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1960 : 350 habitants

En 1965 : 353 habitants — 43 familles réparties en 12 établissements

En 1973 : 397 habitants — 46 familles réparties en 14 établissements

(— 2a : 188) habitants — (21) familles réparties en (9) établissements

(— 2b : 209) habitants — (25) familles réparties en (5) établissements

Densité globale (populations locale et immigrée) : 25 habitants/km<sup>2</sup>.

#### *Chronologie du fait migratoire :*

Jusqu'en 1920, une seule famille mossi était établie dans l'aire n° 2. Sa pénétration s'est faite récemment : 1958-1963 et un petit réseau d'établissements immigrés n'est apparu qu'entre 1963 et 1965.

8 familles (19 %) se sont établies de 1958 à 1963, 30 (69 %) en 1963-1968 et 8 (12 %) depuis 1968.

#### *Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

47 % des familles sont venues indirectement du pays mossi, après des étapes soit dans l'aire n° 1, soit dans la zone de colonisation de Youba (Toma). 47 % sont venus directement de Boussé (23 %), de Nanoro (12 %), de Yako (6 %) et de Ouahigouya (6 %). 6 % se sont déplacés à l'intérieur de l'aire. Qu'elles soient venues directement ou après étapes, les familles immigrées ont pour origine : Boussé, Nanoro, Yako et Ouahigouya.

#### *Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

La région centrale de la sous-préfecture de Tougan est habitée par les Samo matya et les Peul. Jusqu'au début du siècle, elle a été particulièrement affectée par les razzias.

Le pays samo-matya, contrairement au pays maya, a été organisé en confédérations villageoises, basées chacune sur une chefferie de terre. Il est probable que les raids d'un passé récent aient constitué un frein à la pénétration mossi dans cette aire. Pour prendre un exemple, le canton samo de Kouy, créé en 1905 par l'administration coloniale, a toujours refusé l'installation des « Mossi pillards ». Il y a quelques dizaines d'années, les Mossi étaient bastonnés par les Samo quand ils se présentaient dans leurs villages. Pour les Matya, les Mossi sont « des ennemis héritaires » (IZARD, 1973, 26). Une seule famille mossi, de huit personnes, s'est installée en 1969 à Tomgaré, village du canton du Kuy, puis est repartie. Kuy est une création de l'administration mais correspond à l'ancienne confédération de Dalo : village « dodana » (maître de brousse). Des confédérations semblables regroupaient aussi les villages de Sanga (où l'on ne rencontre aucun mossi), de Gon (parmi lesquels Gomé, où deux familles se sont installées puis reparties), de Dian (où les Mossi sont surtout implantés à Kassoum : chef-lieu d'arrondissement) et de Diouroum (proche du centre administratif de Tougan) (<sup>1</sup>). Il y aurait donc correspondance entre zone de refus socio-politique et absence d'immigrants mossi. Au sud, le canton de Da (2b) représente l'antithèse. Le vieux chef de canton s'est toujours montré accueillant. Il est vrai que les villages samo placés sous son autorité sont « aux portes » du pays mossi et entretiennent des liens privilégiés avec le Boussou-Naba (Gourcy).

Remarquons également que, contrairement au semis desserré des gros villages maya de l'aire n° 1 (950 habitants en moyenne), le pays matya présente un semis serré de villages plus petits (300-500 habitants), surtout autour de Dian et de Bassan. Cette répartition de l'habitat laisse peu de brousses vacantes dans l'intervalle entre les villages.

Enfin, la région correspond au socle granitique, d'où la difficulté pour les Mossi de trouver des points d'eau pérennes à bons débits, car ils ne connaissent pas les techniques de boisement de puits creusés dans les arènes bouillantes (fluents). Là où les Mossi sont établis, c'est le puits samo qui les ravitailler. A titre d'hypothèse, nous pouvons supposer que l'absence de villages autochtones dans le nord de la région a empêché les Mossi de s'y établir (<sup>2</sup>).

#### *Accessibilité à la terre :*

En pays matya, il apparaît que la chefferie de terre, maîtresse des brousses, n'a pas été divisée comme dans l'aire n° 1 ou bien, dans le cas contraire, que la hiérarchie a été conservée et que le chef de terre du premier village fondé (dodana) détient toujours une certaine suprématie qui a permis l'élaboration du système confédéral que nous

(<sup>1</sup>) Rappelons que Tougan, en tant qu'établissement mossi, a été rattaché à l'aire n° 1 « Kiembara », compte tenu de ses caractères.

(<sup>2</sup>) Le poste administratif de Toéni manquait d'eau jusqu'en 1970. Le puits moderne qui y a été construit est profond de 53 m.

avons mentionné. La chefferie de terre se serait opposée à l'installation d'immigrants. Dans le cas particulier de Kassoum, il est clair que cette opposition a été contrariée par la mise en place d'un chef-lieu administratif (affectation de personnes étrangères à la région). Ailleurs, lorsque des Mossi ont pu s'établir, ce n'est pas le groupe villageois samo qui a accepté les étrangers mais seulement à titre individuel, quelques chefs d'exploitations qui ont donné la permission, chacun à une famille d'immigrés, de cultiver sur les terres traditionnellement échues à leur propre famille.

#### *Dynamique de l'espace local :*

Dans l'aire n° 2a, 50 % des terres ne sont pas cultivées. Elles se superposent sur les cartes aux sols peu évolués, associés à lithosols. Trois établissements mossi exploitent des sols de cette nature. Ailleurs, les terres cultivées par les Samo (cultures en buttes) et les mossi des six autres établissements sont des sols hydromorphes associés à sols vertiques sur alluvions argilo-sableuses. Les Mossi cultivent les hauts de pente.

Dans l'aire n° 2b, 70 % des terres sont inoccupées. Elles correspondent également aux sols peu évolués que cultivent les Mossi de Da, Zizin et Nassan. Les immigrés de Diourum et de Kassan exploitent des sols hydromorphes sur matériau argileux, associés à sols peu évolués.

Au nord de la région centrale, vers Toéni, il y a peu de population et des terres vacantes, aptes à la culture (ferrugineux sur matériau argilo-sableux) mais le ravitaillement en eau y est déficient.

#### **AIRE N° 3 « SUD-OUEST ».**

Effectif de la population d'accueil (1973) : 19.462 habitants.

Marka	16.169	29 établissements
Samo	2.136	8 établissements
Peul	626	3 établissements
Nounouma	531	1 établissement

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 19 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1965 830 habitants — 135 familles

En 1973 1.663 habitants — 224 familles et 10 établissements.

Densité globale (populations locale et immigrée) : 21 habitants/km<sup>2</sup>.

#### *Chronologie du fait migratoire :*

Les premières installations remontent à 1947 ; en 1950, une trentaine de familles était en place et le réseau d'établissements est apparu vers 1960. Les installations se sont poursuivies entre 1957 et 1960 (57 familles), puis en 1962-1963 (42 familles) et 1965-1968 (61 familles). Le village de Guiédougou, créé en 1965, constitue une particularité (colonisation agricole encadrée) ; 91 familles (780 habitants) y ont été recensées en 1972. Dans les autres établissements, on ne note plus d'arrivées depuis 1968, mais des départs.

#### *Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

90 % de l'effectif en place sont venus directement : pour 46 % de l'arrondissement de Bagaré, pour 13 % de Gourcy, pour 10 % de Ouahigouya et pour 9 % de Yako. Les 12 % restant regroupent des origines variées. 10 % des chefs de familles sont venus indirectement, après étapes dans l'aire de Kiembara (4 %) ou l'aire centrale 2a (6 %).

Bagaré a toujours fourni des immigrants jusqu'en 1968 ; Yako de 1947 à 1952, puis en 1967-1968 ; Ouahigouya de 1947 à 1962 et Gourcy de 1965 à 1968.

#### *Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

— Le marché de Gassan a attiré, comme Kiembara pour l'aire n° 1, des marchands mossi, en majorité musulmans (Yarse). Ils ont été les premiers à s'établir dans l'aire n° 3 (1947-1952). Actuellement, 58 familles, soit le quart de l'effectif immigré, résident à Gassan.

— La majorité des établissements se situe à proximité du Sourou ou de la Volta Noire, aux abords desquels des défrichements sont possibles.

— Les projets d'aménagement du Sourou, concrétisés par la création de la station d'essai de Di (1957) puis par celle du casier agricole de Guiédougou, ont stimulé l'immigration.

#### *Accessibilité à la terre :*

« La coutume foncière marka autorise le bénéficiaire des terres à en céder sans passer obligatoirement par le chef de terre » (PEHAUT, 1957, 99) ; d'où la liberté pour les mossi de contacter séparément des chefs d'exploitations marka.

Le chef de terre peut aussi intervenir comme ce fut le cas à Di : « l'installation des Mossi se fit sans aucune difficulté (...). Après avoir choisi un emplacement en bordure du village (qui leur fut immédiatement concédé), ils se ravisèrent quelque temps après et allèrent s'établir à quelques centaines de mètres du village. Le chef de terre, sur cette partie du terroir, leur concéda alors une zone pour y construire leurs cases et y cultiver. Plus exactement, il leur montra d'un geste du bras une direction en signifiant qu'ils pourraient cultiver comme bon leur semblerait les terres de cette région et ce, sans avoir à lui demander une autorisation particulière pour chaque champ » (IZARD, 1959, 53).

Notons que la chefferie de terre ne recouvre plus un aspect religieux chez les Marka, en majorité musulmans. Le chef de terre n'est que l'arbitre des partages fonciers. Souvent, c'est le chef de quartier ou de village qui fait fonction de chef de terre.

Le milieu marka ne présente donc pas d'opposition fondamentale à une pénétration mossi. La seule contrainte imposée aux étrangers est le respect des droits des autochtones sur les jachères récentes.

Les zakse et champs mossi sont localisés soit dans le Goéré (« champs de village, sous parc ») soit à la limite du Goéré et du Gan (« brousse »). Dans ce cas, les Mossi défrichent le Gan qui devient progressivement un parc à néré et à karité.

#### *Dynamique de l'espace local :*

50 à 60 % de l'espace inclus dans l'aire n° 3 correspondent à des terres « vacantes », dispersées en un grand nombre de lots encore épargnés par les défrichements. Ces derniers se développent le plus souvent le long des axes de drainage, laissant les parties hautes aux terrains de parcours du bétail, nombreux aux approches du Sourou. Les Mossi participent à ces défrichements, dans les espaces laissés libres entre les terroirs marka, ainsi qu'à l'ouest et au sud-ouest, à proximité des vallées. Ils disposent là d'étendues boisées sur des interfluves aux sols peu fertiles (sols peu évolués) mais qui donnent de bonnes productions de céréales et de coton les premières années. Par ailleurs, dans ce secteur, les cultures peuvent bénéficier d'une pluviométrie voisine de 800 à 850 mm soit une centaine de millimètres supplémentaires à celle du pays d'origine et mieux répartie.

Les Mossi mettent également en culture les sols hydromorphes peu humifères (associés à sols ferrugineux lessivés) et sont obligés, dans ce cas, de se prêter à des façons culturales nouvelles : buttage des pieds de sorgho, comme le font les Marka.

Dans la région de Tougan, l'aire sud-ouest offre le plus d'attrait à l'immigration mossi par ses terres vacantes. Par-delà la Volta Noire, cette aire se rattache à celles qui connaissent un peuplement mossi actif. Toutefois, il semblerait que l'immigration dans l'aire n° 3 de Tougan ait trouvé son facteur limitant dans la faiblesse des débits des puits et puisards creusés récemment par les Mossi (exemple de Soroni).

\* \* \*

#### *A Tougan, trois ensembles se dessinent dans le champ migratoire mossi :*

- à l'est : une aire de peuplement ancien auprès de laquelle l'aire 2b peut faire figure de satellite par les liens traditionnels qu'elle entretient avec les villages mossi voisins,
- au centre, une zone de refus de l'immigration de la part des populations locales : aire d'« évitement » ou de pénétration récente très limitée,
- à l'ouest, une aire de peuplement récent ; trait d'union entre le peuplement des marges du pays mossi et celui, en cours, des régions occidentales de la Haute Volta.

#### *A Djibo.*

Trois aires d'immigration peuvent être délimitées : deux de peuplement ancien, frontalière avec le nord-Mossi : l'une à l'ouest intéresse les cantons peul ; la seconde, à l'est, correspond aux cantons de Bottogo et d'Aribinda. La troisième, de faible extension, connaît une pénétration mossi récente ; elle se développe de part et d'autre du village de Yalanga (Fig. 16).

## AIRE N° 1 « DJIBO-OUEST ».

Effectif de la population d'accueil (1973) : 46.665 habitants.

Peul	18.337	26 établissements
Rimaïbe	15.300	27 établissements
Kurumba-Fulse	11.172	28 établissements
Dogon, Songhaï, Bella	1.856	11 établissements

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 26 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1973 : 5.208 — 611 familles réparties en 29 établissements, sans compter dix écarts dispersés en brousse.

Densité globale (populations locale et immigrée) : 29 habitants/km<sup>2</sup>.

### *Chronologie du fait migratoire :*

Les premières installations se sont produites vers 1915 et le réseau d'établissements mossi s'est dessiné nettement vers 1930.

Trois principales phases d'immigration caractérisent cette aire avant 1935, 1935-1960 et 1960-1965.

15 % des installations se sont faites avant 1935, 66 % au cours de la seconde période et 19 % entre 1960 et 1965.

### *Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

Parmi l'effectif des chefs de familles recensés : 22 % ont pour origine la circonscription de Titao, 19 % celle de Seguenega, 15 % viennent de Kongoussi et de Tikaré, 15 % de Ouahigouya et 14 % de Boussé. Les 15 % restant intéressent des origines très diverses.

Titao et Seguenega ont toujours fourni des colons de façon régulière jusqu'en 1960 tandis que Boussé a été un foyer de départs surtout avant 1935 et Kongoussi-Tikaré de 1940 à 1955.

Les immigrants venus de Titao se sont établis sur les marges de l'actuelle sous-préfecture. Ceux provenant des autres lieux cités ont participé à la création d'établissements situés plus au nord et au nord-est, à vingt, trente kilomètres des précédents, à l'intérieur de l'aire.

### *Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

Ce sont surtout les liens historiques entre les populations locales et les royaumes mossi voisins qui ont favorisé très tôt le mouvement. Le royaume kurumba du Lorum, étant passé sous la domination peul, des Kurumba se sont déplacés vers le sud-ouest et établis dans la région de Titao. Toutefois, ils ont conservé des liens avec les villages songhaï et dogon de leur pays d'origine et des chasseurs kurumba, notamment, retournaient périodiquement sur les anciens terrains de chasse des villages abandonnés.

Lorsque la pression administrative s'est exercée de 1924 à 1935 dans le cercle de Ouahigouya, les familles de cultivateurs désirant échapper aux contraintes se sont déplacées en direction des brousses du nord-est. Les Mossi ont accompagné les Kurumba (Fulse) qui revenaient s'installer près des sites habités par leurs ancêtres.

De plus, les chefs peul de Baraboulé et de Tongomayel ont accueilli ces immigrants sans réticence (cf. introduction).

### *Accessibilité à la terre :*

Chez les Peul, la propriété foncière s'établit par le défrichement suivi de la mise en culture. Quand un Peul décide de cultiver, il ne demande l'autorisation à personne. C'est le travail qui prouve la propriété. Ainsi, dans les espaces à vocation pastorale des territoires contrôlés politiquement par les chefferies peul, les Mossi ont pu s'établir à leur gré ; les chefs djelgobe appliquant pour eux le même statut coutumier.

Depuis trois générations, le canton de Baraboulé et, à une moindre mesure, celui de Tongomayel ont accepté l'installation des étrangers et les ont même protégés, sans les déclarer aux administrateurs. De préférence, les Mossi se sont établis dans les brousses. Des villages s'y sont constitués, en complète indépendance par rapport aux chefferies peul (Fig. 23). Depuis une vingtaine d'années, la présence mossi étant devenue forte, l'accueil n'est plus aussi généreux. Des notables peul, souvent en désaccord avec leurs chefs de canton qui continuent de pratiquer une politique d'accueil, s'opposent à l'extension du parcellaire mossi et désirent conserver les brousses pour eux seuls. Cette évolution provient d'une sédentarisation presque totale des Peul à l'ouest de Djibo qui a eu pour effet une saturation de l'espace (fortes densités humaines et animales autour des points d'eau permanents et des villages. Actuellement, les Mossi ne peuvent plus étendre leurs champs à proximité des bas-fonds et y planter des arbres (exemples : à Tondiata et Touronata).

Cette situation a été réglée récemment par le départ en masse des cultivateurs résidents dans les villages où l'alimentation en eau devenait très difficile (Soffi, Noufoundou, Donombéré).

Dans les secteurs à dominante kurumba (partie ouest et sud-ouest de l'aire), la situation des immigrés est différente. Les Kurumba prétendent s'être reinstallés sur des sites abandonnés lors de la conquête du pays par les Peul. Cette prétention laisse les chefs peul indifférents. Vis-à-vis des Mossi, les Kurumba se comportent donc en « nyonyose » (les premiers occupants) et les obligent à respecter leurs chefs de terre. Ceci fait, qu'en zone kurumba, les Mossi n'ont pas constitué de villages indépendants ; ils sont dispersés sur les portions de terroir octroyées par les chefs de terre kurumba. Même lorsque les Mossi sont majoritaires dans un village, les chefs de village et de terre sont kurumba.

#### *Dynamique de l'espace local :*

25 à 30 % des terres sont vacantes, à l'extrême sud et à l'extrême nord (entre les cordons dunaires) mais elles se situent sur des sols à fertilité nulle ou faible (sols halomorphes sur matériau argilo-sableux, associés à sols gravillonnaires). Les terres de ce type sont très peu mises en valeur. Elles sont dévolues à l'élevage en tant que terres de parcours et supportent déjà les charges pastorales élevées : Baraboulé 5,7 ha/bovin, Djibo : 4 ha/bovin.

On peut considérer que l'aire de Djibo-ouest est actuellement saturée tant du point de vue des espaces cultivables que de ceux consacrés à l'élevage.

Cette saturation s'est encore accentuée par la sécheresse des dernières années : les terres « sèches » ayant été abandonnées au profit des terres de bas-fonds.

#### AIRE N° 2 « DJIBO-EST ».

Effectif de la population d'accueil (1973) : 20.180 habitants.

Peul	8.450	30 établissements
Kurumba-Fulse	7.090	37 établissements
Rimaïbe	1.840	6 établissements
Bella-Gourmantche-Dogon-Songhaï	2.800	21 établissements.

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 6 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1973 : 9.359 — 1.274 familles — 41 établissements, sans compter 33 écarts dispersés et rattachés à ces établissements.

Densité globale (populations locale et immigrée) : 9 habitants/km<sup>2</sup>.

#### *Chronologie du fait migratoire :*

Les premières arrivées ont eu lieu en 1900-1910 mais la constitution d'un réseau villageois immigré n'est apparue qu'à partir de 1930, en même temps qu'avait lieu la principale poussée migratoire ; laquelle s'est apaisée en 1960.

26 % de l'effectif actuellement en place s'est installé avant 1930 ; 60 % entre 1930 et 1960 (22 % 1930-1940, 19 % 1940-1950, 19 % 1950-1960) et 14 % de 1960 à 1965.

#### *Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

23 % des chefs de famille ont pour origine Barsalogho, 22 % Seguénega-Boussé, 19 % Pissila, 19 % Kongoussi-Tikaré, 12 % Kaya et 5 % Pissila-Tougouri.

Le canton de Bottogo a surtout accueilli les immigrés de Kongoussi-Tikaré-Boussé et du Yatenga-Seguénega-Ouahigouya. Aribinda a reçu les immigrants venus de Pissila, Boula, Kaya, Barsalogho et Tougouri (Fig. 1).

#### *Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

L'installation des immigrés a été grandement facilitée d'une part par le chef de canton d'Aribinda qui ne les déclarait pas à l'administration et d'autre part par les brousses désertes : terrains de pâture du bétail peul, où a été constitué plus tard le canton de Bottogo. Les « déserteurs » venus des villages de Seguénega et Tikaré (dépendants du Balum Naba de Ouahigouya — serviteur zélé de l'administration —) et de Boussé (prestations de portage) ont afflué dans cette aire de 1925 à 1940.

Par ailleurs, au cours d'une phase récente, des établissements ont pu se créer au nord du front de colonisation situé à la limite des circonscriptions mossi, grâce à des campagnes d'hydraulique villageoise et pastorale dans l'Aribinda.

#### *Accessibilité à la terre :*

Comme dans l'aire n° 1 « ouest », l'accès à la terre n'a pas été limité en pays peul. Au contraire, l'absence totale le villages peul ou rimaïbe le long du marigot de Kelbo (Bottogo) a favorisé l'implantation mossi sous une forme dispersée, tout au long des axes de drainage. Le regroupement d'autorité, décidé par l'administration, n'a rien changé à cette situation particulière. Au contraire, la création du canton mossi de Bottogo n'a fait que s'ancionner l'indépendance des immigrés vis-à-vis de la chefferie peul de Tongomayel qui contrôle les terrains de parcours.

A l'est, dans le canton d'Aribinda, les Mossi se sont mêlés aux Kurumba, comme dans l'aire n° 1. Néanmoins, l'arrivée massive des immigrés a soulevé, à ses débuts, quelques problèmes, car elle a correspondu à une période durant laquelle s'opérait un éclatement des vieux établissements kurumba, en hameaux de culture, près des bas-fonds. Localement, des heurts se sont produits (qui ont attiré l'attention des autorités sur le phénomène migratoire), vite apaisés par le respect des cultivateurs mossi envers les chefs de terre kurumba. Ici, encore, les chefs de villages mossi sont très souvent kurumba.

#### *Dynamique de l'espace local :*

60 à 70 % de l'espace ne sont pas cultivés et, actuellement, les défrichements sont peu nombreux, sauf le long des bas-fonds où les populations autochtones et mossi recherchent les terres humides et les points d'eau pour leur alimentation en eau ainsi que celle de leur bétail.

Dans le canton de Bottogo, les terres vacantes correspondent à des sols peu évolués, associés à lithosols, qui n'attirent pas les cultivateurs du fait de leur faible rétention en eau. Ces derniers s'intéressent exclusivement aux sables éoliens, cultivés de part et d'autre des bas-fonds (Fig. 24).

Au sud-est (triangle : Kelbo-Gasseliki-Aribinda-Pelhouté) des possibilités de mise en valeur de terres cultivables existent (sols ferrugineux peu lessivés, sur sables éoliens) mais dans des zones éloignées des villages, donc des points d'eau permanents.

A l'est, les terres disponibles sont peu fertiles (sols halomorphes et hydromorphes, associés à sols gravillonnaires).

De toute façon, dans la conjoncture climatique des dernières années, les terres vacantes n'ont pas représenté d'attrait pour une extension de l'implantation rurale mossi. C'est un phénomène contraire qui a pu être observé : regroupement sur certains sites privilégiés, abandon des zakse éloignées des villages.

Tous les établissements de l'aire ont été affectés par des départs, surtout ceux de Bottogo où, en plus de récoltes catastrophiques, les puisards ont tari. Les Mossi ont été contraints de se ravitailler aux puits profonds des Rimaïbe et Kurumba, rares dans la région.

Depuis 1960, 286 départs de familles mossi ont pu être enregistrés, au cours de nos enquêtes ; dont 209 entre 1968 et 1973, soit une diminution de 12,5 % de l'effectif depuis 1968. Dans le même temps, quinze arrivées ont été recensées.

Les départs ont intéressé, pour 35 % des retours au pays mossi, pour 29 % des destinations inconnues (probablement l'ouest de la Haute Volta et la Côte d'Ivoire), pour 15 % des déplacements internes à l'aire (regroupements sur des villages autochtones), pour 14 % des migrations vers Nouna et Déougou et 7 % des migrations à destination de la Côte d'Ivoire.

#### **AIRE N° 3 « YALANGA ».**

Effectif de la population d'accueil (1973) : 6.322 habitants.

Kurumba	3.877	8 établissements
Peul	1.552	8 établissements
Songhai-Bella	693	4 établissements.

Densité du peuplement local, interne à l'aire : 24 habitants/km<sup>2</sup>.

Effectif de la population mossi :

En 1960 : 87 familles — 5 établissements

En 1973 : 102 familles — 6 établissements.

Densité globale (populations locale et immigrée) : 27 habitants/km<sup>2</sup>.

#### *Chronologie du fait migratoire :*

Les premières arrivées datent d'avant 1930 et le réseau d'établissements mossi, de 1955. Les principales périodes d'installation ont été 1950-1960 (51 %) et 1965-1972 (31 %).

*Mise en situation de l'aire par rapport aux pays de départ :*

Les chefs de famille, venus directement au lieu où ils ont été interrogés en 1972, ont pour principales origines : Barsalogho (30 %), Kongoussi-Tikaré (15 %), Kaya (15 %) et Yatenga (11 %). Toutefois, ce sont les flux indirects qui ont surtout intéressé l'immigration (57 % des installations). Dans ce second cas, les origines sont identiques et dans les mêmes proportions que celles de la catégorie précédente. Ces immigrants sont venus après des étapes de 8, 12, 17 ans effectuées dans les villages du nord de Barsalogho ou de la frange nord de l'aire n° 2 ; plusieurs étapes les rapprochant parfois de leur site actuel d'installation.

Depuis 1960, ce sont essentiellement des originaires de Barsalogho qui s'établissent dans l'aire de « Yalanga ».

*Faits favorisant ou limitant l'immigration :*

Le village d'Aribinda qui, traditionnellement a été une étape sur la route du sel, pour les caravanes mossi, a toujours connu l'installation de commerçants et d'artisans mossi. Cependant, c'est surtout la recherche de points d'eau permanents qui, depuis 1965, a attiré les immigrés dans cette aire, où se situent les vieux villages songhaï (Filio) et kurumba (Debeyel, Yalanga, Belhouro) qui possèdent des puits profonds.

L'établissement d'Ouroundou-Dar salam a été, à l'origine, un hameau de culture du village kurumba d'Ouroundou. Situé le long d'un marigot, il a attiré les Mossi venus de Barsalogho. C'est actuellement, dans toute la sous-préfecture de Djibo, le seul établissement qui puisse être qualifié de « colonisation actuelle ». Les Peul sont venus également, depuis peu, s'établir dans le bas-fonds et se présentent en concurrents des Mossi pour l'accès à la terre.

*Accessibilité à la terre :*

Elle est réglée selon les mêmes principes que ceux déjà exposés dans les deux autres aires. Remarquons, toutefois, qu'aucun groupe mossi ne s'est constitué en établissement indépendant.

*Dynamique de l'espace local :*

A peine 15 % de l'espace sont encore vacants, en petites portions réparties le long des marigots, ainsi qu'entre l'erg ancien (cultivé) et les axes de drainage. Les défrichements actuels s'opèrent dans les « brousses tigrées », à proximité immédiate des villages. 2 à 3 % des terres « disponibles » sont situées sur sables éoliens, entre Debeyel et Yalanga.

Si, comparativement aux aires d'immigration ancienne, celle de « Yalanga » paraît animée d'un certain dynamisme migratoire, l'avenir de ce dernier semble dès à présent limité aux établissements déjà créés.

En 1973, sur un nombre d'immigrés mossi en Haute Volta, estimé à 160.000 personnes, la sous-préfecture de Tougan en accueille plus de 16 % et celle de Djibo près de 10 %, soit au total, le quart de l'effectif mossi établi hors du pays d'origine.

# 6

## Un espace migratoire diversifié

Malgré l'orientation nouvelle des poussées migratoires qui confère actuellement aux aires mossi en pays samo une fonction de relais vers les aires d'immigration de la Volta Noire et malgré la mise en échec récente de l'implantation mossi en zone sahélienne, la colonisation agricole dérivée des migrations à la périphérie du nord-Mossi reste un fait d'importance.

Cette colonisation ne s'est pas manifestée partout avec la même ampleur, soit que les populations autochtones se soient opposées d'emblée à toute pénétration mossi (Samo Matya) ou bien encore qu'elles aient changé d'attitude à mesure que le poids des étrangers devenait plus lourd (Peul de Djibo-ouest), soit que les immigrants aient jugé le potentiel d'accueil peu attractif : trop grande profondeur des nappes phréatiques (sud-ouest de Tougan et secteur de Toéni) ou encore pluviométrie faible rendant la réussite des cultures trop aléatoire (nord-Djibo). Ces facteurs limitants paraissent essentiels ; nous avons pu constater que, du point de vue des potentialités agricoles, les Mossi se contentent souvent de terres dont l'intérêt agronomique est faible et pour lesquelles ils n'entrent pas en concurrence avec les paysanneries locales.

Ainsi, dans cet espace migratoire, des aires ayant chacune leurs caractéristiques propres ont-elles pu être cernées. Toutefois, au-delà des analyses régionales détaillées, est-il possible d'entrevoir une dynamique d'ensemble de cette poussée pionnière périphérique ?

La colonisation agricole a sans doute mieux réussi en pays samo maya. Il s'agit là d'un déversement de population dans une région où les conditions naturelles sont les plus voisines de celles des pays de départ. Les Mossi y ont reconstitué un type d'occupation très proche de celui du Yatenga, ou plutôt de ce qu'il était il y a encore une cinquantaine d'années : terroirs en auréoles, séparés les uns des autres par des brousses recélant des réserves en terre cultivable et consacrées (en attendant...) aux parcours d'un important cheptel bovin et caprin. De plus la structure politique mossi s'y est reconstituée avec l'érection spontanée de chefferies de village tandis que des chefs de terre mossi ont pu contrôler peu à peu l'espace acquis. Un univers villageois a été recréé même si la vie sociale est, pour partie, encore dépendante des villages d'origine peu éloignés. En zone sahélienne, au contraire, l'installation des Mossi est restée hésitante, précaire, freinée ou mise en déroute au rythme des « sécheresses » et des invasions acridiennes (1913-1915, 1928-1930, 1968-1974). L'implantation d'établissements y est demeurée légère et la constitution de chefferies coiffant des immigrés aux origines diverses n'a été qu'une émanation de la puissance administrante soutenue par la volonté politique d'un Yatenga-Naba<sup>(1)</sup>.

L'interférence des conditions d'accueil et des contraintes exercées par l'administration coloniale expliquerait cette situation locale : les Mossi auraient accédé aux brousses sahéliennes précipitamment, non avec la ferme intention d'y demeurer mais essentiellement pour s'y cacher. Le Sahel ne serait qu'une aire de refuge en sursis, contrairement au pays samo devenu aire de fort peuplement.

(1) Naba Tigré (1914-1953) a su tirer parti d'une collaboration active avec la puissance administrante française pour affirmer son autorité sur ses « sujets » chaque fois qu'une occasion s'est présentée. Ainsi a-t-il fait nommer des chefs mossi en pays samo jusqu'en 1925, obtenu la création du canton de Bottogo pendant que, dans le même temps, le Gouvernement du Soudan l'autorisait à créer des chefferies pour encadrer les colons des villages de l'Office du Niger et y percevoir l'impôt.

Cette opposition entre deux modes de colonisation périphérique n'est-elle pas trop tranchée ? Doit-on maintenir les termes d'« hésitation », de « précarité » pour qualifier la colonisation mossi à Djibo ? La fragmentation des groupes humains sous cette latitude n'est-elle pas plutôt une tendance générale (habitats dispersés, création de hameaux de culture, population flottante) caractérisant les formes de colonisation sédentaire récente ? Lorsque les Mossi ont pénétré dans la région, les vieux villages de cultivateurs kurumba et rimaïbe connaissaient un éclatement en écarts éparpillés. Et l'on ne peut dissocier ce mode de colonisation régionale de celui des Dogon s'implantant plus au nord, dans le Seno, et dont les petits établissements pionniers ont rencontré ceux des Mossi, tant à l'ouest de Djibo que dans le Gondo ; de même, l'implantation fragmentée des Gourmantché au sud de Dori, après qu'ils aient effectué un mouvement vers le nord, comme les Mossi. La dispersion de l'habitat serait donc le signe d'une adaptation à un genre de vie différent de celui des pays de départ : constitution de grands troupeaux, abandon des cultures de sorgho-haricots pour la monoculture extensive du mil, défrichement sans sélection d'espèces permettant la formation d'un parc, habitats « temporaires » s'appuyant sur un maillage de vieux villages groupés autour de puits profonds, témoins d'une première phase d'occupation sédentaire<sup>(1)</sup>.

Cependant, toutes ces migrations ayant abouti à une implantation diffuse de cultivateurs dans l'espace sahélien, à la limite de la sédentarité, ont été accélérées par les contraintes administratives et l'on est en droit de se demander si, sans elles, le mouvement général de desserrement des terroirs aurait atteint des limites aussi septentrionales. En ce qui concerne les Mossi, il est probable que le marigot de Kelbo, au sud du parallèle 14° aurait constitué la limite nord de la colonisation périphérique. Là : un chapelet de mares, des plaines sableuses, de vastes terrains de parcours. Mais les hameaux de culture de l'« intérieur » étaient reconnus les uns après les autres par les gardes-cercle et le mouvement a été poussé plus avant !

Dans la partie nord du Yatenga, dans l'espace compris entre les deux régions étudiées et où les conditions naturelles sont voisines de celles de Bottogo, l'implantation de hameaux de culture mossi n'a guère dépassé Kumbri et Thiou, situés respectivement à trente et quarante kilomètres de Ouahigouya la capitale historique régionale. Dans cette zone, il n'était pas facile de se cacher longtemps. Le canton peul de Banh était souvent l'objet de recensement et la chefferie Fittobe s'opposait à l'implantation de cultivateurs autour des mares d'abreuvement de son bétail. Les Mossi créant des hameaux de culture au nord de Ouahigouya n'espéraient donc pas échapper au contrôle de l'administration ; ils cherchaient essentiellement des terres vacantes, poussés par la « soif » d'espaces cultivables déclenchée par l'introduction forcée, puis l'extension, des cultures de coton et d'arachide. Seuls les facteurs agricoles attractifs ont joué dans la colonisation de ce secteur. Encore a-t-elle bénéficié temporairement d'une campagne de forages de puits et d'un encadrement agricole de la part de l'administration du cercle qui, à l'encontre de sa politique essentiellement cohérente menée à Djibo, a voulu favoriser ici une colonisation qu'elle pouvait contrôler, à proximité du chef-lieu. Cette constatation d'une pénétration prudente au nord du Yatenga vient étayer la supposition émise d'une avancée trop hâtive des Mossi dans le Djelgodji<sup>(2)</sup>.

Tandis que la pénétration au Sahel s'est figée et que l'on assiste à un renversement des flux migratoires, c'est vers l'ouest que le champ migratoire a pris toute son ampleur ; tout d'abord sous la forme d'une colonisation dense des marges, lesquelles déversent actuellement leur trop-plein en aval : le sud-ouest voltaïque et la Côte d'Ivoire.

L'espace de vie des paysans du nord-Mossi a trouvé sa limite aux sables du Djelgodgi pour s'étendre en direction des plantations de la Basse Côte.

(1) Dogon, Kurumba, Songhaï connaissent (ou connaissaient) les techniques permettant de creuser des puits profonds.

Dans le Yatenga, les Mossi se sont souvent implantés sur des sites d'habitat dogon ou kurumba, où un puits profond avait été creusé. Ces puits existent toujours et certains atteignent des profondeurs très supérieures à celle de la nappe actuelle (qui a baissé au cours des dernières années). Ceci signifierait qu'ils ont été creusés ou approfondis au cours de périodes « sèches » durant lesquelles le niveau de la nappe était encore plus bas qu'aujourd'hui.

(2) A partir de 1935 et dans le cadre des activités de la Société indigène de Prévoyance de Ouahigouya (créeée en 1931), des primes ont été accordées pour le forage de puits et le creusement de petits réservoirs « sur les points manquant d'eau ». En 1937, une expérience de colonisation dirigée a été tentée à Thiou. Des chefs d'exploitations ont reçu charrues, herses et bœufs.

## BIBLIOGRAPHIE

### Méthodologie :

BENOIT (M.) 1973. — *Espaces agraires mossi en pays Bwa*, ORSTOM, Ouagadougou, 2 fasc., T 1 (152 p. multigr.), T 2 (44 cartes et 17 graphiques).

RAISON (J. P.) 1973. — La colonisation des terres neuves intertropicales, in *Etudes Rurales*, n° 31, Paris, Mouton, pp. 5-112.

### Références intéressant Tougan :

ANCEY (G.) 1974. — *Facteurs et systèmes de production dans la société Mossi d'aujourd'hui : Migration, Travail, Terre et Capital*, ORSTOM, Ouagadougou, 121 p. multigr.

BRASSEUR (G.) et LE MOAL (G.) 1954. — *Cartes ethno-démographiques de l'Afrique Occidentale*, Feuilles 3 et 4 nord, Dakar, IFAN, Notice.

BOUTILLIER (J. L.) 1964. — Les structures foncières en Haute Volta, in *Etudes Voltaïques*, n° 5, pp. 5-83.

HÉRITIER-IZARD (F.) 1973. — La paix et la pluie : rapports d'autorité et rapport du sacré chez les Samo, in *L'Homme*, T XIII, n° 3.

HÉRITIER-IZARD (F.) 1974. — Des cauris et des hommes. Production d'esclaves et accumulation de cauris chez les Samo (Haute Volta), in *Formes de servitude en Afrique Occidentale* (Cl. MEILLASSOUX), Paris, Maspéro.

IZARD-HÉRITIER (F.) et IZARD (M.) 1958. — *Bouna. Monographie d'un village pana de la Vallée du Sourou (Haute Volta)*, Bordeaux, ISHA, 184 p.

IZARD-HÉRITIER (F.) et IZARD (M.) 1959. — *Aspects humains de l'aménagement du Sourou*, Bordeaux, ISHA, 78 p. multigr.

IZARD (M.) 1970. — *Introduction à l'histoire des royaumes mossi*, Recherches Voltaïques, CNRS-CVRS, 2 tomes, 428 p.

LEPRUN (J. C.) et MOREAU (R.) 1969. — *Etude pédologique de la Haute Volta, Région nord-ouest*, ORSTOM, Dakar, 341 p. multigr., 1 carte.

MARCHAL (J.-Y.) 1976. — Un périmètre agricole en Haute Volta : Guiédougou, Vallée du Sourou, Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XIII, n° 1, pp. 57-73.

QUEANT (T.) et DE ROUVILLE (C.) 1969. — *Agriculteurs et Eleveurs de la région du Gondo-Sourou*, CVRS, Ouagadougou, 269 p. multigr.

PEHAUT (Y.) et ROUAMBA (P.) 1957. — *Vallée du Sourou : Problèmes humains*, Bordeaux, ISHA, 103 p. multigr.

SAVONNET (G.) 1958. — *Carte ethno-démographique de la vallée du Sourou et des régions voisines*, Ouagadougou, IFAN, 2 feuilles.

TAUXIER (L.) 1917. — *Le Noir du Yatenga*, Paris, Larose.

BITARD (J. P.) et FAFFA (J. C.) 1958. — *Monographie d'un village marka de la vallée du Sourou (Haute Volta)*, Bordeaux, ISHA, 275 p. multigr.

### Références intéressant Djibo :

BARRAL (H.) 1967. — Les populations d'éleveurs et les problèmes pastoraux dans le nord-est de la Haute Volta, in *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. IV, n° 1, pp. 3-31.

BARRAL (H.) 1973. — Les zones d'endodromie pastorale, in *Programme d'Hydraulique au Sahel Voltaïque*, SCET. COOP., 33 p. multigr.

BOULET (R.) 1968. — *Etude pédologique de la Haute Volta, Région centre-nord*, ORSTOM, Dakar, 351 p. multigr., 1 carte.

GALLAIS (J.) 1975. — *Pasteurs et paysans du Gourma. La condition sahélienne*, CEGET, Bordeaux, 239 p.

QUINQUARD (N.) 1974. — *Les systèmes agro-pastoraux chez les Peul du Djelgodji (Haute Volta)*, Rouen, 114 p. multigr.

ROUCH (J.) 1953. — *Contribution à l'histoire des Songhaï*, Mémoires de l'IFAN, Dakar, n° 29, pp. 139-259.

SCET International 1973. — *Programme d'Hydraulique au Sahel*, Secrétariat des Affaires Etrangères, Paris.

STAUDE (W.) 1961. — Légende royale des Kurumba, in *JSA*, T XXXI, fasc. II.

STAUDE (W.) 1967. — La structure de la chefferie chez les Kurumba du Lorum (Haute Volta septentrionale), in *Paideuma*, vol. XIII, Francfort.

# Table des matières

Présentation : Sédentarité et mobilité rurale dans le bassin des Volta .....	3
<i>Première partie</i>	
LE PEUPLEMENT ET L'ABANDON DE LA VOLTA BLANCHE EN PAYS BISSA (sous-préfecture de Garango)	
Résumé .....	8
Abstract .....	8
Remerciements .....	9
Introduction. Les grands traits du peuplement actuel .....	9
1. La mise en place du peuplement régional .....	21
Les traditions orales .....	25
<i>Les souches Mossi</i> .....	25
<i>Les principales souches du peuplement Bissa</i> .....	28
<i>Les interprétations</i> .....	30
Les hypothèses anciennes .....	30
Interprétations personnelles .....	33
2. Les dynamiques du peuplement des vallées .....	36
La distribution du peuplement à la fin du XIX <sup>e</sup> s .....	36
Causes de la colonisation des vallées (1900-1946) .....	41
<i>La conquête militaire</i> .....	41
<i>Les résistances aux contraintes coloniales</i> .....	42
<i>Les prestations de travail</i> .....	47
<i>La culture du coton</i> .....	47
Les dynamiques de la colonisation agricole des vallées .....	48
<i>La dynamique interne à la circonscription de Garango</i> .....	48
<i>Les dynamiques externes à la circonscription de Garango</i> .....	55
3. L'abandon des vallées .....	66
Les dynamiques d'abandon .....	66
Les causes de l'abandon .....	71
<i>L'onchocercose, facteur essentiel de la désertion des vallées</i> .....	71
<i>Les facteurs secondaires de l'abandon des vallées</i> .....	81

<b>Conclusion .....</b>	83
<b>Annexes .....</b>	86
Origine géographique et étapes migratoires des lignages détenteurs de la chefferie de village ou de la responsabilité de quartier.	
<b>Bibliographie .....</b>	89

*Deuxième partie*

**LA PÉNÉTRATION MOSSI DANS LA PLAINE DU GONDO ET LE « SAHEL »  
(sous-préfectures de Tougan et de Djibo)**

Résumé .....	92
Abstract.....	92
Avant-propos .....	93
Cartes 1 à 24.....	94 à 115
<b>1. Introduction. Les données de l'histoire .....</b>	116
<b>2. Le fait migratoire .....</b>	120
<b>3. Les pays de départ.....</b>	125
<b>4. Les contextes d'accueil .....</b>	128
<i>Les populations autochtones : fiches signalétiques et répartition.....</i>	128
<i>La pluviométrie .....</i>	131
<i>La valeur agricole des sols.....</i>	132
<i>L'utilisation du sol .....</i>	134
<b>5. Les aires d'immigration.....</b>	136
<i>A Tougan.....</i>	136
<i>A Djibo .....</i>	140
<b>6. Un espace migratoire diversifié .....</b>	145
<b>Bibliographie .....</b>	147
<b>Table des matières .....</b>	148

---

COORDINATION-FABRICATION

Hélène DARDENNE

---

---

*Imprimé en France*

Imprimerie JOUVE, 17, rue du Louvre, 75001 PARIS  
Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1979

*Les Editions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer tiennent à constituer une documentation scientifique de base sur les zones intertropicales et méditerranéennes, les pays qui en font partie et sur les problèmes posés par leur développement.*

#### **CAHIERS ORSTOM** (séries périodiques)

- **biologie**: études consacrées à diverses branches de la biologie végétale et animale: agronomie, biologie et amélioration des plantes utiles, entomologie agricole, nématologie.
- **entomologie médicale et parasitologie**: systématique et biologie des arthropodes d'intérêt médical et vétérinaire, parasitologie, épidémiologie des grandes endémies tropicales, méthodes de lutte contre les vecteurs et les nuisances.
- **géologie**: pétrologie et cycles des éléments (géochimie) - hydrogéologie - altération et érosion - sédimentologie - stratigraphie - orogenèse continentale - métallogenèse - paléogéographie - structure et évolution des fonds océaniques.
- **hydrologie**: études, méthodes d'observation et d'exploitation des données concernant les cours d'eau intertropicaux et leurs régimes
- **océanographie**: hydrologie, physico-chimie, hydrodynamique, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, niveaux de production, dynamique des stocks, prospection faunistique (Sud-ouest Pacifique, Canal de Mozambique et environs, Atlantique Tropical Est).
- **hydrobiologie**: physico-chimie, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, dynamique des stocks, action des insecticides sur la faune (Bassin Tchadien, Côte d'Ivoire).
- **pédologie**: problèmes soulevés par l'étude des sols: morphologie, caractérisation physico-chimique et minéralogique, classification, relations entre sols et géomorphologie, problèmes liés aux sels, à l'eau, à l'érosion, à la fertilité.
- **sciences humaines**: études géographiques, sociologiques, économiques, démographiques et ethnologiques.

**MÉMOIRES ORSTOM**: consacrés aux études approfondies (synthèses régionales, thèses...) dans les diverses disciplines scientifiques (87 titres parus).

**ANNALES HYDROLOGIQUES**: depuis 1959, deux séries sont consacrées: l'une, aux Etats africains d'expression française et à Madagascar, l'autre aux Territoires et Départements français d'Outre-Mer.

**FAUNE TROPICALE**: collection d'ouvrages principalement de systématique, pouvant couvrir tous les domaines géographiques où l'ORSTOM exerce ses activités (35 titres parus).

**INITIATIONS/DOCUMENTATIONS TECHNIQUES**: mises au point et synthèses au niveau, soit de l'enseignement supérieur, soit d'une vulgarisation scientifiquement sûre (82 titres parus).

**TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'ORSTOM**: cette collection, diverse dans ses aspects et ses possibilités de diffusion, a été conçue pour s'adapter à des textes scientifiques ou techniques très variés quant à leur origine, leur nature, leur portée dans le temps ou l'espace, ou par leur degré de spécialisation (66 titres parus).

Les études en matière de géophysique (gravimétrie, sismologie, magnétisme...) sont publiées, ainsi que certaines données (magnétisme) dans des séries spéciales: **GÉOPHYSIQUE** et **OBSERVATIONS MAGNÉTIQUES**.

**L'HOMME D'OUTRE-MER**: cette collection, exclusivement consacrée aux sciences de l'homme, est réservée à des textes d'auteurs n'appartenant pas à l'ORSTOM, mais dont celui-ci assure la valeur scientifique (co-édition Berger-Levrault) (10 ouvrages parus).

De nombreuses **CARTES THÉMATIQUES**, accompagnées de **NOTICES**, sont éditées chaque année, intéressant des domaines scientifiques ou des régions géographiques très variées.

**BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE** (périodicité mensuelle; ancienne dénomination jusqu'en 1970 : Bulletin signalétique d'entomologie médicale et vétérinaire) (XXV<sup>e</sup> année).

**OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE OUTRE-MER**

*Direction générale :*  
24, rue Bayard - 75008 PARIS

*Service des Publications :*  
70-74, route d'Aulnay - 93140 BONDY

---

O.R.S.T.O.M. Éditeur  
Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1979  
I S B N : 2-7099-0511-6